

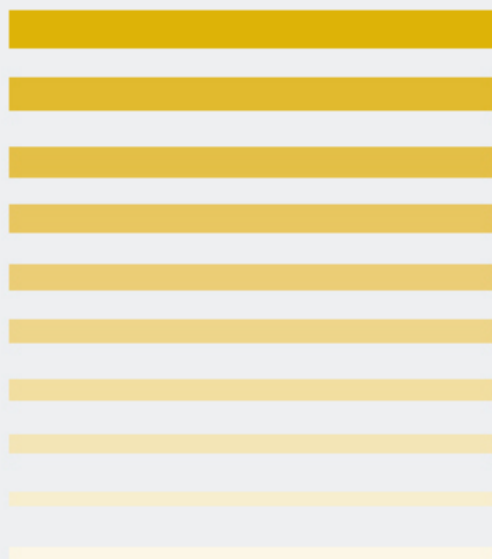


Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 16 - Numéro 31

8 août 2019



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	5
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Tribunal administratif des marchés financiers	9
2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF	
2.2 Avis légaux de l'Autorité	
3. Distribution de produits et services financiers	79
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	122
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Autres décisions	

5. Institutions financières	128
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Protection des dépôts	
5.7 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	136
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	235
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires	379
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	385
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	
9.4 Autres décisions	

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LESF
- TMF : Tribunal administratif des marchés financiers
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

- 2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF
 - 2.2 Avis légaux de l'Autorité
-

2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

2.1.1 Rôle des audiences



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
8 août 2019 – 9 h 00					
2019-012	Transat A.T. inc. Partie demanderesse	Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. Fasken Martineau DuMoulin SENCRL, s.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Groupe Mach Acquisition inc. et Groupe Mach inc. Parties intimées	Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Autorité des marchés financiers Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers			
	Air Canada Partie mise en cause	Stikeman Elliott s.e.n.c.r.l., s.r.l.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
14 août 2019 – 9 h 30					
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma
	Michel Plante Partie intimée	Me Marc R. Labrosse			
	SOLO International Inc. Partie intimée			Requête en arrêt des procédures de Michel Plante	Audience au fond
	Frederick Langford Sharp Partie intimée	Langlois Avocats s.e.n.c.r.l			
	Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	LCM Avocats inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 août 2019 – 14 h 00					
2019-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Contestation d'une décision rendue ex parte des intimés 9317-9687 Québec inc., Youssef Mouloudi et Khalid Manaa	Audience pro forma
	Évolution Québec inc. et Ramy Attara Parties intimées	Étude Jean Cantin Avocat			
	9317-9687 Québec inc. Partie intimée	Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP			
	Youssef Mouloudi Partie intimée	Liebman Légal Inc.			
	Ahmad Tamim, Partie mise en cause	Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP			
	Khalid Manaa et Ahmed Moudrika Parties mises en cause	Liebman Légal Inc.			
	Anfossi Tassé D'Avirro inc., Inter-Groupe Assurances inc., Banque Scotia, Banque TD et Banque Tangerine Parties mises en cause				
22 août 2019 – 14 h 00					
2019-010	Donald Drouin Partie demanderesse	Blouin avocat s.a.	Elyse Turgeon	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers et demande en sursis des procédures	Audience pro forma
	Autorité des marchés financiers Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2017-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Xavier Gervais et X Capital Services Financier Inc. Parties intimées Samuel Gervais, Banque nationale du Canada, Banque nationale du Canada, Financière Banque nationale inc., Banque de Nouvelle-Écosse et Caisse Desjardins des Hauts-Boisés Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Monterosso Giroux Lamoureux Avocats	Elyse Turgeon	Demande de levée des ordonnances de blocage	Audience pro forma
26 août 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
27 août 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
28 août 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 août 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
29 août 2019 – 14 h 00					
2019-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Manon Michel Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers .	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, d'interdiction d'opérations sur valeurs et de radiation d'inscription	Audience pro forma
4 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
5 septembre 2019 – 14 h 00					
2019-007	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Elite Forex inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Giroit & Associés Avocats	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience pro forma
2019-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse La Corporation Kim Or inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Giuseppe Di Donato	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience pro forma

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
11 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
12 septembre 2019 – 10 h 00					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Adam Bakary Diawara et Félix Fini Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana	Lise Girard	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Conférence préparatoire

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
13 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c.</p> <p>Woods s.e.n.c.r.l.</p>	Elyse Turgeon	<p>Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi</p>	Audience au fond
16 septembre 2019 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p>	Jean-Pierre Cristel	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
17 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c.</p> <p>Woods s.e.n.c.r.l.</p>	Elyse Turgeon	<p>Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi</p>	Audience au fond
18 septembre 2019 – 9 h 30					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p>	Jean-Pierre Cristel	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
19 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
20 septembre 2019 – 9 h 30					
2018-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dean Evans Services au client privé inc., John Evangeliou, Dimitra Roumeliotis, George Evangeliou et Portefeuille360 inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Battista Turcot Israel Corbo, s.e.n.c. Woods s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'une personne désignée responsable et d'un chef de la conformité, de retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription, de remboursement des frais d'enquête, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
24 septembre 2019 – 9 h 30					
2017-046	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>David Glazer et Castle Rock D.M.G. Investment Management inc. Partie intimée</p> <p>La Great-West Compagnie D'assurance-Vie et Services D'investissement Quadrus Ltée Parties mises en cause</p> <p>Banque Royale du Canada, Banque nationale du Canada, Banque Canadienne Impériale de Commerce, TD Waterhouse, Société de l'assurance automobile du Québec et l'Officier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal Parties mises en cause</p> <p>Stéphanie Hutman Partie intervenante/ demanderesse</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Woods s.e.n.c.r.l.</p> <p>Me Sylvia Reiter, Ad. E.</p> <p>Stikeman Elliott s.e.n.c.r.l., s.r.l.</p>	Elyse Turgeon	Demande de levée partielle des ordonnances de blocage	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
1er octobre 2019 – 9 h 30					
2019-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe Financier Stratège inc. et Myriam Mercier Parties intimées Nadine Boulet Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. BCF S.E.N.C.R.L.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription et de mesure de redressement	Conférence préparatoire
4 octobre 2019 – 9 h 30					
2018-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marc Gouin Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Étude légale M ^e Leila Kadri	Elyse Turgeon	Demande d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller en dérivés, d'interdiction d'opérations sur dérivés et de pénalité administrative	Audience au fond
7 octobre 2019 – 9 h 30					
2018-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marc Gouin Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Étude légale M ^e Leila Kadri	Elyse Turgeon	Demande d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller en dérivés, d'interdiction d'opérations sur dérivés et de pénalité administrative	Audience au fond
9 octobre 2019 – 9 h 30					
2019-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9133-8079 Quebec inc. et Giuseppe Muccari Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers MCG Avocats	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
10 octobre 2019 – 9 h 30					
2019-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9133-8079 Quebec inc. et Giuseppe Muccari Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers MCG Avocats	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 octobre 2019 – 9 h 30					
2017-040	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Claudette Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant et de conditions à l'inscription	Audience au fond
24 octobre 2019 – 9 h 30					
2017-040	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Claudette Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant et de conditions à l'inscription	Audience au fond
29 octobre 2019 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demandes préliminaires	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 octobre 2019 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demandes préliminaires	Audience au fond
5 novembre 2019 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Jeansonne Avocats inc. Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande en communication de la preuve et demande en inconstitutionnalité	Audience au fond
6 novembre 2019 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Jeansonne Avocats inc. Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande en communication de la preuve et demande en inconstitutionnalité	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 novembre 2019 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande en inconstitutionnalité	Audience au fond
9 décembre 2019 – 9 h 30					
2019-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe Financier Stratège inc. et Myriam Mercier Parties intimées Nadine Boulet Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. BCF S.E.N.C.R.L.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond
10 décembre 2019 – 9 h 30					
2019-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe Financier Stratège inc. et Myriam Mercier Parties intimées Nadine Boulet Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. BCF S.E.N.C.R.L.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 décembre 2019 – 9 h 30					
2019-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe Financier Stratège inc. et Myriam Mercier Parties intimées Nadine Boulet Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. BCF S.E.N.C.R.L.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond
12 décembre 2019 – 9 h 30					
2019-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe Financier Stratège inc. et Myriam Mercier Parties intimées Nadine Boulet Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. BCF S.E.N.C.R.L.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond
13 décembre 2019 – 9 h 30					
2019-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe Financier Stratège inc. et Myriam Mercier Parties intimées Nadine Boulet Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois avocats, S.E.N.C.R.L. BCF S.E.N.C.R.L.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
13 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
14 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
16 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
17 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
27 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
29 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
31 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
3 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
4 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
6 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
4 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Jeansonne Avocats inc. Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
5 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Jeansonne Avocats inc. Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
7 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
8 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
12 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
13 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
14 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
15 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
19 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
21 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
22 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
25 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
26 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
27 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
29 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
1er juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
3 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
4 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Jeansonne Avocats inc.			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

7 août 2019

2.1.2 Décisions

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DES MARCHÉS FINANCIERS**

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

LIEU DE L'AUDIENCE : QUÉBEC

DOSSIER N° : 2017-005

DÉCISION N° : 2017-005-001

DATE : Le 23 juillet 2019

**EN PRÉSENCE DE : M^e LISE GIRARD
M^e ANTONIETTA MELCHIORRE**

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
Partie demanderesse

c.
UNISSA ASSURANCES INC.

et
MARTIN GIROUX

et
STEVE CARSON
Parties intimées

et
MARTIN LEBLANC
et
CORPORATION INOVALIFE INC.
Parties mises en cause

2017-005-001

PAGE : 2

DÉCISION

[1] Dans la présente affaire, le Tribunal doit déterminer si des manquements ont été commis en raison de l'utilisation d'un cabinet d'assurance principalement constitué pour répondre notamment aux besoins lucres d'une compagnie non réglementée.

[2] Ainsi, le Tribunal doit décider s'il entérine les accords intervenus avec deux des intimés qui étaient les administrateurs et dirigeants du cabinet d'assurance de dommages Unissa. Se faisant, le Tribunal établira les principes de base gouvernant les parties lors du dépôt d'un accord.

[3] Par la suite, il devra évaluer la preuve soumise dont les admissions des intimés afin de déterminer si l'intimée Unissa a commis des manquements à ses obligations réglementaires à titre de cabinet et suivant ses activités avec la mise en cause iNovaLife.

APERÇU

[4] Un consommateur notamment à la recherche d'une assurance de dommages automobile ou habitation pouvait compléter gratuitement des demandes de soumissions via la plateforme web d'iNovaLife. Ce site Internet faisait la promotion d'économies grâce aux « *compareurs Inovalife* » auprès des consommateurs.

[5] Les demandes de soumissions d'assurance étaient dirigées vers un cabinet en assurance de dommages, soit l'intimée Unissa, une société incorporée en 2014 et dont les actionnaires, administrateurs et dirigeants sont identiques à ceux d'iNovaLife¹.

[6] L'intimée Unissa communiquait avec les consommateurs afin d'obtenir les renseignements pertinents à l'envoi d'une proposition d'assurance.

[7] iNovaLife agissait à titre de compagnie de marketing relationnel. Elle offrait un régime de rémunération à deux niveaux basés sur des « *points Nova* », l'un offert aux consommateurs et l'autre plus avantageux offert aux « *promoteurs affiliés* » à iNovaLife selon la force de référence de son équipe.

[8] La structure d'iNovaLife ressemblait à une structure de réseau de vente multiniveaux. À chaque fois qu'un « *promoteur affilié* » recrutait un nouveau client ou un nouveau promoteur, il recevait des points Nova².

¹ Pièces D-1 et D-14.

² Pièces D-18 et D-19.

2017-005-001

PAGE : 3

[9] L'Autorité reproche à l'intimée Unissa et à ses dirigeants, les intimés Martin Giroux et Steve Carson, de ne pas avoir respecté les obligations qui leur incombaient en vertu de la *Loi sur la distribution des produits et services financiers*³ « LDPSF », notamment d'avoir toléré une confusion dans les activités d'Unissa et d'iNovaLife, d'avoir commis des manquements liés aux fonctions de dirigeant responsable, de la conformité, de la tenue de dossiers clients et de lui avoir fait des fausses déclarations.

[10] En date du 9 novembre 2018, l'Autorité a fait parvenir au Tribunal deux ententes intervenues avec les intimés Martin Giroux et Steve Carson.

[11] Le 12 novembre 2018, l'Autorité a transmis au Tribunal une demande amendée. D'ailleurs, notons que les ententes réfèrent à la demande initiale et non celle suivant les amendements.

[12] Par ailleurs, concernant l'intimée Unissa, bien que dûment avisée de la date d'audition et que ses dirigeants étaient présents ou représentés en début d'audience, aucun procureur ne s'est présenté ou aucune représentation n'a été faite pour elle. L'audience a donc procédé par défaut à son égard.

[13] En conséquence, le Tribunal devra trancher les questions en litige suivantes :

1. Est-ce que les ententes soumises sont raisonnables, conformes à la loi et dans l'intérêt public?
2. Concernant l'intimée Unissa, a-t-elle commis les manquements reprochés?
 - a. Pour répondre à cette question, le Tribunal devra déterminer s'il peut utiliser les admissions des dirigeants.
3. S'il y a lieu, quelles sont les sanctions administratives que le Tribunal doit imposer à l'intimée Unissa?

CONTEXTE

[14] Les parties impliquées au présent dossier sont les suivantes.

iNovaLife

[15] Corporation iNovaLife inc. est une personne morale constituée le 21 janvier 2014 et dont les activités déclarées au REQ sont « Fournisseurs de services internet et sites portail de recherche »⁴.

³ RLRQ, c. D-9.2.

⁴ Pièce D-14.

2017-005-001

PAGE : 4

[16] Les actionnaires d'iNovaLife sont les mêmes que ceux du cabinet Unissa.

[17] L'intimé Martin Giroux agit comme président, secrétaire et trésorier d'iNovaLife, alors que l'intimé Steve Carson agit comme principal dirigeant et directeur du développement.

[18] iNovaLife n'est pas inscrite à quelque titre que ce soit auprès de l'Autorité⁵.

[19] iNovaLife est en faillite depuis le 24 octobre 2016⁶.

[20] iNovaLife n'est pas directement visée par la demande de l'Autorité dans le présent dossier.

Unissa

[21] L'intimée Unissa est une personne morale constituée le 29 décembre 2014 et qui a comme activité économique celle d'« Agences d'assurances »⁷.

[22] L'intimé Martin Giroux, au moment des faits en litige, agissait comme président, secrétaire et trésorier de l'intimée Unissa, alors que l'intimé Steve Carson agit comme principal dirigeant et directeur du développement.

[23] Du 23 juin 2015 au 7 mai 2017, l'intimée Unissa détenait une inscription auprès de l'Autorité lui permettant d'agir à titre de cabinet d'assurance de dommages⁸.

[24] Plusieurs dirigeants responsables se sont succédé.

[25] De juin 2015 à novembre 2015, Carl Higgins a été le premier dirigeant responsable.

[26] Par la suite, Jean- François Nadeau aurait pris la relève jusqu'au 26 janvier 2016. Par ailleurs, le rôle de ce dernier n'était pas officiel n'ayant jamais été déclaré, ni approuvé par l'Autorité.

[27] À partir du mois de janvier 2016 jusqu'en juillet 2016, l'intimé Martin Giroux occupait le poste de dirigeant responsable sans l'avoir déclaré à l'Autorité ni obtenu son approbation.

[28] Finalement, à partir du mois de juillet 2016, une résolution du conseil d'administration de l'intimée Unissa a été signée, aux termes de laquelle il était convenu que Yannick Jetté agirait comme dirigeant responsable.

⁵ Pièce D-16.

⁶ Pièces D-14 et D-15.

⁷ Pièce D-1.

⁸ Pièce D-2 tel qu'amendée.

2017-005-001

PAGE : 5

Martin Giroux

[29] L'intimé Martin Giroux, par l'entremise de la société CDT Développement inc. dont il est l'actionnaire majoritaire, est le premier actionnaire de l'intimée Unissa.

[30] Il est également le cofondateur d'iNovaLife pour laquelle il agissait à titre de président, secrétaire et trésorier.

[31] Au moment des faits en litige, il agissait également à titre de président, secrétaire et trésorier de l'intimée Unissa.

[32] L'intimé Martin Giroux n'est pas certifié à quelque titre que ce soit auprès de l'Autorité.

[33] De l'aveu même de l'intimé Martin Giroux à l'audience, il n'avait aucune connaissance du domaine de l'assurance. Il était donc incapable d'assumer l'encadrement des activités du cabinet. Cette affirmation a été confirmée par plusieurs témoins, notamment des employés de l'intimée Unissa.

Steve Carson

[34] L'intimé Steve Carson est, par l'entremise de la société Placements Perroquet Itée dont il est actionnaire majoritaire, le troisième actionnaire de l'intimée Unissa.

[35] Il n'est pas certifié à quelque titre que ce soit auprès de l'Autorité.

[36] Il agit à titre de principal dirigeant, directeur du développement du cabinet de l'intimée Unissa et d'iNovaLife.

[37] Bref, les intimés Martin Giroux et Steve Carson ainsi que le mis en cause Martin Leblanc, détiennent, à travers des compagnies, l'ensemble des actions⁹ à parts égales d'iNovaLife qu'ils ont fondée¹⁰.

ANALYSE

[38] Dans le cadre de son analyse, le Tribunal doit répondre aux trois questions suivantes :

⁹ Pièces D-6, D-8 et D-12.

¹⁰ Pièce D-14.

2017-005-001

PAGE : 6

Question 1 : Est-ce que les ententes soumises sont raisonnables, conformes à la loi et dans l'intérêt public?**Résumé des ententes**

[39] Pour une meilleure compréhension, il y a lieu de résumer les termes de ces deux ententes.

[40] Les ententes énoncent les admissions faites par les intimés Martin Giroux et Steve Carson en lien avec des faits allégués à la demande initiale en faisant référence à certains paragraphes¹¹, et ce, avant que cette procédure ne soit amendée.

[41] Également, ces intimés consentent au dépôt de toutes les pièces alléguées au soutien de la demande originale sans autre formalité.

[42] Dans son entente, l'intimé Martin Giroux reconnaît « qu'à titre d'administrateur d'Unissa, il était responsable de la mise en place des pratiques du cabinet (...) » et « à ce titre est responsable des manquements commis par le cabinet, son dirigeant responsable et ses représentants ».

[43] Quant à l'intimé Steve Carson, bien qu'il reconnaisse qu'il est le principal dirigeant et le directeur du développement d'Unissa, il ajoute qu'il est un dirigeant non membre du conseil d'administration.

[44] Mentionnons que les manquements pour lesquels les intimés Martin Giroux et Steve Carson reconnaissent être responsables ne sont pas clairement établis dans leur entente. Le Tribunal a dû poser plusieurs questions et s'assurer que les intimés comprenaient bien l'étendue des manquements admis.

[45] Finalement, les ententes indiquent le montant de la pénalité administrative que les intimés consentent à verser, soit :

[46] Pour l'intimé Martin Giroux, il consent à ce qu'une pénalité administrative de 10 000 \$ lui soit imposée pour avoir fait défaut de respecter ses obligations à titre d'administrateur d'Unissa, notamment en ne s'assurant pas que le cabinet agisse avec soin et compétence dans le cadre de ses relations avec ses clients et en ayant toléré que les représentants du cabinet ne remplissent pas l'ensemble des obligations qui leur incombent.

¹¹ Concernant l'entente de l'intimé Martin Giroux, les paragraphes 4 à 17, 23, 29 à 74 et 83 à 145 de la demande originale.
Concernant l'entente de l'intimé Steve Carson, les paragraphes 4 à 13, 15, 18 à 20, 23, 29 à 74 et 83 à 145 de la demande originale.

2017-005-001

PAGE : 7

[47] Pour l'intimé Steve Carson, il consent à payer une pénalité administrative de 5 000 \$ pour avoir fait défaut de respecter ses obligations à titre de dirigeant non membre du Conseil d'administration d'Unissa et de Principal dirigeant, Directeur du développement, notamment en ne s'assurant pas que le cabinet agisse avec soin et compétence dans le cadre de ses relations avec ses clients.

[48] De plus, en vertu de ces ententes, les intimés Martin Giroux et Steve Carson s'engagent respectivement à ne pas formuler de demandes auprès de l'Autorité aux fins d'être inscrits à titre de dirigeants responsables d'un cabinet d'assurance, et ce, pour une période de trois (3) ans.

[49] Or, malgré ces engagements, ceci n'établit pas clairement qu'ils ne peuvent s'inscrire auprès de l'Autorité.

[50] Par ailleurs, suivant le questionnement du Tribunal, les intimés Martin Giroux et Steve Carson ont consenti à ce que le Tribunal rende une ordonnance d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable d'un cabinet d'assurance, et ce, pour une période de trois ans.

[51] De plus, mentionnons que l'entente de l'intimé Martin Giroux indique que ce dernier a déposé une cession de biens le 13 juillet 2018 en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*¹² « LFI ».

Entente vs Accord

[52] Suivant l'adoption du nouvel article 97 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*¹³ « LESF » précisant le pouvoir du Tribunal d' « entériner un accord, s'il est conforme à la loi », il y a lieu d'en analyser son application.

[53] Cet article réfère au terme « accord » au lieu d' « entente ».

[54] L'étude du projet de loi 141, soit la *Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières*¹⁴ ne précise pas l'intention du législateur sur l'utilisation du terme « accord », n'ayant pas fait l'objet d'un débat lors de l'étude, article par article, par la Commission des finances publiques.

[55] Selon le Dictionnaire de droit québécois et canadien¹⁵, le terme « accord » est défini comme étant une « entente entre deux ou plusieurs personnes » alors que le terme

¹² *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, LRC (1985), ch. B-3.

¹³ RLRQ, c. E-6.1.

¹⁴ L.Q. 2018, c. 23.

¹⁵ Hubert Reid, *Dictionnaire de droit québécois et canadien*, 5^e ed., Montréal, Wilson & Lafleur, 2015.

2017-005-001

PAGE : 8

« entente » est défini comme un « accord, convention entre deux ou plusieurs personnes ».

[56] Toujours selon ce même dictionnaire, tant le terme « accord » que le terme « entente » se traduisent en anglais par le mot « agreement ». D'ailleurs, il est intéressant de noter que la version anglaise de l'article 97 de la LESF utilise le terme « agreement ».

[57] Également, nous avons noté que ce pouvoir « d'entériner un accord s'il est conforme à la loi » se retrouve à l'article 9 de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail*¹⁶ qui stipule :

« 9. Le Tribunal a le pouvoir de décider de toute question de droit ou de fait nécessaire à l'exercice de sa compétence.

En outre des pouvoirs que lui attribue la loi, le Tribunal peut:

[...]

6° entériner un accord, s'il est conforme à la loi;

[...] »

[58] Le Tribunal est d'avis que le législateur a utilisé le mot « accord » à l'article 97 de la LESF dans un désir d'uniformiser les termes utilisés dans les lois s'appliquant aux tribunaux administratifs.

[59] Puisque le législateur a choisi le terme « accord », le Tribunal privilégiera l'utilisation de ce terme.

Analyse des accords

[60] Tout d'abord, le Tribunal rappelle que chaque cas doit être évalué et analysé à la lumière des faits et circonstances de chaque affaire.

[61] Le Tribunal n'est jamais tenu d'accepter les accords ni les suggestions communes.

[62] De plus, il rappelle que l'article 93 de la LESF établit de manière explicite que le Tribunal doit exercer sa discrétion en fonction de l'intérêt public :

« 93. Le Tribunal a pour fonction de statuer sur les affaires formées en vertu de la présente loi, de la Loi sur les entreprises de services monétaires (chapitre E-12.000001) et des lois énumérées à l'annexe I. Sauf disposition contraire de la loi, il exerce sa compétence à l'exclusion de tout autre tribunal ou organisme juridictionnel.

¹⁶ RLRQ, c. T-15.1.

2017-005-001

PAGE : 9

Le Tribunal exerce la discrétion qui lui est conférée en fonction de l'intérêt public.

[...] »

[63] La notion d'« intérêt public » réfère notamment à la protection des investisseurs, à l'efficacité des marchés financiers ainsi qu'à la préservation de la confiance du public en ces derniers.

[64] L'accord doit refléter clairement, de manière transparente et compréhensible, les admissions sur lesquelles les parties se sont entendues.

[65] En effet, le Tribunal a constaté à quelques occasions certaines discordances dans la façon dont les accords sont rédigés, soit dans les termes utilisés, mais surtout dans le contenu qui peut, comme en l'espèce, être imprécis et incertain quant à l'étendue des admissions et des manquements reconnus par les intimés.

[66] Alors que certains accords font référence précisément aux faits ayant causé les manquements, d'autres se contentent « d'admettre » tous les faits en référant simplement à la demande.

[67] La clarté et la compréhension des accords sont intimement liées au devoir du Tribunal de rendre des décisions motivées et claires afin de s'assurer du respect des règles de justice naturelle et d'équité procédurale.

[68] Le lecteur doit être en mesure de bien comprendre le raisonnement¹⁷ ainsi que le fondement de la décision¹⁸.

[69] D'ailleurs, l'article 115.15.3 de la LESF¹⁹ précise que le Tribunal doit motiver ses décisions tout en la communiquant en termes clairs et concis :

« 115.15.3. Toute décision du Tribunal doit être communiquée en termes clairs et concis.

Toute décision qui termine une affaire doit être écrite, motivée, signée et transmise aux parties intéressées.

Le Tribunal peut, aux conditions qu'il détermine, demander à une partie de notifier la décision rendue suivant une audience *ex parte*. Dans ce cas et dès

¹⁷ *Fraternité des policiers de Lévis inc. c. Lévis (Ville de)*, 2014 QCCA 1453.

¹⁸ *Newfoundland & Labrador Nurses Union c. Terre-Neuve et Labrador* (Conseil du Trésor), 2011 CSC 62, par. 16.

¹⁹ RLRQ, c. E-6.1.

2017-005-001

PAGE : 10

réception des preuves de notification, le Tribunal n'est pas tenu de transmettre la décision aux parties intéressées. »

[Nos soulignements]

[70] Cette obligation est également prévue à la *Loi sur la justice administrative*²⁰ à son article 13, auquel le Tribunal est assujéti :

« 13. Toute décision rendue par l'organisme doit être communiquée en termes clairs et concis aux parties et aux autres personnes indiquées dans la loi.

La décision terminant une affaire doit être écrite et motivée, même si elle a été portée oralement à la connaissance des parties. »

[71] Pour ce faire, lors du dépôt d'un accord, le Tribunal doit obtenir toute l'information nécessaire afin de l'éclairer dans sa prise de décision. Selon les admissions effectuées, il sera en mesure de déterminer si des manquements ont été commis, si oui, lesquels et l'étendue de ceux-ci. La communication de l'information permettra également au Tribunal d'établir si la pénalité convenue est raisonnable dans les circonstances et dans l'intérêt public.

[72] Or, le Tribunal note que les accords soumis par les parties n'établissent pas la nature des manquements admis par les intimés. Ils font plutôt référence aux allégués de la demande de l'Autorité.

[73] Le Tribunal tient à exprimer son inconfort face à une telle pratique et souhaite donc expliciter les critères qui devront à l'avenir guider la rédaction d'un accord.

[74] De plus, lorsqu'une partie se représente seule, comme en l'espèce pour l'intimé Martin Giroux, le Tribunal doit s'assurer que cette partie comprend l'étendue de ce qu'elle admet.

[75] Elle doit clairement reconnaître les faits qui engendrent les manquements pour lesquels une sanction administrative lui sera imposée.

[76] L'équité procédurale et l'application des principes de justice naturelle sont parmi les fondements du droit administratif. Les principes de justice naturelle visent à protéger les personnes dont les droits sont affectés. Le Tribunal doit donc s'assurer que l'équité procédurale soit respectée lorsqu'il rend une décision.

[77] Dans le cas présent, lors de la présentation des accords au Tribunal, ce dernier a dû demander à deux reprises aux parties concernées de clarifier les faits et les manquements, car les ententes faisaient référence à la demande de manière assez générale sans préciser clairement ceux-ci.

²⁰ RLRQ, c. J-3.

2017-005-001

PAGE : 11

[78] Suivant le refus des parties de clarifier les accords, le Tribunal a dû poser plusieurs questions à ces dernières pour préciser l'étendue et la nature des manquements reprochés.

[79] D'ailleurs, alors que le Tribunal s'est adressé à l'intimé Martin Giroux pour lui demander ce qu'il reconnaissait comme manquements, ce dernier a indiqué ne pas le savoir. Il a mentionné seulement souhaiter « s'en débarrasser », qu'il ferait faillite et qu'il voulait mettre ça derrière lui sans perdre plus de temps dans cette aventure.

[80] Le Tribunal a alors refusé le dépôt de cet accord.

[81] Le Tribunal a enjoint à l'intimé Martin Giroux de procéder à l'audience de son dossier alors qu'une semaine d'audience était prévue à cet effet.

[82] Après une suspension d'audience, les procureurs de l'Autorité ainsi que l'intimé Martin Giroux ont fourni de l'information additionnelle et des précisions quant aux faits soutenant les manquements reprochés.

[83] Après s'être assuré que l'intimé Martin Giroux reconnaissait réellement ces faits et les manquements qu'il a commis, de l'importance de ceux-ci tout en lui rappelant ses responsabilités, le Tribunal a pris cet accord en délibéré.

Principes gouvernant l'acceptation des accords par le Tribunal

[84] Étant donné les difficultés rencontrées dans le présent dossier, le Tribunal profite de l'occasion afin d'établir les principes de base devant gouverner les parties lors du dépôt d'un accord devant lui, ceci pour assurer le respect des principes de justice naturelle et d'équité procédurale.

[85] D'ailleurs, le Tribunal favorise la conclusion d'accord lorsque cela s'avère possible entre les parties. Force est de constater que la nouvelle réalité sociale privilégie de passer de la culture du litige à la culture du règlement.

[86] En droit civil, en 2014, suivant la réforme du *Code de procédure civile*, le législateur a édicté plusieurs moyens afin d'inciter les parties aux modes alternatifs de résolutions de conflits.

[87] En droit criminel et pénal, tant la Cour suprême du Canada que la Cour d'appel du Québec ont répété à plusieurs reprises que la négociation d'un plaidoyer est essentielle au bon fonctionnement du système de justice²¹.

²¹ *R. c. Wong*, 2018 CSC 25, par. 61.

2017-005-001

PAGE : 12

[88] Le Tribunal réfère aux propos dans l'affaire *Auclair c. R.*²² où la Cour d'appel du Québec rappelle :

« [2] [...] Notons que la négociation d'un plaidoyer de culpabilité assorti d'une suggestion commune sur la peine est une pratique reconnue par les tribunaux, qui permet d'assurer l'intérêt de la justice lorsqu'elle est issue de discussions rigoureuses et sérieuses, menées de façon honorable et franche dans le respect de l'obligation de communication de la preuve incombant à la poursuite. »

[Nos soulignements]

[89] Ainsi pour que le Tribunal puisse déterminer si l'accord intervenu entre les parties est conforme à la loi²³, raisonnable et conclu dans l'intérêt public, les éléments suivants doivent notamment transparaître de l'accord :

[90] **L'accord doit être clair :**

[91] Pour entériner un accord, le Tribunal doit s'assurer qu'il est conforme à la loi, raisonnable dans son ensemble et conclu dans l'intérêt public. Pour se faire, l'accord doit contenir tous les éléments et informations nécessaires pour permettre au Tribunal de faire cette analyse.

[92] Ainsi, il est fondamental que les termes et conditions contenus dans l'accord soient limpides et clairs.

[93] L'accord doit être intelligible en soi sans nécessiter que le lecteur doive se référer à un autre texte pour sa compréhension.

[94] Il ne suffit pas de faire une admission générale des faits mentionnés dans la demande.

[95] Ainsi, sans reprendre toutes les allégations contenues dans la demande, il est impératif de préciser clairement les faits pertinents admis qui sont à la base des manquements pour lesquels une sanction est requise.

[96] Nous devrions être en mesure de retrouver dans l'accord un exposé exhaustif et fidèle des faits pertinents qui sont admis par l'intimé.

[97] L'accord doit comprendre la reconnaissance de faits de nature à produire des conséquences juridiques contre la partie visée²⁴.

²² 2016 QCCA 1361.

²³ Au sens de l'article 97 al. 2 (6) de la LESF.

²⁴ Article 2850 C.c.Q.

2017-005-001

PAGE : 13

[98] Ceci découle de l'importance que l'intimé visé puisse comprendre l'étendue de ce qu'il admet considérant les conséquences qu'il en découlera.

[99] En l'espèce, puisque la nature des manquements recherchés n'était pas clairement définie dans les accords, le Tribunal a été obligé de faire plusieurs interventions, plus particulièrement à l'égard de l'intimé Martin Giroux qui se représentait seul.

[100] Les admissions contenues aux accords sont particulièrement générales et non circonscrites. Elles ne permettent pas d'en comprendre l'étendue pour que le Tribunal puisse déterminer si en fonction des manquements commis les sanctions administratives sont raisonnables.

[101] De plus, en l'espèce, une simple lecture des allégués admis dans la demande ne permettent pas d'identifier clairement les manquements. Ces derniers étant difficilement discernables dans les faits selon les sections prévues et en lien avec les dispositions législatives applicables.

[102] Également, un lecteur ne pouvait à la lecture des accords connaître clairement ce qui était recherché.

[103] D'ailleurs, lorsque le Tribunal a demandé à l'intimé Martin Giroux quels manquements il admettait avoir commis, il a candidement répondu que « non » en ajoutant que de toute manière il faisait faillite et qu'il souhaitait se débarrasser de ces procédures. C'est sur la base de cette affirmation que le Tribunal a mentionné ne pouvoir entendre les représentations sur l'accord dans ces circonstances.

[104] Ce n'est qu'après deux ajournements, suivant un long échange avec le Tribunal, que l'intimé Martin Giroux a défini clairement ce à quoi il reconnaissait sa responsabilité, avec le support de l'Autorité quant aux précisions, pour que le Tribunal accepte de poursuivre les représentations en lien avec la demande d'entériner ces accords.

[105] D'ailleurs, même si l'intimé Steve Carson était représenté par avocat, son accord était construit de la même manière ce qui a nécessité également des précisions.

[106] Sans ces échanges, le Tribunal n'aurait pu être en mesure de se prononcer sur ces accords.

[107] **L'accord doit être signé par la partie elle-même s'il s'agit d'une personne physique ou de son représentant dûment autorisé dans le cas d'une personne morale :**

[108] Bien qu'en principe un procureur ait le mandat de signer une entente au nom de son client, à moins de circonstances exceptionnelles, le Tribunal ne favorise pas cette pratique, et ce, principalement pour les deux raisons qui suivent. D'abord, afin de

2017-005-001

PAGE : 14

s'assurer que l'intimé comprend bien tous les termes de l'accord, puis afin d'assurer l'effet exécutoire de la décision à être rendue, lorsque ce dernier s'engage notamment à faire ou ne pas faire certains actes.

[109] En l'espèce les parties intimées Martin Giroux et Steve Carson avaient signé leur accord.

[110] **L'accord doit se situer à l'intérieur de la juridiction du Tribunal :**

[111] Les accords doivent s'inscrire dans le cadre des pouvoirs du Tribunal. D'où l'importance d'établir clairement les manquements reprochés pour les pénalités ou autres sanctions recherchées.

[112] Dans le présent dossier, le Tribunal ne pouvait définir pleinement sa juridiction sans connaître précisément l'étendue des admissions, car les manquements à la base de la demande des pénalités n'étaient pas clairement définis.

[113] **Les termes de l'accord doivent être fondés sur des faits véridiques :**

[114] Le Tribunal ne peut permettre qu'une partie puisse admettre des faits qui sont faux ou inexacts pour éviter la tenue d'une audience.

[115] Ainsi lorsque l'intimé Martin Giroux a affirmé ne pas savoir ce sur quoi il reconnaissait sa responsabilité, le Tribunal n'aurait pu se fier aux admissions de l'accord.

[116] **Autres éléments :**

[117] Malgré qu'il ne soit pas obligatoire de le mentionner, un accord est conditionnel à son acceptation par le Tribunal. Les parties doivent savoir que le Tribunal n'est pas lié par les suggestions communes. Il est de bonnes pratiques de prévoir une disposition prévoyant que l'accord est conditionnel à l'approbation par le Tribunal.

[118] Ceci ne constitue pas une énumération exhaustive de ce que doit contenir un accord. Les parties sont libres d'y insérer tout élément pertinent et clause permettant de définir leur entente. Par ailleurs, ces éléments de base ci-haut énumérés sont essentiels afin de permettre au Tribunal de rendre une décision intelligible²⁵, claire et motivée.

Application des faits relativement aux accords

[119] Suivant les questions du Tribunal et considérant que les intimés Martin Giroux et Steve Carson ont admis les faits qui supportent l'ensemble des manquements soulevés par l'Autorité dans sa demande, le Tribunal confirme que ceux-ci ont contrevenu à de nombreuses obligations légales en vertu de la LDPSF et ses règlements.

²⁵ *Société des services Ozanam inc. c. Québec (Commission municipale)*, 1994 CanLII 6507 (QC CS).

2017-005-001

PAGE : 15

[120] Tel que mentionné précédemment, les intimés étaient les dirigeants notamment du cabinet Unissa :

- 1) L'intimé Martin Giroux était par l'entremise de la société CDT Développement inc. le premier actionnaire, président, secrétaire et trésorier de l'intimée Unissa ainsi que le cofondateur d'iNovaLife pour laquelle il agissait à titre de président, secrétaire et trésorier;
- 2) L'intimé Steve Carson était par l'entremise de la société Placements Perroquet ltée, actionnaire de l'intimée Unissa ainsi que principal dirigeant, directeur du développement du cabinet de l'intimée Unissa et d'iNovaLife.

[121] D'ailleurs, l'intimé Steve Carson a tenu à spécifier dans l'entente et lors de l'audition qu'il ne faisait pas partie du conseil d'administration. Étant donné ses responsabilités et son rôle dans ces sociétés, le Tribunal ne considère pas que ceci change en soi sa responsabilité dans la présente affaire ou constitue un facteur atténuant.

[122] Nous pouvons résumer ainsi les manquements constatés :

- 1) Les dirigeants du cabinet Unissa ont fait défaut de respecter les obligations en vertu de la LDPSF, dont celles :
 - i. Relativement aux devoirs et responsabilités des dirigeants responsables d'Unissa;
 1. D'avoir omis d'informer l'Autorité en temps utile qu'un dirigeant responsable n'agissait plus à ce titre;
 2. D'avoir permis qu'une autre personne agisse de manière non officielle comme dirigeant responsable sans l'avoir déclaré à l'Autorité, et ce, à deux reprises;
 3. D'avoir permis que le rôle de dirigeant responsable ne soit en fait qu'un rôle de complaisance, n'ayant pas accès à toute l'information requise pour remplir adéquatement ses fonctions et ne pouvant participer aux décisions de gestion;
 4. D'avoir permis que des individus agissent à titre de « dirigeant responsable », sans que l'Autorité n'en soit informée²⁶;
 5. D'avoir permis que les opérations quotidiennes soient menées notamment par l'intimé Martin Giroux alors que ce

²⁶ Articles 2 (7) et 9 du Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome, RLRQ, c. D-9.2, r. 15.

2017-005-001

PAGE : 16

dernier n'a pas démontré ses compétences²⁷ pour agir à ce titre et avouant même n'avoir aucune connaissance en matière d'assurance de dommages;

6. D'avoir permis qu'un dirigeant responsable transmette de l'information fausse et trompeuse à l'Autorité en mentionnant sous de faux prétextes le congédiement d'un représentant.

ii. Relativement aux informations fausses et trompeuses transmises à l'Autorité

1. Fausses déclarations liées à la fonction de dirigeant responsable, soit alors qu'un dirigeant responsable ait quitté ses fonctions, une demande de maintien d'inscription a été transmise à l'Autorité alors que cette personne était toujours identifiée comme étant le dirigeant responsable.

2. Fausses déclarations à l'Autorité concernant les motifs de congédiement d'un représentant, soit d'avoir mis un terme à son emploi en raison d'une baisse d'achalandage alors que dans les faits, les représentants n'étaient pas en mesure de répondre aux besoins, accumulaient des retards dans la finalisation des dossiers clients et que les effectifs du cabinet étant nettement insuffisants. Le réel motif du congédiement était plutôt que le cabinet ne pouvait plus acquitter le salaire de ses employés et représentants;

3. Fausses informations transmises aux consommateurs alors qu'ils se sont vus transmettre des preuves de couvertures d'assurances avec de faux numéros de police ou des numéros inexacts;

4. Informations fausses ou trompeuses transmises à la représentante du Groupement des assureurs automobiles « GAA ».

iii. Relativement à la tenue des dossiers clients²⁸, soit des lacunes importantes, tel que :

1. Dossiers clients non constitués, malgré une demande de soumission;

²⁷ Id., art. 2 (13).

²⁸ *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, RLRQ c D-9.2, r. 2, art. 21.

2017-005-001

PAGE : 17

2. Dossiers clients ne contenant aucune note permettant aux représentants de faire un suivi adéquat des demandes d'assurances et pas d'outils pour pallier cette lacune, telle que l'enregistrement des appels;
3. Suivis inadéquats auprès des clients, pas de retour d'appels, pas de transmission de preuve d'assurance ou autres documents requis. Ainsi une trentaine de personnes se croyant assurées n'avait aucune couverture d'assurance. Par exemple, un consommateur non assuré a eu un accident de la route causant la perte totale de sa voiture;
4. D'avoir caché des dossiers lors d'une vérification d'une représentante du GAA, pour ne pas qu'elle découvre la non-conformité en lien avec le Fichier central des sinistres automobiles²⁹.

iv. Relativement à d'autres problèmes de conformité :

1. Défaut d'aviser en temps opportun l'Autorité pour le congédiement de deux représentants, n'effectuant que quelques mois plus tard, pour l'un d'eux, le retrait de ce représentant;
2. Défaut par les dirigeants et les représentants d'Unissa d'agir avec honnêteté et loyauté dans leurs relations avec les clients³⁰;
3. Défaut des représentants d'agir avec compétence et professionnalisme dans le cadre de leurs relations avec les clients³¹;
4. Défaut des dirigeants de veiller à la discipline de leurs représentants et s'assurer que ces derniers agissent conformément à la loi et à ses règlements³².

[123] Les intimés Martin Giroux et Steve Carson ayant participé à la conception et à la mise sur pied des structures corporatives d'iNovaLife et de l'intimée Unissa, ont priorisé

²⁹ Article 469.1 de la LDPSF.

³⁰ Articles 16 et 84 de la LDPSF et article 15 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages*, RLRQ, c. D-9.2, r. 5.

³¹ Article 16 de la LDPSF.

³² Article 86 de la LDPSF.

2017-005-001

PAGE : 18

leurs intérêts dans le but de maximiser dans un court laps de temps les profits sans égard aux exigences législatives.

[124] La principale raison pour laquelle l'intimé Martin Giroux a incorporé et a obtenu l'inscription en tant que cabinet en assurance de dommages de l'intimée Unissa était pour que celle-ci réponde aux besoins d'iNovaLife d'offrir des soumissions d'assurance dommages.

[125] À cet égard, le Tribunal rappelle que l'intimé Martin Giroux ne détenait aucune inscription ou certification à quelque titre que ce soit auprès de l'Autorité. Il a admis en audience n'avoir aucune connaissance dans le domaine de l'assurance.

[126] Malgré son manque de qualification et de compétence, c'est l'intimé Martin Giroux qui dans les faits administrait les activités de l'intimée Unissa.

[127] C'est lui qui était présent sur les lieux de façon quotidienne, non pas pour s'assurer que des représentants d'Unissa respectaient les obligations envers les clients, mais plutôt afin de mettre de la pression sur eux pour qu'ils répondent rapidement à des demandes de soumission pour que les activités d'iNovaLife fonctionnent bien.

[128] L'intimé Steve Carson quant à lui participait moins activement aux activités n'étant pas présent dans les bureaux d'Unissa et d'iNovaLife à Québec alors qu'il était à Montréal.

[129] Les intimés Martin Giroux et Steve Carson reconnaissent qu'à titre de dirigeants de l'intimée Unissa, ils devaient s'assurer du respect des règles par le cabinet.

[130] Le Tribunal rappelle aussi que la structure corporative conçue par les intimés Martin Giroux et Steve Carson ressemble à un réseau multiniveaux constitués par recrutement de clients et de promoteurs. Les intimés étaient beaucoup plus intéressés par ce volet des activités commerciales que de répondre aux réels besoins des consommateurs en matière d'assurance.

[131] Le Tribunal tient également compte que l'intimé Martin Giroux a sciemment empêché ses dirigeants responsables d'exercer leurs fonctions.

[132] L'intimé Martin Giroux a lui-même fait de fausses déclarations à l'Autorité et a sciemment demandé à des employés de cacher des documents lors d'une visite d'une représentante du GAA.

[133] Selon les allégués admis, l'implication de l'intimé Martin Giroux a été plus importante et constante étant quotidiennement au cœur des activités d'iNovaLife et d'Unissa, ce qui lui justifie une sanction plus élevée qu'à celle de l'intimé Steve Carson.

2017-005-001

PAGE : 19

[134] Le Tribunal, dans son analyse, tient également compte du témoignage de l'intimé Martin Giroux lors de l'audition lorsqu'il a qualifié l'accord avec l'Autorité comme étant un raccourci pour mettre fin à cette histoire. L'intimé Martin Giroux semblait au début réticent à confirmer les admissions contenues dans l'entente, rappelant au Tribunal qu'il n'avait jamais été un employé d'Unissa, ni son dirigeant responsable pour se disculper en quelque sorte des manquements commis.

[135] Comme mentionné à l'accord, les intimés Martin Giroux et Steve Carson sont responsables des manquements commis par le cabinet, ses dirigeants responsables et ses représentants.

[136] Dans son évaluation, le Tribunal tient aussi compte du fait que certains clients ont été privés d'assurance alors qu'ils se croyaient assurés ce qui est excessivement grave.

L'accord de l'intimé Martin Giroux

[137] Selon l'accord, l'intimé Martin Giroux reconnaît avoir fait défaut de respecter ses obligations à titre d'administrateur d'Unissa, notamment en ne s'assurant pas que le cabinet agisse avec soin et compétence dans le cadre de ses relations avec ses clients et ayant toléré que les représentants du cabinet ne remplissent pas l'ensemble des obligations qui leur incombent.

[138] Bien que la majorité des décisions auxquelles a référé l'Autorité afin de justifier la pénalité administrative de 10 000 \$ aient imposé des pénalités administratives de l'ordre de 5 000 \$, le Tribunal considère, dans les circonstances, qu'étant donnée la gravité des manquements commis ainsi que le nombre de ceux-ci que cela mérite une pénalité supérieure.

[139] Par ailleurs, dans les affaires *Autorité des marchés financiers c. R. Beauchamp et Laplante Courtiers d'assurances inc.*³³ et dans *Autorité des marchés financiers c. Assurances M. Legrange inc.*³⁴, le Tribunal a imposé à chacun des dirigeants responsables une pénalité administrative de 7 500 \$ pour avoir transmis à l'Autorité de l'information fautive et trompeuse.

[140] En vertu de la LDPSF, le Tribunal n'a pas eu fréquemment à rendre des pénalités administratives de 10 000 \$ ou plus à l'égard d'un dirigeant responsable.

[141] En l'espèce, considérant l'accord et la reconnaissance des faits, même si la pénalité administrative convenue est plus élevée que la jurisprudence établie, le Tribunal la considère clémentaire considérant la gravité des manquements, mais ne peut la considérer déraisonnable.

³³ 2015 QCBDR 129.

³⁴ 2018 QCTMF 20.

2017-005-001

PAGE : 20

[142] Le Tribunal convient d'imposer une pénalité administrative de 10 000 \$ à l'intimé Martin Giroux.

[143] De plus, suivant l'acceptation par l'intimé Martin Giroux en audience, le Tribunal lui ajoute une interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable d'un cabinet d'assurance pendant une durée de trois (3) ans.

[144] En conséquence, le Tribunal convient d'entériner l'accord avec l'intimé Martin Giroux considérant qu'elle est raisonnable, conforme à la loi et dans l'intérêt public.

L'accord de l'intimé Steve Carson

[145] Selon l'accord, l'intimé Steve Carson reconnaît l'ensemble des manquements, ayant agi à titre de dirigeant et directeur du développement.

[146] En ce qui concerne la pénalité administrative de 5 000 \$ convenue avec l'intimé Steve Carson, le Tribunal accepte ce montant essentiellement en raison du fait qu'il n'a pas été impliqué au même titre que l'intimé Martin Giroux, lequel était présent de façon quotidienne dans les activités du cabinet Unissa, et a été présent pour une durée plus courte que ce dernier.

[147] Encore une fois, malgré qu'il la considère clémente en l'espèce surtout en raison de l'importance des manquements, la pénalité administrative suggérée n'est pas déraisonnable.

[148] De plus, suivant l'acceptation par l'intimé Steve Carson en audience, le Tribunal lui ajoute une interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable d'un cabinet d'assurance pendant une durée de trois ans.

[149] En conséquence, le Tribunal convient d'entériner l'accord avec l'intimé Steve Carson considérant qu'il est raisonnable, conforme à la loi et dans l'intérêt public.

Question 2 : Concernant l'intimée Unissa, a-t-elle commis les manquements reprochés?

- a. Pour répondre à cette question, le Tribunal devra déterminer s'il peut utiliser les admissions des dirigeants.**

Admissions

[150] Tout d'abord, tel que mentionné précédemment, bien que l'intimée Unissa ait été dûment avisée de la tenue de l'audience, aucun procureur ne s'est présenté pour celle-ci. Par conséquent, l'Autorité a demandé la permission de procéder par défaut, ce à quoi le Tribunal a consenti.

2017-005-001

PAGE : 21

[151] De plus, en début d'audience, les intimés Martin Giroux et Steve Carson, dirigeants de l'intimée Unissa, étaient présents ou représentés, mais n'ont pas voulu faire des représentations pour cette dernière.

[152] D'ailleurs, dès que leur accord fut déposé, tant l'intimé Martin Giroux que le procureur de Steve Carson ont souhaité quitter l'audience. Le Tribunal, ayant pris en délibéré leurs accords sous réserve de la preuve qui lui serait présentée concernant l'intimée Unissa, les a avertis qu'il serait peut-être souhaitable qu'ils assistent à l'audience faisant partie du même dossier.

[153] Le Tribunal doit dans un premier temps déterminer si les admissions effectuées par les administrateurs et dirigeants de l'intimée Unissa engagent la responsabilité de celle-ci.

[154] Les intimés Martin Giroux et Steve Carson apparaissent toujours dans les registres d'Unissa comme étant les administrateurs et dirigeants d'Unissa.

[155] Mentionnons d'emblée que l'accord avec l'intimé Martin Giroux indique que ce dernier a fait faillite en date du 13 juillet 2018. En vertu de l'article 327 du *Code civil du Québec* (« C.c.Q. »), un failli est inhabile à être administrateur.

[156] Bien que l'intimé Martin Giroux soit, à partir de sa faillite, inhabile à être administrateur, rien ne l'empêche d'admettre des faits qui ont eu lieu alors qu'il était administrateur.

[157] En conséquence, le Tribunal considère que les admissions faites par les intimés Martin Giroux et Steve Carson dans le cadre du présent dossier sont opposables à l'intimée Unissa.

Manquements

[158] Malgré que l'Autorité a décidé de faire entendre plusieurs témoins, la majorité des témoignages viennent confirmer les admissions déjà effectuées par les intimés Martin Giroux et Steve Carson sans vraiment rien ajouter de substantiel.

[159] En vertu de la LDPSF, le cabinet doit veiller à la discipline de ses représentants et s'assurer que ceux-ci ainsi que ses dirigeants et employés agissent conformément à la présente loi et à ses règlements³⁵.

[160] En l'espèce, l'intimée Unissa à titre de cabinet est donc responsable des manquements causés par ses dirigeants, tel que résumés au paragraphe 122 de la présente décision.

³⁵ Articles 85 et 86 de la LDPSF.

2017-005-001

PAGE : 22

[161] En plus, l'intimée Unissa a fait défaut à titre de cabinet d'agir avec honnêteté et loyauté dans ses relations avec ses clients n'ayant pas agi avec soin et compétence³⁶.

[162] En effet, il s'agit de manquements importants compromettant la protection du public.

[163] Ces manquements sont nombreux et se sont déroulés pratiquement sur toute la durée de son inscription de juin 2015 jusqu'à la fin de son droit d'exercice en mai 2017³⁷. Les témoins ont d'ailleurs affirmé au Tribunal que la tenue de dossier ne s'est jamais régularisée.

[164] D'ailleurs, selon la preuve, l'intimée Unissa a été créée pour répondre aux besoins d'iNovaLife.

[165] iNovaLife a développé une plateforme web qui permettait aux consommateurs de transmettre gratuitement des soumissions notamment en assurance de dommages. C'est ainsi que le cabinet Unissa a été créé afin de répondre aux soumissions d'assurance et de vendre des polices d'assurance dans le but de répondre aux besoins d'iNovaLife.

[166] iNovaLife offrait un régime de rémunération à deux niveaux, soient l'un offert aux utilisateurs de la plateforme web et l'autre offert aux promoteurs affiliés à celle-ci. Ce dernier régime, aussi appelé marketing relationnel, permettait aux promoteurs de recevoir une rémunération basée sur la force de référencement de leur équipe. Ainsi, afin de respecter les promesses de rémunération, une somme de 15 \$ par référencement était versée par l'intimée Unissa à iNovaLife.

[167] Les représentants de l'intimée Unissa recevaient un nombre important de soumissions, dont environ 20 à 30 % du volume représentait des soumissions fictives.

[168] Les représentants de l'intimée Unissa devaient également, en plus de leurs tâches liées à leurs activités de représentants, attribuer les « points Nova », accordés aux promoteurs affiliés à iNovaLife lorsque les soumissions étaient légitimes. Ces points représentaient la rémunération des promoteurs.

[169] De surcroît, jusqu'en janvier 2016, des promoteurs d'iNovaLife se présentaient fréquemment dans les locaux de l'intimée Unissa, afin d'effectuer un suivi de leurs points auprès des représentants d'Unissa.

[170] À l'exception du volet référencement des clients potentiels, les activités d'iNovaLife devaient être complètement distinctes et indépendantes de celles d'Unissa³⁸.

³⁶ Article 84 de la LDPSF.

³⁷ Pièce D-2.

³⁸ Pièces D-21 et D-22.

2017-005-001

PAGE : 23

[171] Cependant, la preuve a révélé que la réalité était toute autre et que les activités de l'intimée Unissa étaient liées à celles d'iNovaLife.

[172] Suite à plusieurs plaintes de la part des promoteurs d'iNovaLife et des membres de l'industrie de l'assurance qui se questionnaient sur la pratique illégale d'assurance par iNovaLife, l'Autorité avait effectué une enquête en 2014.

[173] Dans le cadre de cette enquête, l'Autorité avait rencontré notamment l'intimé Martin Giroux et le mis en cause Martin Leblanc, les dirigeants et administrateurs de l'intimée Unissa.

[174] Afin de pallier certaines lacunes opérationnelles et à certains autres éléments problématiques, l'intimée Unissa a été créée et s'est inscrite à titre de cabinet en assurance de dommages en décembre 2014.

[175] À ce moment, le dirigeant responsable était Carl Higgins.

[176] En vertu d'une convention d'affiliation, l'intimée Unissa a confié au Groupe Jetté, un cabinet en assurance inscrit auprès de l'Autorité, la gestion complète de « son entreprise » afin de lui permettre de consacrer son temps et ses efforts à la vente de polices d'assurance.

[177] La preuve révèle qu'iNovaLife et l'intimée Unissa occupaient dans les faits les mêmes locaux physiques et partageaient les mêmes employés de soutien et du service informatique ainsi que la même réceptionniste, malgré une tentative en janvier 2016 de faire paraître qu'elles étaient dissociées.

[178] La preuve a démontré que le but premier de l'intimée Unissa était de répondre aux besoins d'iNovaLife.

[179] En effet, 90 % des clients d'Unissa provenaient d'iNovaLife suivant une demande de soumission d'assurance effectuée sur sa plateforme web.

[180] Afin d'accroître les revenus d'iNovaLife, ses administrateurs, les mêmes que ceux de l'intimée Unissa, priorisaient auprès des employés les activités qui consistaient à répondre aux demandes de soumission provenant d'iNovaLife afin d'effectuer une proposition d'assurance.

[181] Tous les employés de l'intimée Unissa qui ont témoigné à l'audition ont confirmé l'existence d'un très mauvais climat de travail, ainsi que la pression constante et maladroite exercée par les dirigeants.

[182] D'ailleurs, tous ont témoigné que le volume de travail était à ce point élevé qu'il était impossible d'accomplir adéquatement leurs tâches avec compétence et diligence,

2017-005-001

PAGE : 24

ainsi que de rattraper le retard accumulé. Retard qu'ils n'ont jamais été en mesure de rattraper.

[183] L'intimé Martin Giroux exerçait de la pression intensément jusqu'à menacer les représentants de couper leurs salaires. Il a également transmis des messages textes à certains indiquant « Do or Die » dans le but de les inciter à vendre davantage des polices d'assurance.

[184] Les représentants de l'intimée Unissa devaient non seulement effectuer des propositions d'assurance à ceux qui avaient requis une soumission, mais également attribuer et comptabiliser les « points Nova » accordés aux promoteurs affiliés à iNovaLife suite aux référencements.

[185] Cette pression et cette charge de travail empêchaient les représentants de s'assurer de répondre adéquatement aux clients et de tenir les dossiers en conformité des exigences de la loi. En effet, de nombreux dossiers clients étaient incomplets, non documentés et sans qu'aucun suivi adéquat ne soit effectué.

[186] Dans une trentaine de cas, ces manquements ont occasionné l'absence de couverture d'assurance automobile ou habitation, et ce, pour des périodes allant jusqu'à quatre mois.

[187] Cette situation a également créé de l'insatisfaction auprès des clients qui se sont plaints à maintes reprises de la piètre qualité des services offerts par les représentants de l'intimée Unissa.

[188] Plus spécifiquement, la preuve a révélé que l'impossibilité ou l'incapacité d'effectuer un suivi adéquat des dossiers a eu pour effet de priver trois clients de couverture d'assurance dans quatre cas différents.

[189] Dans un premier cas, un client de l'intimée Unissa est demeuré sans assurance habitation pendant une période d'environ trois mois. Ce client a pu être réassuré par son assureur précédent moyennant une augmentation substantielle de la prime d'assurance. Cette prime d'assurance a été acquittée par l'intimée Unissa pour la première année dans le but de réparer le préjudice occasionné³⁹.

[190] Dans un deuxième cas, un client s'est retrouvé sans couverture d'assurance lors d'un accident de voiture survenu le 20 janvier 2016, suite auquel sa voiture a été déclarée perte totale.

[191] Le 11 janvier 2016, ce client avait préalablement fait une demande de soumission via la plateforme iNovaLife et avait effectué le paiement d'une portion de la prime

³⁹ Témoignage d'une représentante anciennement rattachée à Unissa.

2017-005-001

PAGE : 25

d'assurance requise. Cependant, le représentant de l'intimée Unissa a commis une erreur en ayant omis de transmettre la soumission d'assurance à l'assureur.

[192] Ce n'est que le 11 avril 2016 que l'assureur a accepté de couvrir le risque du client, et ce de manière rétroactive au 11 janvier 2016. La compagnie d'assurance a également accepté d'indemniser le client⁴⁰.

[193] Dans un troisième cas, une entreprise spécialisée dans la gestion d'entretien d'édifices commerciaux est demeurée sans assurance pour une période approximative de 45 jours.

[194] Le 5 janvier 2016, une proposition d'assurance visant l'obtention de la soumission d'assurance a été initiée par un représentant de l'intimée Unissa. La date effective de l'assurance demandée était le 7 janvier 2016.

[195] Il s'est avéré qu'aucun suivi n'a été effectué. Ce n'est que le 7 avril 2016 que la proposition a été complétée et acceptée par l'assureur suite au suivi effectué par une représentante de l'intimée Unissa qui a repris le dossier. Heureusement, la compagnie d'assurance a accepté d'assurer rétroactivement le client, évitant ainsi un préjudice important à ce client⁴¹.

[196] Dans un quatrième cas, concernant le même client, des problématiques similaires ont été constatées relativement à sa police d'assurance automobile commerciale.

[197] Ainsi, le client est demeuré sans couverture pendant environ un mois et demi en raison du défaut du même représentant d'effectuer un suivi adéquat de son dossier afin de s'assurer de l'émission de la police d'assurance.

[198] Encore une fois, la compagnie d'assurance a accepté de couvrir le client de manière rétroactive.

[199] La preuve a également révélé que malgré le manque de connaissances et de compétence de l'intimé Martin Giroux en matière d'assurance, c'est lui et le mis en cause Martin Leblanc, jusqu'à son départ, qui dirigeaient le cabinet Unissa, et ce, nonobstant le fait que Carl Higgins avait été nommé le « dirigeant responsable » du cabinet auprès de l'Autorité.

[200] Dans les faits, le dirigeant responsable inscrit, Carl Higgins, n'a pas pu exercer son rôle et il a admis ne pas avoir les compétences pour y arriver. On ne lui attribuait qu'un rôle de complaisance.

⁴⁰ Pièces D-36, D-37, D-38, D-39, D-40, D-41 et D-42.

⁴¹ Pièces D-44, D-45, D-46, D-48, D-49 et D-50.

2017-005-001

PAGE : 26

[201] Carl Higgins a témoigné qu'il n'avait aucun accès aux livres comptables ni aux états financiers de l'intimée Unissa. De plus, il ne participait aucunement à la gestion du cabinet.

[202] Toujours dans le but de répondre aux besoins d'iNovalife et maximiser les profits, l'intimée Unissa et ses dirigeants étaient très peu préoccupés par leur devoir de respecter leurs obligations envers l'Autorité.

[203] Certaines déclarations n'ont pas été faites conformément à la loi. Par exemple, en faisant défaut d'aviser du congédiement de certains représentants en temps utile.

[204] Tel que mentionné précédemment en faisant la nomenclature des manquements, l'intimée Unissa et ses dirigeants ont également fait de fausses déclarations à l'Autorité que ce soit dans la désignation du dirigeant responsable et des remplacements effectués ou relativement aux motifs de fin d'emploi d'un représentant d'Unissa.

[205] En ce qui concerne l'obligation pour un cabinet de transmettre à l'Autorité des informations requises par la loi et en temps opportun, le Tribunal réfère au *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*⁴² :

« 2. Cette personne morale doit, de plus, transmettre à l'Autorité ou permettre que le gouvernement, un de ses organismes, un ordre professionnel ou toute autre personne au Québec puisse transmettre à l'Autorité en son nom les documents et renseignements suivants :

5. les disciplines pour lesquelles la personne morale entend s'inscrire auprès de l'Autorité ainsi que les nom et adresse résidentielle des représentants, par discipline ou catégorie de discipline par l'entremise desquelles elle entend exercer ses activités, en identifiant ceux qui seront à son emploi et ceux qui agiront pour son compte sans être à son emploi;

7. le nom du dirigeant responsable du principal établissement de la personne morale au Québec, de la personne désignée à titre de correspondant auprès de l'Autorité et, le cas échéant, des personnes désignées pour assister la personne désignée à titre de correspondant auprès de l'Autorité;

9. Si, pendant la durée d'une inscription, survient un changement de circonstances affectant la véracité des renseignements et documents fournis, le titulaire de l'inscription doit en aviser l'Autorité par écrit dans un délai de 30 jours suivant un tel changement. »

[Nos soulignements]

⁴² RLRQ, c. D-9.2, r.15.

2017-005-001

PAGE : 27

[206] Dans *Autorité des marchés financiers c. 9190-4995 Québec inc.*⁴³, le Tribunal a déterminé que l'obligation de transmettre des informations requises en temps opportun à l'Autorité fait partie du devoir du cabinet et de ses dirigeants d'agir avec soin et compétence.

[207] La preuve a également révélé que l'intimé Martin Giroux avait demandé à des employés de délibérément cacher certains documents qui constataient des retards accumulés dans des dossiers lors d'une visite d'une représentante du GAA visant à s'assurer de la conformité des consultations du Fichier central des sinistres automobiles.

[208] En ce qui concerne la tenue de dossiers clients, le Tribunal rappelle qu'en vertu de l'article 88 de la LDPSF :

« **88.** Un cabinet tient au Québec les dossiers de ses clients conformément aux règlements. »

Il y conserve et rend accessible à l'Autorité, par les moyens que celle-ci indique, tous les documents et tous les renseignements provenant de ses représentants. »

[209] Par ailleurs, en vertu *du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*⁴⁴ :

« **12.** Le cabinet, le représentant autonome ou la société autonome tient des dossiers clients pour chacun de ses clients.

21. Les dossiers clients qu'un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome inscrit dans la discipline de l'assurance de dommages doit tenir sur chacun de ses clients dans l'exercice de ses activités doivent contenir les mentions suivantes :

1. son nom;
2. le montant, l'objet et la nature de la couverture d'assurance;
3. le numéro de police et les dates de l'émission du contrat et de la signature de la proposition, le cas échéant;
4. le mode de paiement et la date de paiement du contrat d'assurance;
5. la liste d'évaluation des biens de l'assuré transmise par celui-ci, le cas échéant.

Tout autre renseignement ou document découlant des produits vendus ou des services rendus recueillis auprès du client doit également y être inscrit ou déposé. »

⁴³ 2018 QCTMF 82.

⁴⁴ RLRQ, c. D-9.2, r. 2.

2017-005-001

PAGE : 28

[210] En ce qui concerne la cueillette d'informations auprès d'un client et la tenue de dossiers client, le Tribunal réfère à la décision dans *Autorité des marchés financiers c. Groupe d'assurances Royale York inc.*⁴⁵ :

« [50] La cueillette d'informations auprès d'un client, par un représentant en assurance inscrit, est une étape essentielle pour déterminer les besoins en assurance de ce client et être en mesure d'apprécier leur évolution dans le temps. Par ailleurs, pour être en mesure de faire un suivi adéquat de ses relations avec ce client, un représentant en assurance inscrit doit obligatoirement consigner ses échanges avec ce client dans son dossier client.

[51] La tenue des dossiers clients, conformément à la loi et au règlement, est aussi indispensable pour permettre au régulateur de faire son travail de supervision, lequel vise essentiellement à assurer que les cabinets d'assurance et leurs représentants inscrits fournissent au public et à l'ensemble de la place financière un produit financier fondamental, soit des polices d'assurance offrant une couverture appropriée contre la matérialisation d'une gamme de risques bien définis. »

[Nos soulignements]

[211] En conséquence, suivant les admissions et les différents témoignages recueillis, le Tribunal conclut que l'intimée Unissa, à titre de cabinet, a commis tous les manquements ci-haut décrits et résumés aux paragraphes 160 et 161 de la présente décision.

Question 3 : S'il y a lieu, quelles sont les sanctions administratives que le Tribunal doit imposer à l'intimée Unissa?

[212] En ce qui concerne la sanction recherchée, l'Autorité soumet que les manquements effectués émanent principalement de la structure corporative et commerciale conçue par les administrateurs et dirigeants de l'intimée Unissa.

[213] Cette structure avait pour principal but de générer le maximum de profits et non pas de répondre aux besoins d'assurance de la clientèle.

[214] D'après l'Autorité, « Les manquements constatés sont de nature à avoir occasionné un risque pour le public, certains clients s'étant même retrouvés sans assurance »⁴⁶.

⁴⁵ 2017 QCTMF 82.

⁴⁶ Notes et autorités de la demanderesse, 14 novembre 2018.

2017-005-001

PAGE : 29

[215] D'après l'Autorité, cette situation est déplorable, d'autant plus que les dirigeants d'iNovaLife et de l'intimée Unissa avaient représenté à l'Autorité qu'il existerait une indépendance entre les opérations de ces deux sociétés.

[216] Ceci justifierait amplement à imposer une pénalité administrative de 100 000 \$ tel que demandé.

[217] En appui de sa demande, l'Autorité a déposé quelques décisions⁴⁷ majoritairement rendues par le Tribunal.

[218] Force est de constater qu'aucune pénalité administrative de 100 000 \$ n'a été octroyée par le Tribunal dans le passé.

[219] Dans ces décisions, le Tribunal a imposé à l'encontre de cabinets des sanctions variant entre 25 000 \$ et 55 000 \$.

[220] Rappelons que le Tribunal a déjà défini toute une série de critères⁴⁸ à considérer lors de l'imposition d'une sanction. Bien qu'ils ne soient pas exhaustifs, ces critères sont toujours de mise :

- La gravité des gestes posés par le contrevenant;
- La conduite antérieure du contrevenant;
- La vulnérabilité des clients sollicités;
- Les pertes subies par les clients;
- Les profits réalisés par le contrevenant;
- L'expérience du contrevenant;
- La position et le statut du contrevenant lors de la perpétration des faits reprochés;
- Le caractère intentionnel des gestes posés;
- Les dommages causés à l'intégrité des marchés par la conduite du contrevenant;

⁴⁷ *Autorité des marchés financiers c. Gexel Telecom International inc.*, 2018 QCTMF 62, *Autorité des marchés financiers c. Partners Indemnity Insurance Brokers Ltd.*, 2016 QCTMF 43, *Autorité des marchés financiers c. Rochefort, Perron, Billette & Associés inc.*, 2015 QCBDR 18, *Autorité des marchés financiers c. Assurances Crédit Virage inc.*, 2014 QCBDR 92, *Autorité des marchés financiers c. MWM Assurances inc.*, 2013 QCBDR 140, *Autorité des marchés financiers c. Groupe d'assurances Royale York inc.*, 2017 QCTMF 82.

⁴⁸ *Autorité des marchés financiers c. Demers* 2006 QCBDRVM 17, *Autorité des marchés financiers c. Groupe Financier Lemieux* 2013 QCBDR 103.

2017-005-001

PAGE : 30

- Le fait que la sanction puisse, selon la gravité du geste posé, constituer un facteur dissuasif pour le contrevenant, mais également à l'égard de ceux qui seraient tentés de l'imiter;
- Le degré de repentir du contrevenant;
- Les facteurs atténuants; et
- Les sanctions imposées dans les circonstances semblables.

La gravité des gestes posés

[221] Les manquements commis par l'intimée Unissa et ses dirigeants sont très graves. Ces manquements sont principalement reliés aux pratiques de gestion du cabinet ayant une incidence directe sur la protection du consommateur et du public en général.

[222] Il s'agit de nombreux manquements qui se sont répétés pendant plusieurs mois.

[223] Ces manquements incluent d'avoir délibérément et à quelques reprises omis d'envoyer de l'information à l'Autorité et d'avoir délibérément transmis des informations fausses et trompeuses. Ceci fait partie des manquements ayant une gravité objective des plus répréhensibles, puisque leur impact est de se soustraire de la surveillance du régulateur qui doit protéger le public. Ceci ne saurait être toléré dans aucune circonstance.

[224] Le Tribunal a déjà à maintes reprises souligné son indignation face à la transmission d'informations fausses et trompeuses à l'Autorité, notamment dans l'affaire *Autorité des marchés financiers c. F.D. De Leeuw & Associés inc.*⁴⁹ :

« [45] (...) les informations fausses ou trompeuses transmises à l'Autorité nuisent grandement au rôle de surveillance de cette dernière qui doit veiller à la conformité des personnes inscrites. La transmission de telles informations à l'Autorité représente un obstacle à l'efficacité des marchés et constitue une conduite contraire à l'intérêt public. »

[225] De plus, la mauvaise tenue des dossiers et l'omission d'agir avec honnêteté et loyauté dans ses relations avec ses clients a eu des conséquences très graves auprès des consommateurs. Heureusement les situations soulevées au Tribunal ont été résolues par la collaboration des assureurs, malgré certains enjeux pour les clients.

[226] La mauvaise gestion, le manque de personnel, la pression continue de répondre davantage aux préoccupations mercantiles d'iNovaLife plutôt que de répondre aux obligations réglementaires afin de protéger le public est d'une grande gravité objective.

⁴⁹ 2012 QCBDR 135, par. 45.

2017-005-001

PAGE : 31

La vulnérabilité des clients sollicités

[227] Encore une fois, les importantes lacunes dans la tenue des dossiers et le manque de suivi auprès des clients ont occasionné l'absence de couverture pour certains clients, tous vulnérables devant une telle situation, n'ayant aucun ou peu de contrôle sur les gestes posés par les représentants.

Les pertes subies par les clients

[228] Même si les trois clients qui sont demeurés sans couverture d'assurance ont soit été indemnisés pour leur perte ou ont été assurés rétroactivement, il est indéniable qu'ils ont tous subi des « pertes », ne serait-ce que la perte de temps et inconvénients. Le Tribunal espère qu'il n'y a pas de cas latents et qu'une vigie a été faite auprès des autres clients de l'intimée Unissa.

Le caractère intentionnel des gestes posés

[229] La preuve a démontré que l'intimée Unissa et ses dirigeants ont délibérément agi de manière contraire aux obligations réglementaires les plus élémentaires.

[230] Notamment, en cachant volontairement des documents constatant une tenue de dossiers déficiente et des retards accumulés lors d'une visite d'une représentante du GAA visant à s'assurer de la conformité des consultations du Fichier central des sinistres automobiles. Sans ce geste intentionnel, il se peut que les omissions de l'intimée Unissa et de ses dirigeants et représentants aient été découvertes plus tôt.

[231] Il va sans dire que le fait de délibérément cacher des documents aux régulateurs est aussi grave que celui de transmettre de l'information fausse et trompeuse, ce qui ne saurait être toléré en aucune circonstance.

Autres éléments à considérer

[232] En l'espèce étant donné la nature des manquements, leur nombre et leur gravité, le Tribunal doit s'assurer de lancer un message clair que ce genre de comportement ne peut d'aucune façon être toléré.

[233] La sanction imposée doit constituer un facteur dissuasif envers les intimés, mais également à l'égard de ceux qui seraient tentés de les imiter.

[234] L'intimée Unissa a été incorporée afin de satisfaire aux besoins d'iNovaLife, dont la structure ressemblait à une structure de réseau de ventes multiniveaux constituée par le recrutement de clients et de promoteurs. Le but premier de l'intimée Unissa n'était pas d'opérer un cabinet d'assurance de façon légitime et conforme, mais plutôt de répondre aux besoins d'iNovaLife qui lui a recommandé 90 % de ses clients.

2017-005-001

PAGE : 32

[235] La mise sur pied d'un cabinet d'assurance dans le but de satisfaire aux besoins d'une autre compagnie qui n'est pas inscrite auprès de l'Autorité sans égard aux consommateurs et au respect des règles établies ne saurait être tolérée.

[236] Le Tribunal estime qu'une pénalité suffisamment élevée doit être imposée à l'intimée Unissa afin de la décourager de reproduire ce genre de structure et des comportements semblables.

Les facteurs atténuants

[237] Bien que ce facteur soit minime, le Tribunal note que l'intimée Unissa a mis fin à ses opérations⁵⁰. L'Autorité n'a pas eu à intervenir afin de faire cesser ses opérations.

[238] Finalement, le Tribunal tient compte également du paiement de la prime d'assurance par l'intimée Unissa pour le client qui a pu être réassuré par son assureur précédent.

Détermination de la sanction administrative

[239] Afin de déterminer le montant de la pénalité administrative à l'égard de l'intimée Unissa, le Tribunal a fait une revue de la jurisprudence en semblable matière.

[240] Dans la décision *Autorité des marchés financiers c. Assurances Crédit Virage inc.*⁵¹, le Tribunal a entériné un accord en vertu duquel le cabinet d'assurance s'était engagé à payer une pénalité administrative au montant de 52 000 \$. Dans cette affaire, il était question notamment de déficiences dans la tenue des dossiers.

[241] Dans *l'Autorité des marchés financiers c. Gexel Telecom*⁵², *Autorité des marchés financiers c. Partners Indemnity*⁵³ et *Autorité des marchés financiers c. Rochefort, Perron, Billette*⁵⁴, bien que les infractions commises soient différentes des nôtres, on y retrouve néanmoins l'aspect de la commission de manquements afin de satisfaire aux besoins d'une autre compagnie.

[242] La cueillette d'informations relativement à l'assurance se faisait par l'entremise d'employés d'une compagnie tierce, soit le concessionnaire automobile.

[243] Dans l'affaire *Gexel Telecom*, le Tribunal a entériné des ententes qui prévoyaient comme suggestion commune une pénalité administrative de 55 000 \$, une ordonnance de remise des gains réalisés à la suite des manquements de l'ordre de 30 000 \$ et au

⁵⁰ Pièces D-2 et D-57.

⁵¹ 2014 QCBDR 92.

⁵² 2018 QCTMF 62.

⁵³ 2016 QCTMF 43.

⁵⁴ 2015 QCBDRV 18.

2017-005-001

PAGE : 33

représentant et dirigeant responsable de *Gexel Telecom*, une pénalité de 5 500 \$. Toujours dans cette affaire, le Tribunal a également accepté d'imposer une pénalité de 40 000 \$ à *Optima* ainsi qu'une ordonnance de remise des gains réalisés par celle-ci de l'ordre de 1 184 \$ et une pénalité de 4 000 \$ au dirigeant responsable.

[244] Dans l'affaire *Partners Indemnity*, le Tribunal a entériné une entente dans laquelle le cabinet a accepté de payer une pénalité administrative de 45 000 \$ et 4 500 \$ pour le dirigeant responsable.

[245] Finalement, dans l'affaire *Rochefort, Perron, Billette*, le Tribunal a également entériné une entente en vertu de laquelle le cabinet a accepté de payer une pénalité administrative de 45 000 \$.

[246] Contrairement à ces dossiers, l'intimée *Unissa* n'a pas convenu d'entente.

[247] Sans être une science exacte et applicable en toutes circonstances. Il semble y avoir une constance dans la jurisprudence devant le Tribunal à l'effet que la pénalité du dirigeant principalement impliqué dans les manquements équivaut à 10 % du montant imposé au cabinet. En l'espèce, l'intimé *Martin Giroux* a eu une pénalité de 10 000\$.

[248] Tel que mentionné précédemment, le Tribunal considère que les manquements commis dans le présent dossier sont excessivement graves et sérieux.

[249] Les manquements sont nombreux et multiples.

[250] L'intimée *Unissa* a fait fit de veiller aux respects par ses dirigeants, ses représentants et ses employés, des obligations réglementaires, et ce, à plusieurs égards.

[251] En conséquence, le Tribunal impose à l'intimée *Unissa* une pénalité administrative de 100 000 \$.

Demande de radiation

[252] L'Autorité demande également la radiation de l'inscription de l'intimée *Unissa* à titre de cabinet en assurance de dommages.

[253] L'intimée *Unissa* a procédé au retrait de discipline ainsi qu'au retrait de son inscription à titre de courtier en assurance de dommages⁵⁵.

[254] D'ailleurs, l'attestation de droit de pratique de l'intimée *Unissa* indique qu'elle a été inscrite auprès de l'Autorité pour la période du 23 juin 2015 au 7 mai 2017.

⁵⁵ Pièces D-2 et D-57.

2017-005-001

PAGE : 34

[255] De ce fait, le Tribunal ne voit pas la nécessité de « radier » l'inscription du cabinet de l'intimée Unissa puisque cette inscription auprès de l'Autorité n'est plus valide.

DISPOSITIF

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu des articles 93, 94 et 97 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier* et des articles 115, 115.1 et 115.9 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* :

ACCUEILLE en partie la demande de l'Autorité des marchés financiers;

ENTÉRINE les deux accords, les rend exécutoires et ordonne aux parties de s'y conformer;

À l'égard de Martin Giroux

ENTÉRINE l'accord intervenu entre Martin Giroux et l'Autorité des marchés financiers;

IMPOSE à Martin Giroux une pénalité administrative de dix mille dollars (10 000 \$);

INTERDIT à Martin Giroux d'agir à titre de dirigeant responsable d'un cabinet d'assurance pendant une durée de trois (3) ans;

À l'égard de Steve Carson

ENTÉRINE l'accord intervenu entre Steve Carson et l'Autorité des marchés financiers;

IMPOSE à Steve Carson une pénalité administrative de cinq mille dollars (5 000 \$);

INTERDIT à Steve Carson d'agir à titre de dirigeant responsable d'un cabinet d'assurance pendant une durée de trois (3) ans;

À l'égard d'Unissa Assurances inc.

IMPOSE à Unissa Assurances inc. une pénalité administrative de cent mille dollars (100 000 \$).

M^e Lise Girard, juge administratif

M^e Antonietta Melchiorre, juge administratif

2017-005-001

PAGE : 35

M^e Aurélie Gauthier et M^e Marie A. Pettigrew
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureures de l'Autorité des marchés financiers

M^e Christopher-William Dufour Gagné
(Morency Société d'Avocats, sncrl)
Procureur de Steve Carson

Martin Giroux, comparaisant personnellement

Dates d'audience : 14, 15 et 16 novembre 2018

2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Aucune information.

3.5 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES INSCRITS

Aucune information.

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1314

DATE : 4 juillet 2019

LE COMITÉ : M ^e George R. Hendy	Président
M. Jean-Michel Bergot	Membre
M. Joël Badan	Membre

MARC-AURÈLE RACICOT, ès qualités de syndic adjoint de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

C.

MAURO GERVASI (certificat 198067, BDNI 2927751)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :

Ordonnance de non-divulgence, de non-publication et de non-diffusion du nom et du prénom des consommateurs visés par la plainte disciplinaire, ainsi que de toute information personnelle et économique permettant de les identifier.

[1] Le 29 novembre 2018, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « **Comité** ») s'est réuni aux bureaux de la Chambre, sis au 2000, avenue

CD00-1314

PAGE : 2

McGill College, 12^e étage, à Montréal, et a procédé à l'audition d'une plainte disciplinaire déposée contre l'intimé ainsi libellée :

LA PLAINTÉ

1. À Montréal, le ou vers le 5 août 2015, l'intimé a réactivé et fermé un compte bancaire sans obtenir l'autorisation de sa cliente C.L.T., contrevenant ainsi aux articles 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 2, 10, 11, 12 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
2. À Montréal, le ou vers le 17 août 2015, l'intimé a ouvert et fermé un compte bancaire sans obtenir l'autorisation de sa cliente Z.A., contrevenant ainsi aux articles 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 2, 10, 11, 12 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
3. À Montréal, le ou vers le 17 août 2015, l'intimé a contrefait la signature de sa cliente Z.A., sur une carte de signature, contrevenant ainsi aux articles 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 10, 14 et 16 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
4. À Montréal, le ou vers le 18 août 2015, l'intimé a ouvert et fermé un compte bancaire sans obtenir l'autorisation de sa cliente D.G., contrevenant ainsi aux articles 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 2, 10, 11, 12 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
5. À Montréal, le ou vers le 18 août 2015, l'intimé a contrefait la signature de sa cliente D.G., sur une carte de signature, contrevenant ainsi aux articles 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 10, 14 et 16 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
6. À Montréal, le ou vers le 3 septembre 2015, l'intimé a ouvert et fermé un compte bancaire sans obtenir l'autorisation de sa cliente G.H., contrevenant ainsi aux articles 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 2, 10, 11, 12 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
7. À Montréal, le ou vers le 20 novembre 2015, l'intimé a ouvert et fermé un compte bancaire sans obtenir l'autorisation de son client E.C., contrevenant ainsi aux articles 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 2, 10, 11, 12 et 14

CD00-1314

PAGE : 3

du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1).

PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[2] L'intimé était représenté par M^e Jean-Claude Dubé et enregistra un plaidoyer de culpabilité à l'égard des sept chefs d'infraction contenus à la plainte.

[3] Le Comité a alors pris acte du plaidoyer de culpabilité de l'intimé et l'a déclaré coupable des sept chefs d'infraction ci-haut énoncés, séance tenante. Considérant le principe interdisant les condamnations multiples, le Comité déclarera l'intimé coupable des sept chefs pour avoir contrevenu à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* et ordonnera l'arrêt conditionnel des procédures en vertu des articles 2, 10, 11, 12 et 16 dudit Règlement et 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[4] Après l'enregistrement dudit plaidoyer, les parties présentèrent au Comité leur preuve et firent leurs représentations communes sur sanction.

PREUVE DES PARTIES

[5] Le plaignant, par l'entremise de son procureur, M^e Nathalie Vuille, versa alors au dossier une preuve documentaire non contredite qui fut cotée P-1 à P-17. Elle ne fit entendre aucun témoin.

[6] Essentiellement, la preuve a démontré que, durant la période du 5 août au 20 novembre 2015, alors qu'il était inscrit à titre de représentant de courtier pour un courtier en épargne collective pour le compte de Services d'investissement TD inc. (pièce

CD00-1314

PAGE : 4

P-1), l'intimé a ouvert ou réactivé et ensuite fermé cinq comptes clients chez Services d'investissement TD inc., et a contrefait les signatures de deux de ses clients (Z.A. et D.G.) afin de se qualifier pour des bonis de performance.

[7] Lesdites infractions sont corroborées par la preuve documentaire suivante :

- a) le 5 août 2015, l'intimé a ouvert un compte bancaire pour C.L.T. (chef 1) qu'il a fermé deux jours plus tard (pièce P-6);
- b) le 17 août 2015, l'intimé a ouvert un compte bancaire pour Z.A. qu'il a fermé le même jour (pièces P-7 et P-8), le tout en falsifiant la signature de cette cliente (pièce P-11, à comparer avec les signatures authentiques aux pièces P-9 et P-10), comme il est allégué aux chefs 2 et 3;
- c) le 18 août 2015, l'intimé a ouvert un compte bancaire pour D.G. qu'il a fermé le 26 août 2015 (pièce P-12), le tout en falsifiant sa signature (pièce P-14, à comparer avec la signature authentique à la pièce P-13), comme il est décrit aux chefs 4 et 5;
- d) le 3 septembre 2015, l'intimé a ouvert et fermé un compte bancaire pour G.H. (pièces P-15 et P-16), tel qu'allégué au chef 6;
- e) le 20 novembre 2015, l'intimé a ouvert et fermé un compte pour E.C. (pièce P-17), tel que décrit au chef 7.

[8] L'intimé a été congédié par son employeur le 9 janvier 2016 pour ces actes (pièce P-2) et a avoué la commission des infractions ci-haut décrites à l'enquêteur de la Chambre de la sécurité financière.

CD00-1314

PAGE : 5

[9] Lors de son témoignage devant le Comité, l'intimé (alors âgé de 29 ans) a confirmé la véracité des faits cités ci-haut en exprimant ses regrets sincères pour sa conduite qu'il attribue à la pression d'atteindre les objectifs de performance exigeants imposés par son employeur.

[10] L'intimé, qui a obtenu un diplôme de Concordia en 2013, travaille maintenant pour une autre banque (division hypothécaire), où il n'est pas payé tant que la transaction n'est pas confirmée. Il n'est plus inscrit auprès de la Chambre depuis son congédiement ci-haut décrit.

REPRÉSENTATIONS DES PARTIES

[11] M^e Vuille a informé le Comité que les parties avaient une recommandation commune pour la sanction, soit une radiation temporaire de six mois pour chaque chef d'accusation, à être purgée concurremment, à partir de la réinscription de l'intimé, le cas échéant.

[12] Elle indiqua, de plus, réclamer la condamnation de l'intimé au paiement des déboursés, y compris ceux pour la publication d'un avis de la décision dans les journaux locaux de la région où l'intimé a son domicile professionnel, lors de sa réinscription.

[13] Relativement aux chefs d'infraction, elle souligna comme facteurs aggravants la gravité objective des infractions y reprochées (ouvertures de comptes sans l'autorisation des clients concernés et falsification des signatures de deux d'entre eux), le nombre d'infractions commises volontairement par l'intimé pour son bénéfice personnel sur une période de quatre mois, le fait qu'il s'agit d'actes qui vont au cœur de la profession et qui portent atteinte à l'image de celle-ci, ainsi qu'à la probité requise d'un représentant qui ne

CD00-1314

PAGE : 6

doit jamais trahir la confiance de ses clients ou agir sans leur connaissance et leur consentement.

[14] Comme facteurs atténuants, elle souligna le fait que l'intimé a plaidé coupable, qu'il ait collaboré à l'enquête et exprimé des remords sincères, le risque de récidive peu élevé, l'intimé ayant un nouveau travail et l'absence d'antécédents disciplinaires de l'intimé.

[15] La plaignante a ensuite référé le Comité à la jurisprudence suivante démontrant que, dans des cas similaires, la sanction suggérée était appropriée:

- a) *Brazeau c. Chambre de la sécurité financière*, 2006 QCCQ 11715;
- b) *Ouellet c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2006 QCTP 74;
- c) *Chambre de la sécurité financière c. Lessard-Dion*, 2017 QCCDCSF 50;
- d) *Chambre de la sécurité financière c. May*, 2017 QCCDCSF 91;
- e) *Chambre de la sécurité financière c. Chrétien*, 2017 QCCDCSF 15;
- f) *Chambre de la sécurité financière c. Boucher*, 2015 QCCDCSF 62;
- g) *Chambre de la sécurité financière c. Beckers*, 2012 CanLII 97172 (QC CDCSF).

[16] M^e Dubé a appuyé, au nom de son client, la recommandation de sanctions ci-haut décrite, en insistant sur le fait que l'intimé n'avait qu'un an d'expérience à l'époque des infractions, le fait qu'il œuvrait dans un domaine où les représentants étaient notoirement sous pression de leurs employeurs pour conclure des ventes, les remords exprimés sincèrement par son client, sa collaboration à l'enquête et sa promesse de ne plus récidiver.

CD00-1314

PAGE : 7

ANALYSE ET MOTIFS

[17] Considérant ce qui précède, après révision des éléments, tant objectifs que subjectifs, atténuants qu'aggravants, qui lui ont été présentés, le Comité est d'avis que la radiation temporaire de six mois pour chacun des sept chefs d'accusation proposée par les parties serait une sanction juste et appropriée, adaptée à chacune des infractions, conforme aux précédents jurisprudentiels applicables, ainsi que respectueuse des principes d'exemplarité et de dissuasion dont il ne peut faire abstraction.

[18] En conséquence, le Comité condamnera l'intimé à une radiation temporaire de six mois pour chacun des sept chefs d'accusation, à être purgée concurremment, à compter de la date à laquelle l'intimé reprendra son droit de pratique à la suite de l'émission d'un certificat en son nom par l'Autorité des marchés financiers ou par toute autre autorité compétente, le cas échéant.

[19] Quant aux déboursés, aucun motif ne lui ayant été soumis qui lui permettrait de passer outre à la règle habituelle voulant que les déboursés nécessaires à la condamnation du représentant fautif lui soient généralement imputés, le Comité condamnera l'intimé à leur paiement, y compris ceux pour les frais de publication d'un avis de la décision dans un journal circulant dans les lieux du domicile professionnel de l'intimé.

PAR CES MOTIFS, le Comité de discipline :

CD00-1314

PAGE : 8

RÉITÈRE l'ordonnance de non-divulgation, de non-publication et de non-diffusion du nom et du prénom des consommateurs visés par la plainte disciplinaire ainsi que de toute information personnelle et économique permettant de les identifier;

PREND ACTE à nouveau du plaidoyer de culpabilité enregistré par l'intimé sous les sept chefs d'infraction contenus à la plainte;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité de l'intimé prononcée à l'audience relativement aux sept chefs d'infraction contenus à la plainte pour avoir contrevenu à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2);

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures en vertu des articles 2, 10, 11, 12 et 16 dudit règlement et 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1).

ET PROCÉDANT SUR SANCTION :

CONDAMNE l'intimé à une radiation temporaire de six mois sous chacun des sept chefs d'accusation, à être purgée concurremment, laquelle ne débutera qu'au moment où l'intimé reprendra, le cas échéant, son droit de pratique et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autorité compétente émettra un certificat en son nom;

ORDONNE au secrétaire du comité de faire publier, conformément à ce qui est prévu à l'article 156, al. 7 du *Code des professions* (RLRQ., c. C-26), aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où ce dernier a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession;

CD00-1314

PAGE : 9

ORDONNE au secrétaire du comité de ne procéder à cette publication qu'au moment où, le cas échéant, l'intimé reprendra son droit de pratique et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autorité compétente émettra un certificat en son nom;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés, y compris les frais d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

(S) M^e George R. Hendy

M^e George R. Hendy
Président du comité de discipline

(S) Joël Badan

M. Joël Badan
Membre du comité de discipline

(S) Jean-Michel Bergot

M. Jean-Michel Bergot
Membre du comité de discipline

M^e Nathalie Vuille
POULIOT, CARON, PRÉVOST,
BÉLISLE, GALARNEAU
Procureurs de la partie plaignante

M^e Jean-Claude Dubé
M^e JEAN-CLAUDE DUBÉ, AVOCAT, S.A.
Procureurs de l'intimé

Date d'audience: 29 novembre 2018

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1299

DATE : 11 juillet 2019

LE COMITÉ :	M ^e Marco Gaggino	Président
	M. Shirtaz Dhanji, A.V.A., Pl. Fin.	Membre
	M. Benoît Bergeron, A.V.A., Pl. Fin.	Membre

NATHALIE LELIÈVRE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière

Plaignante

c.

STÉPHANE BEAUDOIN, conseiller en sécurité financière et représentant de courtier en épargne collective (certificat numéro 101497, BDNI 1468421)

Intimé

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE COMITÉ PRONONCE L'ORDONNANCE SUIVANTE :

Ordonnance de non-divulgateion, de non-publication et de non-diffusion de tous renseignements ou documents permettant d'identifier les consommateurs impliqués dans la présente plainte.

CD00-1299

PAGE : 2

[1] L'intimé est cité devant le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « Comité ») à la suite d'une plainte disciplinaire du 13 décembre 2017 libellée comme suit :

« À l'égard de M.L.V. et E.B.

1. Retiré;
2. Dans la grande région de Montréal, le ou vers le 5 septembre 2006, l'intimé a fait souscrire un prêt investissement de 50 000 \$ qui ne correspondait pas au profil d'investisseur et à la situation financière de ses clients M.L.V et E.B., contrevenant ainsi aux articles 16, 51 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 3, 4 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);

À l'égard de D.T.

3. Retiré;
4. À Saint-Anicet, le ou vers le 18 décembre 2006, l'intimé a fait souscrire un prêt investissement de 40 000 \$ qui ne correspondait pas au profil d'investisseur et à la situation financière de son client D.T., contrevenant ainsi aux articles 16, 51 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 3, 4 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);

À l'égard de N.A. et M.M.

5. Retiré;
6. Dans la grande région de Montréal, le ou vers le 30 avril 2007, l'intimé a fait souscrire un prêt investissement de 50 000 \$ qui ne correspondait pas au profil d'investisseur et à la situation financière de ses clients N.A. et M.M., contrevenant ainsi aux articles 16, 51 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 3, 4 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
7. Dans la grande région de Montréal, le ou vers le 30 avril 2007, l'intimé a fait souscrire un prêt investissement de 50 000 \$ qui ne correspondait pas au profil d'investisseur et à la situation financière de son client M.M., contrevenant ainsi aux articles 16, 51 de la *Loi sur la distribution*

CD00-1299

PAGE : 3

de produits et services financiers (RLRQ, c. D-9.2), 3, 4 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);

À l'égard d'A.P. et M.L.

8. Retiré;
9. Dans la grande région de Montréal, le ou vers le 27 septembre 2007, l'intimé a fait souscrire un prêt investissement de 35 000 \$ qui ne correspondait pas au profil d'investisseur et à la situation financière de sa cliente A.P., contrevenant ainsi aux articles 16, 51 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 3, 4 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1);
10. Dans la grande région de Montréal, le ou vers le 27 septembre 2007, l'intimé a fait souscrire un prêt investissement de 50 000 \$ qui ne correspondait pas au profil d'investisseur et à la situation financière de son client M.L., contrevenant ainsi aux articles 16, 51 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 3, 4 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1). »

[2] Le Comité s'est réuni le 14 janvier 2019 pour procéder à l'audience sur culpabilité et sur sanction de cette plainte.

[3] La plaignante était alors représentée par M^e Mathieu Cardinal, alors que l'intimé était représenté par M^e Jérôme Dupont-Rachiele.

I- PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[4] Lors de l'audience, le Comité fut avisé de l'intention de l'intimé d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité à l'égard des chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire portée contre lui.

[5] Par ailleurs, la partie plaignante avisa le Comité qu'elle désirait présenter une demande de retrait concernant les quatre (4) autres chefs d'infraction de la plainte disciplinaire, soit les chefs 1, 3, 5 et 8.

CD00-1299

PAGE : 4

[6] La partie plaignante motiva sa demande de retrait de ces chefs par le fait que la preuve qu'elle devait administrer à l'égard de ceux-ci serait vraisemblablement insuffisante.

[7] Ainsi, les consommateurs impliqués auraient à se remémorer des concepts précis qui leur ont été communiqués il y a plus de dix (10) ans.

[8] Dans ces circonstances, la partie plaignante considérait approprié que ces chefs d'infraction soient retirés.

[9] Considérant les représentations de la partie plaignante, le Comité autorisa, séance tenante, le retrait des chefs d'infraction 1, 3, 5 et 8 de la plainte disciplinaire.

[10] Après avoir demandé à l'intimé s'il avait toujours l'intention de plaider coupable sur les chefs restants, ce qu'il confirma, le Comité invita les parties présenter leur preuve respective.

[11] À cet égard, le procureur de la syndique déposa de consentement les pièces P-1 à P-29.

[12] De son côté, le procureur de l'intimé fit entendre brièvement ce dernier pour préciser certains faits.

[13] Après avoir entendu la preuve et le témoignage de l'intimé, le Comité déclara celui-ci coupable sous les chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire, et ce, sous l'article 51 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2).

II- LES FAITS

[14] Au moment des faits, l'intimé était représentant de courtier en épargne collective pour le cabinet Aegon Services aux courtiers Canada inc. du 22 mars 2006 au 25 juillet 2007, puis pour le cabinet Investissements Excel inc., du 2 août 2007 au 27 septembre 2007¹.

¹ Pièce P-1.

CD00-1299

PAGE : 5

[15] En date de l'audience, l'intimé n'exerçait plus dans la profession, et ce, depuis le mois de novembre 2017.

[16] L'intimé n'a pas d'antécédent disciplinaire et a collaboré avec le syndic.

[17] Les faits visés par la plainte disciplinaire contre l'intimé révèlent une trame commune à l'égard des consommateurs impliqués.

[18] Ainsi, l'intimé a fait souscrire à ces consommateurs des prêts investissement (prêt levier) auprès de la Compagnie de fiducie AGF (« AGF »), et ce, en vue d'acquérir des fonds communs de placement *Clarington canadien de dividendes* (« Clarington »).

[19] Les fonds de placement Clarington versaient des distributions mensuelles fixes, dont une partie servait à payer les mensualités des prêts investissement.

[20] Cependant, en 2008, avec la baisse du marché boursier, les rendements du fonds sont devenus insuffisants pour maintenir au même niveau les distributions mensuelles. Celles-ci ont donc été réduites et devenaient ainsi insuffisantes pour couvrir les mensualités des prêts investissement². Dans ce cas, les paiements des intérêts sur les prêts ont dû se faire à même les capitaux des fonds.

[21] Les consommateurs visés par la plainte disciplinaire avaient un revenu relativement faible, un petit patrimoine, une expérience en investissement pratiquement inexistante et une faible connaissance en placement. De même, l'intimé n'aurait pas maximisé l'espace REÉR des consommateurs avant de leur conseiller de contracter ces prêts investissement.

M.L.V. et E.B. (Chef 2)

[22] Les consommateurs M.L.V. et E.B. ont porté plainte contre l'intimé à l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») le 22 octobre 2012, alléguant que ce dernier leur avait vendu un placement très risqué sans avoir correctement expliqué les engagements qu'il impliquait³.

² Pièce P-15, page 27.

³ Pièce P-2 page 1102.

CD00-1299

PAGE : 6

[23] À cet égard, le 6 octobre 2006, ces consommateurs ont investi la somme de 50 000 \$ dans le fonds commun de placement Clarington par le biais d'un prêt investissement du même montant contracté auprès de AGF⁴.

[24] Au moment du prêt, les revenus annuels totaux déclarés de ces consommateurs étaient de 70 000 \$ alors que leur actif net déclaré était de 121 500 \$⁵.

[25] Le fonds Clarington avait une valeur de 38 055,14 \$ au 30 juin 2011⁶, alors que le solde du capital à rembourser du prêt investissement était de 49 283,22 \$ au 20 septembre 2012⁷.

[26] Dans le questionnaire relatif au profil de l'investisseur, il est noté que M.L.V. et E.B. ont « quelques connaissances » en ce qui concerne les placements et un profil de risque « audacieux »⁸.

[27] En date du 16 avril 2007, M.L.V. avait un maximum déductible au titre de REÉR pour l'année 2006 de 45 948 \$ alors que E.B. avait un maximum déductible au titre de REÉR pour l'année 2006 de 46 065 \$⁹.

D.T. (Chef 4)

[28] Le 18 décembre 2006, D.T. a investi la somme de 40 000 \$ dans le fonds commun de placement Clarington par le biais d'un prêt investissement du même montant contracté auprès de AGF¹⁰.

[29] Au moment du prêt, le revenu annuel brut de D.T. était de 45 000 \$, alors que son actif net était de 62 000 \$¹¹.

⁴ Pièce P-2, pages 1107 et 1112.

⁵ Pièce P-3, pages 1128 à 1136.

⁶ Pièce P-2, page 1111.

⁷ Pièce P-2, page 1113.

⁸ Pièce P-3, page 1139.

⁹ Pièce P-4, pages 1165 et 1172.

¹⁰ Pièce P-5, pages 73 et 74.

¹¹ Pièce P-6, pages 320 à 323.

CD00-1299

PAGE : 7

[30] Le fonds Clarington avait une valeur de 17 543,24 \$ au 31 décembre 2015¹², alors qu'à la même date, le solde du capital remboursable du prêt investissement était de 36 523,03 \$¹³.

[31] Dans le questionnaire relatif au profil de l'investisseur pour D.T., il est noté que celui-ci s'y connaît « relativement bien » en ce qui concerne les placements et qu'il a un profil de risque « audacieux »¹⁴.

[32] En date du 16 mars 2006, D.T. avait un maximum déductible au titre de REÉR pour l'année 2006 de 35 573 \$¹⁵.

[33] Le 11 mars 2015, D.T. a soumis une plainte à l'AMF à l'égard de l'intimé. Cette plainte expose notamment que celui-ci lui a « vendu » un prêt investissement de 40 000 \$ alors qu'il n'avait ni les moyens, ni les connaissances en matière de placement pour justifier un tel prêt, et ce, alors que la valeur de l'investissement auquel a servi le prêt a fondu de moitié¹⁶.

N.A. et M.M. (Chefs 6 et 7)

[34] Le 30 avril 2007, N.A. et M.M. ont investi la somme totale de 100 000 \$, soit deux (2) tranches de 50 000 \$, dans le fonds commun de placement Clarington financé par deux (2) prêts investissement de 50 000 \$ chacun contracté auprès de AGF¹⁷.

[35] Au moment du prêt, les revenus annuels totaux des consommateurs étaient de 130 000 \$, alors que leur valeur nette était de 146 999 \$¹⁸.

¹² Pièce P-10, page 122.

¹³ Pièce P-11, page 498.

¹⁴ Pièce P-6, pages 330 et 331.

¹⁵ Pièce P-13, page 231.

¹⁶ Pièce P-5, page 65.

¹⁷ Un premier prêt de 50 000\$ est au nom de M.M. (pièce P-15, page 37) alors que le second prêt de 50 000\$ est au nom des deux (2) consommateurs, soit M.M. et N.A. (pièce P-16, page 103).

¹⁸ Pièce P-16, pages 108 à 110 .

CD00-1299

PAGE : 8

[36] Au 1^{er} janvier 2013, la valeur du fonds Clarington au nom de M.M. était de 32 293,04 \$¹⁹, alors que le solde en capital à rembourser sur son prêt investissement était de 49 854,55 \$²⁰.

[37] Au 31 décembre 2012, la valeur du fonds Clarington aux noms de N.A. et M.M. était de 32 293,04 \$²¹, alors que le solde en capital à rembourser de leur prêt investissement était de 50 146,52 \$²².

[38] Dans le questionnaire relatif au profil de l'investisseur, il est noté que N.A. et M.M. possèdent « quelques connaissances » en ce qui concerne les placements et qu'il ont un profil de risque « audacieux »²³.

[39] Pour l'année fiscale 2007, M.M. avait un maximum déductible au titre de REÉR de 14 120 \$, alors que pour la même année, N.A. avait un maximum déductible au titre de REÉR de 37 626 \$²⁴.

[40] Le ou vers le 13 mai 2013, N.A. et M.M. ont remboursé leurs prêts investissement. Comme la somme obtenue par la vente de leurs placements était insuffisante pour rembourser le solde en capital des prêts, les consommateurs ont dû emprunter le montant supplémentaire pour éponger leur dette à l'occasion du renouvellement de leur hypothèque²⁵.

[41] N.A. et M.M. ont porté plainte à l'AMF contre l'intimé le 17 juillet 2012. Dans leur plainte, ils dénoncent notamment le fait qu'ils n'avaient pas les moyens d'assumer les prêts investissements contractés sur les conseils de l'intimé, d'autant plus que ces prêts sont apparus à leur dossier de crédit, ce qui leur a posé des obstacles pour l'obtention d'une marge de crédit²⁶.

¹⁹ Pièce P-17, page 1301.

²⁰ Pièce P-17, page 1298.

²¹ Pièce P-19, page 1214.

²² Pièce P-19, page 1208.

²³ Pièces P-15, pages 31-32 pour M.M. et P-16, pages 66-67 pour N.A.

²⁴ Pièce P-17, page 139 pour M.M. et pièce P-18, page 136 pour N.A.

²⁵ Pièce P-19, page 1302.

²⁶ Pièce P-14, page 18.

CD00-1299

PAGE : 9

A.P. et M.L. (Chefs 9 et 10)

[42] Le 2 mai 2011, les consommateurs A.P. et M.L. ont soumis une plainte à l'AMF à l'endroit de l'intimé y alléguant avoir contracté un prêt investissement suite à la recommandation de l'intimé, et ce, alors que leur connaissance du domaine financier était limitée et qu'ils avaient très peu de liquidités²⁷.

[43] À cet égard, le 27 septembre 2007, M.L. a investi la somme de 50 000 \$ dans le fonds commun de placement Clarington²⁸ par le biais d'un prêt investissement du même montant contracté auprès de AGF²⁹.

[44] Il appert de la pièce P-22 que l'intimé a empoché une commission de 2 000 \$ pour l'achat de ce fonds³⁰.

[45] Au moment du prêt, le salaire annuel de M.L. était de 47 000 \$ et sa valeur nette était de 103 200 \$³¹.

[46] Dans le questionnaire relatif au profil de l'investisseur, il est noté que M.L. « possède quelques connaissances » en ce qui concerne les placements et qu'il a un profil de risque « audacieux »³².

[47] Pour l'année fiscale 2007, M.L. avait un maximum déductible au titre de REÉR de 42 031 \$³³.

[48] Au 31 décembre 2012, le capital à rembourser sur le prêt investissement de M.L. se chiffrait à 49 405,92 \$, alors que la valeur du fonds Clarington était de 30 460,35 \$³⁴.

[49] Quant à A.P., celle-ci a contracté un prêt investissement de 35 000 \$ auprès de AGF le 27 septembre 2007³⁵, somme qui a servi à acquérir un fonds Clarington³⁶.

²⁷ Pièce P-20, page 225.

²⁸ Pièce P-21, page 258.

²⁹ Pièce P-21, page 252.

³⁰ Pièce P-22, page 534.

³¹ Pièce P-23, pages 569-570.

³² Pièce P-23, pages 571-572.

³³ Pièce P-27, page 220.

³⁴ Pièce P-27, pages 1263-1264.

³⁵ Pièce P-23, page 541.

³⁶ Pièce P-23, page 544.

CD00-1299

PAGE : 10

[50] L'intimé a perçu une commission de 1 400 \$ pour l'achat de ce fonds³⁷.

[51] Au moment du prêt, le salaire annuel de A.P. était de 30 000 \$ et sa valeur nette était de 77 900 \$³⁸.

[52] Dans le questionnaire relatif au profil de l'investisseur pour les consommateurs, il est noté que A.P. « possède quelques connaissances » en ce qui concerne les placements et qu'elle a un profil de risque « audacieux »³⁹.

[53] Pour l'année fiscale 2007, A.P. avait un maximum déductible au titre de REÉR de 24 359 \$⁴⁰.

[54] Au 31 décembre 2012, le solde en capital du prêt investissement de A.P. se chiffrait à 34 530,42 \$, alors que la valeur du fonds Clarington était de 21 418,48 \$⁴¹.

III- REPRÉSENTATIONS COMMUNES SUR LA SANCTION

[55] Les parties recommandent au Comité d'imposer à l'intimé une radiation temporaire de trois (3) mois sur chacun des chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire, à être purgée de façon concurrente, et ce, en plus de la condamnation aux frais et déboursés et à la publication de l'avis prévu à l'article 156 du *Code des professions*⁴².

[56] Pour justifier cette recommandation, le procureur de la syndique a tout d'abord référé aux divers facteurs aggravants et atténuants applicables en l'instance.

[57] À cet égard, il a attiré l'attention du Comité sur les facteurs aggravants suivants :

- La répétition des gestes;
- Le nombre de consommateurs impliqués ;
- Le profil des consommateurs qui avaient peu de connaissance du domaine, de faibles revenus et un petit patrimoine ;

³⁷ Pièce P-22, page 533.

³⁸ Pièce P-23, pages 549-550.

³⁹ Pièce P-23, pages 571-572.

⁴⁰ Pièce P-27, page 220.

⁴¹ Pièce P-28, pages 1261-1262.

⁴² RLRQ, c. C-26.

CD00-1299

PAGE : 11

- Le préjudice subi par les consommateurs relativement à la perte en capital subie, le stress et l'angoisse qu'ils ont vécus et, dans un cas particulier, la difficulté à obtenir du financement en raison de l'impact négatif du prêt investissement sur le dossier de crédit.

[58] Le procureur de la syndique a par la suite référé aux facteurs atténuants suivants :

- L'intimé a plaidé coupable, ce qui évite une audience de cinq (5) jours et épargne aux consommateurs de devoir témoigner ;
- L'absence d'antécédents disciplinaires ;
- La bonne collaboration de l'intimé à l'enquête de la syndique ;
- Les événements datent de plus de dix (10) ans ;
- L'intimé a quitté la profession ;
- L'intimé représente un faible risque de récidive ;
- L'absence de mauvaise foi ou d'intention malhonnête de la part de l'intimé.

[59] Finalement, le procureur de la syndique a référé aux décisions suivantes pour démontrer que la sanction proposée se situe dans la fourchette des sanctions imposées dans des cas similaires :

- *Chambre de la sécurité financière c. Simard*, 2015 CanLII 21667 (QC CDCSF) ;
- *Chambre de la sécurité financière c. Simard*, 2016 CanLII 32446 (QC CDCSF) ;
- *Chambre de la sécurité financière c. Morin*, 2016 CanLII 6173 (QC CDCSF) .

[60] Pour terminer, il a soumis au Comité que la sanction proposée tient compte des critères d'exemplarité, de dissuasion et de protection du public.

IV- ANALYSE ET MOTIFS

[61] Lorsque des sanctions sont suggérées conjointement par les parties, le Comité n'a pas à s'interroger sur la sévérité ou la clémence de celles-ci. Il doit y donner suite, sauf s'il les considère contraires à l'intérêt public ou si elles sont de nature à déconsidérer l'administration de la justice, et ce, tel que la Cour suprême le rappelait:

CD00-1299

PAGE : 12

« [36] Après avoir examiné les diverses possibilités, je crois que le critère de l'intérêt public, tel qu'il est développé dans les présents motifs, est celui qui s'impose. Il est plus rigoureux que les autres critères proposés et il reflète le mieux les nombreux avantages que les recommandations conjointes apportent au système de justice pénale ainsi que le besoin correspondant d'un degré de certitude élevé que ces recommandations seront acceptées. De plus, il diffère des critères de "justesse" employés par les juges du procès et les cours d'appel dans les audiences classiques en matière de détermination de la peine et, en ce sens, il aide les juges du procès à se concentrer sur les considérations particulières qui s'appliquent lors de l'appréciation du caractère acceptable d'une recommandation conjointe. Dans la mesure où l'arrêt *Douglas* prescrit le contraire, j'estime avec égards qu'il est mal fondé et qu'il ne devrait pas être suivi. »⁴³

[62] Il s'agit donc d'un seuil élevé qui ne peut être franchi à la légère, par exemple parce que le décideur considère qu'il aurait plutôt imposé une autre sanction en appliquant les critères usuels de détermination de la sanction.

[63] Par ailleurs, cela n'empêchera pas un comité d'intervenir si, à première vue, il y a une telle disproportion entre la sanction suggérée et celle normalement applicable, que celle-ci devient controversée et semble porter atteinte à l'intérêt public ou à l'administration de la justice.

[64] Dans ce cas, le comité devrait demander des explications sur les considérations et les concessions qui sont à la base de la recommandation commune en tenant pour acquis, par ailleurs, que les avocats des parties sont bien placés pour arriver à une telle recommandation commune qui reflète tant les intérêts du public que ceux de l'intimé. En principe, ils connaissent très bien la situation de ce dernier, ainsi que les circonstances de l'infraction, et les forces et les faiblesses de leurs positions respectives. À cet effet, la Cour suprême précise ainsi cette démarche :

« [39] Troisièmement, en présence d'une recommandation conjointe controversée, le juge du procès voudra sans aucun doute connaître les circonstances à l'origine de la recommandation conjointe, en particulier tous les avantages obtenus par le ministère public ou toutes les concessions faites par l'accusé. Plus les avantages obtenus par le ministère public sont grands, et plus l'accusé fait de concessions, plus il

⁴³ R. c. *Anthony-Cook*, [2016] 2 R.C.S. 204.

CD00-1299

PAGE : 13

est probable que le juge du procès doive accepter la recommandation conjointe, même si celle-ci peut paraître trop clément. Par exemple, si la recommandation conjointe est le fruit d'une entente par laquelle l'accusé s'engage à prêter main-forte au ministère public ou à la police, ou si elle reflète une faille dans la preuve du ministère public, une peine très clément peut ne pas être contraire à l'intérêt public. Par contre, si la recommandation conjointe ne découlait que du constat de l'accusé qu'une déclaration de culpabilité était inévitable, la même peine pourrait faire perdre au public la confiance que lui inspire le système de justice pénale. »⁴⁴

[65] C'est selon ces critères élaborés par la Cour suprême que le Comité examinera la recommandation commune des parties, et ce, afin de déterminer si celle-ci est contraire à l'intérêt public ou à l'administration de la justice.

[66] Les parties suggèrent au Comité d'imposer à l'intimé une radiation temporaire de trois (3) mois sur chacun des chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire à être purgée de façon concurrente.

[67] À cet égard, la recommandation commune est conforme aux sanctions imposées pour de semblables infractions, et ce, considérant l'ensemble des facteurs aggravants et atténuants en lien avec la présente affaire.

[68] Ainsi, dans les affaires citées par le procureur de la syndique, des radiations temporaires de deux (2) et cinq (5) mois ont été imposées par le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière⁴⁵.

[69] Le Comité ne voit pas de disproportion entre la sanction recommandée par les parties et la gravité objective du geste reproché qui permettrait de croire que l'intérêt public en serait affecté.

⁴⁴ Préc., note 43.

⁴⁵ *Chambre de la sécurité financière c. Simard*, 2015 CanLII 21667 (QC CDCSF) – radiation temporaire de cinq (5) mois ; *Chambre de la sécurité financière c. Simard*, 2016 CanLII 32446 (QC CDCSF) – radiation temporaire de cinq (5) mois ; *Chambre de la sécurité financière c. Morin*, 2016 CanLII 6173 (QC CDCSF) – radiation temporaire de deux (2) mois.

CD00-1299

PAGE : 14

[70] L'intimé a reconnu par son plaidoyer de culpabilité, avoir fait souscrire des prêts investissement qui ne correspondaient pas au profil d'investisseur et à la situation financières de ses clients.

[71] Tel que le rappelait le comité de discipline dans l'affaire *Chambre de la sécurité financière c. Simard*⁴⁶ :

« [16] La souscription d'un prêt levier est une manœuvre sophistiquée de placement dont l'objectif est "en permettant à l'emprunteur d'investir davantage, d'obtenir des rendements plus élevés". Elle amplifie les possibilités de gain mais aussi les risques de perte.

[17] Elle s'adresse généralement à des gens qui possèdent suffisamment d'actifs et qui disposent de connaissances dans le domaine de l'investissement. »

[72] Or, la durée de la radiation temporaire proposée par les parties est en lien avec la gravité objective des gestes posés par l'intimé.

[73] Par ailleurs, un plaidoyer de culpabilité est nettement favorable à l'administration de la justice, en ce qu'il permet notamment à celle-ci de sauver de précieuses ressources en évitant, dans la présente affaire, une audition qui était prévue pour cinq (5) jours.

[74] De même, le plaidoyer de culpabilité de l'intimé a pour effet d'épargner aux consommateurs impliqués dans cette affaire de devoir comparaître et témoigner devant le Comité sur des faits qui datent de plus de dix (10) ans.

[75] Le Comité donnera donc suite à la recommandation commune des parties, puisque celle-ci ne contrevient pas à l'intérêt public et ne va pas à l'encontre de l'administration de la justice.

[76] Pour toutes ces raisons, le Comité considère qu'une radiation temporaire de trois (3) mois sous chacun des chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire, à être purgée de façon concurrente, constitue une sanction adéquate dans les circonstances.

⁴⁶ Préc., note 45.

CD00-1299

PAGE : 15

[77] Par ailleurs, le Comité ordonnera, aux frais de l'intimé, la publication d'un avis de la décision et condamnera ce dernier au paiement des déboursés.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé à l'égard des chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire ;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité de l'intimé prononcée à l'audience du 14 janvier 2019 à l'égard de l'infraction prévue à l'article 51 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2) sous les chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire;

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures en ce qui concerne les autres dispositions mentionnées auxdits chefs d'infraction;

RÉITÈRE le retrait des chefs d'infraction 1, 3, 5 et 8;

ET STATUANT SUR SANCTION :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de trois (3) mois sur chacun des chefs d'infraction 2, 4, 6, 7, 9 et 10 de la plainte disciplinaire, à être purgée de façon concurrente;

ORDONNE au secrétaire du Comité de faire publier, conformément à l'article 156, al. 7 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26), aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où celui-ci a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession;

CD00-1299

PAGE : 16

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés conformément à l'article 151 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

(S) M^e Marco Gaggino

M^e Marco Gaggino
Président du Comité de discipline

(S) Shirtaz Dhanji

M. Shirtaz Dhanji, A.V.A., Pl. Fin.
Membre du Comité de discipline

(S) Benoit Bergeron

M. Benoît Bergeron, A.V.A., Pl. Fin.
Membre du Comité de discipline

M^e Mathieu Cardinal
CDNP AVOCATS INC.
Procureurs de la partie plaignante

M^e Jérôme Dupont-Rachiele
HIERMAGNE INC.
Procureurs de la partie intimée

Date d'audience : 14 janvier 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1334

DATE: 16 juillet 2019

LE COMITÉ* :	M ^e Claude Mageau	Président
	M. BGilles Lacroix, A.V.C., Pl. Fin.	Membre

JULIE DAGENAIS, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

ÉRIC HATTEM, (numéro de certificat 205585, BDNI 3156671)

Partie intimée

DÉCISION SUR SANCTION

[1] L'intimé a été déclaré coupable par le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « comité »), le 22 mai 2019, de l'unique chef d'infraction suivant :

* Le troisième membre du comité, M. Joël Badan, étant empêché d'agir, la présente décision est rendue par les deux autres membres conformément à l'article 371 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2) et à l'article de 118.3 du *Code des professions* (RLRQ, c. C-26).

CD00-1334

PAGE : 2

LA PLAINTÉ

1. À Blainville, le ou vers le 27 octobre 2016, l'intimé a contrefait la signature de J.H. sur un formulaire d'ouverture de compte bancaire, contrevenant ainsi aux articles 10, 14 et 16 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1).

[2] À sa décision sur culpabilité, en application du principe interdisant les condamnations multiples, le comité a ordonné l'arrêt conditionnel des procédures quant aux articles 10 et 16 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* et a convoqué les parties à une audition pour les représentations sur sanction uniquement quant à l'article 14 dudit règlement.

[3] Le 12 juin 2019, une conférence téléphonique a été tenue par le comité avec le procureur de la plaignante et l'intimé.

[4] Une audition sur sanction a alors été fixée au 19 juin 2019 et, suite à la demande de l'intimé à laquelle le procureur de la plaignante ne s'objectait pas, le comité a permis que l'intimé y participe par visioconférence.

[5] L'audition sur sanction a effectivement eu lieu le 19 juin à 9h30 au bureau de la Chambre de la sécurité financière et l'intimé y a participé par voie téléphonique, vu que celui-ci n'avait pas le moyen technologique permettant qu'il participe à l'audition par visioconférence.

[6] M^e Alain Galarneau représentait la plaignante, et l'intimé se représentait seul.

[7] Le procureur de la plaignante et l'intimé déclarèrent au comité qu'ils n'avaient pas de témoin à faire entendre ou de documents additionnels à produire sur sanction et le comité leur demanda alors de faire immédiatement leurs représentations.

CD00-1334

PAGE : 3

REPRÉSENTATIONS DU PROCUREUR DE LA PLAIGNANTE

[8] Après avoir référé brièvement à la décision sur culpabilité, le procureur de la plaignante recommanda au comité qu'une radiation temporaire d'un (1) mois soit ordonnée à l'intimé à titre de sanction, laquelle ne serait exécutoire qu'au moment où celui-ci reprendrait son droit de pratique, le cas échéant.

[9] Il requit aussi du comité la publication d'un avis de la présente décision conformément à l'article 156, al. 7 du *Code des professions*, de même que la condamnation de l'intimé au paiement des déboursés, conformément à l'article 151 dudit code.

[10] Le procureur de la plaignante insista surtout sur la gravité objective du geste commis par l'intimé, laquelle porte une atteinte directe à l'exercice de la profession, bien que l'infraction commise par l'intimé était isolée.

[11] Au niveau des facteurs subjectifs, M^e Galarneau indiqua que l'intimé est âgé de 28 ans, qu'il n'a aucun antécédent disciplinaire et qu'il avait, au moment de l'infraction, deux (2) ans d'expérience à titre de représentant.

[12] Il souligna que l'intimé n'avait pas collaboré à l'enquête de la plaignante, mais qu'il avait tout de même bien participé au processus disciplinaire.

[13] Enfin, le procureur de la plaignante a indiqué qu'il y avait une preuve contradictoire devant le comité quant à la raison pour laquelle l'intimé aurait commis le geste reproché, à savoir de simplement permettre à son frère d'ouvrir un compte à la BMO sans avoir à se déplacer ou plutôt de permettre à l'intimé d'atteindre son objectif d'ouverture de comptes fixé par son employeur, élément important pour la détermination de sa rémunération annuelle.

[14] M^e Galarneau déposa par la suite une série de jurisprudence appuyant sa

CD00-1334

PAGE : 4

demande de radiation temporaire d'un (1) mois¹.

[15] Il déclara que, selon lui, les sanctions rendues pour le genre d'infraction reprochée à l'intimé variaient d'un (1) à six (6) mois, la fourchette supérieure de six (6) mois étant réservée pour les cas où le membre accusé était animé d'une intention malveillante lors de la commission de l'infraction, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, selon lui.

[16] Il conclut donc que sa recommandation d'un (1) mois de radiation dans les circonstances est tout à fait raisonnable étant donné qu'il est à la limite inférieure de la fourchette jurisprudentielle ci-haut mentionnée.

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ

[17] L'intimé déclara qu'il était d'accord avec la suggestion du procureur de la plaignante et qu'il n'avait rien d'autre à dire.

[18] À la demande du président du comité, l'intimé expliqua qu'il est actuellement consultant dans le secteur événementiel.

[19] De plus, il déclara qu'il n'avait pas l'intention du tout de revenir dans l'industrie.

ANALYSE ET MOTIFS

[20] Le comité a déclaré l'intimé coupable d'avoir contrefait la signature de son frère, J.H., sur le formulaire d'ouverture de compte bancaire et il doit le sanctionner relativement à l'article 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières*, lequel se lit comme suit :

¹ *Chambre de la sécurité financière c. Houle*, 2013 CanLII 43414 (QC CDCSF); *Chambre de la sécurité financière c. Ouimet*, 2014 CanLII 38768 (QC CDCSF); *Chambre de la sécurité financière c. Gauthier*, 2015 QCCDCSF 49; *Chambre de la sécurité financière c. Rouillard*, 2017 CanLII 5549 (QC CDCSF); *Chambre de la sécurité financière c. Lamothe*, 2017 CanLII 17772 (QC CDCSF); *Chambre de la sécurité financière c. Dion*, 2018 QCCDCSF 37.

CD00-1334

PAGE : 5

« 14. Les activités professionnelles du représentant doivent être menées de manière responsable, avec respect, intégrité, et compétence. »

[21] L'intimé était, au moment de l'infraction reprochée, directeur des services financiers à une succursale de la BMO à Boisbriand.

[22] Il avait alors environ deux (2) ans d'expérience à titre de représentant de courtier pour un courtier en épargne collective.

[23] Le comité est d'opinion que la gravité objective de l'infraction reprochée, tel que plaidé par le procureur de la plaignante, est indéniable et tout à fait au cœur même de l'exercice de la profession.

[24] L'intimé n'a jamais nié avoir signé le nom de son frère sur le formulaire d'ouverture de compte, mais a prétendu qu'il avait son autorisation verbale afin de lui permettre d'ouvrir un compte à la BMO.

[25] Le comité est d'opinion qu'il ressort de la preuve qu'il n'y avait pas d'intention malveillante de la part de l'intimé.

[26] Il a été prétendu, lors du témoignage de l'enquêteur de la BMO, que l'infraction avait été commise par l'intimé afin de lui permettre de s'assurer la rencontre de ses objectifs d'ouverture de comptes au niveau de sa rémunération.

[27] De son côté, l'intimé a déclaré qu'il avait tout simplement signé pour son frère uniquement dans le but d'ouvrir le compte bancaire et d'éviter à celui-ci de se présenter à la banque.

[28] Le comité est d'opinion qu'il n'y a pas de preuve à l'effet que l'ouverture du compte du frère de l'intimé lui a permis d'atteindre ses objectifs d'ouverture de compte et que cela l'a avantage au niveau de sa rémunération.

[29] Par conséquent, l'atteinte de ses objectifs de rémunération ne sera pas un élément qui sera considéré par le comité pour déterminer la sanction à imposer à l'intimé.

CD00-1334

PAGE : 6

[30] Il est en preuve aussi que ni BMO ni le client n'ont subi de préjudice financier à cause du geste posé par l'intimé.

[31] De son côté, à cause de son geste, l'intimé a démissionné de son poste à la BMO qu'il détenait depuis plus de deux (2) ans.

[32] Il n'a aucun antécédent disciplinaire.

[33] Le comité considère, après révision et analyse des circonstances propres au présent dossier, et prenant en considération les éléments tant objectifs que subjectifs, que la condamnation de l'intimé à une radiation temporaire d'un (1) mois, tel que suggéré par le procureur de la plaignante, est une sanction juste et appropriée en l'espèce.

[34] Il est à noter que l'intimé a déclaré au comité qu'il considérait cette recommandation par le procureur de la plaignante comme étant acceptable.

[35] De plus, cette période de radiation d'un (1) mois étant de courte durée, celle-ci ne sera exécutoire qu'au moment où l'intimé reprendra son droit de pratique, le cas échéant, et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autre autorité compétente émettra un certificat en son nom.

[36] Enfin, le comité ordonnera la publication d'un avis de la décision aux frais de l'intimé conformément à l'article 156, al. 7 du *Code des professions*, et le condamnera aussi au paiement des déboursés conformément à l'article 151 dudit code.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

ORDONNE sous l'unique chef d'infraction, la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'un (1) mois;

ORDONNE que cette période de radiation temporaire ne commence à courir, le cas échéant, qu'au moment où l'intimé reprendra son droit de

CD00-1334

PAGE : 7

pratique à la suite de l'émission à son nom d'un certificat par l'Autorité des marchés financiers ou par toute autre autorité compétente;

ORDONNE au secrétaire du comité de faire publier, aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans les lieux où ce dernier a eu son domicile professionnel ou dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession, conformément aux dispositions de l'article 156, al. 7 du *Code des professions*, RLRQ, c. 26;

ORDONNE au secrétaire du comité de ne procéder à cette publication qu'au moment où l'intimé reprendra son droit de pratique et que l'Autorité des marchés financiers ou toute autre autorité compétente émettra un certificat en son nom;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*, RLRQ, c. 26.

(S) M^e Claude Mageau

ME CLAUDE MAGEAU
Président du comité de discipline

(S) BGilles Lacroix

M. BGILLES LACROIX, A.V.C., Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

M^e Alain Galarneau
POULIOT, CARON, PRÉVOST, BÉLISLE, GALARNEAU
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé était présent par conférence téléphonique et non représenté.

Date d'audience : 19 juin 2019

CD00-1334

PAGE : 8

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Protection des dépôts
 - 5.7 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BERGANDI, FRANK J.	TECSYS INC.	20190011572-1	2019-08-01	5 000,00 \$
BOOMROD, AHMED S.	GDI SERVICES AUX IMMEUBLES INC.	20190011570-1	2019-08-01	5 000,00 \$
GEORGE, ZACHARY R.	FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	20190011666-1	2019-08-01	200,00 \$
HEMEON, JOHN M.	GROUPE COLABOR INC.	20190011573-1	2019-08-01	800,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
MCMULLEN, JOHN A. D.	ELIXXER LTD.	20190011777-1	2019-08-05	5 000,00 \$
RASSMUSS, JUAN ENRIQUE	RESSOURCES NSR INC.	20190011571-1	2019-08-01	2 000,00 \$

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
Aucune information				

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
-----------------	----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Discovery 2019 short duration LP	2 août 2019	Alberta
Eldorado Gold Corporation	6 août 2019	Colombie-Britannique
Portefeuille de revenu d'actions structuré Purpose	1 ^{er} août 2019	Ontario
TransCanada PipeLines Limited	2 août 2019	Alberta

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2019-08-02	Québec - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
		<ul style="list-style-type: none"> - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador
Catégorie de croissance de dividendes canadiens Manuvie Fonds de croissance de dividendes canadiens Manuvie Catégorie de placements canadiens Manuvie Catégorie de revenu de dividendes Manuvie Fonds de revenu de dividendes Manuvie Catégorie de revenu de dividendes Plus Manuvie Fonds de revenu de dividendes Plus Manuvie Catégorie de dividendes fondamentale Manuvie Fonds de dividendes fondamentale Manuvie Catégorie d'actions fondamentale Manuvie Fonds d'actions fondamentale Manuvie Catégorie d'occasions de croissance Manuvie Fonds d'occasions de croissance Manuvie Catégorie d'options d'achat d'actions américaines couvertes Manuvie Fonds d'options d'achat d'actions américaines couvertes Manuvie Catégorie d'actions américaines toutes capitalisations Manuvie Fonds d'actions américaines toutes capitalisations Manuvie Catégorie de revenu de dividendes américains Manuvie Fonds de revenu de dividendes américains Manuvie Fonds d'actions américaines toutes capitalisations en dollars US Manuvie	2 août 2019	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'actions américaines Manuvie		
Fonds d'occasions américaines Manuvie		
Fonds d'actions EAEO Manuvie (auparavant, Fonds ciblé international Manuvie)		
Fonds des marchés émergents Manuvie		
Fonds ciblé mondial toutes capitalisations Manuvie		
Catégorie de dividendes mondiaux Manuvie		
Fonds de dividendes mondiaux Manuvie		
Catégorie de croissance de dividendes mondiaux Manuvie		
Fonds de croissance de dividendes mondiaux Manuvie		
Catégorie d'actions mondiales Manuvie		
Catégorie franchises mondiales Manuvie (auparavant, Catégorie d'actions mondiales sans restriction Manuvie)		
Fonds franchises mondiales Manuvie (auparavant, Fonds d'actions mondiales sans restriction Manuvie)		
Fonds mondial à petite capitalisation Manuvie		
Catégorie d'occasions thématiques mondiales Manuvie		
Fonds d'occasions thématiques mondiales Manuvie		
Catégorie de placement international Manuvie		
Fonds de placement international Manuvie		
Catégorie d'actions asiatiques Manuvie		
Catégorie Chine Manuvie		
Catégorie mondiale de titres d'infrastructures cotés Manuvie (auparavant, Catégorie mondiale d'infrastructures Manuvie)		
Fonds mondial de titres d'infrastructures cotés Manuvie (auparavant, Fonds mondial		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
<i>d'infrastructures Manuvie)</i>		
Fonds immobilier mondial sans restriction Manuvie		
Fonds équilibré canadien Manuvie		
Catégorie équilibrée fondamentale Manuvie		
Catégorie de revenu fondamentale Manuvie		
Fonds de revenu fondamental Manuvie		
Catégorie à revenu mensuel élevé Manuvie		
Fonds à revenu mensuel élevé Manuvie		
Portefeuille Sécuritaire Simplicité Manuvie		
Portefeuille Modéré Simplicité Manuvie		
Fonds tactique de revenu Manuvie		
Fonds équilibré à rendement stratégique Manuvie		
Fonds équilibré à rendement stratégique en dollars US Manuvie		
Fonds à revenu mensuel élevé américain Manuvie		
Fonds de placements diversifiés Manuvie		
Fonds équilibré mondial Manuvie		
Fonds équilibré d'actions mondiales à petite capitalisation Manuvie		
Fonds équilibré mondial à rendement stratégique Manuvie		
Portefeuille Équilibré Simplicité Manuvie		
Portefeuille Équilibré mondial Simplicité Manuvie		
Portefeuille Croissance Simplicité Manuvie		
Fonds Combiné de dividendes stratégique Manuvie		
Catégorie équilibrée d'appréciation Manuvie		
Fonds équilibré d'appréciation Manuvie		
Fonds d'occasions de rendement Manuvie		
Fonds d'achats périodiques Manuvie		
Fonds du marché monétaire Manuvie		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds obligations Manuvie		
Fonds d'obligations canadiennes sans restriction Manuvie		
Fonds de revenu à taux variable Manuvie		
Fonds d'obligations américaines sans restriction Manuvie		
Fonds d'obligations de sociétés Manuvie		
Fonds d'obligations mondiales essentielles Plus Manuvie		
Fonds d'obligations mondiales sans restriction Manuvie		
Fonds à revenu stratégique Manuvie		
Fonds stratégique d'obligations mondiales de première qualité Manuvie		
Fonds à revenu stratégique en dollars US Manuvie		
Portefeuille Sécuritaire Manuvie		
Portefeuille Modéré Manuvie		
Portefeuille Équilibré Manuvie		
Portefeuille Croissance Manuvie		
Fonds à revenu fixe quantitatif 2022 Manuvie		
Fonds à revenu fixe quantitatif 2027 Manuvie		
Fonds à revenu fixe quantitatif 2032 Manuvie		
Fonds à revenu fixe quantitatif 2037 Manuvie		
Fonds à revenu fixe quantitatif 2042 Manuvie		
Portefeuille Alpha Diversifié Manuvie		
Fonds de revenu 2022 Manuvie		
Fonds de revenu 2027 Manuvie		
Fonds de revenu 2032 Manuvie		
Fonds de revenu 2037 Manuvie		
Fonds de revenu 2042 Manuvie		
Fonds de revenu 2047 Manuvie		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds de revenu 2052 Manuvie		
Fonds de revenu 2057 Manuvie		
Fonds de revenu 2062 Manuvie		
Fonds de revenu 2067 Manuvie		
Mandat privé Actions canadiennes Manuvie		
Mandat privé Revenu de dividendes Manuvie		
Mandat privé Actions mondiales Manuvie		
Fiducie privée Actions internationales Manuvie		
Mandat privé Actions américaines Manuvie		
Mandat privé Équilibré d'actions Manuvie		
Fiducie privée Équilibré à revenu Manuvie		
Mandat privé Équilibré canadien Manuvie		
Fiducie privée Croissance et revenu canadiens Manuvie		
Fiducie privée Équilibré mondial Manuvie		
Fiducie privée Équilibré américain Manuvie		
Fiducie privée Valeur Équilibré américain Manuvie		
Fiducie privée Revenu fixe de sociétés Manuvie		
Fiducie privée Revenu fixe mondial Manuvie		
Fonds alternatif EHP Fondation	1 ^{er} août 2019	Ontario
Fonds alternatif EHP Avantage		
Fonds alternatif international EHP Fondation		
Fonds alternatif international EHP Avantage		
Fonds alternatif EHP Sélect		
Fonds alternatif EHP Arbitrage mondial		
Fonds chefs de file mondiaux Black Creek	2 août 2019	Ontario
Catégorie de société chefs de file mondiaux Black Creek		
Fonds d'actions internationales Black		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
<p>Creek</p> <p>Catégorie de société d'actions internationales Black Creek</p> <p>Fonds canadien de dividendes Cambridge</p> <p>Catégorie de société canadienne de dividendes Cambridge</p> <p>Fonds d'actions canadiennes Cambridge</p> <p>Catégorie de société d'actions canadiennes Cambridge</p> <p>Fonds de sociétés de croissance canadiennes Cambridge</p> <p>Fonds mondial de dividendes Cambridge</p> <p>Catégorie de société mondiale de dividendes Cambridge</p> <p>Fonds d'actions mondiales Cambridge</p> <p>Catégorie de société d'actions mondiales Cambridge</p> <p>Fonds d'entreprises de croissance Cambridge</p> <p>Catégorie de société d'entreprises de croissance Cambridge</p> <p>Fonds d'actions canadiennes pur Cambridge</p> <p>Catégorie de société d'actions canadiennes pure Cambridge</p> <p>Fonds américain de dividendes Cambridge</p> <p>Fonds enregistré de dividendes américains Cambridge</p> <p>Fonds de dividendes américains en dollars US Cambridge</p> <p>Fonds d'actions américaines CI (<i>auparavant, Fonds d'actions américaines Cambridge</i>)</p> <p>Catégorie de société d'actions américaines CI (<i>auparavant, Catégorie de société d'actions américaines Cambridge</i>)</p> <p>Catégorie de société gestionnaires américains MD CI</p> <p>Fonds américain de petites sociétés CI</p> <p>Catégorie de société américaine petites</p>		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
sociétés CI		
Fonds de valeur américaine CI		
Catégorie de société valeur américaine CI		
Catégorie de société petite capitalisation can-am CI		
Fonds de placements canadiens CI		
Catégorie de société de placements canadiens CI		
Fonds canadien petite/moyenne capitalisation CI		
Catégorie de société sciences de la santé mondiales CI		
Fonds mondial avantage dividendes élevés CI		
Catégorie de société mondiale avantage dividendes élevés CI		
Fonds mondial de petites sociétés CI		
Catégorie de société mondiale petites sociétés CI		
Fonds de valeur mondiale CI		
Catégorie de société valeur mondiale CI		
Fonds de valeur internationale CI		
Catégorie de société valeur internationale CI		
Fonds canadien de dividendes Harbour		
Fonds Harbour		
Catégorie de société Harbour		
Fonds mondial analyste Harbour		
Fonds d'actions mondiales Harbour		
Catégorie de société d'actions mondiales Harbour		
Catégorie de société Voyageur Harbour		
Fonds d'actions mondiales axées sur la croissance Munro		
Fonds d'occasions Asie Signature (auparavant, Fonds Pacifique CI)		
Catégorie de société d'occasions Asie Signature		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds marchés nouveaux Signature		
Catégorie de société marchés nouveaux Signature		
Fonds mondial de dividendes Signature		
Catégorie de société mondiale de dividendes Signature		
Catégorie de société énergie mondiale Signature		
Fonds d'actions mondiales Signature		
Catégorie de société d'actions mondiales Signature		
Fonds de ressources mondiales Signature		
Catégorie de société ressources mondiales Signature		
Catégorie de société technologies mondiales Signature		
Mandat immobilier Signature		
Fonds canadien sélect Signature		
Catégorie de société canadienne sélect Signature		
Fonds américain Synergy		
Catégorie de société américaine Synergy		
Catégorie de société canadienne Synergy		
Catégorie de société mondiale Synergy		
Fonds équilibré mondial Black Creek		
Catégorie de société équilibrée mondiale Black Creek		
Fonds de répartition de l'actif Cambridge		
Catégorie de société de répartition de l'actif Cambridge		
Fonds de croissance et de revenu mondiaux Harbour		
Catégorie de société de croissance et de revenu mondiaux Harbour		
Fonds de revenu et de croissance Harbour		
Catégorie de société de revenu et de croissance Harbour		
Fonds équilibré canadien Signature		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds mondial de croissance et de revenu Signature		
Catégorie de société mondiale croissance et revenu Signature		
Fonds de croissance et de revenu Signature		
Catégorie de société de croissance et de revenu Signature		
Fonds d'obligations Cambridge		
Mandat d'obligations à long terme canadiennes Cambridge		
Mandat d'obligations à court terme canadiennes Cambridge		
Fonds mondial à revenu élevé Cambridge		
Fonds de revenu mensuel Cambridge		
Catégorie de société de revenu mensuel Cambridge		
Mandat de vente d'options de vente Cambridge (<i>auparavant, Mandat de rendement équilibré Cambridge</i>)		
Fonds de revenu CI		
Fonds d'obligations de qualité supérieure CI		
Fonds marché monétaire CI		
Catégorie de société à court terme CI		
Catégorie de société à court terme en dollars US CI		
Mandat de revenu américain en dollars US CI		
Fonds marché monétaire É-U CI		
Fonds de revenu stratégique Lawrence Park		
Fonds d'obligations à rendement élevé Marret		
Fonds à rendement élevé de courte durée Marret		
Fonds d'obligations canadiennes Signature		
Catégorie de société obligations canadiennes Signature		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'obligations de base améliorées Signature (<i>auparavant, Mandat d'obligations tactique Signature</i>)		
Fonds d'obligations de sociétés Signature		
Catégorie de société obligations de sociétés Signature		
Catégorie de société de rendement diversifié Signature		
Fonds de rendement diversifié II Signature		
Fonds de dividendes Signature		
Catégorie de société dividendes Signature		
Mandat de revenu à taux variable Signature		
Fonds d'obligations mondiales Signature		
Catégorie de société obligations mondiales Signature		
Catégorie de société aurifère Signature		
Fonds de revenu élevé Signature		
Catégorie de société revenu élevé Signature		
Catégorie de société obligations à rendement élevé Signature		
Fonds d'obligations à rendement élevé II Signature		
Mandat d'actions privilégiées Signature		
Fonds d'obligations à court terme Signature		
Mandat de rendement systématique Signature		
Série Portefeuilles équilibrée		
Série Portefeuilles croissance équilibrée		
Série Portefeuilles équilibrée prudente		
Série Portefeuilles prudente		
Série Portefeuilles croissance		
Série Portefeuilles de revenu		
Série Portefeuilles croissance maximale		
Catégorie de société Portefeuille géré Select 80r20a		
Catégorie de société Portefeuille géré		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Select 70r30a		
Catégorie de société Portefeuille géré Select 60r40a		
Catégorie de société Portefeuille géré Select 50r50a		
Catégorie de société Portefeuille géré Select 40r60a		
Catégorie de société Portefeuille géré Select 30r70a		
Catégorie de société Portefeuille géré Select 20r80a		
Catégorie de société Portefeuille géré Select 100a		
Catégorie de société gestion d'actions canadiennes Select		
Catégorie de société gestion du revenu Select		
Catégorie de société gestion d'actions internationales Select		
Catégorie de société gestion d'actions américaines Select		
Fonds de lancement Select		
Mandat privé d'actions canadiennes CI		
Mandat privé d'actions concentrées mondiales CI		
Mandat privé alpha d'actions mondiales CI		
Mandat privé momentum d'actions mondiales CI		
Mandat privé de petites sociétés mondiales CI		
Mandat privé alpha d'actions internationales CI		
Mandat privé croissance d'actions internationales CI		
Mandat privé valeur d'actions internationales CI		
Mandat privé d'actions de sociétés nord- américaines à petite/moyenne capitalisation CI		
Mandat privé d'actions américaines CI		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Mandat privé de répartition de l'actif mondial CI		
Mandat privé de rendement équilibré mondial CI		
Mandat privé de revenu fixe canadien CI		
Mandat privé d'obligations d'État améliorées mondiales CI		
Mandat privé de crédit rendement élevé mondial CI		
Mandat privé de crédit de qualité supérieure mondial CI		
Mandat privé d'obligations sans restriction mondiales CI		
Portefeuille FNB à revenu Mosaïque CI		
Portefeuille FNB équilibré à revenu Mosaïque CI)		
Portefeuille FNB équilibré Mosaïque CI		
Portefeuille FNB équilibré de croissance Mosaïque CI		
Portefeuille FNB croissance Mosaïque CI		
Fonds d'obligations à rendement total canadiennes PIMCO	31 juillet 2019	Ontario
Fonds de revenu mensuel PIMCO (Canada)		
Fonds d'obligations mondiales flexible PIMCO (Canada)		
Fonds d'obligations sans contrainte PIMCO (Canada)		
Fonds de titres de qualité supérieure PIMCO (Canada)		
Fonds de revenu équilibré PIMCO (Canada)		
Fonds mondial courte échéance PIMCO (Canada)		
Fonds de revenu mensuel courte durée PIMCO (Canada)		
Fonds de répartition Invesco	1 ^{er} août 2019	Ontario
Fonds du marché monétaire canadien Invesco		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'intérêt canadien Invesco		
Catégorie revenu à court terme Invesco		
Fonds du marché monétaire américain		
Invesco		
Fonds FNB indice d'obligations		
échelonnées de sociétés		
1-5 ans Invesco		
Fonds actif de titres de créance		
multisectoriels Invesco		
Fonds d'obligations canadiennes de base		
plus Invesco		
Catégorie obligations canadiennes de base		
plus Invesco		
Fonds indice d'obligations à rendement réel		
canadiennes		
Invesco		
Fonds d'obligations à court terme		
canadiennes Invesco		
Fonds de revenu à taux variable Invesco		
Fonds d'obligations mondiales Invesco		
Fonds mondial d'obligations à rendement		
élevé Invesco		
Fonds FNB tactique d'obligations Invesco		
Fonds indice d'obligations à rendement		
élevé américaines		
Invesco		
Fonds d'excellence équilibré canadien		
Invesco		
Catégorie combinée équilibrée canadienne		
Invesco		
Catégorie rendement diversifié Invesco		
Fonds mondial équilibré Invesco		
Catégorie mondiale équilibrée Invesco		
Fonds FNB mondiaux+ FTSE RAFI Invesco		
Fonds de sociétés mondiales Invesco		
Fonds de sociétés diversifiées mondiales		
Invesco		
Catégorie sociétés diversifiées mondiales		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Invesco		
Fonds FNB de dividendes mondiaux		
Invesco		
Catégorie mondiale dividendes Invesco		
Fonds mondial de revenu de dividendes		
Invesco		
Fonds Destinée mondiale Invesco		
Catégorie Destinée mondiale Invesco		
Catégorie croissance mondiale Invesco		
Catégorie petites sociétés mondiales		
Invesco		
Catégorie marchés émergents Invesco		
Fonds en gestion commune de marchés		
émergents Sélect Invesco		
Catégorie croissance européenne Invesco		
Fonds Europlus Invesco		
Catégorie FNB marchés émergents FTSE		
RAFI Invesco		
Fonds Indo-Pacifique Invesco		
Fonds international des sociétés Invesco		
Catégorie internationale des sociétés		
Invesco		
Fonds de croissance international Invesco		
Catégorie croissance internationale		
Invesco		
Fonds de revenu diversifié mondial Invesco		
Fonds mondial de revenu mensuel Invesco		
Fonds de croissance du revenu Invesco		
Portefeuille FNB revenu mensuel Invesco		
Fonds équilibré Sélect Invesco		
Fonds de rendement stratégique Invesco		
Catégorie FNB indice de dividendes		
canadiens Invesco		
Fonds Destinée canadienne Invesco		
Fonds canadien Invesco		
Catégorie canadienne Invesco		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'occasions canadiennes Invesco		
Catégorie occasions canadiennes Invesco		
Catégorie canadienne dividendes plus Invesco		
Catégorie FNB indice d'actions privilégiées canadiennes		
Invesco		
Fonds d'excellence canadien de croissance Invesco		
Catégorie d'excellence canadienne de croissance Invesco		
Fonds de petites sociétés canadiennes Invesco		
Catégorie FNB indice canadien FTSE RAFI Invesco		
Catégorie FNB indice composé S&P/TSX à faible volatilité		
Invesco		
Fonds d'actions canadiennes Sélect Invesco		
Fonds FNB américain FTSE RAFI Invesco		
Fonds FNB indice S&P 500 à faible volatilité Invesco		
Fonds de sociétés américaines Invesco		
Catégorie sociétés américaines Invesco		
Catégorie petites sociétés américaines Invesco		
Catégorie énergie Invesco		
Fonds immobilier mondial Invesco		
Fonds de ressources Invesco		
Portefeuille de revenu diversifié Tacticiel Invesco		
Catégorie Portefeuille de revenu diversifié Tacticiel Invesco		
Portefeuille de revenu équilibré Tacticiel Invesco		
Catégorie Portefeuille de revenu équilibré Tacticiel Invesco		
Portefeuille de croissance équilibré		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Tacticiel Invesco		
Catégorie Portefeuille de croissance équilibré Tacticiel Invesco		
Portefeuille de croissance Tacticiel Invesco		
Catégorie Portefeuille de croissance Tacticiel Invesco		
Portefeuille de croissance maximum Tacticiel Invesco		
Catégorie Portefeuille de croissance maximum Tacticiel Invesco		
Portefeuille Tacticiel 2023 Invesco		
Portefeuille Tacticiel 2028 Invesco		
Portefeuille Tacticiel 2033 Invesco		
Portefeuille Tacticiel 2038 Invesco		
Portefeuille FNB prudent Invesco		
Portefeuille FNB modéré Invesco		
Portefeuille FNB équilibré Invesco		
Portefeuille FNB de croissance Invesco		
Portefeuille FNB de croissance élevée Invesco		
Portefeuille prudent Invesco		
Portefeuille modéré Invesco		
Portefeuille équilibré Invesco		
Portefeuille de croissance Invesco		
Portefeuille de croissance élevée Invesco		
Fonds diversifié d'actifs réels Purpose	6 août 2019	Ontario
Fonds multi-stratégies neutre au marché Purpose		
Fonds monétaire	2 août 2019	Ontario
Fonds de revenu à court terme		
Catégorie de société de revenu à court terme		
Fonds de revenu fixe canadien		
Catégorie de société de revenu fixe canadien		
Fonds de revenu fixe international		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Catégorie de société de revenu fixe international		
Fonds de revenu amélioré		
Catégorie de société de revenu amélioré		
Fonds de valeur d'actions canadiennes		
Catégorie de société de valeur d'actions canadiennes		
Fonds de croissance d'actions canadiennes		
Catégorie de société de croissance d'actions canadiennes		
Fonds alpha d'actions canadiennes		
Catégorie de société alpha d'actions canadiennes		
Fonds de sociétés de petites capitalisations d'actions canadiennes		
Catégorie de société d'actions canadiennes à petite capitalisation		
Fonds de valeur d'actions américaines		
Catégorie de société de valeur d'actions américaines		
Fonds de croissance d'actions américaines		
Catégorie de société de croissance d'actions américaines		
Fonds alpha d'actions américaines		
Catégorie de société alpha d'actions américaines		
Fonds d'actions de sociétés américaines à petite capitalisation		
Catégorie de société d'actions américaines à petite capitalisation		
Fonds de valeur d'actions internationales		
Catégorie de société de valeur d'actions internationales		
Fonds de croissance d'actions internationales		
Catégorie de société de croissance d'actions internationales		
Fonds alpha d'actions internationales		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Catégorie de société alpha d'actions internationales		
Fonds d'actions de marchés émergents		
Catégorie de société d'actions de marchés émergents		
Fonds de répartition d'actions mondiales		
Catégorie de société immobilier		
Fonds de valeur d'actions américaines couvert contre les risques de change		
Catégorie de société de valeur d'actions américaines couverte contre les risques de change		
Fonds de valeur d'actions internationales couvert contre les risques de change		
Catégorie de société de valeur d'actions internationales couverte contre les risques de change		
iShares Core Income Balanced ETF Portfolio	31 juillet 2019	Ontario
iShares Core Conservative Balanced ETF Portfolio		
iShares Core Equity ETF Portfolio		
iShares Edge MSCI USA Quality Factor Index ETF	31 août 2019	Ontario
iShares Edge MSCI USA Momentum Factor Index ETF		
iShares Edge MSCI USA Value Factor Index ETF		
iShares S&P U.S. Small-Cap Index ETF		
iShares S&P U.S. Small-Cap Index ETF (CAD-Hedged)		
Next Edge AHL Fund	1 ^{er} août 2019	Ontario
Portefeuille croissance Horizons FNB à indice de rendement total	31 juillet 2019	Ontario
Portefeuille conservateur Horizons FNB à indice de rendement total		
Portefeuille équilibré Horizons FNB à indice de rendement total		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Tidewater Midstream and Infrastructure Ltd.	1 ^{er} août 2019	Alberta

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
FNB Emerge ARK Innovation de rupture mondiale	31 juillet 2019	Ontario
FNB Emerge ARK Génomique et biotechnologies		
FNB Emerge ARK Innovation des technologies financières		
FNB Emerge ARK IA et mégadonnées		
FNB Emerge ARK Technologies autonomes et robotique		
FNB Emerge ARK Innovation de rupture mondiale	31 juillet 2019	Ontario
FNB Emerge ARK Génomique et biotechnologies		
FNB Emerge ARK Innovation des technologies financières		
FNB Emerge ARK IA et mégadonnées		
FNB Emerge ARK Technologies autonomes et robotique		
Fonds canadien équilibré Mackenzie	6 août 2019	Ontario
Fonds de ressources canadiennes		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Mackenzie Fonds de revenu stratégique américain Mackenzie		
Fonds de perception de primes de risque diversifiées Mackenzie parts de série R Fonds de primes de risque améliorées sur actions Mackenzie Fonds de primes de risque améliorées sur titres à revenu fixe Mackenzie Fonds multistratégie à rendement absolu Mackenzie	6 août 2019	Ontario
Fonds de revenu mensuel mondial Sentry	2 août 2019	Ontario
Fonds équilibré mondial de croissance Mackenzie	6 août 2019	Ontario
Fonds global Macro Mackenzie	6 août 2019	Ontario
Portefeuille FNB équilibré Mackenzie Fonds canadien équilibré Mackenzie Catégorie Mackenzie Équilibré canadien de croissance Fonds équilibré canadien de croissance Mackenzie Portefeuille FNB prudent Mackenzie Portefeuille FNB revenu prudent Mackenzie Fonds canadien équilibré Mackenzie Cundill Fonds équilibré de durabilité mondiale et d'impact Mackenzie Portefeuille FNB croissance Mackenzie Catégorie Mackenzie Ivy Canadien équilibré Fonds canadien équilibré Mackenzie Ivy Catégorie Mackenzie Ivy Mondial équilibré Fonds mondial équilibré Mackenzie Ivy Portefeuille FNB croissance modérée	31 juillet 2019	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Mackenzie		
Portefeuille équilibré de revenu mensuel Mackenzie		
Portefeuille prudent de revenu mensuel Mackenzie		
Mandat privé ciblé d'actions canadiennes Mackenzie		
Catégorie mandat privé ciblé d'actions canadiennes Mackenzie		
Mandat privé équilibré de revenu mondial prudent Mackenzie		
Mandat privé d'actions mondiales Mackenzie		
Catégorie mandat privé d'actions mondiales Mackenzie		
Mandat privé équilibré de revenu mondial Mackenzie		
Mandat privé équilibré de revenu Mackenzie		
Catégorie mandat privé équilibré de revenu Mackenzie		
Mandat privé d'actions américaines Mackenzie		
Catégorie mandat privé d'actions américaines Mackenzie		
Portefeuille équilibré Symétrie		
Catégorie Portefeuille équilibré Symétrie		
Portefeuille revenu prudent Symétrie		
Catégorie Portefeuille revenu prudent Symétrie		
Portefeuille prudent Symétrie		
Catégorie Portefeuille prudent Symétrie		
Catégorie Portefeuille actions Symétrie		
Portefeuille revenu fixe Symétrie		
Portefeuille croissance Symétrie		
Catégorie Portefeuille croissance Symétrie		
Portefeuille croissance modérée Symétrie		
Catégorie Portefeuille croissance modérée		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Symétrie		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1er août 2019	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1er août 2019	3 novembre 2017
Banque Royale du Canada	8 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	11 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	11 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	12 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	12 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	15 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	16 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	17 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	24 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	25 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	25 juillet 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	26 juillet 2019	30 janvier 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Nationale du Canada	31 juillet 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	1er août 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	1er août 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	1er août 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	2 août 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	2 août 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	2 août 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	2 août 2019	3 juillet 2018
La Banque Toronto-Dominion	31 juillet 2019	28 juin 2018

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les

émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Fiducie de liquidité sur actifs immobiliers	2019-06-21	275 063 544 \$
Prime Blockchain inc.	2018-07-24	116 370 \$
Prime Blockchain inc.	2018-08-28	23 885 \$
Prime Blockchain inc.	2018-11-20	130 498 \$
Prime Blockchain inc.	2019-01-14	37 238 \$
Prime Blockchain inc.	2019-03-18	97 081 \$
Prime Blockchain inc.	2019-05-23	78 843 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
ACADIAN TIMBER CORP.	2019-06-29
ADVANTAGE OIL & GAS LTD.	2019-06-30
ADVANZ PHARMA CORP.	2019-06-30
AGJUNCTION INC.	2019-06-30
ALIMENTS MAPLE LEAF INC. (LES)	2019-06-30
ALLIANCE PIPELINE LIMITED PARTNERSHIP	2019-06-30
ALTAGAS LTD.	2019-06-30
ALTALINK, L.P.	2019-06-30
ANACONDA MINING INC.	2019-06-30
ANDREW PELLER LIMITEE	2019-06-30
APTOSE BIOSCIENCES INC.	2019-06-30
ARGONAUT GOLD INC.	2019-06-30
ARTIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-06-30
ATLANTIC POWER CORPORATION	2019-06-30
ATLANTIC POWER LIMITED PARTNERSHIP	2019-06-30
ATLANTIC POWER PREFERRED EQUITY LTD.	2019-06-30
AURINIA PHARMACEUTICALS INC.	2019-06-30
BADGER DAYLIGHTING LTD.	2019-06-30
BALLARD POWER SYSTEMS INC.	2019-06-30
BARCLAYS BANK PLC	2019-06-30
BAUSCH HEALTH COMPANIES INC.	2019-06-30
BAYLIN TECHNOLOGIES INC.	2019-06-30
BAYTEX ENERGY CORP.	2019-06-30
BCE INC.	2019-06-30
BELLATRIX EXPLORATION LTD.	2019-06-30
BOMBARDIER INC.	2019-06-30
BONAVISTA ENERGY CORPORATION	2019-06-30
BONTERRA ENERGY CORP.	2019-06-30
BSR REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-06-30
B2GOLD CORP.	2019-06-30
CALIAN GROUP LTD.	2019-06-30
CANACCORD GENUITY GROUP INC.	2019-06-30
CANADIAN NATURAL RESOURCES LIMITED	2019-06-30
CANWEL BUILDING MATERIALS GROUP LTD.	2019-06-30
CARIBBEAN UTILITIES COMPANY, LTD.	2019-06-30
CHESSWOOD GROUP LIMITED	2019-06-30
CHIP MORTGAGE TRUST	2019-06-30
CITIGROUP INC.	2019-06-30
COEUR MINING, INC.	2019-06-30
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.	2019-06-30
COMPAGNIE MINIERE NORTH AMERICAN PALLADIUM	2019-06-30
COMPAGNIE PETROLIERE IMPERIALE LTEE	2019-06-30
CONSTELLATION SOFTWARE INC.	2019-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
CORPORATION FINANCIERE POWER	2019-06-30
CORPORATION PETROLES PARKLAND	2019-06-30
CORPORATION TC ENERGIE	2019-06-30
CPI CARD GROUP INC.	2019-06-30
CREW ENERGY INC.	2019-06-30
DELPHI ENERGY CORP.	2019-06-30
DEVON ENERGY CORPORATION	2019-06-30
DONNELLEY FINANCIAL SOLUTIONS, INC.	2019-06-30
E*TRADE FINANCIAL CORPORATION	2019-06-30
ECHELON FINANCIAL HOLDINGS INC.	2019-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
ECN CAPITAL CORP.	2019-06-30
ELDORADO GOLD CORPORATION	2019-06-30
ENBRIDGE GAS INC.	2019-06-30
ENBRIDGE INC.	2019-06-30
ENCANA CORPORATION	2019-06-30
ENDO INTERNATIONAL PLC	2019-06-30
ENERGY FUELS INC.	2019-06-30
EQ INC.	2019-06-30
ESSENTIAL ENERGY SERVICES LTD.	2019-06-30
EUROPEAN RESIDENTIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-06-30
EXCHANGE INCOME CORPORATION	2019-06-30
EXCO TECHNOLOGIES LIMITED	2019-06-30
EXPLORATION FIELDEX INC.	2019-06-30
EXPLORATION MPV INC.	2019-06-30
FAIRFAX AFRICA HOLDINGS CORPORATION	2019-06-30
FAIRFAX FINANCIAL HOLDINGS LIMITED	2019-06-30
FAIRFAX INDIA HOLDINGS CORPORATION	2019-06-30
FIDUCIE D'ACTIFS DURABLES NON TRADITIONNELS DREAM	2019-06-30
FIDUCIE D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER PARTNERS	2019-06-30
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER INDUSTRIEL DREAM	2019-06-30
FILO MINING CORP.	2019-06-30
FINANCIERE SUN LIFE INC.	2019-06-30
FINNING INTERNATIONAL INC.	2019-06-30
FIRM CAPITAL MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2019-06-30
FIRST MAJESTIC SILVER CORP.	2019-06-30
FIRSTSERVICE CORPORATION	2019-06-30
FLOW CAPITAL CORP.	2019-06-30
FONDS ACTIONS CANADIENNES FMOQ (#3632)	2019-06-30
FONDS ACTIONS INTERNATIONALES FMOQ (#3632)	2019-06-30
FONDS DE PLACEMENT FMOQ (#3632)	2019-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2019-06-30
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2019-06-30
FONDS EQUILIBRE CONSERVATEUR FMOQ (#3632)	2019-06-30
FONDS MONETAIRE FMOQ (#3632)	2019-06-30
FONDS OBLIGATIONS CANADIENNES FMOQ (#3632)	2019-06-30

<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
FONDS OMNIBUS FMOQ (#3632)	2019-06-30
FONDS OMNIRESPONSABLE FMOQ (#3632)	2019-06-30
FONDS REVENU MENSUEL FMOQ (#3632)	2019-06-30
FORTIS INC.	2019-06-30
FORTISALBERTA INC.	2019-06-30
FORTISBC ENERGY INC.	2019-06-30
FORTISBC INC.	2019-06-30
FORTRESS GLOBAL ENTERPRISES INC.	2019-06-30
FORTUNA SILVER MINES INC.	2019-06-30
FRANCO-NEVADA CORPORATION	2019-06-30
FREEHOLD ROYALTIES LTD.	2019-06-30
<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
FRONTERA ENERGY CORPORATION	2019-06-30
GABRIEL RESOURCES LTD.	2019-06-30
GENERAL MOTORS COMPANY	2019-06-30
GIBSON ENERGY INC.	2019-06-30
GLOBAL WATER RESOURCES, INC.	2019-06-30
GOEASY LTD.	2019-06-30
GOLDEN MINERALS COMPANY	2019-06-30
GROUPE SNC-LAVALIN INC.	2019-06-30
GROUPE STINGRAY INC.	2019-06-30
GROUPE TMX LIMITEE	2019-06-30
GROUPE TVA INC.	2019-06-30
HANWEI ENERGY SERVICES CORP.	2019-06-30
HARVEST OPERATIONS CORP.	2019-06-30
HECLA MINING COMPANY	2019-06-30
HERITAGE GLOBAL INC.	2019-06-30
HOME CAPITAL GROUP INC.	2019-06-30
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2019-06-30
IA SOCIETE FINANCIERE INC.	2019-06-30
IAMGOLD CORPORATION	2019-06-30
INDUSTRIELLE ALLIANCE, ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.	2019-06-30
INDUSTRIES DOREL INC. (LES)	2019-06-30
INFORMATION SERVICES CORPORATION	2019-06-30
INPLAY OIL CORP.	2019-06-30
INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES CORPORATION (IBM)	2019-06-30
JOHNSON CONTROLS INTERNATIONAL PLC	2019-06-30
JOURNEY ENERGY INC.	2019-06-30
K-BRO LINEN INC.	2019-06-30
KATANGA MINING LIMITED	2019-06-30
KEYERA CORP.	2019-06-30
KINAXIS INC.	2019-06-30
LEAGOLD MINING CORPORATION	2019-06-30
LIGHTSPEED POS INC.	2019-06-30
LUMINEX CORPORATION	2019-06-30

<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
MAGELLAN AEROSPACE CORPORATION	2019-06-30
MARTINREA INTERNATIONAL INC.	2019-06-30
MAV BEAUTY BRANDS INC.	2019-06-30
MAXAR TECHNOLOGIES INC.	2019-06-30
MCAN MORTGAGE CORPORATION	2019-06-30
MDC PARTNERS INC.	2019-06-30
MERCER INTERNATIONAL INC.	2019-06-30
MIRATI THERAPEUTICS, INC.	2019-06-30
MORGUARD CORPORATION	2019-06-30
NABORS INDUSTRIES, LTD.	2019-06-30
NEOVASC INC.	2019-06-30
NEW GOLD INC.	2019-06-30
NEW MILLENNIUM IRON CORP.	2019-06-30
NEWFOUNDLAND POWER INC.	2019-06-30
NGEX RESOURCES INC.	2019-06-30
NORBORD INC.	2019-06-30
NORTHLAND POWER INC.	2019-06-30
NOVA GAS TRANSMISSION LTD.	2019-06-30
NOVANTA INC.	2019-06-28
<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
NUVISTA ENERGY LTD.	2019-06-30
OPTIVA INC.	2019-06-30
PAN AMERICAN SILVER CORP.	2019-06-30
PAREX RESOURCES INC.	2019-06-30
PATTERN ENERGY GROUP INC.	2019-06-30
PEMBINA PIPELINE CORPORATION	2019-06-30
PHX ENERGY SERVICES CORP.	2019-06-30
PIPELINES ENBRIDGE INC.	2019-06-30
PIZZA PIZZA ROYALTY CORP.	2019-06-30
POINTS INTERNATIONAL LTD.	2019-06-30
POLARIS INFRASTRUCTURE INC.	2019-06-30
POLLARD BANKNOTE LIMITED	2019-06-30
POWER CORPORATION DU CANADA	2019-06-30
PREMIER GOLD MINES LIMITED	2019-06-30
PROBITY MINING 2019 SHORT DURATION FLOW- THROUGH LP CAT. COLOMBIE-BRITANNIQUE	2019-06-30
PROBITY MINING 2019 SHORT DURATION FLOW- THROUGH LP CATEGORIE NATIONALE	2019-06-30
PROBITY MINING 2019 SHORT DURATION FLOW- THROUGH LP CATEGORIE QUEBEC	2019-06-30
R.R. DONNELLEY & SONS COMPANY	2019-06-30
REDLINE COMMUNICATIONS GROUP INC.	2019-06-30
RESSOURCES DELTA LIMITEE	2019-06-30
RESTAURANT BRANDS INTERNATIONAL INC.	2019-06-30
ROGERS SUGAR INC.	2019-06-29
RUBICON MINERALS CORPORATION	2019-06-30
SECOND CUP LTD. (THE)	2019-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
SEMAFO INC.	2019-06-30
SERVICES FINANCIERS CATERPILLAR LIMITEE (LES)	2019-06-30
SHOPIFY INC.	2019-06-30
SIERRA WIRELESS, INC.	2019-06-30
SLATE OFFICE REIT	2019-06-30
SOCIETE DE FINANCEMENT GE CAPITAL CANADA	2019-06-30
SOCIETE FINANCIERE IGM INC.	2019-06-30
SOCIETE FINANCIERE MANUVIE	2019-06-30
SOURCE ENERGY SERVICES LTD.	2019-06-30
SPX CORPORATION	2019-06-29
STANTEC INC.	2019-06-30
STELLA-JONES INC.	2019-06-30
STREET CAPITAL GROUP INC.	2019-06-30
SUMMIT INDUSTRIAL INCOME REIT	2019-06-30
SUPREMEX INC.	2019-06-30
SWISS WATER DECAFFEINATED COFFEE INC.	2019-06-30
TASEKO MINES LIMITED	2019-06-30
TECHNOLOGIES D-BOX INC.	2019-06-30
TECHNOLOGIES INTERACTIVES MEDIAGRIF INC.	2019-06-30
TELUS CORPORATION	2019-06-30
TERAGO INC.	2019-06-30
TERVITA CORPORATION	2019-06-30
THOMSON-REUTERS CORPORATION	2019-06-30
TIMBERCREEK FINANCIAL CORP.	2019-06-30
TRICAN WELL SERVICE LTD.	2019-06-30
TRICON CAPITAL GROUP INC.	2019-06-30
<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
TRUE NORTH COMMERCIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-06-30
TUCOWS INC.	2019-06-30
TWC ENTERPRISES LIMITED	2019-06-30
UNI-SELECT INC.	2019-06-30
VALERO ENERGY CORPORATION	2019-06-30
VERSAPAY CORPORATION	2019-06-30
VETEMENTS DE SPORT GILDAN INC. (LES)	2019-06-30
WELLS FARGO CANADA CORPORATION	2019-06-30
WESTAIM CORPORATION (THE)	2019-06-30
WESTCOAST ENERGY INC.	2019-06-30
WESTERN FOREST PRODUCTS INC.	2019-06-30
WESTROCK COMPANY	2019-06-30
WESTSHORE TERMINALS INVESTMENT CORPORATION	2019-06-30
WHITECAP RESOURCES INC.	2019-06-30
WILMINGTON CAPITAL MANAGEMENT INC.	2019-06-30
WPT INDUSTRIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2019-06-30
XEROX CORPORATION	2019-06-30
ZYMEWORKS INC.	2019-06-30
5N PLUS INC.	2019-06-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
OPEN TEXT CORPORATION	2019-06-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
OPEN TEXT CORPORATION	2019-06-30

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
ACASTI PHARMA INC.	
FOUNTAIN ASSET CORP.	
RESSOURCES SPHINX LTEE	
TECHNOLOGIES INTERACTIVES MEDIAGRIF INC.	
TECHNOLOGIES RELEVIVUM INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
OPEN TEXT CORPORATION	2019-06-30

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien
1 : Émetteur assujéti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services
2 : Filiale de l'émetteur assujéti	47 : Acquisition ou aliénation par don
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujéti (<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
4 : Administrateur d'un émetteur assujéti	Dérivés émis par l'émetteur
5 : Dirigeant d'un émetteur assujéti	50 : Attribution d'options
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujéti ou d'une filiale de l'émetteur assujéti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété
40 : Vente à découvert	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	NATURE DE L'EMPRISE
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	AUTRES MENTIONS
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).

AVIS

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujétis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujéti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
01 Communique Laboratory Inc.								
<i>Bons de souscription</i>								
Cheung, Andrew	4	M	2019-07-29	D	53 - Attribution de bons de souscription	208 334	0.1500	ON
		M	2019-07-29	D	53 - Attribution de bons de souscription	208 334	0.1500	ON
		O	1992-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	1992-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Cheung, Andrew	4	O	2019-07-29	D	53 - Attribution de bons de souscription	208 334	0.1500	ON
		O	2019-07-29	D	53 - Attribution de bons de souscription	208 334	0.1500	ON
A&W Revenue Royalties Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Mindell, David Allen	4							
The Cedarhurst Foundation	PI	O	2019-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	148	43.7600	BC
A.I.S. Resources Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Thomas, Phillip	5							
Panopus Plc	PI	O	2019-07-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(301 000)	0.1106	BC
Abitibi Royalties Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Abitibi Royalties Inc.	1	O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.4633	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.0600	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.4000	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
Accord Financial Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Keating, Terry	5	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	380	7.0000USD	ON
Advantage Oil & Gas Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Angevine, Jill Terilee	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 878		AB
Balog, Stephen	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 877		AB
Fagerheim, Grant Bradley	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 439		AB
Haggis, Paul	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 165		AB
McIntosh, Ronald A	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 374		AB
Advantex Marketing International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Abramson, Randall	3							
Generation Advisors Inc.	PI	O	2019-08-07	C	97 - Autre	(53 967)		ON
Generation Portfolio Management Corp.	PI	O	2019-07-10	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	9 547 761		ON
		M	2019-07-10	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	9 628 711		ON
Aimia Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Aimia Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	156 448	3.6636	QC
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(156 448)		QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	156 448	3.6955	QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(156 448)		QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	156 448	3.7389	QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(156 448)		QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	156 448	3.7679	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(156 448)		QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	156 448	3.7600	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(156 448)		QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	418 500	3.8040	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(418 500)		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	117 436	3.8754	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(117 436)		QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	156 448	3.8178	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(156 448)		QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	117 336	3.8225	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(117 336)		QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	151 936	3.8060	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(151 936)		QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	124 536	3.8201	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(124 536)		QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	117 336	3.8812	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(117 336)		QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	117 336	3.9289	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(117 336)		QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	156 448	3.8197	QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(156 448)		QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	120 036	3.8360	QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(120 036)		QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	117 336	3.8890	QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(117 336)		QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	155 000	3.8289	QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(155 000)		QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	152 436	3.7880	QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(152 436)		QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	135 636	3.8089	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(135 636)		QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	117 336	3.8451	QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(117 336)		QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	117 336	3.8841	QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(117 336)		QC
	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	144 936	3.8199	QC	
	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(144 936)		QC	
Mittleman Investment Management, LLC	3							
Mittleman Investment Management, LLC	PI	O	2019-07-31	C	97 - Autre	(2 030 000)		QC
Droits								
Leonard, Steven Clark	5	O	2019-05-31	D	59 - Exercice au comptant	(6 781)	3.6400	QC
Droits - Performance Share Units - Aimia LTIP								
Leonard, Steven Clark	5	O	2019-05-31	D	59 - Exercice au comptant	(9 138)	3.6400	QC
	O	2019-05-31	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 781)			QC
Vo-Quang, Edouard	5	O	2019-05-31	D	59 - Exercice au comptant	(2 908)	3.6400	QC
	O	2019-05-31	D	58 - Expiration de droits de souscription	(1 839)			QC
Air Canada								
Class B Voting Shares								
Air Canada	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	8 500	44.9735	QC
	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(8 500)			QC
Guillemette, Lucie	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	10 000	2.4900	QC
	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	44.5837		QC
	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	12 156	5.3900		QC
	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 156)	44.4998		QC
	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	6 078	5.3900		QC
	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 078)	44.5073		QC
Landry, Craig	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	7 978	3.0400	QC
	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 978)	44.7388		QC
	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	7 913	5.3900		QC
	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 913)	44.7432		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Meloul-Wechsler, Arielle	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	6 000	12.6400	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	44.7477	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	3 000	12.6400	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	44.7573	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	4 042	9.2300	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 042)	44.7504	QC
Nasr, Mark Youssef	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	625	19.1800	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(625)	44.8408	QC
Rovinescu, Calin	4, 5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	819 149	3.0400	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	450 000	2.4900	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(661 049)	44.7221	QC
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(308 100)	44.2037	QC
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	43.7217	QC
Options (Long-Term Incentive Plan)								
Guillemette, Lucie	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	2.4900	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(12 156)	5.3900	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(6 078)	5.3900	QC
Landry, Craig	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(7 978)	3.0400	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(7 913)	5.3900	QC
Meloul-Wechsler, Arielle	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	12.6400	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	12.6400	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(4 042)	9.2300	QC
Nasr, Mark Youssef	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(625)	19.1800	QC
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(819 149)	3.0400	QC
Rovinescu, Calin	4, 5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(450 000)	2.4900	QC
Alamos Gold Inc.								
Actions ordinaires Class A								
Bostwick, Christopher John	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	35 322	7.7600	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 322)	9.8500	ON
Droits Deferred Share Units								
Prichard, John Robert Stobo	4	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	401		ON
Options								
Bostwick, Christopher John	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(35 322)	9.8500	ON
	M	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(35 322)	7.7600	ON
Alaris Royalty Corp.								
Actions ordinaires								
DELCOURT, GREGG	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 634		AB
Driscoll, Darren John	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 405		AB
ERVIN, MICHAEL DONALD	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 610		AB
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	19.5200	AB
FRAZER, AMANDA MAI	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 075		AB
King, Stephen Walter	4, 5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 775		AB
KRAWETZ, CURTIS JAMES	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 079		AB
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	20.1000	AB
McCarthy, Elizabeth Teresa	5	O	2016-11-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
TIMBERLAKE, DEVIN	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 501		AB
Droits Restricted Share units								
DELCOURT, GREGG	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 634)		AB
Driscoll, Darren John	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 405)		AB
ERVIN, MICHAEL DONALD	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 610)		AB
FRAZER, AMANDA MAI	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 075)		AB
King, Stephen Walter	4, 5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 775)		AB
KRAWETZ, CURTIS JAMES	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 079)		AB
McCarthy, Elizabeth Teresa	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 166)		AB
	M	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 166)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i> Initié Porteur inscrit TIMBERLAKE, DEVIN	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 501)		AB
Alexandria Minerals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gundy, Peter Verity	4	O	2019-08-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(700 000)		ON
Miranda, Mario Alejandro	5	O	2019-08-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(485 000)		ON
Finterra Consulting Inc.	PI	O	2019-08-01	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(663 509)		ON
O3 Mining Inc.	3	O	2019-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	529 790 966	0.0700	ON
Patil, Priya	4	O	2019-08-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(250 000)		ON
<i>Options</i>								
Gundy, Peter Verity	4	O	2019-08-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 500 000)		ON
Miranda, Mario Alejandro	5	O	2019-08-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 150 000)		ON
Patil, Priya	4	O	2019-08-01	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 500 000)		ON
Algoma Central Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Algoma Central Corporation	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	13.0308	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	13.0308	ON
Alimentation Couche-Tard Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie B</i>								
ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.	1	O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	245 900	80.0000	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	173 000	79.7709	QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	79.7177	QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	245 374	79.4465	QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	60 074	79.6412	QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	102 674	80.6041	QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 174	81.7948	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 974	81.7887	QC
<i>Unité d'action différée</i>								
Bourque, Nathalie	4	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	30	81.9200	QC
Boyko, Éric	4	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	6	81.9200	QC
D'Amours, Jacques	4	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	13	81.9200	QC
Élie, Jean André	4	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	53	81.9200	QC
Fortin, Richard	4, 7, 6, 5	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	35	81.9200	QC
Kau, Mélanie	4	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	108	81.9200	QC
Leroux, Monique F.	4	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	12	81.9200	QC
Plourde, Réal	4, 7, 6, 5	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	13	81.9200	QC
Rabinowicz, Daniel	5	O	2019-08-01	D	35 - Dividende en actions	10	81.9200	QC
<i>Unité d'action fictive</i>								
Andernton, Niall	5	O	2019-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-08-01	D	46 - Contrepartie de services	4 907		QC
Altius Minerals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Altius Minerals Corporation	1	O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	12.5300	NF
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.3875	NF
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	12.1528	NF

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.2543	NF
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.3370	NF
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.5895	NF
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		NF
Anaconda Mining Inc.								
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Byron, Michael	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 719	28.5000	ON
Lawrick, Victor Lewis	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 719	0.2850	ON
Levesque, Jacques	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 211		ON
ARC Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pinder, Herbert	4							
TSR Investments	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 800	6.9172	AB
Aritzia Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Bensadoun, Aldo	4							
The Bensadoun Family Foundation	PI	O	2019-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(135 000)	18.1450	BC
		O	2019-08-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	18.0010	BC
Artemis Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Beedie, Ryan K	4							
Beedie Investments Limited	PI	O	2019-07-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2019-07-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Artis Real Estate Investment Trust								
<i>Actions privilégiées Series E</i>								
Artis Real Estate Investment Trust	1	O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	22.1565	MB
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	22.2726	MB
<i>Parts</i>								
Artis Real Estate Investment Trust	1	O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	33 600	11.9192	MB
ATCO LTD.								
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>								
Jackson, Colin	7	O	2019-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Atlantic Power Corporation								
<i>Actions privilégiées Series 2</i>								
Atlantic Power Corporation	1	O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	18.3000	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		ON
Badger Daylighting Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Badger Daylighting Ltd.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	48.5628	AB
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.8526	AB
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.8448	AB
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.6157	AB
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	48.7054	AB
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	700	48.8400	AB
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.8121	AB
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	47.9611	AB
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	47.5381	AB
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.1216	AB
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	48.6740	AB
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	48.7488	AB
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.5450	AB
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.3528	AB
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.7729	AB
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.3685	AB
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	48.3491	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale	
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.7040	AB	
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	48.5651	AB	
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	47.3654	AB	
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	47.3136	AB	
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	47.7030	AB	
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(16 800)		AB	
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(19 600)		AB	
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(19 100)		AB	
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(23 500)		AB	
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(15 000)		AB	
	Banque Nationale du Canada								
	<i>Actions ordinaires</i>								
Banque Nationale du Canada	1	O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.1200	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.2400	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.2300	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.3300	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.3000	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	63.2800	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.2900	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.4200	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.4100	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.4700	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.4900	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.4600	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.4000	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.5100	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	63.5200	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	63.5500	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.7000	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	63.7400	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.7100	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	63.7800	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	800	63.8400	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	63.8200	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	63.8800	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	63.8600	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	63.9100	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	63.7900	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	63.8700	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	500	63.8500	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	63.9000	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	63.8000	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	63.7700	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.8300	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	63.8900	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	700	63.8850	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.8950	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	63.9200	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	63.9300	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	63.9400	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	63.9900	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	64.0000	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	64.0600	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	64.0900	QC	
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	64.0700	QC	

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	64.0200	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.9700	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	64.0100	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	64.0300	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.8100	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.7300	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	63.7600	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.7500	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.7200	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	63.9500	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	63.9800	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	63.9500	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	63.9900	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	63.9600	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.9200	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	63.8800	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	63.8600	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	63.8400	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	63.9100	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	63.9000	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	63.8950	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	63.8700	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	63.8100	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	63.8200	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	63.7700	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	63.7800	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	63.8500	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.9300	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	63.7300	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	63.7900	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	63.8900	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	63.7600	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.7500	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	63.7400	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	63.8300	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	63.9700	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	63.8000	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.7000	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	63.6800	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	63.6600	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.6900	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	300	63.5300	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	63.5600	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	63.6200	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	63.5800	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	63.6400	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.6100	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	63.5200	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	63.5400	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	63.5500	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	63.5900	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	63.6500	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	900	63.6300	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	63.5700	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	63.4750	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	200	63.4800	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	63.5100	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	63.6000	QC
Baylin Technologies Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Davis, Janice	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	725	3.4500	ON
Reiter, Barry	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	966	3.4500	ON
Saska, David	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	725	3.4500	ON
SIMMONDS, DONALD E.	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	725	3.4500	ON
Wolkin, Harold Morton	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 812	3.4500	ON
Blue Ribbon Income Fund (formerly Citadel Diversified Investment Trust)								
<i>Parts de fiducie</i>								
Blue Ribbon Income Fund	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3200	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3200	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3600	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3600	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.4100	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.4100	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3100	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3100	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3200	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3200	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3700	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3700	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.4000	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.4000	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3600	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3600	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3600	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3600	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.3500	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	8.3500	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	8.3500	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	8.3500	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	8.4000	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	8.4000	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.4000	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.4000	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3700	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3700	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.4000	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.4000	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3600	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3600	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3700	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3700	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.4000	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.4000	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.3400	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.3400	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	300	8.2800	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	8.2800	ON
Brookfield Asset Management Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	39 400	64.3381	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(39 400)		ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	26 068	48.9042	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(26 068)		ON
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 407	48.9316USD	ON
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(4 407)		ON
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	300	64.6567	ON
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	21 285	48.8638USD	ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(21 285)		ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	81 100	64.6328	ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(81 100)		ON
		O	2019-08-05	D	38 - Rachat ou annulation	26 068	48.0866USD	ON
		O	2019-08-05	D	38 - Rachat ou annulation	(26 068)		ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	26 068	48.4056USD	ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(26 068)		ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	90 000	64.1441	ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(90 000)		ON
Actions privilégiées Class A Series 24								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	14.7969	ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)		ON
Actions privilégiées Class A Series 28								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.8000	ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		ON
Actions privilégiées Class A Series 30								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.2000	ON
		M	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	18.2000	ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		ON
		M	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		ON
Actions privilégiées Class A Series 38								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	16.3000	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)		ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	16.3000	ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 132	16.3000	ON
		M	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 132	16.3000	ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 132)		ON
Actions privilégiées Class A Series 42								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	17.5000	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)		ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	17.5000	ON
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)		ON
Brookfield Business Partners L.P.								
<i>Parts de société en commandite</i>								
Court, David	4	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	37.3852	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	37.3662	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	37.3030	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	37.2747	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	37.3800	ON
Brookfield Property Partners L.P.								
<i>Parts de société en commandite</i>								
Brookfield Property Partners L.P.	1	O	2019-07-01	D	38 - Rachat ou annulation	79 634	18.8311USD	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	19 072	18.9144USD	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	79 004	18.9813USD	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	35 900	18.9742USD	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	11 498	18.9900USD	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	79 329	18.9035USD	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	79 592	18.8409USD	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	12 683	18.8738USD	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(396 712)		ON
BRP Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Hanley, Michael	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	711	46.2368	QC
Métayer, Estelle	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	711	46.2368	QC
O'Neill, Daniel J.	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	711	46.2368	QC
Philip, Edward Michael	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	711	46.2368	QC
Samardzich, Barbara Jean	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	711	46.2368	QC
CAE Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
CAE INC.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	35.8000	QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	35.9300	QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	36.0000	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	36.0000	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	35.9500	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.8200	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.8800	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.5900	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	35.8500	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	36.0000	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.9000	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.6300	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.4500	QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.3500	QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.3800	QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.1800	QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.7000	QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.8100	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.5000	QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.4800	QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.4000	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	35.6600	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(95 300)	35.6600	QC
Canadian High Income Equity Fund								
<i>Parts</i>								
Canadian High Income Equity Fund	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.5500	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.5500	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.6000	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	7.6000	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6000	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6000	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6500	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6500	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.6200	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	7.6200	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.7500	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.7500	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.7400	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.7400	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6900	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6900	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6900	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6900	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6800	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6800	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6900	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6900	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6900	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6900	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6500	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6500	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6500	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6500	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6400	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6400	ON
Canadian Utilities Limited								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Jackson, Colin	7	O	2019-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Canadian Western Bank								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fowler, Christopher Hector	5	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	11 547	26.1340	AB
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Shore, Lester	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	97		AB
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Shore, Lester	5	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 381		AB
		O	2019-07-31	D	59 - Exercice au comptant	(3 365)		AB
<i>Options</i>								
Fowler, Christopher Hector	5	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	(75 811)	26.1340	AB
Shore, Lester	5	O	2019-03-15	D	50 - Attribution d'options	5 878		AB
		O	2019-06-12	D	52 - Expiration d'options	(5 843)	39.4180	AB
Capital Power Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Capital Power Corporation	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	40 302	30.2371	AB
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(211 706)		AB
Cardinal Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ratushny, M. Scott	4, 5							
M. Scott Ratushny TFSA	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	2.3900	AB
Cargojet Inc.								
<i>Common Voting Shares</i>								
Dickinson, Arlene	4	O	2018-04-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2018-04-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Cenovus Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacPhail, Keith A.J.	4	O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	12.3500	AB
McKenzie, Jonathan Michael	5	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	12.0500	AB
<i>Deferred Share Units</i>								
Lewis, Melville George	4	O	2019-07-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-08-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 035	11.9579	AB
Centerra Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Millman, Darren	5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	14 638	6.7800	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	35 651	6.0500	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	31 433	7.3200	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(81 722)	10.8157	ON
Pearson, John William	5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	15 000	5.0400	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		M	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	15 000	7.2900	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	16 845	6.7800	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 845)	11.0108	ON
Reid, Gordon Dunlop	7	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	76 248	5.0400	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	25 400	6.0500	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(101 648)	10.9778	ON
Options								
Millman, Darren	5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(14 638)	6.7800	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(35 651)	6.0500	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(31 433)	7.3200	ON
Pearson, John William	5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	5.0400	ON
		M	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	7.2900	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(16 845)	6.7800	ON
Reid, Gordon Dunlop	7	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(76 248)	5.0400	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(25 400)	6.0500	ON
Cervus Equipment Corporation								
<i>Actions ordinaires Deferred Shares</i>								
Lekatsas, Angela S.	4	O	2019-03-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 958		AB
		M	2019-03-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 958	13.1300	AB
		M'	2019-03-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 046	13.1300	AB
Champion Iron Limited								
<i>Actions ordinaires Ordinary Shares (as per Australian securities law)</i>								
Love, Andrew John	4							
Esael Properties Pty Limited	PI	O	2014-04-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	2.8200	ON
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.7700	ON
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 561	2.7600	ON
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 270	2.7800	ON
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 169	2.7900	ON
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canadian Pacific Railway Limited	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	312.4025	AB
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	310.0963	AB
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(70 000)		AB
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(66 990)		AB
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	38 803	311.7624	AB
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	33 600	314.3850	AB
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	312.3527	AB
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(72 403)		AB
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	311.8802	AB
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	313.0287	AB
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	44 339	308.5043	AB
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	39 921	310.2495	AB
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	310.4880	AB
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(44 339)		AB
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	310.2217	AB
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(39 921)		AB
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	25 200	318.4464	AB
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	318.8901	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	315.8588	AB
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(25 200)		AB
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	312.1227	AB
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	311.4751	AB
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		AB
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	312.2066	AB
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		AB
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	313.5481	AB
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	312.5699	AB
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	314.2072	AB
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	315.2525	AB
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	314.4226	AB
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	313.8057	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		AB
		O	2019-03-27	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		AB
Chemtrade Logistics Income Fund								
<i>Droits Deferred Trust Units</i>								
Di Clemente, Lucio	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 101	10.2200	ON
Gee, David	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 101	10.2200	ON
McArthur, Susan J.	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 752	10.2200	ON
Muzyka, Douglas	7	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 669	10.2200	ON
Rethy, Katherine Anne	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 669	10.2200	ON
Waisberg, Lorie	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 874	10.2200	ON
Chesswood Group Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Steiner, Frederick William	7							
The Frederick and Bryna Steiner 2017 Family Trust	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.2990	ON
Variable Services Management Limited	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	9.2795	ON
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 900	9.2997	ON
Clarke Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clarke Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.0000	NS
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	900	13.0000	NS
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	13.0998	NS
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.1500	NS
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.0500	NS
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.1400	NS
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.1000	NS
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.1400	NS
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.0870	NS
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	13.0900	NS
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.2000	NS
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(14 200)		NS
Cogeco Communications Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>								
Jolivet, Christian	5	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	106.3800	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(242)	106.3387	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	106.3300	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
McLernon, C.R.	2	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 990)	95.5000	ON
Compagnie D'Assurance Générale Co-operators								
<i>Actions privilégiées Class A Series B</i>								
Daniel, Kevin	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	100.0000	ON
		O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16	100.0000	ON
Guglietti, Lisa	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	43	100.0000	ON
Hanna, Paul	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	100.0000	ON
		O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9	100.0000	ON
Higgins, Karen	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	100.0000	ON
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canadian National Railway Company	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	56 000	123.4640	QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(56 000)		QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	55 700	124.0988	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(55 700)		QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	55 500	124.4584	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(55 500)		QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	55 700	124.0364	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(55 700)		QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	56 100	123.1031	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(56 100)		QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	56 200	122.9090	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(56 200)		QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	56 700	121.9513	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(56 700)		QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	56 500	122.3482	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(56 500)		QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	56 600	122.1837	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(56 600)		QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	56 700	121.9917	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(56 700)		QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	55 700	123.9937	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(55 700)		QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	56 600	122.0041	QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(56 600)		QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	57 100	121.0004	QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(57 100)		QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	57 400	120.3290	QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(57 400)		QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	57 700	119.7466	QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(57 700)		QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	57 800	119.4699	QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(57 800)		QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	56 000	123.4213	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(56 000)		QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	55 800	124.0014	QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(55 800)		QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	55 400	124.8304	QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(55 400)		QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	54 700	126.3656	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(54 700)		QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	55 100	125.4403	QC
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(55 100)		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	55 300	125.1143	QC
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(55 300)		QC
Cascade Investment, L.L.C.	3	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 838	92.9700USD	QC
Gates, William Henry, III	3							
Cascade Investment, L.L.C.	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 838	92.9700USD	QC
Compagnie Minière North American Palladium								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brookfield Business Partners L.P.	3							
BCP III NAP L.P.	PI	O	2019-04-04	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(5 770 000)	13.0000	ON
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Exxon Mobil Corporation	3							
Roytor & Co.	PI	O	2019-07-29	I	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	36.0000	AB
		O	2019-07-30	I	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	36.3900	AB
		O	2019-07-31	I	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	36.1400	AB
		O	2019-08-01	I	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	35.4900	AB
		O	2019-08-02	I	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	34.1400	AB
Giglio, Amy Michelle	7							
SunLife	PI	O	2019-08-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Droits</i>								
Giglio, Amy Michelle	7	O	2019-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Constellation Software Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Leonard, Mark Henri	4, 5							
Industrial Alliance	PI	O	2019-07-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(100)	1277.6300	ON
		O	2019-08-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(100)	1262.0000	ON
Corporation Financière Power								
<i>Equity Forward Contract</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2019-08-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.9220	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PFC 11</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2019-08-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.8900	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PFC 2016-03</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2019-08-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.8900	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PFC 2017-03</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2019-08-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.8900	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PFC 2018-03</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2019-08-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.8900	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PFC12 (2019-04)</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2019-08-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.8900	QC
Corporation TC Énergie								
<i>Actions ordinaires</i>								
Keys, Patrick M.	5	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	62.8200	AB
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	62.8000	AB
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	62.8300	AB
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	62.8100	AB
Crescita Therapeutics Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Knight Therapeutics Inc.	3	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(750 000)	1.0000	ON
Crown Capital Partners Inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Crown Capital Partners Inc.	1	O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	8.2301	AB
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(7 500)		AB
Cuda Oil and Gas Inc. (formerly Junex Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bushell, Timothy	5	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000		QC
Dawson, Alan Scott	4	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	200 000		QC
DAWSON, ROBERT GLENN	4, 5	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	600 000	600000.0000	QC
		M	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	600 000		QC
Gutor, Chad	5							
Chad Gutor -RRSP	PI	O	2019-07-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	200 000	200000.0000	QC
		M	2019-07-30	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	200 000		QC
Purvis, Ronald	5	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	50000.0000	QC
		M	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000		QC
<i>Bons de souscription</i>								
Bushell, Timothy	5	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	25 000	0.6000	QC
Dawson, Alan Scott	4	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.6000	QC
DAWSON, ROBERT GLENN	4, 5	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	300 000	0.6000	QC
Gutor, Chad	5	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.6000	QC
Purvis, Ronald	5	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	25 000	0.6000	QC
Detour Gold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Schmelzer, Dan	5	O	2019-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	100 000	14.6800	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	3 828	16.8400	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	3 951	15.4400	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(107 779)	22.2800	ON
Wallin, Ruben	5	O	2015-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	5 972	16.8400	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 972)	22.1700	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	150 000	14.1600	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	22.2700	ON
<i>Options</i>								
Schmelzer, Dan	5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	14.6800	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(3 828)	16.8400	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(3 951)	15.4400	ON
Wallin, Ruben	5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(5 972)	16.8400	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(150 000)	14.1600	ON
Diversified Royalty Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ciampi, Johnny	4							
Jacqueline Ciampi RESP	PI	O	2019-07-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(10 700)	2.8900	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit Johnny Ciampi RRSP	PI	O	2019-07-31	I	90 - Changements relatifs à la propriété	10 700	2.8900	BC
Dollarama Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dollarama Inc.	1	O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	78 000	48.9813	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	78 800	49.4806	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	78 251	49.3107	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	79 172	49.6791	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(314 223)		QC
Gunn, Stephen	4	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	12 000	2.9167	QC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 453)	49.1632	QC
<i>Options</i>								
Gunn, Stephen	4	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(12 000)	2.9167	QC
Dream Office Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie Series A</i>								
Dream Office Real Estate Investment Trust	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	37 757	23.7236	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(37 757)		ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	283 157	24.2909	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(283 157)		ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	25 157	24.5900	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(25 157)		ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.4411	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.4798	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	39 357	24.5529	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(39 357)		ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.4781	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	43 157	24.5484	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(43 157)		ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	302 557	24.5700	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(302 557)		ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.1935	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	40 057	24.0786	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(40 057)		ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	113 350	24.2376	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(113 350)		ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.3343	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.1998	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	46 857	24.1718	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(46 857)		ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.3145	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.4102	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	207 757	24.2504	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(207 757)		ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.3216	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.4547	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	127 866	24.3289	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(127 866)		ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	48 257	24.7812	ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(48 257)		ON
DREAM Unlimited Corp.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
DREAM Unlimited Corp.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	7.4319	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	7.6286	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	15 525	7.7133	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(15 525)		ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	7.8537	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	7.9912	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	10 425	8.1227	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(10 425)		ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.0879	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.0244	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	7.9222	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	14 325	7.9345	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(14 325)		ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	52 125	7.8802	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(52 125)		ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	7.9646	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.0803	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.1800	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.3487	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 725	8.5788	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(2 725)		ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	74 225	8.6201	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(74 225)		ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.6924	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.6540	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	15 925	8.7142	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(15 925)		ON
East Coast Investment Grade Income Fund								
<i>Parts</i>								
Arrow Capital Management Inc.	7							
East Coast Investment Grade II Fund	PI	O	2019-07-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 200)	9.4000	ON
Electrovaya Inc.								
<i>Options</i>								
Das Gupta, Bejoy	4	O	2019-07-31	D	50 - Attribution d'options	30 000		ON
Dasgupta, Raj	5	O	2019-07-31	D	50 - Attribution d'options	375 000		ON
		O	2019-07-31	D	50 - Attribution d'options	2 125 000		ON
Hansson, Carolyn Mary	4	O	2019-07-31	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.3000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
McLean, Alexander	4	O	2019-07-31	D	50 - Attribution d'options	30 000	0.3000	ON
Empire Company Limited								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Gagne, Simon	5	O	2019-07-30	D	51 - Exercice d'options	20 543		NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	35.1000	NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	35.1100	NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 600)	35.1200	NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	35.1500	NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	35.2000	NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	35.2100	NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	35.2200	NS
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(143)	35.1700	NS
Vels, Michael Harold	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	17 691		NS
		O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	27 076		NS
<i>Droits DSU (Executive Deferred Share Units)</i>								
Gagne, Simon	5	O	2019-06-27	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 605)		NS
Medline, Michael Bennett	4, 5	O	2019-06-27	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 230)		NS
Sood, Vivek	5	O	2019-06-27	D	58 - Expiration de droits de souscription	(894)		NS
St-Laurent, Pierre	5	O	2019-06-27	D	58 - Expiration de droits de souscription	(990)		NS
<i>Droits PSU (Performance Share Units)</i>								
Vels, Michael Harold	5	O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 102)		NS
		O	2019-08-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 102)		NS
<i>Options</i>								
Gagne, Simon	5	O	2019-07-30	D	51 - Exercice d'options	(41 550)		NS
		O	2019-07-30	D	51 - Exercice d'options	(41 550)		NS
Encana Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mayson, Howard John	4	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.4950USD	AB
Suttles, Douglas James	4, 5	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	4.1900USD	AB
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	4.0373USD	AB
Endeavour Silver Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Castro, Luis Renato	5	O	2019-07-19	D	51 - Exercice d'options	150 000	2.6500	BC
		O	2019-07-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 000)	3.0633	BC
		O	2019-07-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 000)	3.1974	BC
<i>Options</i>								
Castro, Luis Renato	5	O	2019-07-19	D	51 - Exercice d'options	(150 000)	2.6500	BC
EQ Inc.								
<i>Options</i>								
Hill, Paul	4	O	2019-08-01	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.7200	ON
Lobo, Vernon	4, 6	O	2019-08-01	D	50 - Attribution d'options	125 000		ON
Equitable Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Braude, Aviva	7	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	1 069	36.1100	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 069)	91.3300	ON
Farella, Isabelle	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	697	71.6800	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(697)	91.2400	ON
Kukulowicz, Kimberly	7	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 422)	90.9000	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	2 212	52.9000	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	2 210	53.1500	ON
Leland, Brian	7	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	2 134	59.9800	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 134)	92.5400	ON
Mignardi, Michael Paul	7, 5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	973	53.1500	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(973)	91.4600	ON
Tratch, Ronald Walter	7	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	2 500	36.1100	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Wilson, Timothy James	5	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	92.5000	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	2 000	36.1100	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	90.6200	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	2 000	36.1100	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	93.1000	ON
<i>Options Options granted</i>								
Braude, Aviva	7	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(1 069)	36.1100	ON
Farella, Isabelle	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(697)	71.6800	ON
Kukulowicz, Kimberly	7	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(2 212)	52.9000	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(2 210)	53.1500	ON
Leland, Brian	7	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(2 134)	59.9800	ON
Mignardi, Michael Paul	7, 5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(973)	53.1500	ON
Tratch, Ronald Walter	7	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	36.1100	ON
Wilson, Timothy James	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	36.1100	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	36.1100	ON
Eros Resources Corp.								
<i>Options</i>								
Netolitzky, Ronald Kort	4, 3	O	2019-07-29	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.0800	BC
European Focused Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
European Focused Dividend Fund	1	O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.0500	AB
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	7.9558	AB
Exco Technologies Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Exco Technologies Limited	1	O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	400	7.8187	ON
		M	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	7.8187	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	146 618	7.8700	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.9514	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.0433	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(155 618)		ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	7 900	8.1792	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	8 900	8.1140	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	8.0388	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	8 400	8.0690	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 800	8.1563	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(25 700)		ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	8.0485	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	8.0984	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	8.0992	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	8.1718	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	8.1714	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(36 700)		ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	8.1793	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	8.2112	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	8.3719	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	8.4894	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	8.3739	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(37 000)		ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	8.3568	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	8.3455	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	8.3969	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(19 700)		ON
Exploration Azimut inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mehta, Angelina	4	O	2018-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 650	0.3307	QC
Exploration Dios Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Girard, Marie-José	4, 5	O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	160 000	0.0450	QC
Exploration MPV inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kopas, Ron	3	O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1200	QC
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.1200	QC
Exploration Puma Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Robillard, Marcel	4, 5	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	85 000	0.0150	QC
Fairfax Africa Holdings Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Fairfax Africa Holdings Corporation	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 848	7.9333USD	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 848	7.9863USD	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 848	7.9500USD	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 848	7.9368USD	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	39 279	7.9995USD	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.7696USD	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.7000USD	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	7.7300USD	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.7000USD	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.8322USD	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.9774USD	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.9787USD	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	7.8920USD	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	7.8400USD	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	7.8271USD	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.7920USD	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.8231USD	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.7692USD	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.6900USD	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(243 082)		ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	167 900	7.7500USD	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 079	7.8489USD	ON
Financière Sun Life inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Coyles, Stephanie	4	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	51.7800	ON
First Mining Gold Corp.								
<i>Bons de souscription</i>								
Bouchard, Michel	4	O	2019-08-06	D	52 - Expiration d'options	(15 000)	1.1000	BC
		M	2019-08-06	D	55 - Expiration de bons de souscription	(15 000)	1.1000	BC
First Quantum Minerals Ltd								
<i>Options</i>								
Buck, Wyatt McKinlay	5	O	2019-08-04	D	50 - Attribution d'options	45 635	13.7200	ON
Meyer, Hannes	5	O	2019-08-04	D	50 - Attribution d'options	99 338	13.7200	ON
Newall, G. Clive	4, 5	O	2019-08-04	D	50 - Attribution d'options	76 159	13.7200	ON
Pascall, Philip K.R.	4, 5	O	2019-08-04	D	50 - Attribution d'options	496 689	13.7200	ON
Wozniak, Zenon	5	O	2019-08-04	D	50 - Attribution d'options	92 895	13.7200	ON
Flaherty & Crumrine Investment Grade Preferred Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Flaherty & Crumrine Investment Grade Preferred Income Fund	1	O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1000	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1000	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1300	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1300	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	900	12.1300	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	12.1300	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1300	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1300	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1100	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1100	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1600	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1600	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1600	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1600	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1900	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1900	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1900	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1900	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1900	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1900	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2000	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.2000	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1700	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1700	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.1800	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	12.1800	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.1800	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.1800	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2200	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.2200	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2700	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.2700	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2800	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.2800	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2600	ON
	O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.2600	ON	
	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.3000	ON	
	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.3000	ON	
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE								
RIDGEWOOD								
<i>Parts</i>								
Ridgewood Capital Asset Management Managed Accounts	3 PI	O	2019-07-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 365	15.7500	ON
		O	2019-07-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(179)	15.7500	ON
		O	2019-07-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 277	15.7707	ON
		M	2019-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 277	15.7707	ON
		O	2019-07-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(790)	15.8100	ON
		M	2019-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(790)	15.8100	ON
		O	2019-07-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 685	15.7500	ON
		O	2019-07-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(539)	15.7500	ON
		O	2019-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 594	15.7500	ON
		O	2019-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(603)	15.7500	ON
		O	2019-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 800	15.7494	ON
		M	2019-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 772	15.7494	ON
		O	2019-08-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 959	15.7500	ON
		O	2019-08-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 270)	15.7500	ON
Fortress Global Enterprises Inc. (formerly Fortress Paper Ltd.)								
<i>Actions ordinaires Class A voting without par value</i>								
Wasilenkoff, Chadwick James	3	O	2019-07-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(213 500)	0.4500	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i> Initié Porteur inscrit								
	O		2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	0.4450	BC
FPI Granite Inc.								
<i>Actions ordinaires (traded as a component of stapled units)</i>								
Gorrie, Kevan Stuart	4, 5	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	61.0830	ON
	O		2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	61.1600	ON
George Weston Limitee								
<i>Actions ordinaires</i>								
Currie, Gordon Andrew McDonald	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	11 537	73.7300	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 537)	106.6162	ON
<i>Options</i>								
Currie, Gordon Andrew McDonald Stock Option SAR Plan	5 PI	O	2019-08-01	I	51 - Exercice d'options	(11 537)	73.7300	ON
Gitennes Exploration Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
booth, kenneth david	4, 5	O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.0350	BC
Global Innovation Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Innovation Dividend Fund	1	O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	10.2658	AB
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	10.2381	AB
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	10.1371	AB
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.0660	AB
goeasy Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)								
<i>Deferred Share Unit Plan</i>								
Appel, David Harry	4	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	365	53.0200	ON
		O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	54.2000	ON
Basian, Karen	4	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	124	53.0200	ON
		O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	54.2000	ON
Doniz, Susan	4	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	24	53.0200	ON
		O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	54.2000	ON
Ingram, David	4, 5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	314	53.0200	ON
		M	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	268	53.0200	ON
Johnson, Donald Kenneth	4, 3	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	416	53.0200	ON
		O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	54.2000	ON
Morrison, Sean	4	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	53.0200	ON
		O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	54.2000	ON
Thomson, David J.	4	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	153	53.0200	ON
		O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	54.2000	ON
<i>Restricted Share Unit</i>								
Anzini, Sabrina	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	39	53.0200	ON
Appel, Jason	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	84	53.0200	ON
Cooper, David Thomas	4	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	38	53.0200	ON
Fiederer, Andrea	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	142	53.0200	ON
Ingram, David	4, 5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	400	53.0200	ON
Khatib, Shadi	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	82	53.0200	ON
Mullins, Jason	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	405	53.0200	ON
Pennell, Shane	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	65	53.0200	ON
Poole, Steven Donald	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	49	53.0200	ON
Yeilding, David	5	O	2019-07-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	73	53.0200	ON
Gold Standard Ventures Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Awde, Jonathan Charles Timothy	4, 6, 5	O	2019-07-31	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	82 000	1.2200	BC
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.3500	BC
McLeod, Donald Bruce	4	O	2019-08-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 500	1.2200	BC
Goldgroup Mining Inc.								
<i>Bons de souscription</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Reyes, Javier	4							
Credipresto S.A. de C.V.	PI	O	2019-07-15	I	55 - Expiration de bons de souscription	(3 500 000)		BC
Gran Tierra Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gran Tierra Energy Inc.	1	O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.1000	AB
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.1000	AB
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.0700	AB
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.0200	AB
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.0600	AB
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.1000	AB
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.1400	AB
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.1900	AB
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.0900	AB
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.0900	AB
		M	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	167 500	2.0900	AB
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.0800	AB
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.1200	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	167 525	2.1700	AB
Granite Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie (traded as a component of stapled units)</i>								
Gorrie, Kevan Stuart	4, 5	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	61.0830	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	61.1600	ON
Great-West Lifeco Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Bolotin, Andra Sloane	7	O	2019-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 827	31.4200USD	MB
Group Forage Major Drilling Group International Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Burzynski, John Feliks	4	O	2019-08-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 744	4.4000	NB
Gignac, Louis-Pierre	4	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 186		NB
Rennie, Janice Gaye	4	O	2019-08-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 399	4.4000	NB
Groupe BMTC Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Groupe BMTC Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.6100	QC
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.5100	QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.4800	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.2300	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.0300	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.0200	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	400	11.8400	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.8600	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.7700	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.7700	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.7000	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.5700	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.5700	QC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.3500	QC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.1500	QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.2200	QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.0200	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.0100	QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	10.9500	QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.8100	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		QC
Groupe Colabor Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Briscoe, Robert John	4, 5, 3	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	500 000	0.8800	QC
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended Z-Holdings North ULC	3	PI	2019-07-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(467 500)	1.0140	QC
		O	2019-08-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(482 400)	1.0000	QC
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(540 863)	1.0000	QC
<i>Options</i>								
Briscoe, Robert John	4, 5, 3	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	(500 000)	0.8800	QC
Groupe TMX Limitee								
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Fortin, Luc	5	O	2019-07-31	D	59 - Exercice au comptant	(440)	91.2200	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Fortin, Luc	5	O	2019-07-31	D	59 - Exercice au comptant	(440)	91.2200	ON
Hardwoods Distribution Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hardwoods Distribution Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.5963	BC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	12.6480	BC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(41 300)		BC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.5846	BC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.4825	BC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	12.6262	BC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.8127	BC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.7361	BC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	12.7921	BC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.9717	BC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(22 100)		BC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.9950	BC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	12.9638	BC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	200	13.0000	BC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	400	13.0000	BC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.9860	BC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	12.9632	BC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.9018	BC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	12.8611	BC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.9674	BC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.8925	BC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	12.7074	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Holloway Lodging Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Holloway Lodging Corporation	1	O	2019-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	7.3460	NS
		M	2019-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	7.3460	NS
		O	2019-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	7.3500	NS
		M	2019-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	7.3500	NS
		O	2019-07-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	7.3300	NS
		M	2019-07-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	500	7.3300	NS
		O	2019-07-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	200	7.3450	NS
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	400	7.3430	NS
		M	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	400	7.3430	NS
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	700	7.3500	NS
		M	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	700	7.3500	NS
		O	2019-07-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 400	7.4000	NS
		M	2019-07-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 400	7.4000	NS
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)		NS
		M	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)		NS
HPQ-Silicon Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Robitaille, Robert GROUPE SOPRODEV (1990) INC	4	O	2019-08-06	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	237 606	0.1000	QC
Hudbay Minerals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Waterton Global Resource Management, Inc. Waterton Mining Parallel Fund Offshore Master, LP	3	O	2019-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	750 000	3.9532USD	ON
		O	2019-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	138 806	3.6696USD	ON
Waterton Precious Metals Fund II Cayman, LP	PI	O	2019-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	750 000	3.9532USD	ON
		O	2019-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	138 807	3.6696USD	ON
HUSKY ENERGY INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hart, Jeffrey Ryan	5	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40	9.8300	AB
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	9.8300	AB
Hinkel, Robert Martin	7	O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 912	9.8800	AB
<i>Options</i>								
Ostenfeld-Rosenthal, Peter	7	O	2019-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-08-02	D	50 - Attribution d'options	42 710	10.1000	AB
<i>Performance Share Units</i>								
Ostenfeld-Rosenthal, Peter	7	O	2019-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 890	10.1000	AB
iA Société financière inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
iA Financial Corporation Inc.	1	O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	600	53.4917	QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	53.4427	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	53.5000	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	53.4905	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	53.3381	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	9 300	53.4923	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	53.3582	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(15 400)		QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	53.3636	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	53.3831	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	53.3105	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	6 500	53.4639	QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	53.4123	QC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	9 700	53.4618	QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	53.3091	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(18 400)		QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	8 600	53.4362	QC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	53.4287	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(33 600)		QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	52.7722	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	12 500	52.6019	QC
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		QC
IMAX Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
IMAX Corporation	1	O	2019-08-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(12 580)		ON
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 300		ON
		O	2019-08-05	D	38 - Rachat ou annulation	16 800		ON
Imperial Metals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fairholme Capital Management, L.L.C. Managed Accounts	3	PI	2019-07-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(32 100)	2.4900	BC
		O	2019-07-31	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 200)	2.5100	BC
		O	2019-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 892)	2.4900	BC
Muraro, Theodore William	4	O	2019-07-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 697	2.5800	BC
Inca One Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kelly, Edward John	4	O	2019-07-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	115 000	0.0350	BC
		M	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 000	0.0350	BC
Josemaria Resources Inc.								
<i>Options</i>								
Vitaller, Alfredo	5	O	2019-02-25	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.0000	BC
Journey Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hansen, Craig Henry	4	O	2019-08-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Kinross Gold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Etter, Gregory Van	5	O	2019-08-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 786)	4.7400USD	ON
Longenecker, Nathan M.	5	O	2019-08-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	4.8500USD	ON
		O	2019-08-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 826)	4.8300USD	ON
La Banque Toronto-Dominion								
<i>Actions ordinaires CUSIP 891160 50 9</i>								
The Toronto-Dominion Bank	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	450 000	77.0200	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(450 000)	77.0200	ON
<i>Droits Deferred Share Units (DSU)</i>								
Bennett, William E.	4, 7	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	85	77.1000	ON
Brinkley, Amy Woods	4, 7	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	478	77.1000	ON
		O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	195	77.1000	ON
Ferguson, Brian Charles	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	430	77.1000	ON
Goggins, Colleen	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	430	77.1000	ON
Haddad, Mary Jo	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	219	77.1000	ON
Halde, Jean-Rene	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	397	77.1000	ON
Levitt, Brian	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	722	77.1000	ON
MacGibbon, Alan	4, 7	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	450	77.1000	ON
Maidment, Karen	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	584	77.1000	ON
Miller, Irene Ruth	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	430	77.1000	ON
Mohamed, Nadir	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	365	77.1000	ON
Mongeau, Claude	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	397	77.1000	ON
La Societe de Gestion AGF Limitee								
<i>Actions ordinaires Class B</i>								
AGF EMPLOYEE BENEFIT PLAN TRUST	2	O	2019-07-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 485)	5.2000	ON
Le Fonds de dividendes du secteur des produits de consommation numériques								
<i>Parts de fiducie</i>								
Brasseur, Jeremy	6	O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.8500	AB
Digital Consumer Dividend Fund	1	O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	9.8038	AB
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	9.8347	AB
LEAGOLD MINING CORPORATION								
<i>Actions ordinaires</i>								
Giustra, Frank	4	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.1183	BC
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.2612	BC
Leagold Mining Corporation	1	O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 297 639)	2.2500	BC
Les Métaux Canadiens Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Panneton, Gerald	4							
compte conjoint	PI	O	2019-08-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0450	QC
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	0.0450	QC
RSSP	PI	O	2019-07-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 000	0.0550	QC
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 000	0.0500	QC
Les Ressources Yorbeau Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Talbot, Pierre Éloi	4	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0300	QC
Leucrotta Exploration Inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
Actions ordinaires								
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2019-07-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	0.5700USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 900	0.5700USD	AB
Bay Resource Partners LP	PI	O	2019-07-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	0.5700USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 800	0.5700USD	AB
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2019-07-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	0.5700USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 800	0.5700USD	AB
K2 Bay Resource Partners Master Fund Ltd.	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	0.5700USD	AB
Thomas Claugus	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	0.5700USD	AB
Logistec Corporation								
Actions à droit de vote subalterne Class B								
LOGISTEC CORPORATION	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.2600	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.6700	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	900	40.5000	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	40.2500	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	40.5000	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	700	40.2500	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	39.8000	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	39.2500	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	900	39.9400	QC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	600	39.7500	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	100	39.4000	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	200	39.0000	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)		QC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		QC
		O	2019-08-02	D	38 - Rachat ou annulation	(200)		QC
Actions ordinaires Class A								
LOGISTEC CORPORATION	1	O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.0000	QC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		QC
Magna International Inc.								
Actions ordinaires								
Magna International Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	41 400	63.4407	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	41 362	48.3527USD	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	41 100	63.5935	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	41 150	48.5979USD	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	41 500	63.1199	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	41 470	48.1882USD	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(265 200)		ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(224 179)		ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	41 800	62.7000	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	41 767	47.8838USD	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	42 800	61.3289	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	42 829	46.6966USD	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	42 700	61.3027	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	42 709	46.8283USD	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	42 900	61.0381	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	42 863	46.6597USD	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	41 800	62.2805	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	41 842	47.7981USD	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(209 925)		ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(168 800)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	41 900	62.3298	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	41 830	47.8079USD	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	41 500	62.9591	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	41 450	48.2484USD	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	41 725	62.5095	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	41 725	47.9182USD	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	42 000	62.3244	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	41 950	47.6670USD	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	41 430	63.1112	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	41 419	48.2867USD	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(209 710)		ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(209 825)		ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	41 025	63.7999	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	41 025	48.7011USD	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	40 200	65.3405	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	40 200	49.7508USD	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	39 600	66.2794	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	39 590	50.5039USD	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	40 190	65.4131	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	40 180	49.7641USD	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	65.9784	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	39 945	50.0662USD	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(204 255)		ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(204 184)		ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	39 700	66.2588	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	39 704	50.3716USD	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	39 800	66.1681	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	39 800	50.2517USD	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	39 675	66.2646	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	39 675	50.3971USD	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(119 890)		ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(119 829)		ON
Martinrea International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Johnson, Bruce Norman	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	7 000	7.0000	ON
<i>Options Options to purchase common shares</i>								
Johnson, Bruce Norman	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(7 000)	7.0000	ON
<i>Performance Share Units</i>								
Alonso, Alfredo	5	O	2018-01-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000	10.5900	ON
D'Eramo, Frank Patrick	4	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 123	10.5900	ON
Di Tosto, Alfred	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 500	10.5900	ON
Fairchild, Robert	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 500	10.5900	ON
Hunter Lulgjuraj, Megan Rae	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Iyer, Ganesh Koduvayur Venkatasubramanian Kesavan	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Johnson, Bruce Norman	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000	10.5900	ON
Leal, Michael Allen	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Morsy, Hany	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	500	10.5900	ON
Pagliari, Armando	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 500	10.5900	ON
Paine, Lawrence Arthur	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Pope, Kerri Lynn	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Wildeboer, Robert Peter Edward	4, 5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 123	10.5900	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Alonso, Alfredo	5	O	2018-01-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000	10.5900	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
D'Eramo, Frank Patrick	4	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 123	10.5900	ON
Di Tosto, Alfred	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 500	10.5900	ON
Fairchild, Robert	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 500	10.5900	ON
Hunter Luljguraj, Megan Rae	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Iyer, Ganesh Koduvayur Venkatasubramanian Kesavan	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Johnson, Bruce Norman	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000	10.5900	ON
Leal, Michael Allen	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Morsy, Hany	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	500	10.5900	ON
Pagliari, Armando	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 500	10.5900	ON
Paine, Lawrence Arthur	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Pope, Kerri Lynn	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500	10.5900	ON
Wildeboer, Robert Peter Edward	4, 5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 123	10.5900	ON
MBN Corporation								
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>								
MBN Corporation	1	O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	6.5125	AB
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)		AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	6.5250	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)		AB
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	6.4630	AB
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(7 600)		AB
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	6.5008	AB
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)		AB
MDC Partners Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Goldberg, Daniel S.	4	O	2019-07-28	D	97 - Autre	5 000	2.4400USD	ON
		O	2019-07-28	D	97 - Autre	(1 718)		ON
<i>Restricted Stock</i>								
Goldberg, Daniel S.	4	O	2019-07-28	D	97 - Autre	(5 000)	2.4400USD	ON
Melcor Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie</i>								
Melcor Real Estate Investment Trust	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(15 924)	7.6000	AB
Pollock, Laurence Malcolm	4	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	7.6448	AB
Methanex Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Floren, John	4, 5	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	44.0000	BC
M&G Investment Management Limited	3							
LF Access Global Dividend Fund	PI	O	2019-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 199	34.1752USD	BC
M&G Investment Funds (1)	PI	O	2019-08-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 594	32.9823USD	BC
Rodgers, Kevin	4	O	2019-07-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Millrock Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Butler, Roland Wayne	4	O	2019-07-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	340 000	0.0750	BC
EMX Royalty Corporation	3	O	2019-07-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 300 000	0.0750	BC
<i>Bons de souscription</i>								
Butler, Roland Wayne	4	O	2019-05-25	D	55 - Expiration de bons de souscription	(103 450)	0.2900	BC
		O	2019-06-19	D	55 - Expiration de bons de souscription	(200 000)	0.5000	BC
		O	2019-07-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	340 000	0.2000	BC
EMX Royalty Corporation	3	O	2019-04-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2019-04-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-07-30	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 300 000		BC
Mines Agnico Eagle Limitée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Blackburn, Alain	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	2 000	28.9200	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	71.9000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	2 000	28.9200	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	74.1300	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	75.2100	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	74.9100	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	3 000	36.3700	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	75.1000	ON
		O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	5 000	36.3700	ON
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	78.2300	ON
Grondin, Louise	5	O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	5 000	56.4500	ON
		O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	15 000	58.0400	ON
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	75.4500	ON
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	76.9500	ON
Legault, Marc	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	8 500	58.0400	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	7 500	55.1000	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 500)	75.4800	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	75.5600	ON
Robitaille, Jean	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	4 000	28.9200	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	72.1200	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	5 000	28.9200	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	75.5000	ON
Smith, David	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	30 000	36.3700	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	75.4000	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	74.4000	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	72.0000	ON
		O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	13 750	56.4500	ON
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 750)	76.9500	ON
Sylvestre, Yvon	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	5 000	36.3700	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	72.0000	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	15 000	36.3700	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	73.5400	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	74.5000	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(729)	73.5400	ON
<i>Options</i>								
Blackburn, Alain	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	28.9200	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	28.9200	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	36.3700	ON
		O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	36.3700	ON
Grondin, Louise	5	O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	56.4500	ON
		O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	58.0400	ON
Legault, Marc	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(8 500)	58.0400	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	55.1000	ON
Robitaille, Jean	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	28.9200	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	28.9200	ON
Smith, David	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	36.3700	ON
		O	2019-08-07	D	51 - Exercice d'options	(13 750)	56.4500	ON
Sylvestre, Yvon	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	36.3700	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	36.3700	ON
MINT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
MINT Income Fund	1	O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	6.1731	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.1500	AB
		O	2019-08-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	5.9830	AB
MONETA PORCUPINE MINES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Vejvoda, Josef	4							

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
K2 & Associates	PI	O	2019-07-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Morguard North American Residential Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie</i>								
Leiderman, Mel	4							
Mel Leiderman Professional Corporation	PI	O	2012-04-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	20.3000	ON
Morien Resources Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morien Resources Corp	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	16 500	0.4700	NS
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.4000	NS
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	0.4300	NS
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	0.4200	NS
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(16 500)	0.4700	NS
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	0.4000	NS
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	0.4300	NS
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(9 000)	0.4200	NS
Mullen Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McGinley, Christine Ellen	4	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	290	9.8800	AB
		M	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	129	9.8800	AB
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	285	9.9000	AB
NanoXplore Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Martinrea International Inc.	3	O	2019-07-31	D	54 - Exercice de bons de souscription	2 750 000	0.7000	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Martinrea International Inc.	3	O	2019-07-31	D	54 - Exercice de bons de souscription	(2 750 000)		QC
Neo Performance Materials Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Neo Performance Materials Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	10 657		ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(10 657)		ON
Neptune Solutions Bien-Être Inc. (anciennement Neptune Technologies & Bioressources Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Galloway, Peter Macgregor	7							
PMGSL Holdings LLC	PI	O	2019-07-24	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-07-24	I	45 - Contrepartie d'un bien	1 587 301	3.7800USD	QC
Norbord Inc.								
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Banks, Nigel	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	168		ON
		O	2019-08-01	D	59 - Exercice au comptant	(2 397)	29.8400	ON
Burke, Kevin John	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	136		ON
		O	2019-08-01	D	59 - Exercice au comptant	(1 945)	22.6000USD	ON
Dubois-Phillips, Mark Richard	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22		ON
		O	2019-08-01	D	59 - Exercice au comptant	(313)	29.8400	ON
Lampard, Robin E.A.	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	907		ON
		O	2019-08-01	D	59 - Exercice au comptant	(12 921)	29.8400	ON
McMeekin, Alan Gordon	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	256		ON
		O	2019-08-01	D	59 - Exercice au comptant	(3 647)	18.6100GBP	ON
Wijnbergen, Peter Cornelius	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 280		ON
		O	2019-08-01	D	59 - Exercice au comptant	(18 235)	29.8400	ON
NOVAGOLD RESOURCES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lang, Gregory Anthony	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	100 000	3.1800	BC
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(37 955)	8.3800	BC
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(57 976)	8.3600	BC
<i>Options</i>								
Lang, Gregory Anthony	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	3.1800	BC
Nutrien Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kirkpatrick, Robert	7	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	6 396	52.1800	SK
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(996)	71.7300	SK
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	71.7200	SK
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	71.7100	SK
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	71.7000	SK
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	261	70.4200	SK
<i>Droits Stock Appreciation Rights (SARs)</i>								
O'Donoghue, Leslie	5	O	2019-08-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	54.9900USD	SK
		O	2019-08-01	D	59 - Exercice au comptant	(10 000)	54.9900USD	SK

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Options</i>								
Kirkpatrick, Robert	7	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	(6 396)	52.1800	SK
O'Donoghue, Leslie	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	54.9900USD	SK
O3 Mining Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Burzynski, John Feliks	4, 6							
Archean Capital Corp.	PI	O	2019-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	3.1410	BC
		O	2019-08-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	3.1460	BC
ONEX CORPORATION								
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Casey, Daniel C.	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	121	79.7500	ON
Daly, Andrea Elizabeth	5	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	17	79.7500	ON
Etherington, William	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	87	79.7500	ON
Goldhar, Mitchell	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	15	79.7500	ON
Gouin, Serge	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	124	79.7500	ON
Govan, Christopher Allan	5	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	146	79.7300	ON
Heersink, Ewout R.	4, 5	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	394	79.7300	ON
Huffington, Arianna	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	28	79.7500	ON
McCoy, John Bonnet	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	113	79.7500	ON
Mersky, Seth Mitchell	5	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	129	79.7300	ON
Munk, Anthony	7	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	30	79.7300	ON
Popatia, Tawfiq	5	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	24	79.7300	ON
Prichard, John Robert Stobo	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	116	79.7500	ON
Reisman, Heather M.	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	105	79.7500	ON
Thorsteinson, Arni Clayton	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	152	79.7500	ON
Wilkinson, Beth Ann	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	10	79.7500	ON
Wright, Nigel Stewart	7	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	69	79.7300	ON
Orezone Gold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goodman, Ryan	5	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.6600	BC
OutdoorPartner Media Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marrelli, Carmelo	4, 3							
Marrelli Capital Limited	PI	O	2019-08-02	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(28 778 204)		ON
Marrelli Investments Limited	PI	O	2014-04-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	C	90 - Changements relatifs à la propriété	28 778 204		ON
Paramount Resources Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Paramount Resources Ltd.	1	O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	29 000	6.4000	AB
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	6.3259	AB
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(33 100)		AB
Parex Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Parex Resources Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	21.3767	AB
Partners Value Investments LP								
<i>Parts de société en commandite Class A Preferred, Series 1</i>								
Lawson, Brian		4						
PVI Preferred Holdco Inc.	PI	O	2019-08-01	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(56 647)		ON
The Brian and Joannah Lawson Family Foundation	PI	O	2019-08-01	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(8 434)		ON
Pollock, Sam JB		4						
2518568 Ontario Inc.	PI	O	2019-08-01	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(89 665)		ON
2518570 Ontario Inc.	PI	O	2019-08-01	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 716)		ON
PHX Energy Services Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Buker, Michael Leslie		5						
RESP	PI	O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 850)	2.4700	AB
PHX Energy Services Corp	1	O	2019-07-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	276 100	2.8987	AB
		O	2019-07-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	336 700	2.8969	AB
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(612 800)		AB
<i>Retention Awards (Cash-based Only)</i>								
Athaide, Judith	4	O	2019-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(186)	2.5900	AB
Freeman, Terrance	4	O	2019-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 782)	2.5900	AB
Hibbard, Lawrence M.	4	O	2019-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(497)	2.5900	AB
Hooks, John Michael	5	O	2019-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(497)	2.5900	AB
Tetreault, Myron Arthur	4	O	2019-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(746)	2.5900	AB
Thomas, Roger Dale	4	O	2019-08-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(559)	2.5900	AB
PrairieSky Royalty Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
PrairieSky Royalty Ltd.	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	143 000	17.9546	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(133 100)		AB
Probe Metals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marrelli, Carmelo		5						
Marrelli Capital Limited	PI	O	2019-08-02	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(134 381)		ON
Marrelli Investments Limited	PI	O	2015-03-13	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	C	90 - Changements relatifs à la propriété	134 381		ON
Prometic Sciences de la Vie inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Leclerc, Martin	5	O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(645 600)		QC
		O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	645		QC
CELI	PI	O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(446 400)		QC
		O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	446		QC
REER	PI	O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(187 950)		QC
		O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	187		QC
Pritchard, Bruce	5							
ISA	PI	O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 391 614)		QC
		O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	2 391		QC
Joint Account (Spouse)	PI	O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(799 086)		QC
		O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	799		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Joint Pension Trust Fund (Family)	PI	O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(17 325 000)		QC
		O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	17 325		QC
Sartore, Patrick	5	O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 966 501)		QC
		O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 966		QC
RRSP	PI	O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(762 300)		QC
		O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	762		QC
TFSA	PI	O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(797 690)		QC
		O	2019-07-05	I	37 - Division ou regroupement d'actions	797		QC
Options								
Leclerc, Martin	5	O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(253 710 000)		QC
		O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	253 709		QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(117)	770.0000	QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(50)	1210.0000	QC
Pritchard, Bruce	5	O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(254 713 715)		QC
		O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	254 711		QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(704)	0.7700	QC
		M	2019-08-01	D	97 - Autre	(704)	770.0000	QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(180)	2070.0000	QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(124)	3000.0000	QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(161)	2440.0000	QC
Sartore, Patrick	5	O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(254 549 606)		QC
		O	2019-07-05	D	37 - Division ou regroupement d'actions	254 547		QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(568)	770.0000	QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(152)	2070.0000	QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(124)	3000.0000	QC
		O	2019-08-01	D	97 - Autre	(161)	2440.0000	QC
Real Matters Inc.								
Actions ordinaires								
Real Matters Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	13 800	7.0778	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(13 800)	7.0778	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	14 700	7.3246	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(14 700)	7.3246	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	23 300	7.5726	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(23 300)	7.5726	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	14 100	7.4432	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(14 100)	7.4432	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	13 200	7.6094	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(13 200)	7.6094	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	7.8242	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(21 000)	7.8242	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	13 900	7.9896	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(13 900)	7.9896	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	12 100	7.9017	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(12 100)	7.9017	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	19 700	7.9602	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(19 700)	7.9602	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	9 100	7.9298	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	(9 100)	7.9298	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	12 900	7.9193	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(12 900)	7.9193	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	27 400	7.8151	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(27 400)	7.8151	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	22 100	7.8150	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(22 100)	7.8150	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	23 000	7.8203	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(23 000)	7.8203	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	27 600	7.9936	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(27 600)	7.9936	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	15 700	7.9682	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(15 700)	7.9682	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	27 000	7.9955	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	(27 000)	7.9955	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	27 900	7.9898	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(27 900)	7.9898	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	26 600	7.9893	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(26 600)	7.9893	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	23 200	7.8790	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(23 200)	7.8790	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	27 900	8.0751	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(27 900)	8.0751	ON
REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO LTÉE								
<i>Actions ordinaires</i>								
Labbé, Pierre	4	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	3 648	10.7300	QC
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 648)	16.5000	QC
<i>Options</i>								
Bradley, Victor	7	O	2019-08-05	D	50 - Attribution d'options	15 000	15.9700	QC
Card, Duncan Cornell	7	O	2019-08-05	D	50 - Attribution d'options	15 000	15.9700	QC
Labbé, Pierre	4	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(3 648)	10.7300	QC
Richards, Everard Trenton	7	O	2019-08-05	D	50 - Attribution d'options	15 000	15.9700	QC
Ressources Auxico Canada Inc.								
<i>Options</i>								
Whittaker, Richard Jonathan	4	O	2017-08-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Ressources Teck Limitée								
<i>Class B Subordinate Voting Shares</i>								
Pickering, Kenneth William	4	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	24.4100	BC
Rocky Mountain Liquor Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Byrne, Joan	3							
73297 Newfoundland and Labrador Ltd.	PI	O	2019-07-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	193 000	0.0150	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.0150	AB
Byrne, Peter	5, 3							
73297 Newfoundland and Labrador Ltd.	PI	O	2019-07-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	193 000	0.0150	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.0150	AB
Rogers Communications Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Staffieri, Anthony	5							
Employee Share Accumulation Plan	PI	O	2019-07-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	528	71.0600	ON
		O	2019-07-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(574)	68.7600	ON
Route1 Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doolan, Michael Frederick	4	O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 727		ON
Royal Standard Minerals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marrelli, Carmelo	4, 5, 3							
Marrelli Capital Limited	PI	O	2019-08-02	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(504 449)		QC
Marrelli Investments Limited	PI	O	2014-01-16	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-08-02	C	90 - Changements relatifs à la propriété	504 449		QC
ScoZinc Mining Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lazarovici, Victor	4	O	2019-08-02	D	46 - Contrepartie de services	93 750		BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
SEMAFO INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Buron, Daniel	4	O	2019-08-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Deferred Share Units</i>								
Buron, Daniel	4	O	2019-08-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-08-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 581	2.8200	QC
<i>Options</i>								
Buron, Daniel	4	O	2019-08-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Seven Generations Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Seven Generations Energy Ltd.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	6.4600	AB
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	6.5900	AB
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	6.4900	AB
		O	2019-08-05	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	6.5200	AB
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	6.5200	AB
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	6.5900	AB
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	6.3400	AB
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.5500	AB
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.6200	AB
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.6900	AB
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.9800	AB
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.8000	AB
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.4900	AB
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.4000	AB
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.3600	AB
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.4400	AB
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.5700	AB
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.4800	AB
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.3600	AB
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.1200	AB
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.1300	AB
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	125 000	6.2500	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	108 066	7.3400	AB
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 550 000)		AB
SHAW COMMUNICATIONS INC.								
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>								
Estate of James R. Shaw	3	O	2019-07-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	25.3521	AB
Shaw, Bradley	4, 5	O	2019-07-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41	25.3521	AB
BSS HMS Investments Ltd.	PI	O	2019-07-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	25.3521	AB
BSS LJS Investments Ltd.	PI	O	2019-07-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	25.3521	AB
BSS PBS Investments Ltd.	PI	O	2019-07-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	25.3521	AB
Michelle Shaw	PI	O	2019-07-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	25.3521	AB
Shaw, JR	4, 5, 3							
Carol M. Shaw	PI	O	2019-07-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	343	25.3521	AB
Shaw Family Foundation	PI	O	2019-06-27	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	186	26.4270	AB
Shaw, Julie	5	O	2019-07-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	125	25.3521	AB
Shopify Inc.								
<i>Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	2 459	0.1520USD	ON
		O	2019-08-01	D	36 - Conversion ou échange	(2 459)		ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2019-07-29	D	51 - Exercice d'options	4 335	6.2200USD	ON
		O	2019-07-29	D	36 - Conversion ou échange	(4 335)		ON
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2019-08-01	D	36 - Conversion ou échange	2 459		ON
		O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 459)	332.3554USD	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2019-07-29	D	36 - Conversion ou échange	4 335		ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5	O	2019-07-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(4 335)	334.8079USD	ON
7910240 Canada Inc.	PI	O	2019-07-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(4 000)	320.2554USD	ON
Shapero, Amy Elizabeth	5	O	2019-07-29	D	51 - Exercice d'options	782	137.7200USD	ON
		O	2019-07-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(782)	336.3500USD	ON
		O	2019-07-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(410)	336.3500USD	ON
<i>Options</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(2 459)	0.1520USD	ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2019-07-29	D	51 - Exercice d'options	(4 335)	6.2200USD	ON
Shapero, Amy Elizabeth	5	O	2019-07-29	D	51 - Exercice d'options	(782)	137.7200USD	ON
Sierra Metals Inc. (formerly Exploration Dia Bras Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Sierra Metals Inc.	1	O	2019-06-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	1.6927	ON
		O	2019-06-28	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.7714	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.8275	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.8117	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	1.8100	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	1.7893	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.7061	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.7000	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.6563	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.6814	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.6421	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.5962	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.5980	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.6047	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.6521	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.7355	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	97 100	1.7401	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9514	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9889	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	2.0409	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	1.9469	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9622	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(178 538)		ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	1.9805	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	4 214	1.9972	ON
<i>Restricted Share Unit</i>								
Yamamoto, Koko	4	O	2019-07-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 263		ON
Sierra Wireless, Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Overton, Marc Anthony John McHardy	5	O	2019-08-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 125		BC
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 879)	11.6800USD	BC
<i>Restricted Share Units</i>								
Osgoodby, Marc Hubbard	5	O	2019-08-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 593		BC
Overton, Marc Anthony John McHardy	5	O	2019-08-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 125)	11.6800USD	BC
SmartCentres Real Estate Investment Trust (formerly, Smart Real Estate Investment Trust)								
<i>Class B Series 2 Units of ONR Limited Partnership I</i>								
Goldhar, Mitchell	3							
SmartCentres Realty Inc.	PI	O	2003-10-31	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-07-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 193	33.6400	ON
		O	2019-07-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 193)	33.6400	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
The Smartcentres Realty - CWT Partnership Class C Series 2 Units of ONR Limited Partnership I	PI	O	2019-07-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	2 193	33.6400	ON
Goldhar, Mitchell	3							
SmartCentres Realty Inc.	PI	O	2019-07-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 482)	4.5300	ON
		O	2019-07-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(16 209)	4.5500	ON
Special Voting Units								
Goldhar, Mitchell	3							
SmartCentres Realty Inc.	PI	O	2019-07-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 193		ON
		O	2019-07-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 193)		ON
The Smartcentres Realty - CWT Partnership	PI	O	2019-07-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	2 193		ON
Société d'exploration minière Vior inc.								
Actions ordinaires								
Fedosiewich, Mark Brian	5	O	2019-07-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1000	QC
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0950	QC
		O	2019-07-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.1000	QC
Société financière IGM Inc.								
Equity Forward - IGM 13								
IGM Financial Inc.	1	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	36.4600	MB
Equity Forward - IGM17								
IGM Financial Inc.	1	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	36.4600	MB
Equity Forward - IGM7								
IGM Financial Inc.	1	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	36.4600	MB
Equity Swap - IGM15								
IGM Financial Inc.	1	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	36.4600	MB
		O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(5)	36.4600	MB
Equity Swap - IGM16								
IGM Financial Inc.	1	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	36.4600	MB
		O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3)	36.4600	MB
Equity Swap - IGM18								
IGM Financial Inc.	1	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	36.4600	MB
Equity Swap - IGM19								
IGM Financial Inc.	1	O	2004-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			MB
		O	2019-07-31	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	36.4600	MB
Executive Performance Share Units								
Asman, Todd	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	126	36.4600	MB
Bast, Esther	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	44	36.4600	MB
Carney, Jeffrey	4, 5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 467	36.4600	MB
Dibden, Michael William	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	235	36.4600	MB
Elavia, Tony	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	333	36.4600	MB
Goldberg, Rhonda	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	91	36.4600	MB
Gould, J. Luke	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	155	36.4600	MB
Kinzel, Mark Richard	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	181	36.4600	MB
Lawrence, Ian	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	36.4600	MB
McInerney, Barry	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 218	36.4600	MB
Milne, Douglas	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	79	36.4600	MB
Sen, Subhas	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76	36.4600	MB
Shewchuk, Blaine	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89	36.4600	MB
Restricted Share Units								
Asman, Todd	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32	36.4600	MB
Bast, Esther	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	36.4600	MB
Dibden, Michael William	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93	36.4600	MB
Elavia, Tony	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	249	36.4600	MB
Goldberg, Rhonda	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	36.4600	MB
Gould, J. Luke	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53	36.4600	MB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Kinzel, Mark Richard	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	47	36.4600	MB
Lawrence, Ian	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	28	36.4600	MB
Milne, Douglas	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	32	36.4600	MB
Sen, Subhas	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	31	36.4600	MB
Shewchuk, Blaine	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	32	36.4600	MB
Senior Executive Share Units								
Bast, Esther	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	215	36.4600	MB
Carney, Jeffrey	4, 5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	153	36.4600	MB
Elavia, Tony	7	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	67	36.4600	MB
Tretiak, Gregory Dennis	4, 6	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	133	36.4600	MB
Société Financière Manuvie								
Actions ordinaires								
Manulife Financial Corporation	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.2925	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.3134	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.3318	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.2513	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.2052	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.4544	ON
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.3824	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.0093	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.0270	ON
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.0593	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.1227	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.0923	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.1487	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.3118	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.4388	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.4873	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.3630	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.2846	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.3616	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	24.3544	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	23.8236	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	250 000	23.8058	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500 000)		ON
Spin Master Corp.								
Actions à droit de vote subalterne								
Gadbois, Benoit	4, 5	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(108 000)	40.5004	ON
SRG Mining Inc.								
Actions ordinaires								
Sama Resources Inc.	3	O	2019-08-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 660 000)	0.7960	QC
STELMINE CANADA LTÉE								
Actions ordinaires								
Boily, Michel Boily	4	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2000	QC
		M	2019-08-01	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 000	0.2000	QC
Proulx, André	4, 3	O	2019-08-01	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.2000	QC
Proulx, Isabelle	4, 5	O	2019-08-01	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	75 000	0.2000	QC
Suncor Energie Inc.								
Actions ordinaires								
MacDonald, Brian Patrick	4	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	28.7300USD	AB
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	28.2700USD	AB
Supremex Inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
Actions ordinaires								
Supremex Inc	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	2.6542	QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	2.5630	QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	7 900	2.5982	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 138	2.6186	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	2.5996	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	(26 038)		QC
Surge Energy Inc.								
Actions ordinaires								
Bye, Murray								
Murray Bye - RSP	5	PI	2019-06-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 502	1.0800	AB
		O	2019-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	925	1.2600	AB
		O	2019-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 314	1.2476	AB
		O	2019-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	911	1.2800	AB
DUCS, JARED ANDREW RENTON								
Jennifer Ducs RRSP	5	PI	2019-06-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	906	1.0800	AB
		O	2019-07-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	719	1.2600	AB
		O	2019-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	794	1.2647	AB
		O	2019-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	708	1.2800	AB
Elekes, Margaret Ann								
RRSP	5	PI	2019-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 133	1.2476	AB
		O	2019-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	839	1.2800	AB
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund								
Parts Class A								
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.1500	ON
		O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.1500	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.1400	ON
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.1400	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.1900	ON
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.1900	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2700	ON
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2700	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2500	ON
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2500	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	8.2300	ON
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	8.2300	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2600	ON
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2600	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2300	ON
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2300	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2100	ON
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2100	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	8.2100	ON
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	8.2100	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2100	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2100	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2000	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2000	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.1900	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.1900	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.1900	ON
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.1900	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2400	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2400	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	200	8.2200	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	8.2200	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	8.2300	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	8.2300	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	8.2500	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	8.2500	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	8.2900	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	8.2900	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	8.2500	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	8.2500	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.2500	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.2500	ON
Tamarack Valley Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Christensen, David Keith	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 880	2.1600	AB
Cruikshank, Ken	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 296	2.3900	AB
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2019-08-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.5300USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 400	1.5600USD	AB
Bay Resource Partners LP	PI	O	2019-08-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 800	1.5300USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 900	1.5600USD	AB
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2019-08-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	46 400	1.5300USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 000	1.5600USD	AB
K2 Bay Resource Partners Master Fund Ltd.	PI	O	2019-08-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	1.5300USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	1.5600USD	AB
Thomas Claugus	PI	O	2019-08-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 900	1.5300USD	AB
		O	2019-08-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	1.5600USD	AB
Hozjan, Ronald Steve	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 495	5417.0000	AB
		M	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 495	2.1700	AB
Reimond, Scott William	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 580	2.1600	AB
Schmidt, Brian Leslie	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 252	2.1600	AB
Screen, Kevin	5	O	2019-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 967	2.1600	AB
Tetra Bio-Pharma Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bechard, Robert	5	O	2019-08-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	66 800	0.3000	ON
Chamberland, Guy	5	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	84 000	0.3000	ON
CHELIAM, WILLIAM	4	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	66 800	0.3000	ON
Di Paola, Sabino Roberto	5	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	22 700	0.3000	ON
Drohan, Gregory John	4	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.3000	ON
Néron, Steve	5	O	2019-08-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.3000	ON
Rancourt, André	7	O	2019-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	83 400	0.3000	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Bechard, Robert	5	O	2017-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	66 800	0.4000	ON
Chamberland, Guy	5	O	2016-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	84 000		ON
CHELIAM, WILLIAM	4	O	2017-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	66 800	0.4000	ON
Di Paola, Sabino Roberto	5	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de	22 700		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
prospectus								
Drohan, Gregory John	4	O	2018-04-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000		ON
Néron, Steve	5	O	2018-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.4000	ON
Rancourt, André	7	O	2019-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	83 400		ON
<i>Warrant</i>								
Néron, Steve	5	O	2018-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
TFI International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
TFI International Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	40.2600	QC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	40.0600	QC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	40.6700	QC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	39.9600	QC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	39.4000	QC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	39.1200	QC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	38.9200	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	38.6900	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	38.6000	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	39.3500	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	39.9100	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	38.8300	QC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	18 246	38.4200	QC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	41.8400	QC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	41.4700	QC
		O	2019-08-01	D	38 - Rachat ou annulation	(438 246)		QC
Thérapeutique Knight Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Knight Therapeutics Inc.	1	O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	7.4500	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	7.4600	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	7.4700	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	7.4800	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 900	7.4900	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	6 653	7.5000	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	19 000	7.5100	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.5150	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	15 800	7.5200	QC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	7.5300	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.4550	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	600	7.4600	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	7.4700	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	7.4800	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 386 946	7.4900	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.4950	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	17 153	7.5000	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.5050	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	7.5100	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	7.5150	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	7.5200	QC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.5300	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	400	7.4400	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	7.4500	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	200	7.4550	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 853	7.4600	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	200	7.4750	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.4800	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	200	7.4850	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.4900	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	7.5000	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	38 200	7.5200	QC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.5300	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	7.4400	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.4450	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	7.4500	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.4550	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	7.4600	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 653	7.4700	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.4750	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	7.4800	QC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	7.4900	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.4200	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.4300	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	7.4400	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.4500	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	7.4600	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.4650	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	7.4700	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.4750	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	7.4800	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	7.4900	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	11 200	7.5000	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	7.5100	QC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	953	7.5200	QC
Thomson Reuters Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
King, Richard Harrison	7,5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	5 135	28.3600USD	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	20 000	39.5000USD	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 135)	66.5628USD	ON
<i>Options</i>								
King, Richard Harrison	7,5	O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(5 135)	28.3600USD	ON
		O	2019-08-02	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	39.5000USD	ON
ThreeD Capital Inc. (formerly Brownstone Energy Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
1313366 Ontario Inc.	3	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(660 000)	0.0608	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(79 000)	0.0600	ON
Factor, Lynn	3	O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	0.0700	ON
Kopman, Jeff	6							
1313366 Ontario Inc.	PI	O	2019-08-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(660 000)	0.0608	ON
		O	2019-08-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(79 000)	0.0600	ON
Titanium Corporation Inc.								
<i>Options</i>								
Griffin, Bruce John	4	O	2019-08-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-08-07	D	50 - Attribution d'options	75 000		AB
Toromont Industries Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Chisholm, Jeffrey Scott	4	O	2019-07-30	D	51 - Exercice d'options	1 880	20.7600	ON
Jewer, Paul Randolph	5	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	5 000	26.5200	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	66.2500	ON
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	66.2400	ON
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	66.2300	ON
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	66.2200	ON
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	66.2100	ON
		O	2019-07-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 400)	66.2000	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	5 000	26.5200	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	66.1000	ON
Medhurst, Scott	4, 5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	6 813	23.4000	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	3 000	23.4000	ON
		O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	65.5700	ON
<i>Options</i>								
Chisholm, Jeffrey Scott	4	O	2019-07-30	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	20.7600	ON
Jewer, Paul Randolph	5	O	2019-07-31	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	26.5200	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	26.5200	ON
Medhurst, Scott	4, 5	O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(15 500)	23.4000	ON
		O	2019-08-01	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	23.4000	ON
Total Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Total Energy Services Inc	1	O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(8 100)		AB
Tourmaline Oil Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Robinson, Brian	5	O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	13.8000	AB
Rose, Mike	5	O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	14.6294	AB
		O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	13.9776	AB
TransAlta Renewables Inc.								
<i>DSU (Deferred Share Units)</i>								
Drinkwater, David William	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	138	13.6900	AB
Hagerman, Allen R.	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	150	13.6900	AB
McQuade, Kathryn Ann Bova	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	161	13.6900	AB
TAYLOR, PAUL H. E.	4	O	2019-07-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	167	13.6900	AB
TransCanada PipeLines Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
TC Energy Corporation	3	O	2019-07-31	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 681 383	64.6200	AB
Tricon Capital Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tricon Capital Group Inc.	1	O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	39 100	9.9900	ON
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	10.0000	ON
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	82 602	9.9900	ON
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	31 000	9.9600	ON
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	66 900	9.9900	ON
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	33 150	9.9400	ON
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	23 300	9.9500	ON
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 800	9.9900	ON
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	23 300	9.9900	ON
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(313 152)		ON
Troilus Gold Corp. (formerly Pitchblack Resources Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Sulliden Mining Capital Inc.	3	O	2019-08-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800 000)	0.8000	ON
TSO3 inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Catalone, Bradley John	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 985	0.3800	QC
Kayll, Glen	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	972	0.3800	QC
Rumble, Richard Mark	4, 5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 182	0.3800	QC
Tessman, Harold Robert	5	O	2019-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 558	0.3800	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Tucows Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Investmentaktiengesellschaft für langfristige Investoren TGV	3	O	2019-08-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	46.9898USD	ON
VersaBank								
<i>Actions ordinaires</i>								
George, Patrick	6	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.0100	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.0400	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.0500	ON
Versus Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Peymani, Keyvan	4	O	2019-07-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 250 000	0.2000	BC
<i>Bons de souscription</i>								
Peymani, Keyvan	4	O	2016-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-07-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 250 000		BC
Vista Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clark, John	4	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 867		BC
Eppler, W. Durand	7	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 867		BC
Ogryzlo, Charles Thomas	4	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 867		BC
Richings, Michael	4	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 867		BC
<i>RSU</i>								
Clark, John	4	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 867)		BC
Eppler, W. Durand	7	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 867)		BC
Ogryzlo, Charles Thomas	4	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 867)		BC
Richings, Michael	4	O	2019-08-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 867)		BC
Wallbridge Mining Company Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2019-08-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000 000	0.4200	ON
Demers, Francois Alain	5	O	2019-08-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.4600	ON
		M	2019-08-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.4600	ON
HOLMES, WILLIAM WARREN	4	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.4600	ON
Kord-Gharachorloo, Faramarz	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	600 000	0.0850	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	0.4550	ON
Penny, Brian W.	5	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	65 217	0.4600	ON
Pentek, Attila	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	125 000	0.0750	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.0850	ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	150 000	0.0800	ON
		O	2019-08-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	0.4530	ON
Pesner, Michael	4	O	2019-01-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	80 000	0.5000	ON
Sprott, Eric S. 2176423 Ontario Ltd.	3 PI	O	2019-08-01	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000 000	0.4200	ON
Wilkinson, Janet	4	O	2019-08-02	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.4600	ON
<i>Bons de souscription</i>								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2019-08-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 500 000	0.6000	ON
Sprott, Eric S. 2176423 Ontario Ltd.	3 PI	O	2019-08-01	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 500 000	0.6000	ON
<i>Options</i>								
Kord-Gharachorloo, Faramarz	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(600 000)		ON
Pentek, Attila	5	O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(125 000)		ON
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(100 000)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2019-08-06	D	51 - Exercice d'options	(150 000)		ON
Waste Connections, Inc. (formerly Progressive Waste Solutions Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Chambliss, Darrell W.	5	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	90.0113USD	ON
		O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 600)	89.5000USD	ON
Little, James M.	5	O	2019-08-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	89.7432USD	ON
Mittelstaedt, Ronald J	4, 5	O	2019-08-01	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(20 000)		ON
Razzouk, William J.	4	O	2019-08-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	90.2867USD	ON
Western Forest Products Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Western Forest Products Inc.	1	O	2019-07-02	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.6223	BC
		O	2019-07-03	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.6289	BC
		O	2019-07-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.6563	BC
		O	2019-07-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.6411	BC
		O	2019-07-08	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.6113	BC
		O	2019-07-09	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.5321	BC
		O	2019-07-10	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.5200	BC
		O	2019-07-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4951	BC
		O	2019-07-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4863	BC
		O	2019-07-15	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4532	BC
		O	2019-07-16	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4636	BC
		O	2019-07-17	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4249	BC
		O	2019-07-18	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4543	BC
		O	2019-07-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4706	BC
		O	2019-07-22	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4293	BC
		O	2019-07-23	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4708	BC
		O	2019-07-24	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.5051	BC
		O	2019-07-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4751	BC
		O	2019-07-26	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4411	BC
		O	2019-07-29	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4253	BC
		O	2019-07-30	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4286	BC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.4200	BC
		O	2019-07-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000 000)		BC
Yamana Gold Inc.								
<i>Deferred Share Unit</i>								
Begeman, John A.	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 375		ON
BERGEVIN, Christiane	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 749		ON
Bertone, Andrea	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 749		ON
Davidson, Alexander John	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 375		ON
Graff, Richard P	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 375		ON
Keating, Kimberly	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 749		ON
Sadowsky, Jane	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 749		ON
Titano, Dino	4	O	2019-08-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 375		ON
Zargon Oil & Gas Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doetzel, Randolph John	5							
R Doetzel - Registered	PI	O	2019-08-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 975	0.3650	AB
Zenith Capital Corp.								
<i>Parts Restricted Share Units</i>								
McNeill, Kelly Bret	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	14 479		AB
Smith, Eldon	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	16 837		AB
WONG, NORMAN C.W.	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	10 989		AB
Zuerblis, Kenneth	4	O	2019-07-31	D	46 - Contrepartie de services	10 364		AB

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Vous y trouverez une liste des opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») agit à titre d'autorité principale. Ces opérations sont codifiées « R ». Veuillez accéder à SEDI (www.sedi.ca) pour consulter les opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité n'agit pas à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle aux initiés assujettis qu'ils doivent, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »), déclarer en format SEDI leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti de façon exacte et claire, et ce, dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

L'initié assujetti qui ne respecte pas le délai prescrit pour déposer une déclaration d'initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire. La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 de la LVM et à l'article 271.14 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50. Une sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés assujettis pour lesquels l'Autorité agit à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle qu'elle prendra les mesures appropriées envers les initiés récidivistes, notamment au moyen de poursuites pénales à l'égard de ces derniers. Un initié qui ne dépose pas sa déclaration en temps opportun commet une faute grave, puisqu'il prive ainsi les investisseurs de renseignements pouvant influencer leur décision d'investissement.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Fedosiewich, Mark Brian	Société d'exploration minière Vior inc.	2019-07-26	2019-08-01	QC
Leonard, Steven Clark	Aimia Inc.	2019-05-31	2019-08-06	QC
Vo-Quang, Edouard	Aimia Inc.	2019-05-31	2019-08-06	QC
Whittaker, Richard Jonathan	Ressources Auxico Canada Inc.	2017-08-29	2019-08-07	QC

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

LCH SA – Demande de dispense de l'obligation de reconnaissance à titre de chambre de compensation

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie la demande, déposée par LCH SA, de dispense de l'obligation de reconnaissance à titre de chambre de compensation en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 et de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1.

L'Autorité invite toutes les personnes intéressées à lui présenter leurs observations relativement à cette demande.

(Le texte est reproduit ci-après.)

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 9 septembre 2019, à :

M^e Philippe Lebel
Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-8381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

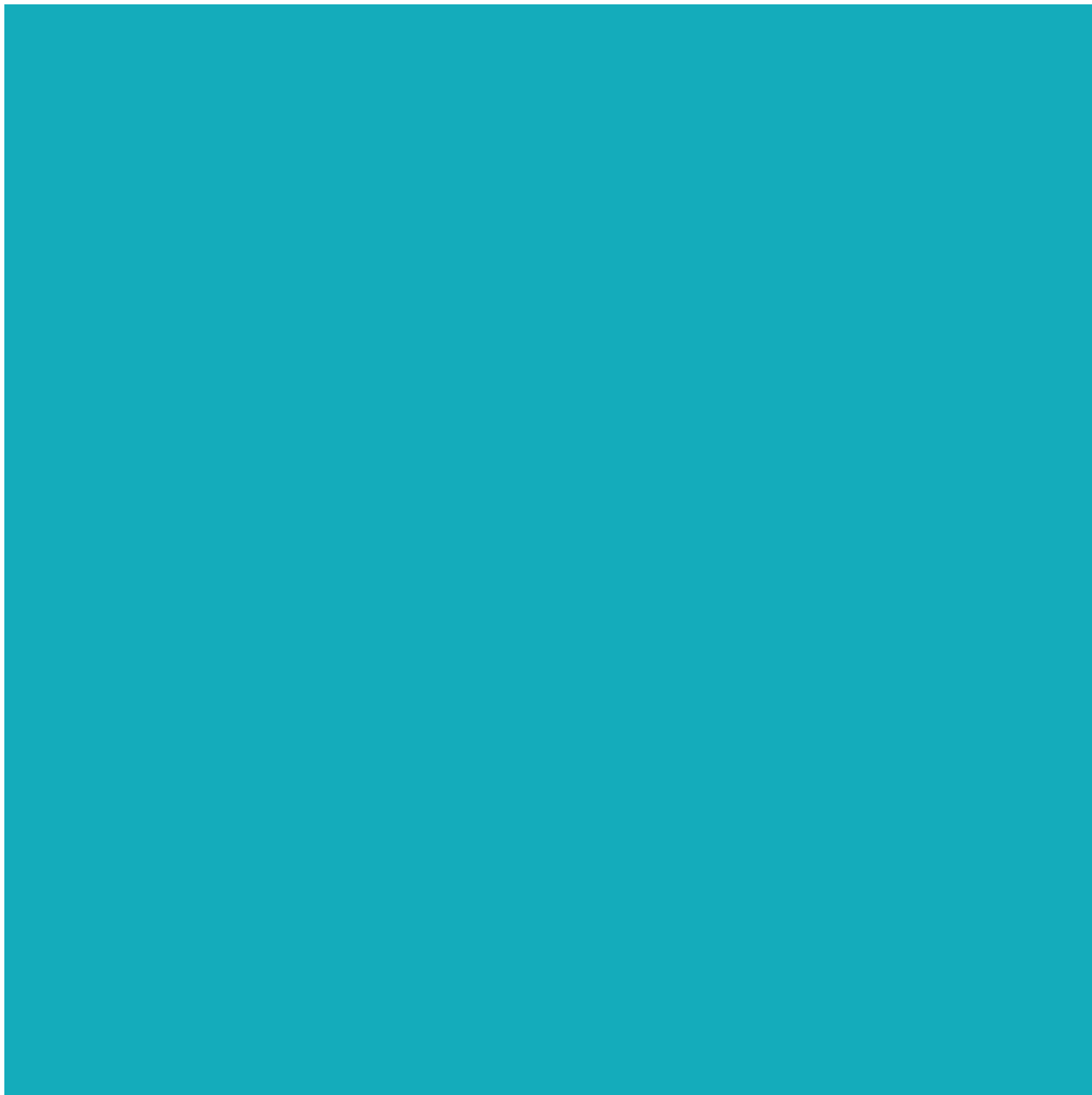
Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

M^e Anna Tyniec
Analyste experte
Direction de l'encadrement des chambres de compensation
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 4345
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4345
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : anna.tyniec@lautorite.qc.ca

LCH SA

Application for an Exemption from Recognition as a Clearing House pursuant to the *Securities Act* (Québec), the *Derivatives Act* (Québec) and *Regulation 24-102 respecting Clearing Agency Requirements* (Québec)

LCH The Markets'
Partner



CONTENTS

1.	Background.....	3
2.	General presentation	3
3.	Clearing services provided by LCH SA	4
4.	Legal Ownership and Structure	5
5.	Regulatory Status and Regulatory Framework	7
6.	LCH SA's Participants and Clearing models.....	9
7.	Account Arrangements and Segregation	10
8.	Overview on Margining, Default Fund and Waterfall	17
9.	Participation in LCH SA by Entities in Québec	18
10.	Criteria for Exemption from Recognition as a Foreign Clearing Agency.....	19
11.	Requirements set out in Part 4 of Regulation 24-102.....	20
	Division 1 – Governance.....	20
	Division 2 – Default management.....	34
	Division 3 – Operational risk.....	35
	Division 4 – Participation requirements.....	53
12.	Additional Information to demonstrate that it is in the Public Interest for the AMF Québec to Exempt the Applicant.....	57
13.	Certification Regarding Books and Records as well as Onsite Inspection and Examination.....	57
14.	Form 24-102F1 Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service	57
15.	Notice Regarding Material Change to Information Provided in Application.....	58
16.	Filing of Audited Financial Statements	58
	APPENDIX A	Erreur ! Signet non défini.
	APPENDIX B.....	136

1. Background

Pursuant to section 263 of the *Securities Act* (Québec) (CQLR, c. V-1.1) (the “**QSA**”), section 86 of the *Derivatives Act* (Québec) (CQLR, c. I-14.01) (the “**QDA**”) and *Regulation 24-102 respecting Clearing Agency Requirements (V-1.1, r. 8.01)* (“**Regulation 24-102**”), Banque Centrale de Compensation which conducts business under the name LCH SA (hereinafter “**LCH SA**”) is applying to the *Autorité des marchés financiers* of Québec (the “**AMF Québec**”) for a decision exempting it from recognition as a clearing house under section 169 of the QSA and section 12 of the QDA in order to provide its central counterparty (“**CCP**”) service to Québec market participants (“**Exemption Decision**”). LCH SA plans to offer non-significant clearing activities to Québec market participants that will be performed by LCH SA RepoClear and CDSClear services as described below.

2. General presentation

- 2.1 LCH SA is incorporated in France as a *société anonyme* (limited company) with a registered office based at 18 rue du Quatre Septembre 75002 Paris. LCH SA is one of four subsidiaries of LCH Group Holdings Limited which owns 88.9% of its capital, the remainder of the capital being owned by Euronext (11.1%). LCH Group Holdings is itself owned at 82.6% by the London Stock Exchange Group plc (LSEG).
- 2.2 LCH SA is a registered CCP authorized to offer clearing services in the European Union pursuant to Regulation (EU) No. 648/2012 of the European Parliament and of the Council of 4 July 2012 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories, the European Market Infrastructure Regulation (“**EMIR**”)¹. As a CCP, LCH SA is regulated by three National Competent Authorities: the Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (“**ACPR**”), the Banque de France (“**BDF**”) and the Autorité des Marchés Financiers (“**AMF**”). It is also supervised by a college of European regulators (“**Emir College**”).
- 2.3 LCH SA is registered in the United States (i) as a Derivatives Clearing Organization (DCO) with the Commodity Futures Trading Commission (CFTC) for its CDSClear service and (ii) as a clearing agency with the Securities and Exchange Commission (SEC). Although the Clearing Agency Licence is granted by the SEC entirely to LCH SA, its non-US business (i.e. Cash and Derivatives Clearing Service and Fixed Income Clearing Service) is exempted from the requirements specified under Section 19(b) of the Securities Exchange Act as described in the order granting the exemption².
- 2.4 LCH SA is recognised in Switzerland as a foreign central counterparty by the Swiss Financial Market Supervisory Authority (FINMA).
- 2.5 LCH SA is also registered as a Credit Institution and as such is directly regulated by the ACPR and indirectly supervised by the European Central Bank (“**ECB**”).

¹ Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council of 4 July 2012 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories : [HYPERLINK "https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32012R0648"](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32012R0648) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32012R0648>

² *Order Granting Application for Registration as a Clearing Agency and Request for Exemptive Relief, Order, Securities Exchange Act Release No. 34-79707; File No. 600-36 (Dec. 29, 2016), 82 FR 1398 (Jan. 5, 2017) (available at <https://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-2017-01-05/pdf/2016-31940.pdf>)*

3. Clearing services provided by LCH SA

3.1 LCH SA provides clearing services for major exchanges and platforms as well as OTC markets. LCH SA clears a broad range of asset classes such as securities, exchange-traded derivatives, Credit Default Swaps and Euro denominated bonds and repos (the "Product Lines").

3.2 EquityClear and CommodityClear (the "**Cash and Derivatives Clearing Service**")

- EquityClear³: LCH SA provides clearing services for Cash and Derivatives activities traded on the Euronext markets: Euronext Amsterdam NV, Euronext Brussels SA/NV, Euronext Lisbon, Euronext Paris. It also provides clearing services to Börse Berlin (Equiduct Trading), Bourse de Luxembourg, and Turquoise Global Holdings.
- CommodityClear⁴: LCH SA provides clearing services for Agricultural Futures and Options traded on Euronext Commodity segment (Milling Wheat, Corn, Rapeseed, Dairy Complex, Wood Pellets and Fertilisers (UAN30))

3.3 RepoClear⁵ (the "**Fixed Income Clearing Service**"):

- LCH SA provides cash and repos trades on Euro-denominated sovereign debts issued by French, Belgian, Italian, Spanish, German, Austrian, Dutch, Portuguese, Slovenian, Slovakian, Irish, Finnish governments as well as supranational bonds LCH. SA has implemented an interoperable link with Cassa di Compensazione e Garanzia SpA (CC&G), a subsidiary of the LSEG group on the Italian government bonds in compliance with the ESMA interoperability guidelines.
- LCH SA has launched €GCPlus⁶, a central clearing service for the triparty repo market based on ECB eligible securities baskets in collaboration with Euroclear and Banque de France. It uses pools of collateral managed by Euroclear, Euroclear acting as triparty agent. EuroCG+ has a dedicated default fund.

The RepoClear service is offered through the platforms of MTS Group, Nex, Tullet Prebon and ETCMS.

All the services presented under sections 3.1 and 3.2 above are governed by a single Rulebook, the Cash, Derivatives & Fixed Income Clearing Rulebook.

3.4 CDSClear (the "**CDS Clearing Service**")⁷

- CDSClear offers its members and their clients clearing services on European and North –American Indices and Single Names constituents, through MarkitSERV, Bloomberg and Tradeweb trade sources :

³ <https://www.lch.com/services/equityclear/equityclear-sa/what-we-clear>

⁴ <https://www.lch.com/services/commodityclear/commodityclear-sa/what-we-clear>

⁵ <https://www.lch.com/services/repoclear/repoclear-sa/what-we-clear>

⁶ <https://www.lch.com/services/repoclear/euqcplus/what-we-clear>

⁷ <https://www.lch.com/services/cdsclear/what-we-clear>

- ITraxx Europe – Main, HiVol and CrossOver indices (3, 5, 7, 10-year tenors) – Senior Financials indices (5 and 10-year tenors) – from Series 6 onwards, Euro-denominated,
 - Single Names on the reference entities composing the eligible indices, 25/100/300/500 bp coupons (quarterly maturities up to 10-year tenors), 'Standard European Corporate' or 'Standard European Financial Corporate' transaction types, Euro-denominated,
 - CDX Investment-grade indices (3, 5, 7 and 10-year tenors) from Series 7 onwards, US dollar- denominated,
 - Single Names on the reference entities composing the eligible indices, excluding monoline insurers, 100/500 bp coupons (quarterly maturities up to 10-year tenors), 'Standard North American Corporate' transaction types, Senior debt, US dollar-denominated.
 - Options on CDS Index
- The CDSClear service is governed by a separate Rulebook entitled the CDS Clearing Rulebook.
- 3.5 LCH SA serves today around 113 clearing members ("**Clearing Members**") in 15 jurisdictions⁸, with around 73% of credit institutions and 27% of investment firms.
- 3.6 The rules governing membership in LCH SA and the clearing of transactions at LCH SA are governed by the clearing rulebooks, instructions/procedures (depending on the Product Line concerned), notices and, for CDSClear only, CDS Clearing Supplement and FCM Regulations of LCH SA ("**Clearing Rules**") which are available on the website⁹ at <https://www.lch.com/resources/rules-and-regulations>.
- 3.7 The capitalized terms that are not defined in this application are defined in the Clearing Rules.

4. Legal Ownership and Structure

- 4.1 LCH SA is majority-owned (88.9%) by LCH Group Holdings Limited ("**LCH Group**"), a limited company incorporated under the laws of England and Wales. The remaining shares (11.1%) are owned by Euronext N.V, a company incorporated under the laws of the Netherlands. The London Stock Exchange Group plc ("**LSEG**") acting through its wholly owned subsidiary London Stock Exchange (C) Limited ("**LSEC**") holds approximately 82.6 percent of the equity voting shares of LCH Group. The remaining equity shares are divided between users (14.1%) and brokers (3.3%).
- 4.2 European Market Infrastructure Regulation (EMIR) and Commission Delegated Regulation (EU) No. 153/2013 of 19 December 2012 supplementing EMIR with regard to regulatory technical standards on requirements for central counterparties ("**Reg 153/2013**") include the following provisions pertaining to CCP independence:
- Preamble, paragraph 61 of EMIR provides, "*A CCP should have robust governance arrangements, senior management of good repute and independent members of its board,*

⁸ Belgium, Danemark, Finland, France, Germany Ireland, Italy, Luxembourg, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, The Netherlands, United Kingdom, United State of America

⁹ LCH's web is at <https://www.lch.com>

irrespective of its ownership structure. At least one-third, and no less than two, members of its board should be independent. However, different governance arrangements and ownership structures may influence a CCP's willingness or ability to clear certain products. It is thus appropriate that the independent members of the board and the risk committee to be established by the CCP address any potential conflict of interests within a CCP. Clearing Members and clients need to be adequately represented as decisions taken by the CCP may have an impact on them."

- Article 3(4) of Reg. 153/2013 provides, "A CCP that is part of a group shall take into account any implications of the group for its own governance arrangements including whether it has the necessary level of independence to meet its regulatory obligations as a distinct legal person and whether its independence could be compromised by the group structure or by any board member also being a member of the board of other entities of the same group. In particular, such a CCP shall consider specific procedures for preventing and managing conflicts of interest including with respect to outsourcing arrangements."

4.3 LCH SA operates under robust, well-defined and transparent governance arrangements that provide an explicit responsibility and accountability structure. The LCH SA Board and its Committees have representation of both executive and non-executive individuals who are appropriately skilled personnel. They provide input on matters of importance in operating LCH Clearing Services. The LCH website publicly discloses the governance arrangements, including the ownership and organisational structure of LCH SA, composition of the Board and Board-level Committees and their terms of reference.

4.4 As stated above, LCH SA is a majority owned subsidiary of LCH Group. LCH Group and LCH SA have independent governance structures, including their own boards, board-level committees and executive-level committees.

4.5 The LCH SA Board is currently comprised of 12 individuals, including five (5) independent directors (one of whom is the Chairman), three (3) executive directors (including the CEO of LCH SA, the CEO of LCH Group Holdings Limited and the Chief Risk Officer of LCH Group, two (2) representatives of Clearing Members, one (1) director nominated by LSEG and one (1) director nominated by Euronext.

The LCH Group Board is currently comprised of 15 individuals, including the Chairman, the CEO, five (5) independent directors, five (5) representatives of Clearing Members, three (3) directors nominated by LSEG. The Board composition also allows for three (3) representatives of venues associated with or connected to an LCH Group shareholder. In the event that there is insufficient venue shareholders considered appropriate by LSEG such number of Independent Directors to achieve three Venue Directors can be recommended and approved by LSEG.

The biographies, qualifications and experience of the directors are publicly available at: <https://www.lch.com/about-us/structure-and-governance/board-directors-0>

5. Regulatory Status and Regulatory Framework

- 5.1 On May 22, 2014, LCH SA was granted authorization by the supervisory College of the *Autorité de contrôle prudentiel et de résolution* (ACPR) to perform clearing services pursuant to Articles 14 and 17 of EMIR which includes for each EU-based CCP a college of supervisors made up of relevant national regulators and ESMA.
- 5.2 EMIR sets out clearing and bilateral risk-management requirements for Exchange Traded and over-the-counter derivative contracts, reporting requirements for derivative contracts, and uniform requirements for the performance of activities of CCPs and trade repositories that provide services and activities in Member States of the European Union.
- 5.3 EMIR allocates responsibility for the supervision and oversight of CCPs to national competent authorities (the “**NCAs**”) of each Member State¹⁰. As a CCP, LCH SA is regulated by three NCAs: the *Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution* (“**ACPR**”), the *Banque de France* (“**BDF**”) and the *Autorité des Marchés Financiers* (“**AMF**”).
- 5.4 EMIR provides that a “*CCP wishing to extend its business to additional services or activities not covered by the initial authorisation shall submit a request for extension to the CCP’s competent authority. The offering of clearing services for which the CCP has not already been authorised shall be considered to be an extension of that authorisation. The extension of authorisation shall be made in accordance with the procedure set out under Article 17*” of EMIR¹¹. This procedure requires the NCAs to duly consider the opinion of the EMIR College reached in accordance with Article 19 of EMIR. According to Article 49 of EMIR, a CCP “*shall obtain their [i.e. its competent authority and ESMA] validation before adopting any significant change to the models and parameters*”. Moreover, any significant changes to adopted models and parameters shall be subject to an opinion of the EMIR College reached in accordance with Article 19. In accordance with the provisions of the General Regulation of the AMF applicable to clearinghouses, all changes in the Rule Book have to be also authorised by the AMF¹².
- 5.5 In addition to the requirements and obligations imposed on LCH SA as a CCP duly registered under EMIR, LCH SA is also subject to regulation as a credit institution under the French Monetary and Financial Code (“**COMOFI**”) and regulated by the ACPR. It is therefore subject to all the European banking legislation (CRR, COMOFI, CRD requirements etc.) and all applicable French regulations. LCH SA is indirectly supervised by the European Central Bank (“**ECB**”) as a lesser important financial institution.
- 5.6 LCH SA is subject to Basel III requirements on standalone basis. On 26 June 2013, the European parliament and council approved the Capital requirements Regulation and the Capital Requirements Directive, together known as “**CRD IV**”, which transposed the new global standards on Bank capital (the Basel III agreement) into EU law. CRD IV introduced a number of changes, including stricter definition of capital resources increased capital requirements, increased reporting obligations (COREP), and binding liquidity ratios.

¹⁰ Article 22 of EMIR

¹¹ Article 15 of EMIR

¹² Article 541-1 of General Regulation of the AMF (<https://www.amf-france.org/eli/fr/aai/amf/rg/20180608/notes/en.pdf>)

The Basel framework consists of three pillars:

- Pillar 1 defines the minimum capital requirements to cover credit, market and operational risks, the eligible capital instruments, and the rules for calculating RWA (Risk Weighted Assets).
- Pillar 2 states that the credit institutions and investment firms must have an internal capital adequacy assessment process (ICAAP) and that national competent authorities must evaluate each credit institution's and investment firm's overall risk profile as well as its risk management and internal control processes.
- Pillar 3 encourages market discipline through disclosure requirements that allow market participants to assess the risk and capital profile of credit institutions and investment firm banks.

From an EMIR perspective, LCH SA is subject to specific capital requirements as outlined in the commission delegated regulations (EU) No 152/2013.

Within the ICAAP, three different capital concepts are used to verify if LCH SA has sufficient capital to cover its current and future exposures:

- EMIR capital – regulatory capital requirement for CCPs is compared to EMIR available capital as outlined by EMIR.
- Economic Capital – EMIR capital requirement is adjusted so as to account for future risks or relevant risk for LCH SA which are not (fully) covered within the EMIR.
- Basel Capital requirement – see above

In order to remain consistent between the different capital concepts, LCH SA applies the same adjustments to the EMIR capital as included in pillar 2 for Basel. Furthermore, the pillar 2 capital also includes business risk requirement so as to fully align the exposures included in both sets of capital requirements.

- 5.7 On December 17, 2013, LCH SA became a registered derivatives clearing organization (“**DCO**”) with the U.S. Commodity Futures Trading Commission (the “**CFTC**”). LCH SA is thus subject to CFTC regulations and needs to comply with the CFTC’s DCO Core Principles. Currently, LCH SA is authorised by the CFTC to provide clearing services for broad-based index CDS to U.S. Clearing Members and their customers.
- 5.8 Since December 29, 2016 LCH SA is also a registered clearing agency with the US Securities and Exchange Commission (SEC) subject to all the requirements of the Securities Exchange Act of 1934 applicable to a registered clearing agency, including among other things, the rule filing requirements (except for the foreign business rule changes as described in the order granting the exemption from Section 19(b) of the Exchange Act) and Regulation Systems Compliance and Integrity Form SCI (“Regulation SCI). As a registered clearing agency that meets the definition of a “covered clearing agency”, LCH SA is also requested to provide and publish its assessment against the SEC Covered Clearing Agency Standards (“CCA Standards”).

5.9 On 15 May 2017, pursuant to the provisions of the Swiss Financial Market Infrastructure (FMIA), LCH SA was recognised as a foreign central counterparty by the Swiss Financial Market Supervisory Authority (FINMA).

6. LCH SA's Participants and Clearing models

6.1 A Clearing Member is a legal entity that fulfils the membership requirements such as, among others, having sufficient financial resources and operational capacity to meet the obligations arising from participation in LCH SA. Such Membership requirements are set out by LCH SA in title II of the CDS Clearing Rulebook and in Section 1 (Membership) of the CDS Clearing Procedures and in Title II of the Cash, Derivatives & Fixed Income Clearing Rulebook. As long as the relevant admission criteria are met by Québec participants, LCH SA will offer them all "clearing models" proposed by RepoClear and CDSClear, i.e. Individual Clearing Member (ICM) or General Clearing Members for Fixed Income Clearing Service and Select Member or General Member for CDSClear Clearing Service.

6.2 For Cash, Derivatives Business and Fixed Income business lines, Clearing Members must choose between Individual Clearing Member Status or General Clearing Member Status. An Individual Clearing Member is a Clearing Member authorised to clear Transactions dealt for its own account. A General Clearing Member, is a Clearing Member authorised to clear Transactions which have been dealt for its own account, or have been concluded for the account of its Clients. Different capital requirements apply for each status.

6.3 For CDSClear, a Clearing Member can be either a Credit Clearing Member (CCM) or a Futures Commission Merchant (FCM). The CCM status is applicable to entities incorporated outside the US or to entities within the US who only clear House trades. FCM status is granted and regulated by the CFTC and is mandatory for Clearing Members wishing to clear US Client trades. The CCM operates as a so-called "principal-to-principal" model. This means that LCH SA only looks the Clearing Member as a principal in respect of cleared transactions and corresponding margin (even where the relevant transactions are cleared for the account of a client). The FCM operates as a so-called "agency clearing model". This means that a Client of an FCM Clearing Member (an FCM Client) will be the direct contractual counterparty of LCH SA and all obligations of the customer towards LCH SA will be guaranteed by the relevant FCM Clearing Member.

6.4 CCMs can choose to be either a General Member or a Select Member.

- A General Member must contribute to the End of Day Price Contribution process on all CDS where it has open positions, and has an obligation to bid on any auction packages in case of Member default.
- A Select Member has to comply with all membership criteria applicable to General Members. End of Day Price Contribution is optional for Select Members. Upon becoming a Select Member, they must select which different product families they intend to clear. Bidding is mandatory for Select Members only on auction packages containing exclusively instruments from the Clearing Member's selected product families in case of Clearing Member default. Select Members can provide bids on other auction packages but have no obligation to do so. A Select Member may change its Product Family selection at any

time provided it no longer has open positions in the product family in question. There are 6 product families:

- EUR IG (e.g. iTraxx Main & Senior Financials & SN constituents)
- EUR HY (e.g. iTraxx Crossover & Single Name constituents)
- US IG (e.g. CDX.IG & US-Single Name Constituents)
- US HY (e.g. CDX HY & US-Single Name Constituents)
- EUR IG OPT (e.g. iTraxx Main Swaptions)
- EUR HY OPT (e.g. iTraxx Crossover Swaptions)

- 6.5 Clearing Members may clear their own trades as well as those executed on behalf of their Clients.
- 6.6 A Client is a legal entity that has entered into a client clearing agreement with a Clearing Member, thus allowing it to submit trades to its Clearing Member for clearing. Clients can have multiple Clearing Members.
- 6.7 Clients rely on documentation with their Clearing Members, which binds them to adhere to LCH SA Clearing Rules. Clients have no direct contractual relationship with LCH SA. Clients must also comply with a set of provisions listed as “Mandatory Clearing Provisions” in the Clearing Rules and which must be incorporated by reference into the agreement between the Clearing Member and its Client. LCH SA does not review these agreements between the Clearing Member and its Client(s). Nevertheless, the Clearing Members are contractually bound (through the Clearing Rules and CDS Clearing Rules) to insert the Mandatory Client Clearing Provisions in their agreements with their Client(s).

The “Mandatory Client Clearing Provisions” are listed:

- In Article 5.1.1.3 of the CDS Clearing Rule Book :
https://www.lch.com/system/files/media_root/CDSClear_Rule_Book_16.11.2018.pdf
- In Instruction II.2.3 for RepoClear:
https://www.lch.com/system/files/media_root/II.2-3%20VA%202013-12-12.pdf

- 6.8 The LCH website¹³ includes further details of the general criteria that must be met to gain the Clearing Member status and the supplementary criteria for CDSClear participants.

7. Account Arrangements and Segregation

- 7.1 Under Article 39(2) and Article 39(3), respectively, of EMIR, a CCP is required to offer the choice between omnibus client segregation and individual client segregation.

✓ There are two broad types of accounts reflecting this EMIR segregation requirement:

¹³ <https://www.lch.com/membership/sa-membership/membership-sa-legal-and-regulatory-requirements>

- (a) the accounts which apply the omnibus client segregation as set out in paragraph 7.3 below (each an "**Omnibus Segregated Account**" or "**OSA**"); and
- (b) the accounts which apply the individual client segregation as set out in paragraph 7.4 below (each an "**Individual Segregated Account**" or "**ISA**").
- (c) In addition to offering OSAs and ISAs, LCH SA CDS Clear also offers to FCM Clearing Members a type of account that complies with the CFTC regulations – "LSOC Account" (the acronym LSOC meaning "Legally Segregated, Operationally Commingled" accounts).

ISAs, OSAs and LSOC Accounts are subject to the same following segregation requirement: client positions and assets are separated from proprietary/house positions and assets and the boundary demarcating what is segregated is at the account level. Hence, positions and assets are pooled within the relevant account but ring-fenced from those held in any other account with the CCP.

However, ISAs, OSAs and LSOC Accounts are subject to different segregation arrangements as between Clients and depending to the Product Lines. Please refer to LCH website¹⁴ for more details in respect of the segregation arrangements.

✓ Segregation arrangements between Clients or Indirect Clients in respect of OSAs:

Omnibus client segregation involves a demarcation between, on the one hand, a Clearing Member's proprietary positions and assets and, on the other hand, the positions and the assets held by the Clearing Member for the account of its Clients. Multiple Clients, or indirect clients to whom Clients are providing clearing services (each an "Indirect Client"), can be grouped together in an OSA with the CCP and there is a mutualisation of losses and a pooling of risk:

- (a) in terms of exposures relating to positions, between the Clients or Indirect Clients sharing: (i) the same Net Omnibus Segregated Account Structure¹⁵; or (ii) the same Margin Account in a Gross Omnibus Segregated Account Structure; and
- (b) in terms of exposures relating to the application of assets covering the positions, between the Clients or Indirect Clients sharing that OSA.

✓ Segregation arrangements between Clients in respect of ISAs:

In contrast to omnibus client segregation, individual client segregation involves a demarcation between the positions and assets held by a Clearing Member for the account of one Client from the positions and the assets held for the account of other Clients and from the Clearing Member's own positions and assets. Therefore, individual client segregation is offered on a Client per Client basis – no individually segregated Client is exposed to, or has its assets applied in respect of, the positions of any other Client or of the Clearing Member.

¹⁴ https://www.lch.com/system/files/media_root/lch%20sa%20statement-%20article%2039%287%29%2001%2003%202018_0.pdf

¹⁵ In line with regulation NI 94-102 Net Omnibus Segregated account structures will not be offered to Canadian clients for CDS Clear.

✓ Segregation arrangements as between Clients in respect of LSOC Accounts:

Under the LSOC Account model, the FCM is required to identify the positions of its clients and to treat the post-haircut value of collateral required in respect of contracts entered into on behalf of a client as belonging to such client. Furthermore, the FCM is not permitted to use such value to margin, guarantee or secure the obligations of the FCM or of any other client. The LSOC Account model does however permit LCH SA to hold the collateral of all clients in an operationally commingled account (hence the description "legally segregated, operationally commingled").

Under this model, the initial margin requirements for client contracts are calculated gross. In addition, the value of collateral delivered in respect of initial margin requirements in respect of a client can only be used to cover losses relating to that client's positions and is therefore not subject to "fellow customer risk". However, in contrast to the ISA model, the LSOC Account operates on a post-haircut value basis rather than assigning specific collateral assets to a specific client. Accordingly, under the LSOC Account model collateral assets delivered by the FCM to LCH SA in respect of client positions are not attributed to particular clients.

7.2 Service specific segregation:

Where Clearing Members benefit from Cash and Derivatives Clearing Service and/or Fixed Income Clearing Service and the CDS Clearing Service (together, the "**Product Lines**"), the account arrangements within LCH SA provide for further division between accounts along product lines, meaning that omnibus client segregation and individual client segregation is offered to Clearing Members on behalf of their Clients on a per Product Line basis. Hence, a Clearing Member might have a particular combination of one or more OSAs and/or one or more ISAs in respect of one Service and a different combination of Client accounts in respect of another Service.

The balance of OSAs and ISAs held by a Clearing Member in respect of a particular Service will, in part, be driven by characteristics of the Service itself. In addition, the profile of the Clearing Member, the nature and volume of Clients and, most importantly, the level of segregation required by those Clients will also be key factors.

In respect of the CDS Clearing Service for FCM Clearing Members, each FCM Clearing Member will hold only one LSOC Account (referred to as the "FCM Client Account Structure" in the CDS Rule Book).

7.3 Omnibus Segregated Account Structure (OSAs)

(a) Types of OSAs

LCH SA offers two different types of OSAs (which may be used by a Clearing Member in isolation or in any combination) with different levels of mutualisation of risk:

- the Net Omnibus Segregated Account Structure (the "**NOSA**");

A NOSA consists in calculating and recording the Clients' margin requirements on a net basis, and commingling the corresponding collateral, in respect of all the Clients belonging to the same NOSA.

A NOSA may also be opened in respect of several Clients of a Clearing Member for their own clients (i.e Indirect Clients); as a result, the positions and assets of Indirect Clients of

several Clients are recorded in a same NOSA, it being specified that the identity of the Clients or Indirect Clients is not required to be known by LCH SA. This type of account's segregation is offered in accordance with EU Regulation No 600/2014 of 14 May 2014 on markets in financial instruments and amending Regulation (EU) No 648/2012 and any delegated act or any regulatory technical standards or implementing standards made thereunder ("MiFIR").

- the Gross Omnibus Segregated Account Structure (the "GOSA").

Within the GOSA structure, CDSClear offers two substructures with different types de segregation:

- Value seg GOSA, for which the clients each have segregated margin accounts which consists in calculating the Clients' margin requirements on a gross basis, and commingling the corresponding collateral in respect of all Clients belonging to the same GOSA
- Value omni GOSA, for which the clients have a single segregated margin account, which consists in calculating the Clients' margin requirements on a net basis. The corresponding collateral is commingled with that of all Clients belonging to the same GOSA

A GOSA may also be opened in respect of a single Client for its own clients (i.e. Indirect Clients) provided that this Client shall be known by LCH SA. This type of account segregation is offered in accordance with MiFIR.

The GOSA structure applies to the CDSClear Product Line only.

(b) Calculation of margin requirements

In respect of a NOSA

LCH SA calculates the margin requirements related to the positions recorded in the relevant NOSA on a net basis and calls the Clearing Member for a single amount of collateral in respect of all Clients, or Indirect Clients of several Clients, belonging to such NOSA. Collateral received by LCH SA will be recorded in the relevant NOSA held for the account of the relevant Clients, or Indirect Clients, collectively and without attribution of specific collateral assets to specific Clients/Indirect Clients.

In respect of a GOSA

- Within a GOSA the value seg offers the following:

LCH SA calculates the margin requirements in respect of the positions recorded in the relevant GOSA on a gross basis and calls the Clearing Member for an amount of collateral in respect of the positions of single Client, or Indirect Clients of a single Client, belonging to the same Margin Account within the GOSA. This means that there is no mutualisation of loss and no pooling of risk between an individual Client/ Indirect Client and/or groups of Clients/Indirect Clients recorded in different Margin Accounts.

- Within a GOSA the Value omni offers the following:

A group of Clients (or Indirect Clients of a single Client) is treated as a unit and therefore are not segregated on a per-Client/Indirect Client basis. This means that there may be a mutualisation of loss and pooling of risk between Clients/Indirect Clients recorded in the same Margin Account of a Value omni GOSA.

Assets received as collateral by LCH SA in respect of a GOSA will be commingled, i.e. without attribution of specific assets to specific Clients/ Indirect Clients.

Default and Porting

The Clients/Indirect Clients may face losses following a default of their Clearing Member. In these circumstances, LCH SA would, in an exercise of its powers under the Rule Books and upon request from the relevant Client(s), seek to port the positions and associated collateral (or, as the case may be, a cash value of such collateral) recorded in the relevant accounts to a backup Clearing Member. The purpose of porting is to enable LCH SA, upon a Clearing Member's default, to transfer Clients/ Indirect Clients' positions and associated collateral to a backup Clearing Member. By this process, there is continuity in the provision of client clearing services to the relevant Clients/ Indirect Clients and the Clients/ Indirect Clients' positions and associated collateral are not affected by the insolvency proceedings opened against the defaulting Clearing Member.

Porting will only be successful if:

- in respect of a NOSA: all of the Clients comprising the NOSA consent to the porting and nominate the same backup Clearing Member, provided that they are all known Clients. For a NOSA opened for the account of Indirect Clients, the positions of Indirect Clients will be transferred as a whole together with any associated collateral, or proceeds from liquidation, to one single alternate Clearing Member, provided that LCH SA has received a formal request to proceed with such transfer to the same alternate Clearing Member from all the Clients whose clients are represented within the NOSA and provided that they are all Known Clients. By exception, in respect of the CDS Clearing Service, porting is not available for a NOSA opened for Clients providing clearing services to Indirect Clients;
- in respect of a GOSA: all Clients sharing the same Margin Account (one client in the case of Value Seg GOSA, several clients in the case of Value Omni) consent to the porting and nominate the same backup Clearing Member, provided that they are all known Clients.

For a GOSA opened for the account of Indirect Clients of a single Client, the positions of Indirect Clients will be transferred as a whole together with any associated collateral, or proceeds from liquidation, to one single alternate Clearing Member, provided that LCH SA has received a formal request to proceed with such transfer to the same alternate Clearing Member from the Client who shall be a known Client.

In every such case, however, porting will only be possible where each backup Clearing Member accepts the positions to be ported to it. Porting will only occur in circumstances where (at the time of porting) the identity(ies) of the Client(s) for the benefit of which the OSA is opened is/are formally recorded by LCH SA in accordance

to its procedures, and where LCH SA has formally received a porting request from such Clients in the manner and form as prescribed by LCH SA.

If the relevant Clients have not designated a back-up Clearing Member prior to the default of their primary Clearing Member, then porting is less likely to occur.

If porting occurs, the segregation arrangements and levels of protection associated with the original OSA with the defaulting Clearing Member will be replicated in an OSA with the backup Clearing Member.

If porting is not desired or cannot be achieved, LCH SA will liquidate the relevant Clients/ Indirect Clients' positions and associated collateral held in the OSA and calculate a residual amount attributable to each Client/ Indirect Clients after liquidation (a "**Client Clearing Entitlement**"). The Client Clearing Entitlement represents the Client/Indirect Client's entitlement to amounts due in respect of the liquidation values of the positions and associated collateral, after deducting certain amounts including in particular the costs of hedging of the relevant positions, and (i) in the case of a NOSA, any amounts due to LCH SA in respect of other positions held for the account of other Clients/Indirect Clients in the same NOSA; or (ii) in the case of a GOSA, of each group of Clients sharing the same Margin Account, any amounts due to LCH SA in respect of other positions held on behalf of other Clients in the same group, pro-rated in both such cases between the relevant Clients. Here again, the Clients would face mutualised losses in respect of the liquidation values of the positions and the application of the collateral to such positions.

LCH SA would return Client Clearing Entitlements directly to the relevant Clients, if such Clients are known to it. Otherwise, Client Clearing Entitlements will be returned to the defaulting Clearing Member's insolvency officer for the account of the relevant Clients.

7.4 Individual Segregated Account structure (ISAs)

In contrast to the segregation arrangements described above in relation to OSAs, an ISA structure holds the positions entered into, and the associated collateral delivered by, a Clearing Member in respect of an individual Client. Hence, there is no mutualisation of risk or pooling of collateral between different Clients of the same Clearing Member.

(a) Calculation of margins requirements

LCH SA will calculate the margin requirements in respect of all of the positions recorded in the relevant ISA and call for margins from the Clearing Member accordingly. Collateral received by the Clearing Member will be recorded as being held in the relevant ISA for the account of the relevant Client. By virtue of these arrangements, an individually segregated Client is not exposed to fluctuations in the value of others' positions or losses on those positions upon the default of a Clearing Member. In addition, the specific items of collateral originally provided by the Client to the Clearing Member are attributed to it within LCH SA and will not be applied to cover exposures on positions held by the Clearing Member on a proprietary basis or for the account of other Clients.

(b) Default and porting

Upon the default of a Clearing Member, LCH SA would seek to port the positions and the associated collateral (or, as the case may be, a cash value in respect of such collateral)

recorded in the relevant ISA to a backup Clearing Member. Such a porting will only be successful if the backup Clearing Member accepts such a porting.

If porting is not desired by a Client or cannot be achieved, LCH SA will liquidate the Client's positions and associated collateral and calculate the Client Clearing Entitlement related to the relevant ISA. As part of the calculation, deductions are made for losses associated with the Client's positions and the costs of hedging those positions.

LCH SA would return Client Clearing Entitlements directly to the relevant Clients, if such Clients are known to it. Otherwise, Client Clearing Entitlements will be returned to the defaulting Clearing Member's insolvency officer for the account of the relevant Clients.

7.5 LSOC Account in the CDS Clearing Service

The LSOC Account model relies on the maintenance of accounts at both LCH SA level (referred to as the "FCM Client Account Structure" in the CDS Clearing Rule Book) and at a "Permitted Depository" (i.e. a depository which is permitted to hold client collateral pursuant to CFTC Regulations). The purpose and functions of these accounts are summarised below.

(a) The FCM Client Account Structure

In respect of each FCM Clearing Member joining the CDS Clearing Service, LCH SA opens an FCM Client Account Structure which is made up of book-entry accounts that record the positions and associated collateral attributable to each Client.

The CDS Clearing Service for FCM Clearing Members has been set up to comply with the CFTC regulatory requirements regarding the "Without Excess Model". Under the "Without Excess Model", there is no ability to hold or attribute a collateral value in excess of the margin requirement in respect of the positions recorded to a Margin Account of an individual Client. Accordingly, the value of collateral attributable to the relevant Margin Account will be the amount required to meet the margin obligations in respect of the positions recorded to an account. Any collateral value in excess of the required margin value will be recorded in an FCM Unallocated Client Collateral Financial Account prior to the Morning Call held for the benefit of all the Clients in the FCM Client Account Structure. Therefore, an FCM Clearing Member may hold excess collateral related to Client Accounts on an intraday basis.

(b) Account opened at the Permitted Depository

LCH SA is required to segregate (deposit) all collateral provided in respect of Clients' positions and all monies accruing in respect of such positions in an account maintained with a Permitted Depository.

The collateral deposited in such accounts will represent collateral delivered by all FCM Clearing Members on behalf of their Clients and are held on a commingled basis. However, the value of such collateral attributable to an individual Client will be indicated in the relevant FCM Client Financial Account held on behalf of the relevant client.

(c) Default and porting

Upon the default of an FCM Clearing Member, it is intended that, in respect of each Client, LCH SA will either transfer (i) the Client's positions, accompanied with the associated collateral, to another solvent FCM Clearing Member or (ii) liquidate the

Client's positions and return the proceeds for the account of the Client or, if not possible, to the insolvent FCM's bankruptcy trustee.

The porting of positions and, where applicable, collateral and the return of proceeds of liquidated FCM positions directly to a Client is heavily regulated in the United States. Accordingly, the requirements of the US regulatory requirements and applicable bankruptcy laws constrain and limit the actions LCH SA can take.

- 7.6 For CDSClear, only ISAs, Value seg GOSA and LSOC structures will be offered to Québec based clients. The Net Omnibus Segregated Account structures and Value omni GOSA will not be available to Québec participants in line with Notional Instruments 94-102 Customer Clearing and Customer Collateral and positions (NI 94-102) Part 5 Section 28.

8. Overview on Margining, Default Fund and Waterfall

8.1 Margin

LCH SA is collecting collateral from its Clearing Members several times a day, so as to always have enough collateral to cover potential losses that the Clearing Members' portfolios could suffer in a predefined period which varies from one service to another with a 99.7% confidence. For RepoClear this period is 3 business days, for CDSClear this period is 5 business days and 7 business days for clients.

Each clearing service (CDSClear, Repoclear, CommodityClear, EquityClear) operates on its own, with independent collateral calls, and no cross-margining between asset classes.

The first kind of margins called are variation margin and associated product cash payments, which ensure that any price move between inception of the trade and the current day are collateralised. Marking the portfolios to market everyday ensures that no risk comes from past observed changes.

The second kind is looking at future potential losses. For this, a range of margins are calculated, each covering a specific risk. For example, CDSClear would call a spread margin calculated as an historical expected shortfall to cover the credit spread risk, a short charge to cover the jump-to-default risk, a liquidity charge to cover the liquidity risk, and so on.

8.2 Default Fund

Across LCH SA, Mutualised Default Funds are calibrated monthly and tested daily to be sufficient to withstand the default of the two Clearing Members (at group level) giving rise to the largest losses calculated under scenarios of extreme conditions. Default Funds have a floor and a cap to ensure minimum levels of protection and avoid over-mutualisation.

Each Product Line and €GC+ have their own Default Fund segregated from the other asset classes. The principles of calibrations are the same and no offsets are allowed between credit derivatives and other asset classes.

Clearing Member contributions are subject to a minimum amount and re-calibrated monthly in proportion to the risk they introduce.

8.3 Waterfall

All Clearing Members of LCH SA are bound by the Clearing Rules. If a Clearing Member defaults, then the Clearing Rules establish a waterfall to allocate the losses arising from the default. They are allocated in the following order:

- a) Defaulter's margins
- b) Defaulter's contribution to all LCH SA Default Funds
- c) At minimum, a pro rata allocation of LCH SA's capital calculated, in accordance with Article 35 of Commission Delegated Regulation (EU) No 153/2013 RTS supplementing EMIR
- d) Non-defaulters' funded contributions to the relevant default fund that covers the service(s) in which the defaulter has caused losses
- e) A Refill/Assessment of the defaulting clearing from each non-defaulter equal to the non-defaulter's funded contribution to the default fund(s) in which the defaulter has caused losses. For EquityClear/CommodityClear, €GCPlus and Repoclear, only one Refill may be called per default, and no more than three Refill contributions can be called in a six-month period. For CDSClear, LCH SA can only call one assessment independently of the number of defaults during the post-default period (25 business days after issuance of notice)
- f) Service continuity is either a daily loss allocation to non-defaulters based on cumulative gains, or a daily allocation of losses pro rata the default fund contributions. Service continuity contributions are subject to a cap depending on the relevant service
- g) Finally, if service continuity contributions are not sufficient, LCH may invite non-defaulting Clearing Members to make voluntary contributions for service continuity.

If there are further losses, not covered by the previous phases of the waterfall, LCH SA will start the service closure phase where it will close out open contracts of the affected service and allocate any shortfall across those Clearing Members active on this segment. The process outlined above applies to both a single default and the default of multiple Clearing Members.

LCH SA has four default funds and waterfalls in place for its markets (Exchange traded market, CDSClear, Repoclear and €GCPlus).

Following the completion of the default management process, the relevant default fund enters a 30 calendar day "cooling off period". During the cooling off period, each default fund may be refilled to the level of its floor, except for CDS market where the assessment is strictly limited to one-time default fund contribution during the post default period of 25 business days.

If the default fund during this time is not sufficient to cover the relevant risks, Default Fund Additional Margin (DFAM) is called to ensure that the waterfall is fully funded and meets the cover 2 standard. At the end of the cooling off period, the relevant default fund is subject to a full recalculation and it is funded up to its recalculated level.

At all times, each non-defaulting Clearing Member is appropriately margined and a non-defaulter's margin is not used for default management.

9. Participation in LCH SA by Entities in Québec

- 9.1 LCH SA anticipates that credit institutions and investment firms who are residents in Québec may be interested in participating in LCH SA Clearing activities (RepoClear and/or CDSClear). Several banks have already expressed their interest in becoming Clearing Members of LCH SA.

It is possible there could be further, other unanticipated interest.

- 9.2 LCH SA plans to offer non-significant clearing activities to Ontario and Québec market participants for LCH SA Fixed Income Clearing Service and CDS Clearing service as described above. This includes offer to clients accessing the service through Québec members and members from other jurisdictions.

For the sake of clarity, LCH SA does not plan to offer Cash and Derivatives Clearing Service to Québec participants.

- 9.3 LCH SA does not have any office or other physical establishment in Québec or in any other Canadian province or territory. LCH SA would provide its services to Québec participants without establishing an office or having a physical presence in Québec or elsewhere in Canada.

10. Criteria for Exemption from Recognition as a Foreign Clearing Agency

- 10.1 Section 2.1 of Regulation 24-102 requires a foreign clearing agency to provide the following Information in its application for exemption from recognition as a clearing agency:

- (a) Its most recently completed disclosure document substantially in the form of *Annex A: FMI disclosure template* of the December 2012 report *Principles for financial market infrastructures: Disclosure framework and Assessment methodology* published by the Committee on Payments and Market Infrastructures and the International Organization of Securities Commissions (“PFMI”), together with disclosure about any material change to the information in the PFMI or concerning any information in the PFMI having become materially inaccurate for any reason.
- (b) Sufficient information to demonstrate that it is in compliance with the regulatory regime of the jurisdiction in which its head office or principal place of business is located.
- (c) Any additional relevant information sufficient to demonstrate that it is in the public interest for the securities regulatory authority to exempt the applicant. According to section 2.1 of the Policy Statement to Regulation 24-102, this additional information is a detailed description of the regulatory regime of the clearing agency’s home jurisdiction and the requirements imposed on the clearing agency, including how such requirements are similar to the requirements in Parts 3 and 4 of Regulation 24-102.

- 10.2 LCH SA’s most recent assessment against the PFMI, prepared as of 13 August 2018 was reviewed and validated by LCH SA Executive Risk Committee (“ERCo”) on 16 August 2018 and LCH SA Local Management Committee (“LMC”) on 4 September 2018.

This assessment is attached as **Appendix A** and will be available on LCH website

- 10.3 A publicly available list of CCPs authorized under EMIR, which includes LCH SA, is available at: https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/ccps_authorized_under_emir.pdf

11. Requirements set out in Part 4 of Regulation 24-102

Each requirement in Part 4 of Regulation 24-102 is set out below in italics, followed by a description of how the requirement is met by EMIR and Reg 153/2013, as applicable, and LCH SA's compliance with EMIR and Reg 153/2013, as applicable.

Division 1 – Governance

11.1 Board of directors (section 4.1 of Regulation 24-102)

- (1) *A recognized clearing agency must have a board of directors.*
- (2) *The board of directors must include appropriate representation by individuals who are*
 - (a) *independent of the clearing agency, and*
 - (b) *not employees or executive officers of a participant or their immediate family members.*
- (3) *For the purposes of paragraph (2) (a), an individual is independent of a clearing agency if he or she has no direct or indirect material relationship with the clearing agency.*
- (4) *For the purposes of subsection (3), a "material relationship" is a relationship that could, in the view of the clearing agency's board of directors, be reasonably expected to interfere with the exercise of a member's independent judgment.*

Satisfaction by EMIR

- 11.2 Article 27(1) of EMIR provides that “the senior management of a CCP shall be of sufficiently good repute and shall have sufficient experience so as to ensure the sound and prudent management of the CCP.”
- 11.3 Article 27(2) of EMIR requires that “at least one third, but no less than two, of the members of that board shall be independent [and] the compensation of the independent and other nonexecutive members of the board shall not be linked to the business performance of the CCP.”
- 11.4 Article 27(3) provides that “a CCP shall clearly determine the roles and responsibilities of the board and shall make the minutes of the board meetings available to the competent authority and auditors.”
- 11.5 Article 2(27) of EMIR defines “board” as an “administrative or supervisory board, or both.” Article 3(5) of Reg 153/2013 further elaborates that the responsibilities of the “board” are allocated to the supervisory board and the executive board, as appropriate.
- 11.6 Article 2(28) of EMIR provides that “‘independent member’ of the board means a member of the board who has no business, family or other relationship that raises a conflict of interests regarding the CCP concerned or its controlling shareholders, its management or its clearing members, and who has had no such relationship during the five years preceding his membership of the board.”
- 11.7 Article 7(5) of Reg 153/2013 further requires the governance arrangements, by which the board and senior management of a CCP operate, must include processes to identify, address

and manage potential conflicts of interest of members of the board and senior management. Article 5(4) of Reg 153/2013 states: “a CCP shall identify and analyse potential conflicts of law issues and develop rules and procedures to mitigate legal risk resulting from such issues. If necessary, independent legal opinions shall be sought by the CCP for the purpose of this analysis.”

11.8 EBA and ESMA guidelines on suitability assessment for management body members and key function holders states in chapter 9.3 paragraph 91:

“In the following situations it is presumed that a member of a CRD-institution’s management body in its supervisory function is regarded as not ‘being independent’:

- a. the member has or has had a mandate as a member of the management body in its management function within an institution within the scope of prudential consolidation, unless he or she has not occupied such a position for the previous 5 years;
- b. the member is a controlling shareholder of the CRD-institution, being determined by reference to the cases mentioned in Article 22(1) of Directive 2013/34/EU , or represents the interest of a controlling shareholder, including where the owner is a Member State or other public body;
- c. the member has a material financial or business relationship with the CRD-institution,
- d. the member is an employee of, or is otherwise associated with a controlling shareholder of the CRD-institution;
- e. the member is employed by any entity within the scope of consolidation, except when both of the following conditions are met:
 - i. the member does not belong to the institutions highest hierarchical level, which is directly accountable to the management body;
 - ii. the member has been elected to the supervisory function in the context of a system of employees’ representation and national law provides for adequate protection against abusive dismissal and other forms of unfair treatment;
- f. the member has previously been employed in a position at the highest hierarchical level in the CRD-institution or another entity within its scope of prudential consolidation, being directly accountable only to the management body, and there has not been a period of at least 3 years, between ceasing such employment and serving on the management body;
- g. the member has been, within a period of 3 years, a principal of a material professional adviser, an external auditor or a material consultant to the CRD-institution or another entity within the scope of prudential consolidation, or otherwise an employee materially associated with the service provided;
- h. the member is or has been, within the last year, a material supplier or material customer of the CRD-institution or another entity within the scope of prudential consolidation or had another material business relationship, or is a senior officer of or

is otherwise associated directly or indirectly with a material supplier, customer or commercial entity that has a material business relationship;

i. the member receives in addition to remuneration for his or her role and remuneration for employment in line with point (c) significant fees or other benefits from the CRD-institution or another entity within its scope of prudential consolidation;

j. the member served as member of the management body within the entity for 12 consecutive years or longer;

k. the member is a close family member of a member of the management body in the management function of the CRD-institution or another entity in the scope of prudential consolidation or a person in a situation referred to under points (a) to (h)."

Compliance by LCH SA

11.9 LCH SA Board of Directors ("Board")

The LCH SA Board is comprised of twelve(12) individuals, including five (5) independent non-executive directors ("**INED**") (one of whom is the Chairman), three (3) executive directors (including the CEO of LCH SA, the CEO of LCH Group Holdings Limited and the Chief Risk Officer of LCH Group Holdings Limited), two (2) representatives of Clearing Members, one (1) director nominated by LSEG and one (1) director nominated by Euronext. The Board meets on average, six times per year and at least once per annum as well as on an ad-hoc basis as required. The LCH SA Chief Executive Officer ("**CEO**") is responsible for the management of LCH SA and may make decisions on all matters affecting the operation, performance and strategy of LCH SA, with the exception of matters reserved specifically for the LCH Board. The LCH SA CEO reports directly to the LCH SA Board.

The Board determines the business strategy of LCH SA and oversees its implementation.

The Board is responsible for the overall management of LCH SA, deals with all questions concerning the smooth course of LCH SA's business and passes resolutions to settle all matters that concern it, subject to the powers that the laws and regulations expressly reserve to general meetings of shareholders and to the executive management, namely the CEO and the chairman of the Board, and within the limits of the LCH SA's corporate purpose.

The roles and responsibilities of the LCH SA Board are set out in LCH SA's Article of Association and the Terms of Reference ("**Réglement Intérieur**") of the Board¹⁶.

The composition of the LCH SA Board and that of its sub-committees should to be balanced and in line with the needs of LCH SA in terms of the skills and experience and reflect applicable regulatory requirements. The Board must take appropriate measures to ensure that the directors meet all appropriate fitness standards under applicable law and that their duties are carried out with the necessary level of independence, integrity and objectivity. For this

¹⁶ *Terms of Reference of the Board are available at:*

<https://www.lch.com/sites/default/files/media/files/LCH%20SA%20-%20Terms%20of%20Reference%20of%20the%20Board.pdf>

purpose, each new member of the Board is required to sign a fitness certification, including a non-conviction statement.

The names and titles of the members of the LCH SA Board are listed below:

Full name:	Lex Hoogduin
Title:	LCH SA Chairman, INED
Full name:	Daniel Maguire
Title:	Group Chief Executive Officer, LCH Group
Full name:	Shona Milne
Title:	INED
Full name:	Marc Breillout
Title:	INED
Full name:	Ron Berndsen
Title:	INED
Full name:	Anthony Attia
Title:	CEO Euronext SA
Full name:	Diane Côté
Title:	LSEG Group Chief Risk Officer
Full name:	Christophe Hémon
Title:	CEO LCH SA
Full name:	Catherine Lubochinsky
Title:	INED
Full name:	Dennis McLaughlin
Title:	Chief Risk Officer, LCH Group/Ltd
Full name:	Eric Litvack
Title:	Head of Regulatory Strategy – Société Générale
Full name:	Jeroen Krens
Title:	Managing Director Fixed Income – HSBC

The LCH SA company secretary is Simon Tutton.

The biographies, qualifications and experience of the directors are publicly available at:
<http://www.lch.com/about-us/governance/board-of-directors>

11.10 Key LCH SA executive-level committees include:

- The LCH SA LMC advises and supports the LCH SA CEO on all key management matters of LCH SA. The LMC is charged under the authority of the LCH SA CEO to: provide advice to the LCH SA CEO in order to enable him to fulfil his duties and responsibilities; investigate or cause to be investigated, any activity within its terms of reference; seek any information that it required from any employee of LCH SA and require all employees in LCH SA to co-operate with any request made by the Committee; provide, where and as relevant, guidelines, advice, feedback, information and review to all LCH SA and Group committees; delegate any duties as appropriate.
- The LCH SA ERCo, is responsible for the management, monitoring and oversight of all material risks faced by the CCP. The LCH SA ERCo is an advisory committee to the LCH SA Chief Risk Officer. The LCH SA ERCo is accountable to the Risk Committee of the Board of LCH SA. The LCH SA CRO updates the LCH SA LMC on the activities of the LCH SA ERCo as appropriate.

11.11 The Heads of each Product Line have a LCH-specific reporting line to the LCH SA CEO. The LCH SA CEO makes final decisions as to the operation of any service within LCH SA.

11.12 **Documented procedures regarding risk spill-overs** (section 4.2 of Regulation 24-102)

The board of directors and management of a recognized clearing agency must have documented procedures to manage possible risk spill over where the clearing agency provides services with a different risk profile than its depository, clearing and settlement services.

11.13 This provision is not applicable because LCH SA only provides clearing services and does not provide services with a different risk profile than its clearing services.

11.14 **Chief Risk Officer and Chief Compliance Officer** (section 4.3 of Regulation 24-102)

(1) A recognized clearing agency must designate a chief risk officer and a chief compliance officer, who must report directly to the board of directors or, if determined by the board of directors, to the chief executive officer of the clearing agency.

(2) The chief risk officer must

(a) have full responsibility and authority to maintain, implement and enforce the risk management framework established by the clearing agency,

(b) make recommendations to the clearing agency's board of directors regarding the clearing agency's risk management framework,

(c) monitor the effectiveness of the clearing agency's risk management framework, and

(c) report to the clearing agency's board of directors on a timely basis upon becoming aware of any significant deficiency with the risk management framework.

(3) *The chief compliance officer must*

(a) establish, implement, maintain and enforce written policies and procedures to identify and resolve conflicts of interest and ensure that the clearing agency complies with securities legislation,

(b) monitor compliance with the policies and procedures described in paragraph (a),

(c) report to the board of directors of the clearing agency as soon as practicable upon becoming aware of any circumstance indicating that the clearing agency, or any individual acting on its behalf, is not in compliance with securities legislation and one or more of the following apply:

(i) the non-compliance creates a risk of harm to a participant,

(ii) the non-compliance creates a risk of harm to the broader financial system,

(iii) the non-compliance is part of a pattern of non-compliance, or

(iv) the non-compliance may have an impact on the ability of the clearing agency to carry on business in compliance with securities legislation,

(d) prepare and certify an annual report assessing compliance by the clearing agency, and individuals acting on its behalf, with securities legislation and submit the report to the board of directors,

(e) report to the clearing agency's board of directors as soon as practicable upon becoming aware of a conflict of interest that creates a risk of harm to a participant or to the capital markets, and

(f) concurrently with submitting a report under paragraphs (c), (d) or (e), file a copy of such report with the securities regulatory authority.

Satisfaction by EMIR

11.15 Article 26(4) of EMIR provides that “a CCP shall maintain a clear separation between the reporting lines for risk management and those for the other operations of the CCP.”

11.16 Article 33 of EMIR provides that “a CCP shall maintain and operate effective written organizational and administrative arrangements to identify and manage any potential conflicts of interest between itself, including its managers, employees, or any person with direct or indirect control or close links, and its clearing members or their clients known to the CCP. It shall maintain and implement adequate procedures aiming at resolving possible conflicts of interest.”

11.17 Article 3(3) of Reg 153/2013 requires a CCP to ensure that the functions of the chief risk officer (“CRO”) and chief compliance officer (“CCO”) are carried out by different individuals, who must be employees of the CCP entrusted with the exclusive responsibility of performing these functions.

- 11.18 Pursuant to Article 4(6) of Reg 153/2013, the chief risk officer is required to implement the risk management framework including the policies and procedures established by the board. Article 7(6) of Reg 153/2013 requires the chief risk officer to report to the board either directly or through the chair of the risk committee.
- 11.19 Pursuant to Article 6(2) of Reg 153/2013, the responsibilities of a CCP's CCO include the following:
- (a) monitoring and, on a regular basis, assessing the adequacy and effectiveness of the measures put in place to identify and analyze potential conflicts of law issues and to develop rules and procedures to mitigate legal risk resulting from such issues, as well as the actions taken to address any deficiencies in the CCP's compliance with its obligations;
 - (b) administering the compliance policies and procedures established by senior management and the board;
 - (c) advising and assisting the persons responsible for carrying out the CCP services and activities to comply with the CCP's obligations under EMIR and Reg 153/2013;
 - (d) reporting regularly to the board on compliance by the CCP and its employees with EMIR and Reg 153/2013;
 - (e) establishing procedures for the effective remediation of instances of non-compliance; and
 - (f) ensuring that the relevant persons involved in the compliance function are not involved in the performance of the services or activities they monitor and that any conflicts of interest of such persons are properly identified and eliminated.

Article 7(6) of Reg 153/2013 requires the CCO to report directly to the board.

- 11.20 The ESMA guidelines on conflict of interest explicating Article 33 of EMIR states in Chapter 5.4.3 paragraph 57 and 58 that:
- The Chief Compliance Officer, or the person or body defined pursuant to paragraph 52, should report to the board the conflicts of interest that have occurred and any mitigating measures which have been decided on an annual basis.
 - In case of breach of the conflict of interest policy, CCPs should report any material breach to the NCA after the breach has been escalated and notified to the CCPs senior management / board and within 48 hours.

Compliance by LCH SA

- 11.21 The interim CRO of LCH SA is Saïd Bouaziz. The CRO is a member of LCH SA LMC. He manages the Risk Department composed of 2nd line risk management team.

The CRO reports to the LCH SA CEO and has a functional line to the LCH Group CRO. He is part of the LCH SA executive Committee and regularly reports to the Board, the Risk Committee and the Audit Committee.

The duties and responsibilities of the CRO include the ownership of the policies, which are under the remit of the 2nd line risk management, of the associated risks, and the performance of controls in order to ensure adherence by the businesses to these policies.

The policies under his responsibility include the Risk Governance Framework, as the overarching document of the risk framework, and the following 11 policies:

- **Adequate Level of Financial Resources**

- 1. **Financial Resource Adequacy Policy**

- Standards by which financial resources should be assessed against Clearing Member exposures.

- Includes standards for: Initial Margins, Margin Add-Ons for liquidity risk, concentration risk, wrong-way risk, sizing and re-sizing of the Default Funds.

- 2. **Model Governance, Validation & Review Policy**

- Group Framework to ensure models meet relevant quality criteria, following a validation process which meets regulatory requirements .

- Standards for new /changed models from initiation to validation, model reviews and back testing.

- 3. **Contract & Market Acceptability Policy**

- Group approach to assess the acceptability of new Contracts, Products and Markets in order to understand and manage any new risks, and any need for additional risk measures (such as amendments to margin calculations).

- 4. **Procyclicality Policy**

- Standards for addressing the trade-off between the desire to avoid any procyclical actions and the concern of being under margined - i.e., for ensuring that procyclicality concerns are appropriately addressed in the Group Risk Framework and the models across LCH.

- **Quality, Safety and Availability of Resources**

- 5. **Collateral Risk Policy**

- Standards for management of collateral risk including collateral eligibility and haircut setting.

- Includes collateral eligibility criteria, liquidity tiering of collateral, minimum cash requirement, collateral concentration framework and types of haircuts.

- 6. **Investment Risk Policy**

- Principles applied to the investment of Clearing Member margins, cash arising from settlement failures, default fund contributions and paid-up share capital.

- Includes eligibility criteria for investments and counterparties, and limits and concentration framework for investments by type and counterparties

- 7. **Settlement, Payment & Custody Policy**

- Standards for the selection and monitoring of the intermediaries used by Group CCPs for settlement, payment and custody arrangements

Includes eligibility criteria for intermediaries, intraday and overnight limits on concentration bank exposures

8. Liquidity Risk Policy

Standards for the management of liquidity risks aimed at ensuring that sufficient liquidity is available to meet day-to-day operational needs and in case of a default. Includes measurement of liquidity risk, liquidity risk limit/coverage ratio, liquidity concentration framework

- **Credit Risk, Operational Assurance, Resilience and Stability**

9. Counterparty Credit Risk Policy

Framework for credit risk assessments (Internal Credit Scoring) for Clearing Members, intermediaries and counterparties across the Group
Includes settlement agents, custodians, PPS banks, concentration banks, investment counterparties, margin collateral issuers and interoperating CCPs

10. Default Management Policy

Standards, which must be met in each Group CCP in dealing with the default of a Clearing Member.

Includes Default Management standards for Default Management Groups, Default governance, application of the Policy and review schedule

11. Operational Risk Policy

Operational Risk framework, roles/responsibilities and key controls to ensure LCH:

- Effectively assesses and manages operational risk and limits exposure to operational losses while maintaining the balance between risk, quality and cost of services to clients
- Meets operational risk management industry best practices
- Satisfies its legal and regulatory operational risk obligations

12. Cyber Risk and IT Security Policy

Framework on Cyber Security and Information Security matters to provide secure and resilient clearing services

- Ensure the correct availability of critical business applications, office facilities and employees,
- Integrity and confidentiality of the key information processed and stored
- Protection of information and information systems

In order to ensure compliance with these policies, the Risk Department performs specific controls, and conducts a control assurance programme, which consists in verifying that the first line controls are functioning as expected, as well as specific deep dives.

The Risk Department ensures that appropriate risk assessments of new products are performed, and that the consideration of the risk management aspects of potential new cleared products and geographies within the LCH SA business are adequately taken into account.

The CRO is also accountable of the default management process and in that respect leads the management of Clearing Member defaults should they arise, including the arrangements required to close out a defaulted portfolio within the LCH SA business.

The CRO presents to the Board a highlight report on all the risks covered by the policies listed above. This report includes the areas of weaknesses that have been identified during the quarter or that remain from previous quarters. All independent model reviews are presented to the Board, highlighting the areas for improvement and actions plan.

Incidents are classified by level of importance using an incident materiality matrix. The chairs of the Board, Risk committee and Audit Committee are informed immediately when a Major or High incident is raised and the Board is informed during the following meeting.

- 11.22 The CCO of LCH SA is **François Faure**, a member of LCH SA LMC. The CCO is entrusted with the responsibility of ensuring regulatory compliance by LCH SA.

The CCO reports to the LCH SA CEO and has a functional line to the General Counsel and Group Head of Compliance. He is part of the LCH SA executive Committee and regularly reports to the Board and the Audit Committee.

The role of the CCO includes the ownership of compliance policies, of the associated risks, and the performance of controls and training in order to ensure adherence to these policies. The policies under his responsibility include the Policy Governance Framework and the policies related to:

➤ **Employee conduct**

- Code of conduct

The purpose of the Code of Conduct is to support employees by setting out an ethical and behavioural framework to provide guidance in day-to-day decision making as they related to LCH SA activities.

- Anti-bribery and corruption

The policy sets out the responsibilities of all affected individuals in relation to bribery and corruption, and sets out the policies and approval procedures relating to entering into contracts with and/or conducting any dealings in or with individuals or entities in certain international jurisdictions and the guidance on the sorts of behaviour that may constitute an offence for the purposes of these procedures and the relevant legislation.

- Gifts and entertainment

The policy sets out the responsibilities of Group functions and business units in observing and upholding LCH SA's position on the giving and receiving of gifts and entertainment and provides clarity as to what is/is not acceptable, and what to do when a gift or entertainment is received/offered gifts.

- Personal account dealing

The policy sets out the responsibilities of all Employees for Dealing on their own account, supports staff in managing the risk that they inadvertently use confidential or Inside Information in an illegal way or a way that contradicts specific regulatory requirements and sets out guidance on the sorts of behaviour that may constitute an offence for the purposes of these procedures and the relevant legislation.

- Whistle blowing

This policy sets out the whistleblowing arrangements in place to report any concerns regarding malpractices or wrongdoing.

➤ **Business conduct**

- Conflict of interest

The purpose of this policy is to document the approach to ensuring that potential Conflicts of Interest are identified, effectively managed and prevented from materialising so as to avoid reputational, regulatory or financial impact to the Group; and to ensure that the Group and all its Employees can successfully identify, mitigate and manage any Conflicts of Interest that may arise.

- Data protection

The policy provides general overarching guidelines to ensure that the Group is aware of its data protection compliance obligations and acts as a general framework of best practice, setting out the principles of data protection adopted within the Group.

- Regulatory Record keeping

The policy explains how the CCP will meet its Record keeping responsibilities, and ensures that staff are aware of their Record keeping obligations, whether relating to the clearing process or other business specific Records.

- Regulatory reporting, Notifications and Disclosure

This Policy sets out the responsibilities, process and protocol for submitting Reports and Notifications to Regulators and regulatory disclosures.

- Voice recording

The purpose of this Policy is to set out the circumstances where the external telephone lines of employees are recorded, set the standards for the retrieval of voice recordings to ensure that there is a controlled method for doing so; and set the requirement for the review of the lines being recorded on a regular basis.

- Outsourcing

This policy sets out the minimum requirements that must be met when LCH SA is Outsourcing or considering Outsourcing services to an outside provider.

➤ **Market conduct**

- Financial crime

The Group strives to maintain the highest standards of governance, personal and corporate ethics, compliance with all laws and regulations and values integrity and honesty in its dealings with all employees, clients, suppliers and other stakeholders. This policy sets out the standards and requirements required to mitigate the risk of Financial Crime.

- Confidentiality

The aims of this policy are to manage the risks arising from breach of confidentiality; set out your obligations regarding use or storage of, and access to, confidential information; explain requirements for handling confidential information; and specify the process for escalating concerns around confidentiality breaches.

In order to ensure compliance with these policies, the Compliance department performs specific controls, conducts an assurance programme, which consists in verifying that the first line controls are functioning as expected and specific deep dives. In addition, regular training is provided to LCH SA's staff.

The CCO manages procedures for addressing cases of non-compliance, and monitors and guides to ensure adequate mitigation of potential conflicts of interest. The Compliance department is also in charge of the monitoring of regulatory reports.

The CCO is accountable for the regulatory compliance of LCH SA. As such, the compliance department establishes processes and takes reasonable steps to ensure the CCP's compliance with all relevant regulatory frameworks. It provides advice and assistance to the LCH SA staff in charge of providing clearing services on regulatory matters and ensures the day-to-day relationship with regulators. It examines all new business initiatives and ensures that they are duly approved by the competent authorities. Similarly, it examines all new regulations, supports public affairs to answer consultations and ensures that the change is properly embedded, in compliance with the regulation. Any compliance issue will be reviewed and managed.

The CCO presents a report to each Audit Committee highlighting any area of non-compliance, if any, along with breaches and waivers to all LCH SA's policies. This includes, if any, breaches to security legislation or conflict of interest that would meet the criteria listed in Regulation 24-102 section 4.3.

Incidents have been classified according to an incident matrix and all Major or High incidents are immediately notified to the chairs of the Board, Risk Committee and Audit Committee.

Two annual reports are prepared presenting the activities of the Compliance department and specifically on all controls performed with respect to the policies listed above: An annual report in line with the regulation of "Arrêté du 3 Novembre", which is presented to the Board of directors and sent to ACPR and, in line with the "Règlement général de l'AMF", an annual report sent to AMF.

11.23 Board or advisory committees (section 4.4 of Regulation 24-102)

(1) The board of directors of a recognized clearing agency must, at a minimum, establish and maintain committees on risk management, finance and audit.

(2) If a committee is a board committee, it must be chaired by a sufficiently knowledgeable individual who is independent of the clearing agency.

(3) Subject to subsection (4), a committee must have an appropriate representation by individuals who are independent of the clearing agency.

(4) An audit or risk committee must have an appropriate representation by individuals who are:

(a) independent of the clearing agency, and

(b) not employees or executive officers of a participant or their immediate family members.

Satisfaction by EMIR

- 11.24 Article 28(1) of EMIR states: “A CCP shall establish a risk committee, which shall be composed of representatives of its clearing members, independent members of the board and representatives of its clients. The risk committee may invite employees of the CCP and external independent experts to attend risk-committee meetings in a non-voting capacity. Competent authorities may request to attend risk-committee meetings in a non-voting capacity and to be duly informed of the activities and decisions of the risk committee. The advice of the risk committee shall be independent of any direct influence by the management of the CCP. None of the groups of representatives shall have a majority in the risk committee.”
- 11.25 Article 7(1) of Reg 153/2013 requires the board of a CCP to establish an audit committee.
- 11.26 The Article 91 of EBA and ESMA guidelines on suitability assessment for management body members and key function holders states that “a member of a CRD-institution’s management body in its supervisory function is regarded as not ‘being independent’ in the following situations:
[...] the member is a close family member of a member of the management body in the management function of the CRD-institution or another entity in the scope of prudential consolidation [...]”.

Compliance by LCH SA11.27 LCH SA Risk Committee

The LCH SA Risk Committee (“**RiskCo**”) considers and comments on LCH SA’s risk appetite, tolerance and strategy and assists the LCH SA Board to fulfil its responsibility for the oversight of risk management.

In order for LCH SA to manage its risks and prudently oversee its Clearing Members’ interests in the Default Fund, all decisions with regard to risk policy must be taken by LCH SA’s Board, subject to the advice provided by the LCH SA Risk Committee.

LCH SA Risk Committee’s role is to make recommendations to the LCH SA Board for the LCH SA Board to make decisions.

The Group Board may be notified of discussions and recommendations of the LCH SA Risk Committee and express its views in relation to such discussions and recommendations but it cannot veto any risk decision made by the LCH SA Board.

The terms of reference of the LCH SA Risk Committee are publicly available¹⁷.

The full names and titles of each member of the LCH SA Risk Committee are listed below:

Full name:	Ron Berndsen (Chair)
Title:	INED
Full name:	Cécile Barthélemy
Title:	Clearing Member - BNP Paribas

¹⁷ Terms of Reference of the Risk Committee at:

https://www.lch.com/system/files/media_root/SA%20Risk%20Committee%20ToR%20Sep%202017%20Board%20approved%20Sep-17.pdf

Full name:	Catherine Lubochinsky
Title:	INED
Full name:	Marc Breillout
Title:	INED
Full name:	Scott Cogswell
Title:	Clearing Member – HSBC
Full name:	Emmanuel Gaffet
Title:	Client of Clearing Member - Amundi Asset Management

11.28 LCH SA Audit Committee

The LCH SA Audit Committee is responsible for monitoring LCH's financial management, internal controls and audit function.

LCH SA has not in place a dedicated Finance Committee as these matters are mainly within the remit of the Audit Committee.

As indicated in its Terms Of Reference¹⁸, the Audit Committee's role is to review the company's financial statements including the compliance with accounting standards, policies and practices and more generally to review the Company's internal control environment which contributes to the proper elaboration of financial statements. It is also within the remit of the Audit Committee to review the external auditors. At least one committee member should have the professional qualification from one of the professional accountancy bodies.

The LCH SA Audit Committee composition and quorum was revised in 2018 to reflect the appointment of a Euronext representative at the LCH Audit Committee, as indicated below.

The full names and titles of each member of the LCH Audit Committee are listed below:

Full name:	Shona Milne (Chair)
Title:	INED
Full name:	Diane Côté
Title:	LSEG Group Chief Risk Officer
Full name:	Jeroen Krens
Title:	Managing Director Fixed Income HSBC
Full name:	Catherine Lubochinsky
Title:	INED
Full name:	Anthony Attia
Title:	Euronext

¹⁸ *Terms of Reference of the Audit Committee at:*

<https://www.lch.com/sites/default/files/media/files/LCH%20SA%20-%20TERMS%20OF%20REFERENCE%20OF%20THE%20AUDIT%20COMMITTEE.pdf>

Full name: Ron Berndsen

Title: INED

Full name: Marc Breillout

Title: INED

Division 2 – Default management

11.29 Use of own capital (section 4.5 of Regulation 24-102)

A recognized clearing agency that operates as a central counterparty must dedicate and use a reasonable portion of its own capital to cover losses resulting from one or more participant defaults.

Satisfaction by EMIR

11.30 Article 43(1) of EMIR provides that a CCP must maintain sufficient pre-funded available financial resources to cover potential losses that exceed the losses to be covered by margin requirements and the default fund. Such pre-funded financial resources must include dedicated resources of the CCP, must be freely available to the CCP, and may not be used to meet the capital required under Article 16 of EMIR.

11.31 Article 45(4) of EMIR provides that a CCP must use dedicated own resources before using the default fund contributions of non-defaulting clearing members. A CCP must not use the margins posted by non-defaulting clearing members to cover the losses resulting from the default of another clearing member.

11.32 Article 35 (2) of Reg 153/2013 defines the minimum amount a CCP must contribute to its default fund. A CCP is required to calculate its minimum contribution to the default fund by multiplying the minimum capital, including retained earnings and reserves, held in accordance with Article 16 of EMIR by 25%.

Compliance by LCH SA

11.33 LCH SA exceeds Capital Requirements by €106.9M as of 31/12/2018 as follows:

€ Million	31/12/2018
EMIR Net available resources (*)	238.6
Credit Risk	6.1
Market Risk	0.6
Operational Risk	23.8
Wind down capital	52.3
Business risk	26.1

Total EMIR Capital requirements	108.9
10% regulatory buffer	10.9
10% internal buffer	12.0
Total EMIR requirements	131.7
Headroom	106.9

(*) Net from the Skin In the Game

Division 3 – Operational risk

11.34 Systems requirements (section 4.6 of Regulation 24-102)

For each system operated by or on behalf of a recognized clearing agency that supports the clearing agency's clearing, settlement and depository functions, the clearing agency must

(a) develop and maintain

- (i) an adequate system of internal controls over that system, and*
- (ii) adequate information technology general controls, including, without limitation, controls relating to information systems operations, information security, change management, problem management, network support and system software support,*

(b) in accordance with prudent business practice, on a reasonably frequent basis and, in any event, at least annually

- (i) make reasonable current and future capacity estimates, and*
- (ii) conduct capacity stress tests to determine the ability of that system to process transactions in an accurate, timely and efficient manner, and*

(c) promptly notify the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority of any material systems failure, malfunction, delay or security breach, and provide timely updates on the status of the failure, malfunction, delay or security breach, the resumption of service, and the results of the clearing agency's internal review of the failure, malfunction, delay or security breach.

Satisfaction by EMIR

11.35 Article 26(1) of EMIR provides that “a CCP shall have robust governance arrangements, which include a clear organisational structure with well-defined, transparent and consistent lines of responsibility, effective processes to identify, manage, monitor and report the risks to which

it is or might be exposed, and adequate internal control mechanisms, including sound administrative and accounting procedures.”

- 11.36 Article 26(3) of EMIR provides in part that a CCP “shall employ appropriate and proportionate systems, resources and procedures.”
- 11.37 Article 26(6) of EMIR provides that “a CCP shall maintain information technology systems adequate to deal with the complexity, variety and type of services and activities performed so as to ensure high standards of security and the integrity and confidentiality of the information maintained.”
- 11.38 Article 26(8) of EMIR provides that “the CCP shall be subject to frequent and independent audits. The results of those audits shall be communicated to the board and shall be made available to the competent authority.”
- 11.39 Article 9(1) of Reg 153/2013 requires a CCP to design and ensure its information technology systems are reliable and secure as well as capable of processing the information necessary for the CCP to perform its activities and operations in a safe and efficient manner. It further requires systems to be designed to deal with the CCP’s operational needs and the risks the CCP faces, be resilient, including in stressed market conditions, and be scalable, if necessary, to process additional information. A CCP must provide for procedures and capacity planning as well as for sufficient redundant capacity to allow the system to process all remaining transactions before the end of the day in circumstances where a major disruption occurs.
- 11.40 Article 9(3) of Reg 153/2013 requires a CCP to maintain a robust information security framework that appropriately manages its information security risk. This framework is required to include appropriate mechanisms, policies and procedures to protect information from unauthorised disclosure, to ensure data accuracy and integrity and to guarantee the availability of the CCP’s services. Article 9(4) of Reg 153/2013 sets out features required to be included in the information security network. Pursuant to Article 9(5) of Reg 153/2013, the information technology systems and the information security framework must be reviewed at least on an annual basis and be subject to independent audit assessments, the results of which are to be reported to the board and made available to the CCP’s regulator.
- 11.41 Article 4(7) of Reg 153/2013 requires a CCP to have adequate internal control mechanisms to assist the board in monitoring and assessing the adequacy and effectiveness of its risk management policies, procedures and systems. These mechanisms must include sound administrative and accounting procedures, a robust compliance function and an independent internal audit and validation or review function.
- 11.42 Article 11(5) of Reg 153/2013 requires a CCP’s internal control mechanisms to be subject to audit, to be performed at least on an annual basis.

Compliance by LCH SA

- 11.43 LCH SA’s Chief Technology Officer (“CTO”) supervises the IT division of LCH SA, which is responsible for operating and for delivering the changes on the IT Systems used by LCH SA. This includes the planning for and the running of the production environments, but also, the coordination, requirements, specifications and acceptance testing of IT developments. The CTO organises the oversight and control of all the providers of IT services. The CTO is

responsible for coordinating and monitoring all IT security 1st line of defence related matters within the organisation and towards IT service providers. In addition, the CTO supports the management of LCH SA with the definition and monitoring of the LCH SA IT Strategy in coordination with the LCH Group and LSEG. The CTO is also in charge of the development of the IT architecture process, as well as of the supervision of the IT related budgets.

11.44 For its settlement services systems, LCH SA:

(1) develops and maintains

a) reasonable business continuity and disaster recovery plans (section 4.9 (a) of Regulation 24-102)

LCH SA provides an efficient and continuous service level to Clearing Members and their clients by ensuring that the critical activities which underpin its products and services can be recovered within the agreed Recovery Time Objective (“**RTO**”) required by EMIR regulations. The LCH SA Business Continuity Management (“**BCM**”) programme has been developed to provide continuity and timely recovery of its business operations in the event of a major incident or crisis, which impacts or has potential to impact business operations. LCH SA achieves this by maintaining a set of recovery options that is reviewed and tested at least annually.

At a Group level, LCH has established and implemented a Business Continuity Policy which outlines the approach taken to address business continuity threats, to reach the Recovery Time Objective of 2 hours, the Recovery Point Objective (“**RPO**”) nil with no loss of data and no impact on Clearing Members and provide appropriate responses at the regional and Group level.

➤ **Primary Recovery Strategy (Localised Disruption)**

LCH SA maintains two dedicated user recovery sites or Work Area Recovery (“**WAR**”) sites in Paris which are available in the event a local incident impacts business continuity at the Headquarters, 18 Rue du Quatre Septembre, 2nd floor, 75002 Paris. The critical business will be recovered to the WAR site within the two hour RTO that LCH has established. Remotely working staff will be used to supplement activity at the recovery site. Where local utility providers are not impacted (i.e broadband, power, etc.), Paris personnel have remote access. Staff in critical roles also have access to remote working facilities which are tested regularly.

- A first recovery site with immediate access with 30 dedicated positions (computer + telephone) available immediately (tested on a monthly basis) and 10 shared positions (tested on a quarterly basis) available no more than one day after the invocation. This site is located west of Paris.
- A second recovery site (which is tested on a quarterly basis) with 40 shared positions (with 20 positions available no more than 4 hours after the invocation and 20 positions available no more than one day after the invocation). This site is located east of Paris.

The number of recovery positions has been defined in agreement with the business lines (in the context of Business Impact Analysis) to ensure the continuity of their critical functions. Each WAR site has a distinct risk profile.

Moreover, remote access tools for the staff are available in addition to the existence of the office recovery sites.

➤ **Disaster Recovery Plan (section 4.9 (b) of Regulation 24-102)**

All operational and critical processes are covered by a Business Recovery Plan (BCP)/Disaster Recovery Plan (DRP) regularly tested and maintained. DRP is tested on a yearly basis; BCP is tested on a monthly basis.

In Paris, the primary datacentre is synchronously replicated to the failover site, which is geographically diverse. In case of a primary datacenter failover, critical services are able to be recovered in less than 2 hours, with no data loss.

Two UK-based data centers are connected with synchronous data replication, whilst a third datacentre in continental Europe is also deployed with asynchronous data replication from the primary UK facilities. In case of a London primary datacentre failover, critical services are able to be recovered in less than 2 hours, with no data loss.

b) an adequate system of internal control (section 4.6 (a) (i) of Regulation 24-102)

In order to be able to carry out commercial activities, LCH must comply with the regulatory requirements of the jurisdictions in which it operates. LCH is required by both its own regulatory obligations and by prudent management to ensure the development and the implementation of comprehensive and effective controls and risk management systems.

These are monitored internally by various layers of lines of defences (2nd line of defence: Operational Risk, BCS, Compliance and 3rd line of defence: internal audit)–materialised by internal audit and board committees (in particular the Risk Committee and the Audit Committee), and externally by regulators and external auditors. Reports resulting from independent reviews are submitted to the Audit Committee on a regular basis.

c) adequate information technology general controls, including, without limitation, controls relating to information systems operations, information security, change management, problem management, network support and system software support (section 4.6 (a) (ii) of Regulation 24-102)

LCH SA core operating systems have adequate capacity and that adequacy is regularly reviewed.

The Group Information security policy, is supported by a set of security standards which are based on NIST standards and ISO27001 for Information Security and ISO22301/BS25999 for Business Continuity, as well as on good practices from the industry. LCH SA works in compliance with internationally-recognised procedures and standards wherever possible. For payments, LCH SA uses SWIFT ISO15022 and ISO20022 standards for all payment instructions. For securities settlement, LCH SA uses a combination of SWIFT ISO 15022 and ISO20022 standards and the CSD/Custodian's proprietary GUI interfaces.

Clearing members may provide settlement instructions to LCH SA either through LCH SA's proprietary GUI interface (CMS) or via SWIFT ISO 20022 standard Collateral Proposal message. LCH SA sits on the ISO 20022 Securities Evaluation Group and contributes to defining international standards.

Where industry standard interfaces for custodians and (I)CSDs are not available LCH SA either develops to third party specifications or defines a proprietary interface.

The ISO/IEC 27000 family of standards helps LCH SA keep information assets secure. Using this family of standards, LCH SA can manage the security of assets such as financial information, intellectual property, employee details and information entrusted to us by third parties. ISO27001 is the best-known standard in the family providing requirements for an information security management system (“ISMS”). Like other ISO management system standards, certification to ISO/IEC 27001 is possible but not obligatory. LCH SA has chosen to implement the standard in order to benefit from the best practice it contains. ISO does not perform any certification.

LCH SA conducts regular reviews of its “internal” and “external” security by conducting penetration tests with the assistance of external consultants

The Information Security Policy requires, among other things, the performance of penetration/intrusion tests to identify vulnerabilities of LCH SA’s information system from external attacks and perform an annual assessment of LCH SA’s information security system. The penetration/intrusion tests simulate potential attacks on LCH SA’s information systems and are designed to identify the vulnerabilities in SA’s information infrastructure as well as assess LCH SA’s Internet-based applications, network security and remote access to LCH SA’s information systems.

(2) in accordance with prudent business practice, on a reasonably frequent basis and, in any event, at least annually

(a) makes reasonable current and future capacity estimates (section 4.6 (b) (i) of Regulation 24-102)

LCH SA seeks to ensure that all systems (both software and hardware) have headroom capacity well in excess of expected volumes. Stress testing is regularly performed on key systems using multiples of peak daily volume.

Each LCH SA clearing service is subject to monthly service reviews. The reviews assess capacity statistics as part of its consideration of key performance indicators. Each clearing service is rated, based on average daily volumes and peak volumes versus the capacity to which it has been tested and database utilisation. Furthermore, ahead of the implementation of new products or significant system changes, LCH SA performs testing to provide assurance that system capacity will be, or will remain, adequate for normal and stressed volumes.

LCH SA systems are subject to regular risk based independent review by the external auditors; critical systems will be reviewed at least annually. As per its annual audit plan, the Internal Audit function conducts independent audit assignments, covering LCH SA IT systems.

(b) conduct capacity stress tests to determine the ability of that system to process transactions in an accurate, timely and efficient manner (section 4.6 (b) (ii) of Regulation 24-102)

As discussed in (b)(i) above, LCH SA keeps capacity under periodic review through regular stress testing on key systems and will conduct capacity stress tests as part of the non-functional testing during major changes as part of the project delivering the change, to ensure systems are able to process transactions in an accurate, timely and efficient manner.

(c) Tests its business continuity and disaster recovery plans (section 4.9 (b) of Regulation 24-102)

LCH SA has a comprehensive business continuity arrangements¹⁹ to deal with short, medium and long-term disruptions. LCH SA's business recovery strategy is founded on a Business Impact Assessment (BIA), which is reviewed annually and in the event of any significant change occurring within LCH. A business continuity framework is in operations, which covers departmental emergency procedures, processes, procedures and staff contact details and agreed emergency procedures in order to maintain or restore business operations in the required timescales. Business continuity and disaster recovery plans are reviewed on an ongoing basis and assessed at least on an annual basis.

LCH SA has an annual testing schedule in place which exercises key components of LCH SA business continuity arrangements, this includes:

- Data Centre tests;
- Work Area Recovery testing;
- Crisis Management Exercises; and
- Call tree exercises

Each test is performed independently on a regular basis. Nevertheless, some combined testing are also executed. For example, a datacenter test performed from a user recovery site.

LCH SA also offers its Clearing Members the opportunity to participate in the scheduled Data Centre tests on at least an annual basis.

(d) Promptly notifies the regulator of any material systems failures (section 4.6 (c) of Regulation 24-102)

LCH SA defines the escalation category of any incident affecting its key systems on a priority scale from "Major" to "Low". "Major" being the most serious and "Low" the least.

A Major priority incident is classified as "An incident which prevents LCH from fulfilling its financial, legal or regulatory obligations- widespread unavailability of services to all members or partners". A High incident is classified as "An incident which impairs LCH's ability to fulfil its financial, legal and regulatory obligations- limited availability of services to multiple members or partners".

All incidents with a 'High' or "Major" rating are escalated to the executive management team. These incidents are fully investigated, a root cause analysis conducted, and steps identified to prevent reoccurrence.

Major and High incidents are reported to all competent regulators, as soon as LCH SA Compliance Department has been notified of the incident.

¹⁹ https://www.lch.com/system/files/media_root/Business%20Continuity%20Management%20-%20SA.pdf

11.45 **Systems reviews** (section 4.7 of Regulation 24-102)

(1) A recognized clearing agency must annually engage a qualified party to conduct an independent systems review and vulnerability assessment and prepare a report in accordance with established audit standards and best industry practices to ensure that the clearing agency is in compliance with paragraph 4.6(a) and section 4.9.

(2) The clearing agency must provide the report resulting from the review conducted under subsection (1) to

(a) its board of directors, or audit committee, promptly upon the report's completion, and

(b) the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, by the earlier of the 30th day after providing the report to its board of directors or the audit committee or the 60th day after the calendar year end.

Satisfaction by EMIR

11.46 Article 26(8) of EMIR requires a CCP to be subject to frequent and independent audits. The results of those audits must be communicated to the board and shall be made available to its regulator.

Compliance by LCH SA

11.47 As a regulated CCP, LCH SA is required to meet, and currently satisfies, the statutory annual audit requirements applicable to such companies.

11.48 The core objective of the Internal Audit function is to assist Management and the Audit Committee in the effective and efficient discharge of their responsibilities. This involves the evaluation of policies, control standards and associated procedures designed to manage business risks; and are achieved by carrying out internal audits, which provide objective insights, analysis, appraisals, observations and recommendations relating to improvements in the quality and application of internal risk controls. In this regard, Internal Audit fulfils a “third line” assurance role within the company. Internal Audit has direct access to the LCH SA Board and the LCH SA Audit Committee, and is accountable to the LCH SA Audit Committee. The LCH SA Audit Committee Chairman reports regularly to the LCH SA Board on all aspects relating to the LCH SA Committee. The Head of LCH SA Internal Audit reports directly to the LCH SA Audit Committee Chairman on functional matters and to the LCH SA Board Chairman for administrative matters. In addition, LCH SA Internal Audit has direct access to the LCH SA Chief Executive Officer for strategic matters, as and when required. The objectives, roles and responsibilities of Internal Audit are set out in the Audit charter.

11.49 The Audit Committee of the LCH SA Board is responsible for supervising the completion of actions required to close issues raised by LCH SA’s internal auditors or by external auditors. The Risk Committee considers and comments on all aspects of LCH’s risk appetite, tolerance and strategy, taking account of the current and prospective macroeconomic and financial environment and, in particular, on LCH SA’s “risk appetite” statement before it is submitted to the LCH SA Board for approval.

- 11.50 Detailed Audit plans are reviewed by the Audit Committee's approval each year and risk-based audits are carried out during the following twelve months in accordance with these plans. As part of these plans, internal audit reviews existing controls that have been implemented on IT systems used by LCH SA.
- 11.51 External audits are performed on a yearly basis by external audit companies. The outcome of the audits are communicated to the Audit Committee. External audits focus on the technical and organisation relevant for conducting the Clearing business and operations. Auditors review the organisation and technical procedures to ensure the integrity, confidentiality, authenticity and availability of data relevant for the conduct of clearing business.
- 11.52 As detailed in section 9.41, the Information Security Policy requires, among other things, the performance of penetration/intrusion tests to identify vulnerabilities of LCH SA's information system from external attacks and perform an annual assessment of LCH SA's information security system. Independent external companies perform these tests.
- 11.53 **Clearing Agency technology requirements and testing facilities** (section 4.8 of Regulation 24-102)

(1) A recognized clearing agency must make available to participants, in their final form, all technology requirements regarding interfacing with or accessing the clearing agency

(a) if operations have not begun, sufficiently in advance of operations to allow a reasonable period for testing and system modification by participants, and

(b) if operations have begun, sufficiently in advance of implementing a material change to technology requirements to allow a reasonable period for testing and system modification by participants.

(2) After complying with subsection (1), the clearing agency must make available testing facilities for interfacing with or accessing the clearing agency

(a) if operations have not begun, sufficiently in advance of operations to allow a reasonable period for testing and system modification by participants, and

(b) if operations have begun, sufficiently in advance of implementing a material change to technology requirements to allow a reasonable period for testing and system modification by participants.

(3) The clearing agency must not begin operations before

(a) it has complied with paragraphs (1)(a) and (2)(a), and

(b) the chief information officer of the clearing agency, or an individual performing a similar function, has certified in writing to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, that all information technology systems used by the clearing agency have been tested according to prudent business practices and are operating as designed.

(4) The clearing agency must not implement a material change to the systems referred to in section 4.6 before

(a) it has complied with paragraphs (1)(b) and (2)(b), and

(b) the chief information officer of the clearing agency, or an individual performing a similar function, has certified in writing to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, that the change has been tested according to prudent business practices and is operating as designed.

(5) Subsection (4) does not apply to the clearing agency if the change must be made immediately to address a failure, malfunction or material delay of its systems or equipment and if

(a) the clearing agency immediately notifies the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, of its intention to make the change, and

(b) the clearing agency discloses to its participants the changed technology requirements as soon as practicable.

Satisfaction by EMIR

- 11.54 Article 26(3) provides in part that a CCP “shall employ appropriate and proportionate systems, resources and procedures.”
- 11.55 Article 26(6) provides that “a CCP shall maintain information technology systems adequate to deal with the complexity, variety and type of services and activities performed so as to ensure high standards of security and the integrity and confidentiality of the information maintained.”
- 11.56 Article 26(8) provides that “the CCP shall be subject to frequent and independent audits. The results of those audits shall be communicated to the board and shall be made available to the competent authority.”
- 11.57 Article 9(1) of Reg 153/2013 requires a CCP to provide for procedures for the introduction of new technology including clear reversion plans.
- 11.58 Article 9(2) of Reg 153/2013 requires a CCP to subject its systems to stringent testing, simulating stressed conditions, before initial use, after making significant changes and after a major disruption has occurred. Clearing members and clients, interoperable CCPs and other interested parties must be involved as appropriate in the design and conduct of these tests.

Compliance by LCH SA

- 11.59 LCH SA’s organisational structure is designed to ensure continuity and orderly functioning as duly controlled by independent audits described above. The design ensures Compliance and risk functions are adequate and separate from the other functions of the CCP.
- 11.60 LCH SA’s infrastructure and technology systems are adequate and able to deal with the complexity, variety and type of services that are performed within the CCP. This is regularly presented to the Board via reportings on the performance of technology systems.

- 11.61 LCH SA operates under an Information Security Framework, supported by generic and specific standards and Information Security policies. In these IT standards, the following security issues are addressed: the security policies deal with confidentiality of information through a variety of tools such as encryption, third-party security, personnel security, operations security.
- 11.62 LCH SA has procedures for the introduction of new technology including clear reversion plans. The Change Management Process includes a requirement for a back out plan as a part of the implementation plan that outlines “detailed steps on how to back out the Change”. For each checkpoint in the implementation plan, there should be a corresponding back out plan. It is essential that the back out plan is tested prior to implementation of the work”. Whatever the scope of the change including new technology there is a reversion plan to accept or refuse a change.
- 11.63 LCH SA subjects its system to stringent testing and simulated stressed conditions. For instance, relevant standards of capacity and resilience of systems are a checkpoint for release into live environments. These standards include a documented roll back plan for any change. IT Failover testing is carried out regularly and following a major disruption, the major incident management process is used in the event of disruption that includes subjecting the IT systems to further testing.

Stringent testing is performed for each change to the system, and changes are simulated in a separate technical environment including involvement of Clearing Members, Clients and other affected parties.

The planning, organization, preparation and execution of the system test and the acceptance test are covered in this phase. In addition to verifying that the system correctly performs all required business functions, technical features, interfaces between software and hardware components, back-up and recovery procedures and security measures are examined. The system test must demonstrate that the system can handle the required volumes of transactions and perform within the specified parameters of speed and memory. The test also examines the system behavior under extreme and worst case conditions. Additionally, the planning, organisation, control and execution of the service implementation are addressed to external stakeholders and especially to users of the new release.

LCH SA involves Clients, Clearing Members and other relevant stakeholders throughout design and testing.

LCH SA sets up a dedicated testing period for Clearing Members and performs guided testing with a set of pilot Clearing Members. Subsequently, the End-User Acceptance platform is opened to the entire Clearing Members community.

As part of the Assurance Quality in the project process a set of principles in terms of quality, software development and project management has been established to demonstrate that stakeholders are actively involved in LCH SA’s design and testing phases.

- 11.64 LCH SA brings to its Clearing Members a connectivity solution offering performance, security and resiliency.

Clearing gateway solutions rely on 2 types of connectivity enabling Clearing Members to connect LCH SA ‘s clearing platforms in regards of the market or the product cleared.

Clearing Members' choice is to be made according to their own internal requirements, constraints and policies but Members cannot access LCH SA services otherwise than through one of the proposed solutions. All solutions provide encrypted data transfers between Clearing Members and LCH SA systems in order to guarantee security and confidentiality.

11.65 Accessing the RepoClear service

LCH SA provides Clearing Members with multiple ways to view and download data related to their clearing activity.

This access is available over the Internet and does not require the installation of dedicated lines.

Environment

Two environments are available to the Clearing Members:

- The production environment.
- The test environment also known as EUA for External User Acceptance.

LCH SA provides Clearing Members with different public addresses in order to access the desired environment.

The EUA environment is a replication of the production environment and allows Clearing Members to perform tests with their systems connected to LCH SA as if they were in production.

The EUA environment is also used by LCH SA to allow Clearing Members to test forthcoming changes before releasing them into the production environment.

Our EUA environment is connected to the trading and matching platforms' test environments.

How to obtain access

Access to one of the solutions can be ordered by filling the Data File Transfer Request Form. Access to LCH SA's web portal also requires the Creation Connection Request Form to be completed to order the Secure Id cards required to login to the system.

Multiple solution proposed

1/ Web Portal

The LCH SA RepoClear web portal can be accessed directly from the internet. Login to the web site is secured by a one-time password mechanism using the SecurId card along with the username and the 4 digit pin number which is assigned to each user.

2/ PUSH solution

The PUSH solution allows Clearing Members to implement a full STP solution with LCH SA by sending RepoClear files and reports to Clearing Members' servers.

Benefits of the PUSH solution:

- ✓ Clearing Members are able to use one of LCH SA's FTP servers

- ✓ Security, integrity and confidentiality of files are guaranteed by the encryption application Pretty Good Privacy (PGP)
- ✓ Real time trade file (TRAD) is pushed every 15 minutes.

3/ PULL solution

The PULL solution allows Clearing Members to implement a full STP solution with LCH SA by pulling RepoClear files and reports through a FTP server.

Benefits of the PULL solution:

- ✓ Clearing Members benefits from LCH SA infrastructure
- ✓ Security, integrity and confidentiality of files are guaranteed by PGP
- ✓ Clearing Members are responsible to scan for a new trade file (TRAD) every 5 minutes

11.66 Accessing the CDSClear service

LCH SA has implemented specific access for CDSClear. This consists in a Clearlink API which provides access to the system and facilitates connectivity with Trade Providers (middleware platforms and Trading Venues) known as Approved Trade Source Systems.

Clearlink API is an interface allowing market participants (Trade providers and Clearing Members) to interact with CDSClear. Via Clearlink, CDSClear's trade providers can submit trades for clearing and exchange messages with Clearing Members to request acceptance to clear a trade. Trade lifecycle progress, from submission to trade registration or rejection, is also accessible.

An Approved Trade Source System (ATSS) is an electronic platform, which has entered into an agreement with CDSClear enabling its participants to submit bilateral trades for clearing. ATSS can be middleware platforms or execution venues such as Swap Executions Facilities (SEFs), MTFs and OTFs, or off-SEF electronic and voice broking entities. ATSSs are connected via CDSClear's proprietary direct connectivity platform.

Other brokers or execution venues that are not ATSS may connect indirectly via a middleware provider that is an ATSS, such as Markit, or DTCC for the processing of weekly backloads.

Approved Trade Source System Function enables the affirmation and matching of trades submitted via a broker or Execution venue. It allows the submission of the trades to CDSClear for clearing, receives trade status back from CDSClear and provides feedback to the counterparties of the trade.

Additionally, CDSClear provides secured web access to Clearing Members via the LCH Group Portal. Applications are provided that enable Clearing Members to access CDSClear reports, to check the status of their bilateral and cleared transactions, upload their Backloading files, configure their compression preferences and upload their ad'hod compression requests, simulate their portfolio margin requirements and to instruct collateral deposits, withdrawals and check their collateral balances.

A Clearing Member agrees to comply with LCH SA access rules by signing LCH SA's Access Agreement.

11.67 **Testing of business continuity plans** (section 4.9 of Regulation 24-102)

A recognized clearing agency must

(a) develop and maintain reasonable business continuity plans, including disaster recovery plans, and

(b) test its business continuity plans, including its disaster recovery plans, according to prudent business practices and on a reasonably frequent basis and, in any event, at least annually.

Satisfaction by EMIR

11.68 Article 34(1) of EMIR states: "A CCP shall establish, implement and maintain an adequate business continuity policy and disaster recovery plan aiming at ensuring the preservation of its functions, the timely recovery of operations and the fulfilment of the CCP's obligations. Such a plan shall at least allow for the recovery of all transactions at the time of disruption to allow the CCP to continue to operate with certainty and to complete settlement on the scheduled date."

11.69 Article 17 of Reg 153/2013 provides the following requirements for a CCP's business continuity plan:

"1. A CCP shall have a business continuity policy and a disaster recovery plan which are approved by the board. The business continuity policy and the disaster recovery plan shall be subject to independent reviews which are reported to the board.

2. The business continuity policy shall identify all critical business functions and related systems, and include the CCP's strategy, policy, and objectives to ensure the continuity of these functions and systems.

3. The business continuity policy shall take into account external links and interdependencies within the financial infrastructure including trading venues cleared by the CCP, securities settlement and payment systems and credit institutions used by the CCP or a linked CCP. It shall also take into account critical functions or services which have been outsourced to third-party providers.

4. The business continuity policy and disaster recovery plan shall contain clearly defined and documented arrangements for use in the event of a business continuity emergency, disaster or crisis which are designed to ensure a minimum service level of critical functions.

5. The disaster recovery plan shall identify and include recovery point objectives and recovery time objectives for critical functions and determine the most suitable recovery strategy for each of these functions. Such arrangements shall be designed to ensure that in extreme scenarios critical functions are completed on time and that agreed service levels are met.

6. A CCP's business continuity policy shall identify the maximum acceptable time for which critical functions and systems may be unusable. The maximum recovery time

for the CCP's critical functions to be included in the business continuity policy shall not be higher than two hours.

7. A CCP shall take into account the potential overall impact on market efficiency in determining the recovery times for each function."

11.70 Article 18 of Reg 153/2013 requires a CCP to conduct a business impact analysis that is designed to identify the business functions critical to ensuring the services of the CCP (including the criticality of these functions to other institutions and functions in the financial infrastructure) and to use scenario based risk analysis designed to identify how various scenarios affect the risks to its critical business functions. The business impact analysis and scenario analysis are required to be kept up to date, reviewed at least on an annual basis and following an incident or significant organizational changes, and taking into account all relevant developments, including market and technology developments.

11.71 Article 19 of Reg 153/2013 requires a CCP to have in place arrangements to ensure continuity of its critical functions based on disaster scenarios.

11.72 Article 20 of Reg 153/2013 provides for the following requirements regarding the testing and monitoring of a CCP's business continuity and disaster recovery plan:

"1. A CCP shall test and monitor its business continuity policy and disaster recovery plan at regular intervals and after significant modifications or changes to the systems or related functions to ensure the business continuity policy achieves the stated objectives including the two hours maximum recovery time objective. Tests shall be planned and documented.

2. Testing of the business continuity policy and disaster recovery plan shall fulfill the following conditions:

(a) involve scenarios of large scale disasters and switchovers between primary and secondary sites;

(b) include involvement of clearing members, external providers and relevant institutions in the financial infrastructure with which interdependencies have been identified in the business continuity policy."

Compliance by LCH SA

11.73 A Business Continuity & Security (BC&S) team is in place to manage and oversee the Business continuity & Information Security programme activities and adherence to the policy. The team is composed of one Business Continuity & Physical Security Manager and one Security Officer. The BC&S Department is under the responsibility of the Head of BCS and reports to the LCH SA Chief of Staff.

11.74 In the event of a major incident or crisis, which impacts, or has the potential to impact, its critical business functions, LCH SA is committed to ensure the continuity and the timely recovery of its business operations. In order to achieve this objective, LCH SA has established a BCM Operating Model, which operates as an integral part of the company's normal business operations and supports the continuous service delivery of its products and services. In this

way, LCH SA has developed an enterprise wide plan and response proportionate to the stakes and requirements to minimize the impact of a major disruption on its critical business and resources and consequently adapt and strengthen the business continuity solutions associated.

11.75 A global Business Continuity Management policy is in place which details the minimum required standards and including the response to the following risks:

- Unavailability/Denial of Access to premises: premises include LCH SA office (building Le Centorial in Paris, 2nd floor) which could be affected by an internal event (e.g., power failure, fire), or an external event (e.g., area not accessible because of bomb threat, public demonstration or public transport strike), making it impossible to access to the premises
- Unavailability of Critical IT / Business Services: technology includes LCH SA Datacenters (In France and in London) and all hardware and software items composing LCH SA IT. Technology unavailability can be due to a physical event (e.g., air conditioning failure in Datacenters, server failure) or a logical event (e.g., malware outbreak on several workstations, major human error)
- Unavailability of human resources: business can be impacted if one or more critical staff are not in capacity to carry out their respective functions. Staff unavailability can be due to internal event (e.g., internal strike) or external event (e.g., pandemic).
- Unavailability of Critical Third Party Service Providers: LCH SA depends on third parties for its Outsourced IT but also for its Business. These third parties may meet a crisis, affecting their capacity to supply proper services and obligations towards LCH SA.

The policy also deals with combinations of the aforementioned risks due to simultaneous events, for example, wide scale metropolitan disruption including loss of multiple resources simultaneously (office/buildings, people, IT systems/infrastructure).

11.76 LCH SA's Recovery Time Objective (RTO) for the Business Recovery Plan as well as Disaster Recovery Plan is two hours for critical activities. Contract clauses with third party service providers have been defined and implemented to take this into account. Furthermore, each LCH SA business unit conducts a Business Impact Analysis (BIA) to identify their business activities, define their relative criticality, assess risk exposure of business activities, analyze the impact on internal and external stakeholders, and define business and IT requirement. In addition, the BIA includes confidentiality & integrity assessment and recovery & default management combined scenarii. They are updated every year – and/or following significant changes –challenged by BC&S team and then subject to validation by the LMC.

11.77 Departmental business continuity plans are in place across each business detailing the recovery strategies in place. These are reviewed and updated on a quarterly basis. Moreover, specific business continuity plans have been produced and are maintained by the BC&S team (pandemic plan, flood plan, etc.).

11.78 All operational and critical processes are covered by a Business Continuity Plan / Disaster Recovery Plan regularly tested and maintained. In this context LCH SA has a number of recovery strategies in place that are regularly tested. These are listed below:

- A recovery site with immediate access with 30 dedicated positions (computer + telephone) available immediately (tested on a monthly basis) and 10 shared

positions (tested on a quarterly basis) available no more than one day after the invocation.

- An another recovery site (which is tested on a quarterly basis) with 40 shared positions (with 20 positions available no more than 4 hours after the invocation and 20 positions available nor more than one day after the invocation).

Note: the number of recovery positions has been defined in agreement with the business lines (in the context of Business Impact Analysis) to ensure the continuity of their critical functions. The two recovery sites have a distinct risk profiles.

- Remote Access capability for the majority of staff (quarterly tested);
- Resilient and geographically diverse data centres which allow recovery of all critical infrastructure and services within 2 hours (yearly tested);
 - In Paris, the primary datacenter is synchronously replicated to the failover site. In case of a primary datacenter failover, critical services are able to be recovered in less than 2 hours, with no data loss on the secondary site.
 - Two UK-based data centers are connected with synchronous data replication, whilst a third datacenter in continental Europe is also deployed with asynchronous data replication from the primary UK facilities.

Note: in addition to technical teams and business teams involved in the Disaster Recovery testing, at least one Member from each service participate in the test as well as partner.

- Cross-trained staff in alternate locations who can carry out critical activities (quarterly tested).

11.79 A local CMT is established as well as a global CMT (invoked when local CMT is unable to manage its own recovery efforts - metropolitan disaster for example). CMT process is tested quarterly on various scenarios and includes local and global exercise as well as market wide exercise (with Banque de France for example).

11.80 **Outsourcing** (section 4.10 of Regulation 24-102)

If a recognized clearing agency outsources a critical service or system to a service provider, including to an affiliated entity of the clearing agency, the clearing agency must do all of the following:

(a) establish, implement, maintain and enforce written policies and procedures to conduct suitable due diligence for selecting service providers to which a critical service and system may be outsourced and for the evaluation and approval of those outsourcing arrangements;

(b) identify any conflicts of interest between the clearing agency and the service provider to which a critical service and system is outsourced, and establish, implement, maintain and enforce written policies and procedures to mitigate and manage those conflicts of interest;

(c) enter into a written contract with the service provider to which a critical service or system is outsourced that

(i) is appropriate for the materiality and nature of the outsourced activities,

(ii) includes service level provisions, and

(iii) provides for adequate termination procedures;

(d) maintain access to the books and records of the service provider relating to the outsourced activities;

(e) ensure that the securities regulatory authority has the same access to all data, information and systems maintained by the service provider on behalf of the clearing agency that it would have absent the outsourcing arrangements;

(f) ensure that all persons conducting audits or independent reviews of the clearing agency under this Instrument have appropriate access to all data, information and systems maintained by the service provider on behalf of the clearing agency that such persons would have absent the outsourcing arrangements;

(g) take appropriate measures to determine that the service provider to which a critical service or system is outsourced establishes, maintains and periodically tests an appropriate business continuity plan, including a disaster recovery plan;

(h) take appropriate measures to ensure that the service provider protects the clearing agency's proprietary information and participants' confidential information, including taking measures to protect information from loss, thefts, vulnerabilities, threats, unauthorized access, copying, use and modification, and discloses it only in circumstances where legislation or an order of a court or tribunal of competent jurisdiction requires the disclosure of such information;

(i) establish, implement, maintain and enforce written policies and procedures to monitor the ongoing performance of the service provider's contractual obligations under the outsourcing arrangements.

Satisfaction by EMIR

11.81 Article 35(1) of EMIR provides that, when outsourcing operational functions, services or activities, a CCP must at all times ensure that, among the following:

- (a) outsourcing does not prevent the exercise of supervisory and oversight functions, including on-site access to acquire any relevant information needed to fulfil those mandates;
- (b) outsourcing does not result in depriving the CCP from the necessary systems and controls to manage the risks it faces;
- (c) the service provider implements equivalent business continuity requirements to those that the CCP must fulfil;
- (d) the CCP retains the necessary expertise and resources to evaluate the quality of the services provided and the organizational and capital adequacy of the service provider,

and to supervise the outsourced functions effectively and manage the risks associated with the outsourcing and supervises those functions and manages those risks on an ongoing basis;

- (e) the CCP has direct access to the relevant information of the outsourced functions;
- (f) the service provider cooperates with the competent authority in connection with the outsourced activities; and
- (g) the service provider protects any confidential information relating to the CCP and its clearing members and clients.

A CCP may not outsource major activities linked to risk management unless approved by its regulator.

- 11.82 Pursuant to Article 35(2) of EMIR, a CCP's regulator must require the CCP, in entering into an outsourcing arrangement, to allocate and set out its rights and obligations, and those of the service provider, clearly in a written agreement. Pursuant to Article 35(3), a CCP must make all information necessary to enable the regulator to assess the compliance of the performance of the outsourced activities available upon request.

Compliance by LCH SA

- 11.83 In accordance with the provisions of EMIR and the *Arrêté du 3 Novembre 2014*, LCH SA has defined an outsourcing policy which stipulates that LCH SA retains responsibility for ensuring that the providers to which it outsources activities are delivering those services not only in line with that policy, but also to LCH's expected standards and with LCH's regulatory and legal obligations.

The contracts signed with the critical outsourcers, among other topics, give consideration to service levels and means of monitoring/reporting, including performance measures such as key risk and key performance indicators. They include protection of confidential information, intellectual property and data full on site access, cooperation with regulatory bodies, contingency/business continuity plans and exit management.

LCH SA retains sufficient resources in house to closely monitor the service outsourced and ensure that the risks are monitored and service level agreements are met. On site audits are regularly performed by the Internal Audit team.

As set out in the Group Procurement and Outsourcing policies, before committing to a supplier a pre-contractual risk assessment and due diligence must be undertaken to ensure that the risk associated with the outsourcing are identified and can be mitigated. When selecting a provider, due care must be taken to ensure proper consideration is given to a range of potential suppliers, such that the relevant benefits of each can be considered prior to making a decision.

The outsourcing policy clearly stipulates that when an activity is being outsourced to a provider within the LSEG, the controls and approach outlined in the LCH policies must be followed. The conflict of Interest policy defines the rules regarding identification and management of any conflict with any stakeholder including suppliers and within the Group.

The policy applies to all current, amended or proposed Outsourcing arrangements, irrespective of the third party to whom services are outsourced. This policy applies to all subsidiaries and entities controlled by the LCH Group and all Staff Members at all times, wherever they are located.

LCH is currently reviewing the Policy in order to comply with the new EBA outsourcing Guidelines.

Outsourcing Guidelines can be found at:

<https://eba.europa.eu/documents/10180/2551996/EBA+revised+Guidelines+on+outsourcing+arrangements><https://eba.europa.eu/documents/10180/2551996/EBA+revised+Guideline+on+outsourcing+arrangements>

- 11.84 As mentioned above, the LCH SA *Business Continuity programme include the response to unavailability of Critical Third Party Service Providers*.
- 11.85 In this context, LCH SA conducts annual Business Continuity & Information Security diligence reviews of its critical providers/third parties – identified by business units through Business Impact Analysis – to ensure that, as a minimum, they maintain adequate resilience to ensure appropriate continuity of the services they provide to LCH SA. This process identifies risks and issues and ensures their mitigation.

Division 4 – Participation requirements

- 11.86 **Access requirements and due process** (section 4.11 of Regulation 24-102)

(1) A recognized clearing agency must not

(a) unreasonably prohibit, condition or limit access by a person or company to the services offered by the clearing agency,

(b) unreasonably discriminate among its participants or indirect participants,

(c) impose any burden on competition that is not reasonably necessary and appropriate,

(d) unreasonably require the use or purchase of another service for a person or company to utilize the clearing agency's services offered by it, and

(e) impose fees or other material costs on its participants that are unfairly or inequitably allocated among the participants.

(2) For any decision made by the clearing agency that terminates, suspends or restricts a participant's membership in the clearing agency or that declines entry to membership to an applicant that applies to become a participant, the clearing agency must ensure that

(a) the participant or applicant is given an opportunity to be heard or make representations, and

(b) it keeps records of, gives reasons for, and provides for reviews of its decisions, including, for each applicant, the reasons for granting access or for denying or limiting access to the applicant, as the case may be.

(3) Nothing in subsection (2) limits or prevents the clearing agency from taking timely action in accordance with its rules and procedures to manage the default of one or more participants or in connection with the clearing agency's recovery or orderly wind-down, whether or not such action adversely affects a participant.

Satisfaction by EMIR

- 11.87 Pursuant to Article 37(1) of EMIR, a CCP's criteria for admitting clearing members must be "non-discriminatory, transparent and objective so as to ensure fair and open access to the CCP" and "ensure that clearing members have sufficient financial resources and operational capacity to meet the obligations arising from participation in a CCP". Criteria that restrict access to be admitted as clearing members are permitted only to the extent that their objective is to control the risk for the CCP.
- 11.88 Article 37(4) of EMIR requires a CCP to have objective and transparent procedures for the suspension and orderly exit of clearing members that no longer meet the CCP's admission criteria.
- 11.89 Article 37(5) of EMIR provides that a CCP may only deny access to clearing members meeting its admission criteria where duly justified in writing and based on a comprehensive risk analysis.
- 11.90 Article 37(6) of EMIR allows a CCP to impose specific additional obligations on clearing members, such as the participation in auctions of a defaulting clearing member's position. These additional obligations must be proportional to the risk brought by the clearing member and may not restrict participation to certain categories of clearing member.

Compliance by LCH SA

- 11.91 LCH SA has established clear and transparent admission criteria. All changes to existing criteria or the introduction of new ones are done in coordination with the Executive Risk Committee and after consultation of the Clearing Members.
- 11.92 The admission requirements are set forth in the Clearing Rules. LCH SA's participation requirements are non-discriminatory, objective and do not limit access on grounds other than risk (e.g. sufficient liable equity capital, compliance with technical requirements, verification of the legal validity and enforceability of the Clearing Rules). To ensure this purpose, LCH SA assesses its admission requirements continuously. Any recommendations to amend the admission criteria are always discussed in advance internally and with participants, Clearing Members.
- 11.93 Requirements for participation to LCH SA services are based on risk-based principles, and are designed to ensure that all Clearing Members are of a suitable financial standing and with sufficient operational capabilities. Final approval for all participation applications rests with the Executive Risk Committee, subject to the LCH SA Risk Committee being notified of approvals. Where the Executive Risk Committee refuses an application, the applicant may appeal to the Executive Risk Committee. All new Clearing Members are also subject to an internal LCH SA credit assessment.
- 11.94 Minimum levels of net capital and default fund contributions are required as part of the Clearing Member admission criteria. These are set out by service on LCH website:

<https://www.lch.com/index.php/membership/sa-membership/membership-sa-legal-and-regulatory-requirements>

- 11.95 In terms of operational capability, all Clearing Members must have adequate back office infrastructure to support a high volume of transactions. Typically, this requires appropriate systems to manage the Clearing Member's clearing activities, and staff with sufficient knowledge and experience with the systems. Prior to going live, all Clearing Members receive operational capability training if the LCH SA onboarding function deems it necessary.
- 11.96 LCH SA's Clearing Rules contain specific quality requirements for Clearing Members which comprise organisational, risk management systems and procedure requirements. LCH SA may impose additional risk-based conditions on Clearing Members which may be required to post additional collateral.
- 11.97 The participation criteria, including restrictions in participation are publicly disclosed on the LCH SA website and are included in the LCH SA Clearing Rules. All fees imposed by LCH SA are equitably allocated and don't have the effect to create unreasonable access barriers and that (ii) the process for setting fees is fair and appropriate and the fee model is transparent.
- 11.98 To achieve a balance between open access and risk, LCH SA continuously monitors a wide range of credit indicators for Clearing Members, including capital-to-risk ratios, and applies real-time risk management controls such as concentration limits and margin multipliers, rather than relying solely on hurdle-based participation criteria. In addition, the default management process seeks to ensure that a Clearing Member's contingent obligations in the event of default are commensurate with the nature and scale of its cleared activity.
- 11.99 LCH SA's participation requirements are designed to mitigate the risks that LCH SA faces as a CCP in a way that ensures the least restrictive access that circumstances permit.
- 11.100 Where an applicant is refused admission, the decision of LCH SA will indicate the reasons why the membership was refused as defined in Section 1 of the CDS Clearing Procedures²⁰ (for CDSClear) and Section 2.1.2 of the Clearing Rule Book (for RepoClear).²¹
- 11.101 Clearing Rules also outline the actions that LCH SA can take if there is an indication that a Clearing Member no longer meets the membership requirements. In case of a deterioration of the risk profile LCH SA may take measures such as: additional monitoring, increased margin requirements, prior authorisation for trades above a specified size, position reduction, position transfer to other Clearing Members, trading for liquidation only, and finally the declaration of default. LCH SA has the authority to declare a Clearing Member in default as soon as it has grounds to suspect the membership requirements are breached or are likely to be breached.
- 11.102 For CDSClear, regarding the suspension of a Clearing Member's membership, Section 2.4.1 of the CDS Clearing Rule Book mentions that LCH SA shall consult with the relevant Clearing Member. Regarding the termination of a Clearing Member's membership, Section 2.4.2 of the CDS Clearing Rule Book, there is nothing regarding the consultation of the Clearing Member

²⁰ https://www.lch.com/system/files/media_root/cdsclear_section_1_procedures_04.01.2018.pdf

²¹ <https://www.lch.com/resources/rules-and-regulations/sa-rulebooks>

nor regarding a right of appeal to this decision. For RepoClear, Sections 2.5.1. and seq. of the Clearing Rule Book mention that LCH SA shall consult the Clearing Member and inform them of the reasons of the suspension or termination.

Even though the right of appeal to a decision regarding the rejection of an Applicant's application or a suspension or termination of a current Clearing Member is not stated in the Clearing Rules or CDS Clearing Rules:

- An Applicant can still challenge LCH SA's rejection decision before the competent civil courts,
- A Clearing Member, can still follow the process mentioned in Section 9 of the CDS Clearing Procedures (for CDSClear) or Instruction I.3.6 (for RepoClear) ("Complaint Resolution") and then, if relevant, before the competent civil courts.

11.103 Where a CDSClear Clearing Member is in breach of the membership requirements, but has not defaulted on payments to LCH SA, LCH SA may initiate a membership termination procedure. Such membership termination procedure will first involve the opening of an investigation procedure pursuant to which the Clearing Member will be notified of such procedure and LCH SA will investigate the alleged breaches. Following the conclusion of the investigation procedure, LCH SA shall: (i) notify the Clearing Member; and (ii) produce a written report (the "**Report**"). Where, further to the investigation, LCH SA determines that it wishes to proceed with disciplinary proceedings, a disciplinary committee will be convened.

11.104 At each step of the termination procedure, the relevant Clearing Member will be given the opportunity to be heard.

11.105 Having considered the Report, the Clearing Member's response to the Report, any other information and documentation provided to the disciplinary committee, the disciplinary committee shall determine whether, in its view, the alleged breach has been committed and whether the membership the relevant Clearing Member should be terminated or not. Final decision in this respect will however be made by the Chief Executive Officer of LCH SA or another suitably senior executive of LCH SA.

11.106 Regarding CDSClear, LCH SA decision to suspend or terminate a clearing member's membership could follow disciplinary proceedings as provided for in Section 8 of the Procedures (Disciplinary Proceedings)²² where the relevant Clearing Member is given the opportunity to be heard and provide explanations.

Regarding RepoClear, this is not a disciplinary procedure per se, but in case of breach of membership requirements, the suspension or termination processes described in Sections 2.5.1 and seq. of the Clearing Rule Book, will apply, and notably the Clearing Member will be consulted.

11.107 Before terminating a membership, LCH SA may allow a grace period for the relevant Clearing Member to remedy the breach. Once a default notice has been issued, withdrawal of the Clearing Member occurs in accordance with the Default Procedures.

²² https://www.lch.com/system/files/media_root/SA%20Rulebooks/Over-the-counter%20Credit%20Default%20Swaps/cdsclear_section_8_procedures_09.05.2012.pdf

11.108 LCH SA has also the right to suspend or restrict the clearing for the relevant Clearing Member. In the case of a suspension or restriction of a Clearing Member's clearing rights, LCH SA must consult with the relevant Clearing Member. Further to such consultation, LCH SA may either agree a grace period within which the Clearing Member may remedy the event in question or institute disciplinary proceedings in respect of the Clearing Member.

11.109 LCH SA keeps records of its decisions (including, in particular, any decision to refuse the admission of an applicant and any disciplinary sanction).

12. Additional Information to demonstrate that it is in the Public Interest for the AMF Québec to Exempt the Applicant

12.1 LCH SA is committed to operating a clearing agency in accordance with relevant public interest considerations. LCH SA has published the following statement on its website:

“Clearing services housed within LCH SA include CDSClear, RepoClear SA, EquityClear SA and CommodityClear SA.

LCH SA Clearing Members and their clients enjoy LCH's unmatched offering in cleared listed and OTC products and industry-leading innovations that make managing cleared portfolios easier through tools such as trade compression and portfolio margining.

LCH SA Clearing Members also benefit from the highest risk management standards achievable in the market. These include the widest selection of customer protection and segregation options for their positions and the industry's most sophisticated margin methodologies underpinned by the market's most rigorous collateral requirements.”

Further, LCH Group's stated corporate objectives are to (i) reduce risk and safeguard the financial infrastructure in the markets it serves, (ii) deliver market leading and cost-effective clearing services, and (iii) be the leading multi-asset clearing house, independently serving diverse markets around the world. LCH SA's governance structure is designed to ensure that LCH SA meets these corporate objectives.

13. Certification Regarding Books and Records as well as Onsite Inspection and Examination

13.1 Pursuant to paragraph 2.1(2)(a) of Regulation 24-102, LCH SA will provide certification that it will assist the AMF Québec in accessing LCH SA Clearing's books and records and in undertaking an onsite inspection at LCH SA Clearing's premises.

14. Form 24-102F1 Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service

14.1 Pursuant to subsection 2.1(3) of Regulation 24-102, LCH SA has submitted a draft Form 24-102F1 *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service*. A fully executed Form

24-102F1 will be filed with the AMF Québec once the order requested by this application is issued.

15. Notice Regarding Material Change to Information Provided in Application

- 15.1 Pursuant to subsection 2.1(4) of Regulation 24-102, LCH SA agrees to inform the AMF Québec in writing of any material change to the information provided in this application, or if any of the information becomes materially inaccurate for any reason, as soon as the change occurs or LCH SA becomes aware of any material inaccuracy.

16. Filing of Audited Financial Statements

- 16.1 Pursuant to subsection 2.4(1) of Regulation 24-102, LCH SA will provide audited financials for the most recently completed financial year. Such audited financial statements and the accompanying auditor's report will meet the standards prescribed in subsections 2.4(2) and (3) of Regulation 24-102, respectively.

* * *

We have attached LCH SA's most recent assessment against the PFMI as **Appendix A** and a certificate of verification signed by LCH SA as **Appendix B**.

Should you have any questions on this application, please contact the undersigned at françois.faure@lch.com or Mohamed MEZIANE (Compliance Department) at mohamed.meziane@lch.com.

Sincerely,

Francois Faure
Chief Compliance Officer
+33 1 70 37 65 96

APPENDIX A

Assessment of LCH SA's compliance against the CPSS-IOSCO Principles for financial market infrastructures (PFMI) and disclosure framework associated to the PFMIs.

Disclaimer

LCH SA has made every effort to ensure that all statements and information contained in this assessment are accurate as of the date of this assessment but accepts no liability in case of errors or omissions.

All materials provided by LCH SA in this context are and remain the intellectual property of LCH SA and all rights therein are reserved.

All trademarks, logos etc. depicted or otherwise used in this document, including LSEG entities names and logos, are owned by the respective LSEG Group entity and may not be used without such owners' prior written express consent.

LCH SA

CPMI – IOSCO Self-Assessment 2018

Assessor	In 2018, LCH SA performed a self-assessment of its observance with the CPMI-IOSCO Principles for Financial Market Infrastructures (PFMIs).
Objective of the assessment	LCH SA's self-assessment was undertaken in accordance with the PFMIs of April 2012 and to demonstrate compliance with them and related guidance.
Scope of the assessment	This self-assessment was made against all PFMIs which apply to CCPs and covers all the clearing services of LCH SA.
Methodology of the assessment	LCH SA followed the disclosure framework and applied the assessment methodology recommended by CPMI-IOSCO.
Source of information in the assessment	In making this assessment, LCH SA used a combination of public and non-public information, including LCH SA's policies, procedures and management information. This was also supplemented with discussions with LCH SA staff responsible for critical activities of the central counterparty.
Date of assessment	LCH SA's assessment was made using data available as of 31st May 2018

Contents

APPENDIX A	1
1 Executive Summary	62
2 Overview of LCH SA	63
2.1 General description of LCH SA and the markets it serves.....	63
2.2 Regulatory framework	64
3 Detailed assessment report	65
Principle 1: Legal basis.....	65
Principle 2: Governance	68
Principle 3: Management of risks.....	73
Principle 4: Credit risk.....	78
Principle 5: Collateral.....	86
Principle 6: Margin.....	88
Principle 7: Liquidity risk.....	95
Principle 8: Settlement Finality.....	101
Principle 9: Money Settlements	102
Principle 10: Physical deliveries	103
Principle 13: Participant-default rules and procedures	106
Principle 14: Segregation and portability	110
Principle 15: General business risk	112
Principle 16: Custody and investment risks.....	114
Principle 17: Operational risk	116
Principle 18: Access and participation requirements	121
Principle 19: Tiered participation arrangements	124
Principle 20: FMI links.....	126
Principle 21: Efficiency and effectiveness	129
Principle 22: Communication procedures and standards	131
Principle 23: Disclosure of rules, key procedures, and market data	132
Appendix: Key terms and abbreviations.....	134

1 Executive Summary

Banque Centrale de Compensation which conducts business under the name LCH SA (hereinafter “**LCH SA**”) has completed a self-assessment against the 24 Principles for Financial Market Infrastructures (PFMIs), as published by the Committee on Payment and Market Infrastructures (“**CPMI**”) and the International Organization of Securities Commissions (“**IOSCO**”)¹. The self-assessment was completed using the recommended assessment methodology published by CPMI and IOSCO².

¹ <http://www.bis.org/publ/cpss101a.pdf>

² <http://www.bis.org/publ/cpss106.pdf>

2 Overview of LCH SA

2.1 General description of LCH SA and the markets it serves

LCH SA is a France-registered central counterparty. In its role as a Central counterparty (“**CCP**”), LCH SA assumes counterparty risk between trading counterparts by becoming the legal counterparty to the trade and ensuring the financial performance of the trade. In clearing a trade, LCH SA becomes counterparty to, and responsible for, the corresponding trade obligations arising from the original bilaterally negotiated trade.

This principle is known as novation or registration. In its normal course of business, LCH SA does not hold positions for its own account, except to the extent that it invests cash margin received from clearing members in bonds and reverse repos.

LCH SA offers clearing services for exchange-traded futures and options on financial and commodity products, cash equities, Euro denominated bonds and repos and Credit Default Swaps through four lines of CCP services: EquityClear, CommodityClear, CDSClear and RepoClear.

LCH SA provides clearing services to the Euronext markets: Euronext Amsterdam NV, Euronext Brussels SA/NV, Euronext Lisbon, Euronext Paris. It also provides clearing services to Börse Berlin (Equiduct Trading), Bourse de Luxembourg, Bond Match and Galaxy Trading System.

Complete information on services provided by EquityClear and CommodityClear can be found at:

<https://www.lch.com/services/equityclear/equityclear-sa>

<https://www.lch.com/services/commodityclear/commodityclear-sa>

For products relating to fixed income activity (including sell and purchase transactions as well as French, Italian, Spanish, German and Belgium sovereign debts and repos), LCH SA provides government debt securities clearing services to: Euro MTS, ICAP Electronic Broking Ltd, MTS, ETCMS and Tullett Prebon Trading System. LCH SA also provides a triparty clearing service called €GCPlus, based on a European Central Bank (“**ECB**”) eligible Euroclear pool of collateral, Euroclear acting as triparty agent.

Complete information on services provided by RepoClear can be found at:

<https://www.lch.com/services/repoclear/repoclear-sa>

<https://www.lch.com/services/repoclear/eugcplus>

LCH SA provides clearing services for eligible CDS contracts including both European and US Indices and Single Names Index constituents, and clearing services for eligible European Index Swaptions. CDSClear offers its members and their clients clearing services on European and US Indices and Single Names Index constituents and European Index Swaptions, through MarkitSERV, Bloomberg and Tradeweb trade sources.

Complete information on services provided by CDSClear can be found at:

<https://www.lch.com/services/cdsclear>

2.2 Regulatory framework

LCH SA is regulated as a CCP by three National Competent Authorities: the Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ("**ACPR**"), the Banque de France ("**BDF**") and the Autorité des Marchés Financiers ("**AMF**").

LCH SA is authorized to offer clearing services in the European Union pursuant to the European Market Infrastructure Regulation ("**EMIR**") which includes the supervision by a College of 18 European regulators and the ESMA.

As a clearing house and investment services provider, LCH SA is regulated by the AMF and therefore subject to the Règlement Général de l'AMF.

LCH SA is a credit institution as per the French Monetary and Financial Code and regulated by the ACPR. It is therefore subject to all the European and French banking legislations. It is indirectly regulated by the European Central Bank as a lesser important financial institution.

LCH SA is registered in the US as a Derivatives Clearing Organization ("**DCO**") with the US Commodity Futures Trading Commission ("**CFTC**") for its CDS business, and as Clearing Agency with the US Securities and Exchange Commission ("**SEC**").

LCH SA is recognized as a foreign Central Counterparty by the Swiss Financial Market Supervisory Authority ("**FINMA**").

As branches of a credit institution, the activities of LCH SA branches in Belgium and Netherlands are regulated respectively by the Belgium National Bank (BNB) & the Dutch National Bank (DNB).

3 Detailed assessment report

Principle 1: Legal basis

An FMI should have a well-founded, clear, transparent, and enforceable legal basis for each material aspect of its activities in all relevant jurisdictions.

The LCH SA Rulebooks cover all material aspects of LCH SA's activities and aim to provide a clear and certain legal basis for its operations, as well as the rights and obligations of both LCH SA and its clearing members. The enforceability of the LCH SA Rulebooks, Instructions (or Procedures for CDS), Notices (together the "Clearing Rules"), and the Clearing Member Admission Agreement is protected by French legislation; and enforceability in other jurisdictions is underpinned by legal opinions from reputable external counsel based in those jurisdictions.

Key Consideration 1: The legal basis should provide a high degree of certainty for each material aspect of an FMI's activities in all relevant jurisdictions.

The material aspects, those which are fundamental to its safe operation as a CCP, of LCH SA's activities which require a high degree of legal certainty are:

- Settlement finality (see *Principle 8*)
- Default of clearing members (see *Principle 13*)
- Netting arrangements in the event of clearing member and client defaults and upon winding up of LCH SA
- Porting of client positions (see *Principle 14*) and
- Enforcement of collateral (see *Principle 5*)

A trade once accepted by LCH SA cannot be rejected. LCH SA can amend the terms for which it accepts trades for clearing but this would need to happen prior to registration.

A high degree of legal certainty on these activities is achieved through obtaining legal opinions as to the enforceability of the Clearing Rules in all relevant jurisdictions (see *Key Consideration 5* and *Principle 16*), performing due diligence, reviewing applicable legislation and procuring local legal advice.

The LCH SA Clearing Rules are governed by French law except for (i) the CDS Clearing Supplement and the Dispute Resolution Protocol, which are governed by UK laws, (ii) the Euroclear Pledge, which is governed by Belgian law and (iii) the FCM CDS Clearing Regulations, which are governed by New York law. Each prospective clearing member must enter into an Admission Agreement with LCH SA which requires the clearing member to comply with the terms of the relevant LCH SA Clearing Rules.

In order to ensure that the Clearing Rules are enforceable in all jurisdictions in which services are offered, LCH SA obtains a legal opinion for each new jurisdiction from a reputable external counsel based in that jurisdiction before any clearing member can be admitted.

In accordance with the Directive 98/26/EC of the European Parliament and of the Council of 19 May 1998 on settlement finality in payment and securities settlement systems (the "Settlement Finality Directive"), LCH SA Clearing Rules' provisions set out the conditions under which the cleared transactions registered within the clearing system (in respect of exchange-traded transactions and OTC transactions) are irrevocable. These provisions are supported by the designation of LCH SA as a settlement system notified by the French Minister of Economy. Please see *Principle 8* for more details.

Key Consideration 2: An FMI should have rules, procedures, and contracts that are clear, understandable, and consistent with relevant laws and regulations.

LCH SA publishes the Clearing Rules on its website. Clearing members are consulted ahead of the implementation of any material rule change.

The LCH SA Clearing Rules contained therein cover all material aspects of LCH SA's activities, and aim to provide a clear and certain legal basis for its operations and the rights and obligations of each of its clearing members. In order to ensure that the Clearing Rules are enforceable in all jurisdictions in which services are offered, LCH SA obtains a legal opinion for each new jurisdiction from a reputable external counsel based in that jurisdiction before clearing members are admitted. The LCH SA Clearing Rules are consistent with applicable law. Should any inconsistencies with applicable law arise, such as on implementation of a new regulation, LCH SA will remedy this through changes to its Clearing Rules. LCH SA monitors the release of new regulations or changes to current regulations through in-house specialist functions and third party providers.

LCH SA requires that changes to its Clearing Rules be reviewed by its Rule Change Committee. Proposed changes to the CDS Clearing Rules are submitted to the CDS Clearing Members for review and comments and, only after such consultation period, submitted to the AMF, the SEC and the CFTC for approval, non-objection, or information. Proposed changes to the Clearing Rules other than the CDS Clearing Rules are submitted to the members for consultation and subsequently to the AMF for approval. They are also notified to other relevant regulators as necessary.

Key Consideration 3: An FMI should be able to articulate the legal basis for its activities to relevant authorities, participants, and, where relevant, participants' customers, in a clear and understandable way.

LCH SA's Articles of Association are available through the Paris Trade and Companies Registry. Key information related to the governance of LCH SA, including the composition and terms of reference of its Risk Committee, Audit Committee and Remuneration Committee are available on its website.

LCH SA publishes key information about its regulatory status on its website and in its annual report. The details of the relevant regulatory frameworks under which LCH SA operates, including statutory instruments and stated policies, are publicly available on the regulators' websites and Legifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

The LCH SA Clearing Rules cover all material aspects of LCH SA's activities, and aim to provide a clear and certain legal basis for its operations and the rights and obligations of each of its clearing members.

To ensure the basis for LCH SA's activities is known, LCH SA publishes the Clearing Rules on its [website](#). The Clearing Rules refer to supporting legislative instruments where appropriate. LCH SA consults with its clearing members ahead of the implementation of material rule changes.

Key Consideration 4: An FMI should have rules, procedures, and contracts that are enforceable in all relevant jurisdictions. There should be a high degree of certainty that actions taken by the FMI under such rules and procedures will not be voided, reversed, or subject to stays.

In order to ensure that the Clearing Rules are enforceable in all jurisdictions in which services are offered, LCH SA obtains, and provides upon demand, a legal opinion for each new jurisdiction from a reputable external counsel based in that jurisdiction before clearing members are admitted.

There are no circumstances under which LCH SA's actions under its rules, procedures or contracts could be voided, reversed, or subject to stays.

No court in any jurisdiction has ever held any of LCH SA's relevant activities or arrangements under its rules and procedures to be unenforceable.

Key Consideration 5: An FMI conducting business in multiple jurisdictions should identify and mitigate the risks arising from any potential conflict of laws across jurisdictions.

LCH SA checks the adequacy of its legal framework for cross-border clearing members by obtaining legal advice regarding the enforceability of the Clearing Rules, the jurisdiction of French courts over non-French domiciled clearing members, and the circumstances and extent to which a French collateral arrangement and Belgian law pledge will be enforceable under the laws of the jurisdiction. To date, LCH SA has obtained legal advice in relation to its Cash/Listed Derivatives/Fixed Income activities for France, England and Wales, Germany, Sweden, Switzerland, Belgium, Denmark, Finland, Ireland, Italy,

Luxembourg, Netherlands, Portugal, Spain and the State of New York (USA), and in relation to its CDS activities, for France, England and Wales, Germany, Sweden, Switzerland and North Carolina (USA). LCH SA has a Legal Opinion policy which requires legal opinions be refreshed every three years or earlier if material changes occur to either the foreign jurisdiction or the Clearing Rules that could impact the outcome of the opinion.

In many cases, conflicts of law between jurisdictions do not arise. For European Members, LCH SA is a designated system under the Settlement Finality Regulations. For clearing members from other jurisdictions any action against LCH SA would need to be brought in a French Court where LCH SA is designated under the Settlement Finality Regulations.

Publicly available resources

[Clearing Rules](#)
[Company Structure](#)
[Annual Report](#)

Principle 2: Governance

An FMI should have governance arrangements that are clear and transparent, promote the safety and efficiency of the FMI, and support the stability of the broader financial system, other relevant public interest considerations, and the objectives of relevant stakeholders.

LCH SA operates under robust governance arrangements which provide an explicit responsibility and accountability structure. The LCH SA Board and its Committees have representation of both executive and non-executive individuals who are appropriately skilled personnel. The Chairman and the Chairs of the Board Risk, Remuneration and Audit Committees are among the independent non-executive directors. The LCH SA website publicly discloses the governance arrangements, including the ownership and organisational structure, composition of the Board and Board Committees, as well as Board and Committee terms of reference.

Key Consideration 1: An FMI should have objectives that place a high priority on the safety and efficiency of the FMI and explicitly support financial stability and other relevant public interest considerations.

LCH SA is a subsidiary of LCH Group Holdings Limited (“**LCH Group**”) a private company limited by shares, incorporated in the United Kingdom and of Euronext N.V, a company incorporated in the Netherlands. LCH Group is 67.97 per cent owned by London Stock Exchange (C) Limited, a wholly-owned subsidiary of London Stock Exchange Group plc (“**LSEG**”), and 32.03 per cent owned by participants and exchanges.

The objectives of LCH SA are clearly identified and publicly available on the group’s website. LCH SA’s objectives are:

- **To provide market leading risk management and clearing solutions.**
- **To manage our members’ and clients’ risk by providing effective and efficient clearing services.**
- **To promote a safe and stable financial market foremost in all that we do.**

Furthermore, LCH SA is committed to safeguarding its members’ interests and supporting general market and financial stability through its operations, including with respect to international and jurisdictional regulations regarding procyclicality.

Through regular business and risk management reviews, LCH SA assesses its performance against its objectives at both LCH SA Board and executive level. The LCH SA Board has adopted a Risk Governance Framework, setting out the risks facing LCH SA, its tolerance for these risks, the personnel with responsibility for each risk and has defined reporting requirements for each.

By including as an objective the reduction of risks and the safeguarding of the financial infrastructure in the markets it serves, LCH SA explicitly places a high priority on safety and efficiency as well as supporting financial stability in its public mission.

Key Consideration 2: An FMI should have documented governance arrangements that provide clear and direct lines of responsibility and accountability. These arrangements should be disclosed to owners, relevant authorities, participants, and, at a more general level, the public.

LCH SA operates under robust governance arrangements which provide a clear organisational structure, and set out the composition, role and responsibilities of the LCH SA Board and the LCH SA Board Committees.

The governance arrangements include CEO Executive Delegation, the LCH Group Executive Committee Terms of Reference (“**TORs**”) and the Local Management Committee (LMC) TOR. These arrangements also set out the process for ensuring accountability to stakeholders.

LCH SA provides accountability to owners, participants and other relevant stakeholders by including user, clearing member and client representatives in governance forums. LCH SA's clearing services run Product Advisory Groups and Risk Working Groups where participants are able to comment on proposed changes to markets, products and services, and to risk policies, models and frameworks. In addition, Clearing Members and Clients of Clearing Members are represented on the LCH SA Board Risk Committee where all material proposals are reviewed and recommended to the Board for approval.

The governance arrangements of LCH SA are publicly available, including details of the LCH SA Board, the LCH SA Board committees' compositions and details of Executive delegation.

Key Consideration 3: The roles and responsibilities of an FMI's board of directors (or equivalent) should be clearly specified, and there should be documented procedures for its functioning, including procedures to identify, address, and manage member conflicts of interest. The board should review both its overall performance and the performance of its individual board members regularly.

The roles and responsibilities of the LCH SA Board are clearly specified through the company's Articles of Association and the LCH SA Board's Terms of Reference.

The LCH SA Board is responsible for the establishment of clear objectives and strategies, monitoring LCH SA's senior management, establishing appropriate remuneration policies, establishing and overseeing the risk management function, overseeing the compliance and internal control function, overseeing outsourcing arrangements and providing accountability to shareholders, employees, clearing members, clients and other stakeholders.

The LCH SA Board is comprised of 13 individuals: five independent non-executive directors (INEDs), one of whom is Chairman, five non-executive directors (of whom one is a LSEG director, one a representative of a venue, one a representative of a customer, two representatives of clearing members) and three executive directors.

The LCH SA Board has established an Audit Committee, Remuneration Committee and, as an advisory committee, a Risk Committee.

The composition of the LCH SA Board, Remuneration Committee, Audit Committee and Risk Committee are publicly available. The terms of reference for these committees are reviewed at least annually. Any changes arising from the annual review are reported to the relevant committee for recommendation to the Board which is then asked to approve the amendments.

The Remuneration Committee recommends, to the LCH SA Board, the broad remuneration policy and principles of LCH SA. Its responsibilities include:

- ensuring that the policy and principles are aligned with the company's risk tolerance and corporate strategy;
- reviewing that management and employees are provided with appropriate incentives to encourage focus on risk management as the core purpose of LCH SA; and
- reviewing that management and employees are, in a fair and responsible manner, rewarded for their individual contribution to the success of LCH SA.

The Remuneration Committee is comprised of four individuals: two INEDs, one of whom is the Chairman, a user representative and a LSEG director.

The Audit Committee represents the interests of the LCH SA Board in the sound financial management and internal control management of the company. Its responsibilities include:

- assisting the LCH SA Board in fulfilling its responsibilities to review audited financial statements;
- appointing external auditors;
- reviewing the internal audit function;
- reviewing regulatory compliance; and

- reviewing the operational risk framework and reviewing the internal control environment.

The Audit Committee is comprised of seven individuals: four INEDs, one of whom is the Chair, a user representative, a Euronext director and an LSEG director.

The Risk Committee advises the LCH SA Board on the company's risk appetite, tolerance and strategy. Its responsibilities include:

- reviewing risk policies periodically;
- reviewing membership criteria and reviewing decisions with regards to LCH SA membership;
- considering risk controls designed or adapted for new contracts, product types or services; and
- considering proposals to make significant amendments to margin methodologies.

In all cases, following their review the Risk Committee will make recommendations based on their findings to the LCH SA Board for approval. In the event the Board decides not to follow the recommendation of the Risk Committee, the CCP is required to notify the competent authority within five days.

The Risk Committee is comprised of six individuals: three INEDs, one of whom is the Chairman, two representatives of clearing members and one representative of clients of clearing members. The metric for determining which clearing member and clients are members of the Committee is based on factors including the asset classes cleared, volume cleared, the level of contribution to the relevant default funds and whether they have previously been a voting member of the Committee.

The Terms of Reference of the Board set out the obligations on LCH SA's Directors to disclose any potential conflicts of interest to other Directors, as well as the actions which may be taken to mitigate conflicts as they arise. The LCH SA Board of Directors performs an annual declaration of potential or actual conflicts of interest. At the beginning of each meeting of the LCH SA Board the agenda is reviewed by the Board Directors and actual or potential conflicts are considered for each agenda item. The tools available to the LCH SA Board to mitigate conflicts of interest include Directors recusing themselves from discussions. If there is any doubt whether a conflict exists, a determination will be made by the INEDs in conjunction with the Chief Compliance Officer, as to whether a conflict exists. The INEDs' decision is final.

As a measure of best practice, the LCH SA Board performs an annual review of its own performance and that of its Committees. The review includes consideration of the performance of LCH SA's Board members and the Chairman, and the LCH SA Board's behaviours and culture.

Key Consideration 4: The board should contain suitable members with the appropriate skills and incentives to fulfil its multiple roles. This typically requires the inclusion of non-executive board member(s).

The LCH SA Board is comprised of 13 individuals (see key consideration 3 above for further details). The LCH SA Board takes the advice of the LCH Group Nomination Committee before approving changes in its size, structure and members. The Committee's Terms of Reference state that the Committee will need to ensure that its recommended candidates are respected for their competence and are of good standing in their field of business.

An LCH SA INED must be independent in character and judgement, and have no relationships or circumstances (including any with LSEG or any of its subsidiary undertakings and/or with any significant user or venue shareholder) which are likely to affect, or could appear to affect, his or her judgement. The identities of the INEDs are disclosed on the LCH SA website.

The INEDs of the LCH SA Board receive a fee, which is fixed, and which is not linked to the business performance of LCH SA. Non-executive members of the LCH SA Board, other than the INEDs, do not receive a fee. The non-executive members of the LCH SA Board represent the users of the CCP and in many cases the shareholders of LCH Group.

It is a responsibility of the LCH SA Board, through its Terms of Reference, to perform adequate succession planning for the LCH SA Board, thereby ensuring the LCH SA Board continues to have appropriately skilled members.

Key Consideration 5: The roles and responsibilities of management should be clearly specified. An FMI's management should have the appropriate experience, a mix of skills, and the integrity necessary to discharge their responsibilities for the operation and risk management of the FMI.

LCH SA's senior management is responsible, in general, for ensuring consistency of LCH SA's activities with the LCH SA Board's objectives and strategy, establishing appropriate compliance and internal controls, subjecting internal controls to regular review and testing, ensuring sufficient resources are devoted to risk management and compliance, being actively involved in risk control processes and ensuring that risks posed to the CCP by its clearing and activities linked to clearing are duly addressed.

LCH SA's management team is made up of experienced professionals, taking responsibility for distinct areas of the operation, risk management and control of the CCP. In separating responsibilities, LCH SA has management in place with the necessary expertise for each area and maintains a mix of skills necessary for the operation and risk management of the CCP.

The roles and responsibilities of senior management are determined on the needs of LCH SA and set out in individual job descriptions. Once in role, LCH SA's senior management is subject to at least annual performance management reviews against their objectives and the core competencies identified as essential for all LCH SA employees. LCH SA is committed to ensuring that its reward practices promote sound and effective risk management and do not create incentives to relax risk standards. The annual performance review for members of the LCH Group Executive Committee also includes assessments by the Group Chief Risk Officer against their respective risk objectives and by Group Head of Internal Audit in respect of internal audit reports and closure of internal audit actions. Both assessments are presented to the Remuneration Committee.

LCH SA monitors the performance of its senior management through regular reviews: in the case of non-performance, processes are in place to identify, escalate, remediate and ultimately reprimand and remove management if necessary.

Key Consideration 6: The board should establish a clear, documented risk-management framework that includes the FMI's risk-tolerance policy, assigns responsibilities and accountability for risk decisions, and addresses decision making in crises and emergencies. Governance arrangements should ensure that the risk-management and internal control functions have sufficient authority, independence, resources, and access to the board.

LCH SA's risk management is governed by the LCH Group Risk Governance Framework, adopted and reviewed annually by the LCH SA Board. This framework defines the universe of risks faced by LCH SA, the Board's tolerance for each risk, the standards which the Board expects LCH SA to meet in managing those risks, and, in addition, identifies the personnel with responsibility for each risk and sets reporting requirements. The Risk Governance Framework requires that a comprehensive risk policy framework is maintained which identifies how each risk is managed to those standards and within the Board's tolerance levels. The framework comprises a suite of risk policies, each of which is annually reviewed and approved by the LCH SA Risk Committee and LCH SA Board. The risk management function is responsible for putting the Risk Policy framework into practice and making reports to the Risk Committee.

The Chief Risk Officer reports directly to the Chief Executive Officer of LCH SA and makes independent reports to the LCH SA Risk Committee and LCH SA Board as necessary. The Chief Risk Officer is responsible for the management and control of risks within LCH SA pertaining to those risk types identified in the Risk Governance Framework. The Chief Risk Officer is supported by an effective team with the necessary authority, expertise, access and resource.

The Head of Internal Audit reports directly to the Chairman of the LCH SA Audit Committee. The Head of Internal Audit is responsible for providing objective and independent assurance to the Board of LCH SA on the effectiveness of risk management arrangements and activities across the company. The Head

of Internal Audit is supported by a team with the necessary access to material, independence from ongoing processes, authority and expertise.

The LCH SA Board ensures it has adequate governance surrounding the adoption and use of risk management models by setting policies and standards for the minimum level of review and governance steps which are required for margin models. The review steps culminate in evaluation by the LCH SA Risk Committee, which makes recommendations related to the models to the LCH SA Board.

New models and changes to existing margin models and related methodologies are reviewed through internal committees and external participant working groups as well as being subject to independent expert validation.

To manage a crisis or a default, LCH SA has established a Crisis Management Team (“CMT”) and a Default Crisis Management Team (“DCMT”), each working across all of the LCH SA services. Each of them works within regularly reviewed plans and procedures ensuring that the response to and management of a crisis or default is well co-ordinated and effective, minimising the impact on employees and members.

Key Consideration 7: The board should ensure that the FMI’s design, rules, overall strategy, and major decisions reflect appropriately the legitimate interests of its direct and indirect participants and other relevant stakeholders. Major decisions should be clearly disclosed to relevant stakeholders and, where there is a broad market impact, the public.

LCH SA discloses, on its website, detailed information on its operations and risk management, as well as information on the products it clears and associated fees. As and when these are amended the disclosures are updated and, where appropriate, circulars are distributed to members. Further to this, LCH SA routinely makes public announcements of changes in its Board Directors. LCH Group (the controlling shareholder of LCH SA) holds General Meetings for its shareholders.

The LCH SA Board includes in its membership representatives of clearing members, and venues, thereby allowing these groups of stakeholders to be part of decision making on the design of services, rules, overall strategy and major decisions. Further to this, the LCH SA Risk Committee also includes in its membership representatives of clearing members and clients, thereby allowing these groups of stakeholders to be part of recommendations made to the LCH SA Board on risk matters. The executive Directors of the LCH SA Board and Committee members provide feedback from market participants, based on their day to day interaction, as part of these forums.

LCH SA has in place a number of tools available to it to seek feedback from its user community, including formal consultations and clearing member and client advisory forums and working groups.

At a working level, LCH SA engages with its clearing members and clients of clearing members in a range of advisory and risk working groups to support product development, upcoming changes and major decisions.

LCH SA complies with the LCH Group Conflicts of Interest Policy which sets out the methods for identifying and managing potential and actual conflicts of interest, including those between LCH SA and its stakeholders. LCH SA requires all its employees to declare, annually, any potential or actual conflicts of interest. A register of conflicts is held and updated on annual cycle by the Compliance department. Where a potential conflict may arise, specific conflicts of interest management procedures are applied. Actions LCH SA may take include applying “need to know” information barriers and ultimately disclosing any conflict which it could not sufficiently avoid or mitigate.

Publicly available resources

[Structure and Governance](#)
[LCH SA Board Composition](#)
[LCH SA Committee Compositions](#)

Principle 3: Management of risks

An FMI should have a sound risk-management framework for comprehensively managing legal, credit, liquidity, operational, and other risks.

The LCH SA risk management framework reflects the LCH SA Board's risk appetite, and any amendments to this framework are subject to review and approval by the Board, to ascertain that such changes remain in alignment with the Board's risk tolerance. The risks identified within the framework and the risk management tools used to mitigate such risks are subject to ongoing and regular review, through a robust governance process. LCH SA maintains a recovery plan and a wind-down plan, which are reviewed annually by the Board.

Key Consideration 1: An FMI should have risk-management policies, procedures, and systems that enable it to identify, measure, monitor, and manage the range of risks that arise in or are borne by the FMI. Risk-management frameworks should be subject to periodic review.

LCH SA's overarching approach to risk management is administered according to the LCH SA Risk Governance Framework. This framework seeks to comprehensively identify the range of risks to which LCH SA is potentially exposed and to designate responsibility for these risks. Through the framework, the LCH SA Board defines tolerance levels for each category of risk and also sets guidelines for internal reporting to provide assurance that the framework is observed.

There are 22 risks defined within the Risk Governance Framework which is approved by the LCH SA Board:

- Latent market risk
- Sovereign risk (specific to clearing member positions)
- Wrong-way risk (specific to clearing member positions)
- Concentration risk (specific to clearing member positions)
- Counterparty credit risk
- Liquidity risk
- Procyclicality risk
- Settlement, payment and custody risk
- Foreign Exchange ("FX") risk
- Business risk
- Operational risk
- Legal risk
- Regulatory and compliance risk
- Pension risk
- Project risk
- Business continuity
- Model risk
- Information security and cyber risk
- Investment risk
- Default management risk
- Strategic risk
- Reputational risk

The framework is given effect by targeted and detailed LCH SA risk policies to cover:

- Financial resource adequacy
- Collateral risk
- Contract & market acceptability
- Counterparty credit risk
- Liquidity risk
- Settlement, payment and custody risk
- Investment risk
- Operational risk
- Model governance, validation & review
- Default management
- Procyclicality

These risk policies are managed by the LCH SA risk management function. Ownership of the risks and the control environment is defined in the policies, including the responsibility to maintain procedures in support of each relevant function.

The remaining risks, such as business continuity, legal risk, etc., are managed by dedicated business functions. The CRO is responsible for ensuring that an appropriate framework is in place to measure and monitor the status of each of the 22 risks against the Board's appetite, which is reported to the Board quarterly.

LCH SA operates systems which facilitate the accurate measurement and monitoring of risk exposures for all clearing services and associated functions, including margining, collateral and investment management, and credit risk management. These systems enable the aggregation of exposures across clearing services, counterparties and risk types.

The LCH SA Board ensures it has adequate governance surrounding the adoption and use of risk management models by setting policies and standards for the minimum level of review and governance steps that are required. The review steps culminate in evaluation by the LCH SA Risk Committee, which makes recommendations related to the models to the LCH SA Board.

New models and material changes to existing margin models and related methodologies are reviewed through internal committees as well as being subject to clearing member review and independent validation, in line with policies and standards.

The Risk Governance Framework specifies the LCH SA Board's standards and tolerance for each risk type; these underlie the principles and standards detailed in the risk policies. A set of performance indicators are used to monitor the effectiveness of the risk management framework. These indicators include back testing of initial margins, 'cover 2' stress testing of clearing member exposures against default fund sizes, aggregate exposure measures, counterparty credit scores, liquidity ratios, interest rate risk analysis and operational risk assessments.

System performance is constantly monitored; methodologies for the calculation of key risk parameters, including margin levels, stress testing, collateral haircuts and liquidity management are independently reviewed at least annually, with a strict governance process in place for managing changes. The LCH SA Board reviews compliance with the framework on at least an annual basis. The Risk policies supporting the framework and the framework itself are also subject to review on at least an annual basis taking into account changes in market and regulatory environments.

Key Consideration 2: An FMI should provide incentives to participants and, where relevant, their customers to manage and contain the risks they pose to the FMI.

Since initial margin and default fund requirements are proportional to risk, each clearing member has an incentive to manage and contain the risks it poses to LCH SA in order to reduce its financial obligations. LCH SA's application of additional margin, which increase initial margin requirements with credit, liquidity, concentration and sovereign risks that exceed base assumptions, provides an additional incentive.

Policies and systems are designed to allow clearing members to manage and contain their risks by applying industry standard techniques where appropriate, which can be understood and replicated.

In the event that LCH SA's routine risk monitoring identifies instances in which a clearing member's portfolio sensitivity to price movements exceeds acceptable tolerances, LCH SA informs these clearing members and helps organise voluntary, mutually risk-reducing trades between clearing members.

Clearing members are provided with details of the margin and other default resource methodologies, in addition to a range of disclosures explaining LCH SA's risk management policies.

Key Consideration 3: An FMI should regularly review the material risks it bears from and poses to other entities (such as other FMIs, settlement banks, liquidity providers, and service providers) as a result of interdependencies and develop appropriate risk-management tools to address these risks.

Within LCH SA's recovery plan LCH SA performs a review of the criticality of its clearing services and ensures that appropriate recovery measures are in place to provide continuous provision of these clearing services despite a failure of other entities, for example:

- IT service providers
- FMI's like CSDs, and CCPs
- Settlement agents
- Etc.

The LCH SA Risk Governance Framework contemplates how risks posed by other entities should be covered through appropriate risk measures. In particular, LCH SA seeks to manage risks posed by payment and settlement intermediaries (see *Principle 9*), custodians (see *Principle 16*), essential service providers (see *Principle 17*), and other FMIs (see *Principle 20*).

By managing risks posed to its solvency and orderly operation, LCH SA limits the risks that it poses to other entities and financial markets.

LCH SA conducts its money settlements in Euro central bank money; for all other money settlements LCH SA only uses well rated institutions and only has limited exposure to these institutions.

LCH SA performs Delivery Versus Payment ("**DVP**") settlement through Central Securities Depositories ("**CSD**") and International Central Securities Depositories ("**ICSD**") safeguarding its own and clearing members' assets and minimises the risk on and delay in access to these assets.

In conclusion the risks for participants resulting from payment and settlement arrangements are minimised. See *Principle 9* for further detail.

Investments are made in instruments with minimal credit, market and liquidity risks. See *Principle 16* for further detail.

See *Principle 17* on how LCH SA manages the operational risks that its providers might pose to its operations, and how LCH SA identifies, monitors and mitigates the operational risks LCH SA may pose to other entities.

The response to *Principle 20* describes how risks related to LCH SA's links with other FMIs are identified, monitored and managed.

The risk management tools that are used to address the risks arising from the interdependencies with other entities, and the measures to review the effectiveness of such tools, are described in the responses to *Principles 9, 16, 17 and 20*.

Key Consideration 4: An FMI should identify scenarios that may potentially prevent it from being able to provide its critical operations and services as a going concern and assess the effectiveness of a full range of options for recovery or orderly wind-down. An FMI should prepare appropriate plans for its recovery or orderly wind-down based on the results of that assessment. Where applicable, an FMI should also provide relevant authorities with the information needed for purposes of resolution planning.

In accordance with its status as a banking institution LCH SA maintain a recovery plan as per the Bank Recovery & Resolution Directive (BRRD).

The Plan sets out the steps that it will take in order to maintain the continuity of the services that it provides and the activities that it carries out that are specified in the event that such continuity is threatened.

The recovery plan contains the following elements:

- Recovery plan governance
- Review of critical services, operations and shared services
- FMI and SPC (Settlement, Payment, Custodian) risk
- Recovery Scenario analysis
- Definition of recovery plan triggers and measures
- Description of recovery tools
- Quantitative and qualitative analysis of recovery tools
- Strength and weakness analysis

Additionally, as required by EMIR, LCH SA maintains a Wind Down Plan which describes the scenarios and events that may trigger the Wind Down Plan alongside the expected activities to wind down the clearing activities of LCH SA.

LCH SA operates a robust Risk Governance Framework, which has the objective of defining risk appetite, designating responsibilities for the measuring, monitoring and managing of risks and also providing guidelines for assurance activities associated with the framework. Through the execution of this framework, LCH SA covers scenarios that may threaten its ability to continue to provide critical clearing services.

Scenarios have been categorised as follows:

- Member default losses resulting in uncovered credit losses or
- Potential and actual liquidity shortfalls
- Non Clearing member default losses or events that threaten LCH SA's solvency or ability to provide critical service to its clearing members (for example general business risks, custody and investment risks)

The Plans have been created with the objective of either continuity of critical services (Recovery Plan) or maintaining stability in financial markets by avoiding a disorderly failure of a CCP (Wind Down Plan). These objectives continue to be achieved by the comprehensive set of recovery tools available to LCH SA and the relevant wind down procedural steps and associated ring-fenced capital required to enable execution of the Wind Down Plan.

Reviews of both the Recovery and Wind Down Plans take place at least annually and where appropriate are aligned to existing annual market exercise regimes (e.g. annual fire drills) in order to simulate the implications of executing the Recovery and/or Wind Down Plans to ensure they remain relevant. Additionally, where the underlying business model of LCH SA is amended, the change framework in place ensures the implications of a change to the business model are considered with reference to the

Recovery and Wind Down Plans and any necessary updates are made. The LCH SA Board approves the Recovery and Wind Down Plans and is the final governance authority for updates to the plans.

Publicly available resources

[Risk Management Overview](#)
[Margin Methodologies](#)

Principle 4: Credit risk

An FMI should effectively measure, monitor, and manage its credit exposure to participants and those arising from its payment, clearing, and settlement processes. An FMI should maintain sufficient financial resources to cover its credit exposure to each participant fully with a high degree of confidence. In addition, a CCP that is involved in activities with a more-complex risk profile or that is systemically important in multiple jurisdictions should maintain additional financial resources sufficient to cover a wide range of potential stress scenarios that include, but not be limited to, the default of the two largest participants and their affiliates that would potentially cause the largest aggregate credit exposures to the CCP in extreme but plausible market conditions. All other CCPs should maintain, at a minimum, total financial resources sufficient to cover the default of the one participant and its affiliates that would potentially cause the largest aggregate credit exposures to the CCP in extreme but plausible market conditions.

The LCH SA risk management framework is designed to measure, monitor, mitigate and manage risks posed to LCH SA and its clearing members. LCH SA maintains financial resources sufficient to cover the default of the two member groups with the largest exposures under extreme but plausible conditions. LCH SA's overall risk management framework sets out internal policies, procedures and processes to identify and manage current and potential future credit exposures that arise as a result of LCH SA's business activities and operations. Policies require that variation margin is collected to manage current exposures; initial margin is collected to meet potential future exposures over conservative holding periods, at least a 99.7% level of confidence; and default fund resources are sized based on covering the defaults of two member groups in a range of theoretical and historical stress scenarios. LCH SA assesses margin coverage, and calls margin where necessary, multiple times each day.

Key Consideration 1: An FMI should establish a robust framework to manage its credit exposures to its participants and the credit risks arising from its payment, clearing, and settlement processes. Credit exposure may arise from current exposures, potential future exposures, or both.

LCH SA manages its credit exposures to clearing members through the maintenance of prefunded financial resources, the enforcement of participation criteria, and regular monitoring. In addition, the Clearing Rules allow LCH SA to call for additional funds from clearing members under certain conditions.

The prefunded financial resources include Initial Margin. As further explained under *Key Consideration 4* and in line with the LCH Group Financial Resource Adequacy Policy, the initial margin models for each clearing service is calibrated to the 99.7 percent confidence level. This ensures that enough margins are held to cover the potential loss from any member (including the clients of that member) to a 99.7% level under normal market conditions, should LCH SA need to close out that member's portfolio within the given holding period. This standard is monitored at least daily in each clearing service through a clean P/L backtest, and the results reported periodically to the LCH SA Board Risk Committee and the LCH SA Board.

Initial margin, as well as additional margin which are collected to cover member specific portfolio risk arising from both house and client activity (e.g. Concentration/Liquidity Risk; Wrong Way risk) are complemented by the default fund. This is a prefunded mutualised pool of resources available to cover any further potential losses to LCH SA in the event of a default during an extreme market stress. The default fund for each service is based on a Cover 2 standard, so that it must be enough to cover the potential losses from a close-out in an extreme event of the largest 2 clearing member portfolios and all clients of both these members. Stress test to assess the adequacy of the default fund size is run daily. In addition, LCH SA has a Reverse Stress Testing Framework to ascertain adequacy of financial resources held against member positions. The financial resources in question include all margin coverage, default funds and liquidity resources.

LCH SA calculates Internal Credit Scores (ICS) for each clearing member and other counterparties to which LCH SA has an exposure through an assessment of both quantitative and qualitative factors. These ratings influence LCH SA's risk management function's response to more specific risks identified by daily monitoring, as well as determining the frequency of future assessments of each clearing member. These internal credit ratings are also considered by internal risk governance.

LCH SA's risk management function is responsible for reviewing each clearing member's creditworthiness and financial condition. Clearing members' positions are monitored continuously, with particular focus on the size of each clearing member's cleared positions relative to its capital and to the total open interest in a particular contract.

Further, all new products are subject to the risk governance process in order to ensure that all new risks introduced by a new product or market (or maturity) are appropriately assessed as to their impact on the current risk management practices. Where additional risk measures are required, such as amendments to existing margin calculations, these are proposed along with a formal application to clear the new products through the risk governance process.

LCH SA's credit scoring framework is reviewed at least annually, as part of the regular policy review. This review will take into account changes to the business and market environment, market practices and new products; recommendations to change will be presented to the LCH SA Board Risk Committee and LCH SA Board for approval.

If LCH SA establishes a relationship with investment counterparties, these are subject to minimum internal rating and collateralisation of exposures with high quality collateral.

LCH SA also monitors the credit risk towards other counterparties through internal credit score. However financial exposure is very low as there is a preference to use central bank money and (I)CSDs.

Key Consideration 2: An FMI should identify sources of credit risk, routinely measure and monitor credit exposures, and use appropriate risk-management tools to control these risks.

LCH SA identifies sources of credit risk in its internal Risk Policy, listing the following within scope: clearing members interoperating CCPs, sovereigns, intermediaries and FMI's.

Credit risk from clearing members arises from their cleared positions for which LCH SA provides a guarantee towards other clearing members. A non-payment of monies due to LCH SA, e.g. settlement amounts, margins, default fund contributions and fees is a contractual event of default. A clearing member can also be declared in default in case of an insolvency (or similar procedure). Once a clearing member is placed into default, losses may be incurred during the liquidation/transfer of that member's positions, including those of any clients. Risks are mitigated through the provision of collateral for margins which is monitored and can be adjusted intra-day, default fund contributions which are monitored daily and adjusted monthly, and LCH SA's own capital.

If an interoperating CCP is placed into default, LCH SA will close the relevant link and perform cash settlement. Losses may be incurred from the cash settlement process of the inter CCP position or the liquidation of "in-flight" settlement. Risks are mitigated through the provision of collateral for margins by Interoperating CCP. Losses in excess of the Initial margin are covered through loss allocation to clearing member pro-rata the positive close out amounts. Margin to cover the risk on the interoperating CCP is paid once a day but an additional margin call is in place to cover intraday movements of initial margin. Please see *Principle 20* for more information on linked FMIs.

LCH SA has direct credit risk on sovereigns (including government agencies and supranational entities, where eligible) arises from investment in debt issued by or guaranteed by a sovereign. Credit deterioration (at extreme a default) of the sovereign may lead to the potential inability of LCH to realise the full investment amount including accrued interest. LCH SA strictly limits the investment of collateral to highly rated sovereign and any interest rate exposures are strictly limited to 10% of the CCP capital.

LCH SA has indirect credit risk on sovereign entities (including government agencies and supranational entities, where eligible) which arises from the acceptance of debt issued or guaranteed by a sovereign entity deposited as collateral by clearing members to meet margin liabilities. Credit deterioration of the sovereign may lead to the

potential inability of LCH SA to achieve sufficient value from the sale of sovereign debt which would be realised in case of a default of a clearing member.

Risks are mitigated through haircuts on securities and concentration limits on issuers and Wrong Way Risk monitoring.

Credit risk related to investment counterparties arises from the holding of secured investment (in accordance with EMIR and investment policy it is possible to perform unsecured investments but because of central bank access, LCH SA does not use this option for EUR. Risk related to investment outside EUR is negligible). In case of a default of an investment counterparty, LCH SA could have a loss if the liquidation losses are higher than the haircut applied. Risks are mitigated through credit criteria and strict collateral criteria.

LCH SA only holds securities in CSDs and ICSDs. These institutions hold the securities in the name of LCH SA and its members, and from time to time small cash amounts arising from settlement fails. Risks are mitigated through the legal segregation structure covering such assets and the monitoring of limits.

Exposures to all these entities are calculated at least daily.

LCH SA attributes internal credit ratings for each clearing member, investment counterparties, FMIs, etc. through an assessment of both quantitative and qualitative factors. These ratings influence LCH SA's risk management function's response to more specific risks identified by daily monitoring and determine the assessment cycle of each participant. LCH SA monitors all clearing members' compliance with LCH SA's net capital requirement on an on-going basis and clearing members are obliged to provide certain financial information for this purpose as set out in the LCH SA Clearing Rules. All clearing members are also obliged to immediately notify LCH SA in the case of a significant reduction in their shareholders' funds or net capital.

The following tools are used to limit credit risks arising from investment, payment, settlement and custody activities:

- Outright and concentration limits per counterparty and instrument type, scaled by ICS;
- Application of haircuts on securities received as collateral;
- Intraday and overnight limits for intermediaries;
- Use of Delivery Versus Payment (DVP) where possible;
- Use of Banque de France deposit facilities

Key consideration 3 is not applicable to CCPs.

Key Consideration 4: A CCP should cover its current and potential future exposures to each participant fully with a high degree of confidence using margin and other prefunded financial resources (see Principle 5 on collateral and Principle 6 on margin). In addition, a CCP that is involved in activities with a more-complex risk profile or that is systemically important in multiple jurisdictions should maintain additional financial resources to cover a wide range of potential stress scenarios that should include, but not be limited to, the default of the two participants and their affiliates that would potentially cause the largest aggregate credit exposures for the CCP in extreme but plausible market conditions. All other CCPs should maintain additional financial resources sufficient to cover a wide range of potential stress scenarios that should include, but not be limited to, the default of the participant and its affiliate that would potentially cause the largest aggregate credit exposure for the CCP in extreme but plausible market conditions. In all cases, a CCP should document its supporting rationale for, and should have appropriate governance arrangements relating to, the amount of total financial resources it maintains.

LCH SA uses variation margin, initial margin, a dedicated portion of its own resources and four mutualised, service specific default funds covering CDSClear, EquityClear/CommodityClear, RepoClear and €GCPlus. For each default fund a dedicated waterfall to cover current and potential future exposures to its clearing members is in place.

Variation margin is called at least daily and on an intraday basis to cover market price movements on each clearing member's positions. Initial margin is called at least daily and on an intra-day basis and is calibrated at a 99.7 percent confidence level, assuming an appropriate holding period and using market prices from a sufficiently long lookback period. Further margins (add-ons) are called from members that have weak credit scores, those that have large or concentrated positions, or positions that are illiquid or exhibit correlation with the member itself; and in some circumstances where the clearing member has excessive exposures modelled under stress scenarios.

In order to cover potential future exposures from clearing members under extreme but plausible market conditions, clearing members contribute to the service specific default funds. LCH SA maintains additional financial resources sufficient to cover a wide range of potential stress scenarios that include, but are not limited to, the default of the two clearing members and their affiliates that would potentially cause the largest aggregate credit exposure for LCH SA in extreme but plausible market conditions (in line with both EMIR and this requirement under CPMI IOSCO for CCPs which are systemically important in multiple jurisdictions). The relevant default funds are sized to meet the largest two member stress losses above margins (including those of clients and affiliates), applying a set of scenarios of extreme but plausible market conditions. A buffer of 10% is added to the stress risk exposures to set the default fund.

The first step in the monthly sizing process for a given default fund is to calculate for each clearing member group the potential loss on their cleared portfolio under every stress scenario for each day in the lookback period; no netting of client and house portfolios, nor across client accounts, nor affiliated entities is permitted. Secondly, the potential losses for each account are reduced by the margin liability for that account on that day. Negative outcomes (i.e. where the modelled portfolio loss exceeds margins held) are summed per stress scenario for each clearing member group. Thirdly, for each day and for each scenario, the largest two negative net stress outcomes are aggregated; these figures represent the daily 'cover 2' requirement for each scenario. Finally, the default fund value is computed as the largest such 'cover 2' requirement multiplied by 1.1, to include a 10 percent buffer. This process is performed separately for each of the clearing service specific default funds. In order to prevent a situation where large net stress losses modelled for a single clearing member distorts a service's default fund, where the loss of either of the two clearing members driving the monthly re-sizing exceeds 45 percent of the default fund value, an amount up to the difference between the clearing member's net stress loss and 45 percent of the default fund value may be deducted from the default fund value if such member contributes an equal amount in monthly Default Fund Additional Margin (monthly DFAM).

The default funds' values may be subject to the application of a floor or cap, as prescribed in the LCH SA Clearing Rules.

LCH SA places a portion of its own resources, an amount equal to 25 percent of its minimum net capital held in accordance with Article 16 of EMIR and Commission Delegated Regulation (EU) No 152/2013 RTS, ahead of all non-defaulting members' contributions to the mutualised default funds. For CDSClear, this amount has been raised to 20 million Euro of own resources.

There are underlying procedures and model documentation for each of the services that outline the key principles adopted for the calculation of initial margin, variation margin and default funds to cover credit exposures to each clearing member. All such models are independently validated at least annually.

Variation Margin liabilities must be covered by clearing members in cash or collateral depending on the relevant service or product. Liabilities for Initial Margin Contingent Variation Margin and further margins may be met by clearing members either in cash, in a set of eligible currencies (EUR, USD and GBP), in securities issued or explicitly guaranteed by high quality sovereigns and Central Bank Guarantees (limited to guarantee issues by the Belgian and Dutch central banks).

Contributions to default funds are only acceptable in EUR cash and Central Bank Guarantees (limited to Belgian and Dutch members).

Margins are calculated separately for each proprietary account and for each client account. Default Fund contributions are calculated per clearing member.

Prompt access to these resources is ensured through the use of CSDs or (I)CSDs and the investment of cash received according to the internal policy, which sets minimum standards for the security, quality and liquidity of assets and instrument type.

As described above, LCH SA's Risk Appetite and policies establish that a confidence level of 99.7 percent must be used to cover LCH SA's close-out losses in the event of a member default in all but extreme market conditions. The sufficiency of these financial resources is evaluated on a daily basis via statistical tests results and backtesting coverage ratios. A reduction in coverage would initiate further investigation which may lead to a formal model review in accordance with LCH SA's model validation governance. Interim measures include amending configurable model parameters and/or calling additional margin from affected members until model remediation is complete. LCH SA's risk controls include a range of financial resources to cover its credit exposures. These consist of: margins provided by clearing members in respect of their outstanding positions; capital contributions from LCH SA; and segregated, mutualised default funds of prefunded contributions from clearing members. These resources would be used in the following order to cover loss due to a clearing member's default: the defaulted clearing member's margin and default fund contributions; LCH SA's capital contribution; and contributions from non-defaulting clearing members to the relevant default fund.

The LCH SA Clearing rules provide for the segregation of each of the Cash and Derivatives, €GCPlus, CDS Clear and Repo Clear Default Funds. The financial contributions of non-defaulting clearing members to each default fund cannot be utilised to meet losses arising from the default of clearing members in other services. This segregation also enables the continuation of LCH SA's other services should any single service close.

Stress losses on each clearing member's positions, including those of its clients and affiliates, are modelled each day against a set of extreme but plausible stress scenarios used to size the default fund and netted against margins held. Their largest net stress loss is limited to a maximum of 45 percent of the relevant default fund (the daily clearing limit); clearing members with weaker credit scores have lower limits. Any clearing member with a net stress loss above their limit is called additional margin to reduce their net stress exposure within limit, this is termed daily DFAM.

In addition to the daily stress testing of default fund adequacy, quarterly reverse stress testing is carried out to determine whether a combination of more than two members defaulting simultaneously under the same scenario would result in the default fund being exhausted. The results, together with any recommended actions, are reviewed by internal risk governance and are reported to the Risk Committee on a quarterly basis.

The rationale for the financial resource sizing is documented in both the LCH SA Board's Risk Appetite statement and the LCH SA Board approved suite of risk policies. Risk Appetite is expressed in the Risk Governance Framework which is issued by the LCH SA Board at least annually. It establishes the risk appetite and tolerance for each identified risk, and sets the high level standards it expects LCH SA to adopt in managing such risks.

LCH SA maintains policies covering each of the risk types and detailing how each risk is managed according to the LCH SA Board's expectations. These policies are subject, at least annually, to a thorough review by the internal risk governance and the Risk Committee and is approved by the LCH SA Board.

Key Consideration 5: A CCP should determine the amount and regularly test the sufficiency of its total financial resources available in the event of a default or multiple defaults in extreme but plausible market conditions through rigorous stress testing. A CCP should have clear procedures to report the results of its stress tests to appropriate decision makers at the CCP and to use these results to evaluate the adequacy of and adjust its total financial resources. Stress tests should be performed daily using standard and predetermined parameters and assumptions. On at least a monthly basis, a CCP should perform a comprehensive and thorough analysis of stress testing scenarios, models, and underlying parameters and assumptions used to ensure they are

appropriate for determining the CCP's required level of default protection in light of current and evolving market conditions. A CCP should perform this analysis of stress testing more frequently when the products cleared or markets served display high volatility, become less liquid, or when the size or concentration of positions held by a CCP's participants increases significantly. A full validation of a CCP's risk-management model should be performed at least annually.

LCH SA assesses the sufficiency of the default funds through daily stress testing. Sufficiency is assessed with reference to the sum of the two largest stress test losses under extreme but plausible scenarios, plus the stress test losses of the relevant members' affiliates and clients. This process involves the daily revaluation of each clearing member's portfolio using a set of historical and theoretical stress test scenarios incorporating price and volatility shifts to estimate a worst-case loss in excess of that clearing member's initial margin.

Stress test results are continually reviewed and monitored by the risk management function, with formal approval sought on changes to the framework as necessary from the LCH SA Board with recommendations made by the Risk Committee.

The LCH SA Chief Risk Officer is responsible for implementing and maintaining the framework, making recommendations as necessary to maintain a robust framework and reporting to, or seeking approval as necessary from, the LCH SA Board.

The stress testing framework is independently reviewed annually, with a full review of the coverage of the contracts cleared, of model assumptions and parameters. This process also involves a review of stress test scenarios to ensure their plausibility and accuracy. In addition, ad hoc reviews are carried out when it is deemed that a change in the market may have a material impact on any scenario's plausibility, or on the launch of a new product.

Reverse stress testing is carried out regularly. It examines whether plausible scenarios may exist which would produce more extreme results than those of the current suite of scenarios. The outcome, together with any recommended actions, are reported to the Risk Committee quarterly.

An internal policy sets out all the relevant steps relating to a new or changed model from initiation to independent validation, encompassing a regular model performance review and ensuring that any model changes are within the LCH SA Board's Risk Appetite. Independent validation is conducted by an LCH SA internal independent specialist team or by external specialist independent firms at least annually. The results of the reviews are analysed internally and shared with the Risk Committee and regulators, together with recommendations of the independent teams and actions taken.

Key Consideration 6: In conducting stress testing, a CCP should consider the effect of a wide range of relevant stress scenarios in terms of both defaulters' positions and possible price changes in liquidation periods. Scenarios should include relevant peak historic price volatilities, shifts in other market factors such as price determinants and yield curves, multiple defaults over various time horizons, simultaneous pressures in funding and asset markets, and a spectrum of forward-looking stress scenarios in a variety of extreme but plausible market conditions.

LCH SA maintains a record of historical stress test scenarios covering financial crises and exceptional trading days in the last 30 years every time this is possible. These are a well-recognised set of past stresses in use today by most financial institutions. Any changes are subject to approval by the Executive Risk Committee and are reported to the LCH SA Risk Committee. Such changes will lead to the inclusion of scenarios covering new periods of increased market volatility which are added to the set of historical stress-test scenarios as soon as practicable.

In addition, LCH SA maintains and regularly reviews a suite of theoretical scenarios which entail either a remodelling of historically observed scenarios, with more extreme movements and/or de-correlation, or hypothetical scenarios including for example a sovereign downgrade, price changes and yield curve shifts.

Together, the scenarios suite covers historical, antithetic, theoretical and de-correlation stresses. The stress scenario suite, together with the default fund sizing methodology, is independently validated at least annually.

Key Consideration 7: An FMI should establish explicit rules and procedures that address fully any credit losses it may face as a result of any individual or combined default among its participants with respect to any of their obligations to the FMI. These rules and procedures should address how potentially uncovered credit losses would be allocated, including the repayment of any funds an FMI may borrow from liquidity providers. These rules and procedures should also indicate the FMI's process to replenish any financial resources that the FMI may employ during stress events, so that the FMI may continue to operate in a safe and sound manner.

All clearing members of LCH SA are bound by the Clearing Rules. If a clearing member defaults, then the Clearing Rules establish a waterfall to allocate the losses arising from the default. They are allocated in the following order:

1. Defaulter's margins
2. Defaulter's contribution to all LCH SA Default Funds
3. At minimum, a pro rata allocation of LCH SA's capital calculated, in accordance with Article 35 of Commission Delegated Regulation (EU) No 153/2013 RTS supplementing EMIR
4. Non-defaulters' funded contributions to the relevant default fund that covers the service(s) in which the defaulter has caused losses
5. A Refill/Assessment of the defaulting clearing from each non-defaulter equal to the non-defaulter's funded contribution to the default fund(s) in which the defaulter has caused losses. For EquityClear/CommodityClear, €GCPlus and Repoclear, only one Refill may be called per default, and no more than three Refill contributions can be called in a six-month period. For CDSClear, LCH SA can only call one assessment independently of the number of defaults during the post-default period (25 business days after issuance of notice)
6. Service continuity is either a daily loss allocation to non-defaulters based on cumulative gains, or a daily allocation of losses pro rata the default fund contributions. Service continuity contributions are subject to a cap depending on the relevant service
7. Finally, if service continuity contributions are not sufficient, LCH SA may invite non-defaulting clearing members to make voluntary contributions for service continuity

If there are further losses, not covered by the previous phases of the waterfall, LCH SA will start the service closure phase where it will close out open contracts of the affected service and allocate any shortfall across those clearing members active on this segment. The process outlined above applies to both a single default and the default of multiple clearing members.

LCH SA has four default funds and waterfalls in place for its markets (EquityClear/CommodityClear, CDSClear, Repoclear and €GCPlus)

Following the completion of the default management process, the relevant default fund enters a 30 calendar day "cooling off period". During the cooling off period, each default fund may be refilled to the level of its floor. Except for CDS market where the assessment is strictly limited to one-time default fund contribution during the post default period of 25 business days.

If the default fund during this time is not sufficient to cover the relevant risks, Default Fund Additional Margin ("DFAM") is called to ensure that the waterfall is fully funded and meets the cover 2 standard. At the end of the cooling off period, the relevant default fund is subject to a full recalculation and it is funded up to its recalculated level.

At all times, each non-defaulting clearing member is appropriately margined and a non-defaulter's margin is not used for default management.

Where a clearing member's net stress losses exceed a percentage of the default fund value, it is required to post daily DFAM.

CC&G, with which LCH SA has an interoperable link does not contribute to the RepoClear fund. The surviving CCP will set a price for the Inter CCP position and will retrieve the margins it has provided to the defaulting CCP. The surviving CCP will then perform a cash settlement on positions and liquidate the in-flight settlements. If the collateral deposited by the defaulting CCP is not sufficient to run the cash settlements, the outstanding losses will be shared among members active on the Italian segment through a loss allocation based on the positive close-out values.

Any capital expended by LCH SA, as part of the default management process, would be replenished from its own resources, as described in the Recovery Plan.

Publicly available resources

[Clearing Rules](#)

[Risk Management Overview](#)

[Acceptable Collateral](#)

[Public quantitative disclosure standards for central counterparties](#)

Principle 5: Collateral

An FMI that requires collateral to manage its or its participants' credit exposure should accept collateral with low credit, liquidity, and market risks. An FMI should also set and enforce appropriately conservative haircuts and concentration limits.

Only financial instruments that are of high quality, highly liquid, and with low credit and market risk can be considered for LCH SA's eligible collateral list. LCH SA's risk policies take such criteria into consideration and set the standards for the acceptance of collateral. This policy framework, along with underlying procedures, incorporates development of appropriate haircuts, addresses the need for pro-cyclical adjustments and application of concentration limits and monitoring, and provides for responsive and comprehensive operational systems and processes.

Key Consideration 1: An FMI should generally limit the assets it (routinely) accepts as collateral to those with low credit, liquidity, and market risks.

Only high quality financial instruments with low credit and market risk and high liquidity can be accepted as collateral. It must be possible to establish mark-to-market value daily using an observed process from published sources. The issuer must meet a minimum ICS, and be approved through appropriate LCH SA governance processes. The Collateral Risk policy is reviewed annually and any revisions are subject to Board approval.

LCH SA operates and maintains a Collateral Management System ("CMS") through which requests by clearing members to deposit or release collateral are made. CMS prevents the submission or receipt of ineligible collateral into LCH SA.

LCH SA maintains a framework for the monitoring and identification of wrong-way and other concentration risks. The framework includes policies that require review and escalation when breaches of concentration limits occur, along with mitigation steps.

The details of eligible collateral including haircuts are published on the LCH SA website.

Key Consideration 2: An FMI should establish prudent valuation practices and develop haircuts that are regularly tested and take into account stressed market conditions.

LCH SA marks its collateral holdings to market daily, using observed market prices from published sources in accordance with internal LCH SA policy.

LCH SA is entitled to give any instrument or security lodged as collateral a zero value if it is found in any way to be unacceptable. LCH SA's internal policies define its collateral haircut framework: the framework includes quarterly monitoring and review of haircuts, and a stress testing regime that contains extreme but plausible scenarios. Collateral haircuts are made up of a base haircut as well as add-ons, and cover market risk, credit risk, wrong-way risk and FX risk in addition to concentration and liquidity risk. Haircuts must also comply with the internal policy on procyclicality.

Key Consideration 3: In order to reduce the need for procyclical adjustments, an FMI should establish stable and conservative haircuts that are calibrated to include periods of stressed market conditions, to the extent practicable and prudent.

During the review of haircuts, LCH SA may defer or phase changes to haircuts if deemed necessary, to avoid excessively procyclical effects. LCH SA internal policies require that a 10-year price history be used in haircut calibrations thereby reducing the need for procyclical adjustments. A test for procyclicality of margin collateral haircuts is performed, at least quarterly, as part of every margin collateral haircut review.

Key Consideration 4: An FMI should avoid concentrated holdings of certain assets where this would significantly impair the ability to liquidate such assets quickly without significant adverse price effects.

LCH SA monitors clearing member collateral holdings for concentration risk. Internal risk policy and the LCH SA Clearing Rules allow LCH SA to place concentration limits on particular asset types and to manage specific concentrations within collateral portfolios taking into consideration the ability to realise the value of a piece of collateral during normal and volatile market conditions. For securities collateral that is delivered by members, LCH SA specifies concentration limits on issuers in line with the internal risk policy.

Key Consideration 5: An FMI that accepts cross-border collateral should mitigate the risks associated with its use and ensure that the collateral can be used in timely manner.

Where a clearing member delivers securities, including cross-border delivery, the securities are held in accounts in the name of LCH SA at the relevant (I)CSD, in transfer of ownership (pledge solution is in place only for CDS). LCH SA takes legal opinions in relation to the jurisdictions in which collateral assets, and their issuers, are located, and on the enforceability of its Clearing Rules on a 2-3-year cycle, unless there is a change that requires additional legal advice in the intervening period.

LCH SA holds non-cash collateral in accounts in its name at CSDs to enable it to access such collateral in a timely manner.

LCH SA only applies securities to clearing members' collateral accounts when the (I)CSD has confirmed settlement has occurred. LCH SA performs due diligence of its (I)CSDs and custodians to ensure ongoing compliance with its settlement finality rules and segregation requirements.

Key Consideration 6: An FMI should use a collateral management system that is well-designed and operationally flexible.

CMS provides clearing members with a real-time view of collateral balances on relevant accounts at LCH SA, and provides functionality that allows clearing members to instruct movements of collateral to or from LCH SA and between a clearing member's accounts, and in line with LCH SA's cut-off times and thresholds. CMS also provides information to clearing members on its securities valuations, including haircuts, FX and price data; liability data, i.e. initial margin obligations for each clearing member account; and excess collateral valuation.

CMS instructions on lodge and release of cash and non-cash collateral are managed, after control on concentration and eligibility, in the LCH SA Treasury Banking System ("CATS"). CATS instructs the movements of cash to and from clearing member nostro accounts at designated banks and of securities settled from dedicated accounts at (I)CSDs level.

CATS also records the changes on collateral, carrying out the required checks on account balances and ensures the correct monitoring of information and production of regular reports. CMS, CATS and associated systems are subject to a review process to ensure that they are adapted to new monitoring and management functions, e.g. the addition of new (I)CSDs or new collateral products.

LCH SA Collateral Operations team manages CMS from 7 am to 18am (French Time).

Publicly available resources

[Acceptable Collateral Collateral Management System](#)
[Collateral Service Description](#)
[Clearing Rules](#)

[Public quantitative disclosure standards for central counterparties](#)

Principle 6: Margin

A CCP should cover its credit exposures to its participants for all products through an effective margin system that is risk-based and regularly reviewed.

The LCH SA risk management framework incorporates policies which set out risk-based standards for margin models, as well as procedures and processes to calculate a clearing member's risk position and initiate margin calls. The framework requires monitoring of clearing member positions, in addition to mark-to-market calculations and the collection of margin intraday if necessary. Margin levels are backtested daily, to assess whether the models are performing at the desired level of confidence (99.7%).

Key Consideration 1: A CCP should have a margin system that establishes margin levels commensurate with the risks and particular attributes of each product, portfolio, and market it serves.

LCH SA's general framework of margining consists in the calculation and collection of intraday and end-of-day initial margin and variation margin. Initial and variation margins are collected from LCH SA's clearing members to cover the risk that members are unable to fulfil their obligations as set out in the LCH SA Clearing Rules and Clearing Member Agreement.

Initial margin performance is assessed on a daily basis through member portfolio backtesting. All of LCH SA's margin models have to pass both the regulatory defined minimum backtesting threshold and the thresholds established by LCH SA's Risk policies and procedures.

Credit exposures arise from latent market risk. Adverse changes in the value of the contracts and products can be attributed to a wide range of risk factors such as interest rates, FX rates, equity prices, commodity prices, credit spreads and implied volatility. Further credit exposures can arise from the cost of securing liquidation for concentrated positions and/or illiquid contracts.

LCH SA's margin models are specifically designed to capture the key risk factors that affect the value of the contracts. The changes in the values of each risk factor and combinations of risk factors are assessed over a wide range of possible outcomes. The initial margin reflects the worst of these outcomes given a pre-defined confidence interval and holding period.

In instances where it is not possible to model all the risk factors that contribute to the potential adverse change in the value of a contract or product, an additional margin will be applied to mitigate this risk. For example, LCH SA has the ability to apply liquidity and concentration risk margin for large positions.

LCH SA has processes in place to calculate and make regular margin calls. By having regular intraday margin calls, the period for which there is an uncovered exposure is minimised and therefore the risk of a clearing member payment failure leading to a large margin shortfall is mitigated.

Clearing member payment failure is, *prima facie*, an event of default. This is likely to trigger LCH SA's default management process which entails a wide range of measures that not only prevent the risk from increasing but reduce and eliminate all open positions. The default management process is regularly rehearsed through default fire drills.

LCH SA has fully documented the margin methodology for all of its clearing services. In addition, as required by LCH SA's risk policies, all margin models are annually reviewed by independent model validation specialists, as well as following either material changes or the introduction of a new model.

The results of the respective independent margin model validation, including any actions that LCH SA may undertake, are subject to a review by LCH SA's internal risk governance, including an annual review by the LCH SA Board.

LCH SA discloses key components of the respective margin model on its public website. In addition, further information is made available to clearing members and is routinely discussed at LCH SA's Risk Committee or in Product Advisory or Risk Working Groups, which have clearing member participation.

Key Consideration 2: A CCP should have reliable source of timely price data for its margin system. A CCP should also have procedures and sound valuation models for addressing circumstances in which pricing data are not readily available or reliable.

LCH SA uses prices from public venues or exchanges, should price discovery occur at such venues, for all its clearing services. For clearing services where price discovery is based on reliance on broker-dealer quotes in OTC markets, such quotes are required. The broker-dealer prices can be obtained directly and via published composite or multi-contributor sources.

The same sources are used to build price history data that comprise the market input for the margin models.

LCH SA has policies and procedures that require prices to be available both intraday and at end of day and set out criteria for the quality and reliability of price sources used. There are price validation controls in place to identify when prices have become stale, changed value excessively or the provider ceases to publish price information.

Where a price is not readily available or reliable, LCH SA will utilise an alternative price source. In the event all sources become unreliable, and as set out in LCH SA's Clearing Rules, the last known price will be used as the input into the margin requirement until a suitable replacement is found. If no suitable replacement exists, the contract may not be eligible for clearing and can be suspended.

LCH SA's policies define the approach to ensuring the presence and coverage of price sources. If reliable price sources are not readily available this may constitute a barrier to enabling clearing for the respective product. If reliable prices are available but no historical data is, for example in the case of a new issue that has not traded before, a proxy price will be used to generate the risk factor estimate required for the margin model. The LCH Group Risk Contract and Market Acceptability Policy describes the principles and factors to be considered prior to the acceptance of any new contract or market. For new cleared Contracts which are already traded, historical price moves and volatility should be assessed to ensure the product can be adequately valued, margined and subjected to stress testing. Where a new contract is added to group of similar contracts that fall into an existing margin class the historical price assessment will be that of the existing margin class. Where this is not the case, new margin calculations may be introduced to manage this risk, or margin may be set in line with a similar highly correlated product. It must be demonstrated that any new margining methodology provides coverage in line with that expected of existing cleared markets.

The choice of a proxy is determined by a number of considerations such as economic equivalence, correlation and volatility. If the best choice of proxy is still weak, the initial margin coverage can be increased by allocating the contract to a more conservative margin group or more conservative liquidity banding.

Finally, all margin models are subject to independent review at least annually. The review scope includes an evaluation of pricing models, market data and potentially the use of proxies. The findings of the review are subject to LCH SA's risk governance review.

Key Consideration 3: A CCP should adopt initial margin models and parameters that are risk-based and generate margin requirements sufficient to cover its potential future exposure to participants in the interval between the last margin collection and the close out of positions following a participant default. Initial margin should meet an established single-tailed confidence level of at least 99 percent with respect of the estimated distribution of future exposure. For a CCP that calculates margin at the portfolio level, this requirement applies to each portfolio's distribution of future exposure. For a CCP that calculates margin at more-granular levels, such as at the subportfolio level or by product, the requirement must be met for the corresponding distributions of future exposure. The model should (a) use a conservative estimate of the time horizons for the effective hedging or close out of the particular types of products cleared by the CCP (including in stressed market conditions), (b) have an appropriate method for measuring credit exposures that accounts for relevant product risk factors and portfolio effects across

products, and (c) to the extent practicable and prudent, limit the need for destabilising, procyclical changes.

LCH SA's initial margin model consists of both analytical (Value at Risk ("VaR")-like) models and empirical (SPAN-like) models. The confidence interval and minimum level of coverage is determined by the LCH SA Board Risk Appetite and is set at 99.7 percent for all initial margin models.

(A) Analytical models

The key assumptions under the analytical models include a combination of the following:

- Return assumptions
- Holding period assumptions
- The empirical distribution of historical returns of each individual risk factor reflects a reasonable and likely distribution of potential outcomes over the holding period
- Scaling of returns improves predictive power of the history
- The choice of Exponentially Weighted Moving Average ("EWMA") decay factor represents the most appropriate speed of adjustment to changes in market volatility
- There is equal probability of scenario occurrence; and
- The defaulter's portfolio is held constant over the chosen holding period

Analytical models are listed as follows:

Market	Margin method used	Look-back period	Holding period
CDSClear	Historical simulation with volatility scaling	Fixed start date of November 2007	5 days (7 days for client positions)

LCH SA additionally applies margin requirements to clearing member in order to cover further credit, liquidity, concentration and sovereign risks that exceed the assumptions of the base calculation.

Procyclical margining changes are mitigated through features such as averaging the largest losses, the application of counter-cyclicality buffer and the use of long-term margin floor. For example, the risk of overly procyclical margining in the CDSClear model is mitigated through features such as the averaging of the largest simulated losses; the use of a relatively long look-back period; the use of exponentially weighted moving average volatility scaling; and the use of a percentile long-term quartile margin floor.

(B) Empirical models

The key assumptions under the empirical (SPAN-like) models are:

- Return assumptions
- Holding period assumptions
- Historical correlations continue to hold true under normal market conditions
- Offsets are applied only to offsetting positions, and positions in the same direction are assumed to have unit correlation; and
- The defaulter's portfolio is held constant over the chosen holding period

LCH has a margin model standard whereby initial margins should not jump significantly (by more than 25%) over the holding period during a replay of history model test. The natural length of time to consider in assessing this standard is a 10 year market history, as this is then compatible with the EMIR standard on procyclicality. Implicitly, this formally recognises that a 10 year period is enough to capture the full economic cycle. The 25% jump over the holding period is suggested by the ESRB standard of 25% for a procyclical buffer.

Procyclical margining changes in other models with a lookback period of less than 10 years are mitigated through features such as the application of a counter-cyclicality buffer, the use of long-term margin floor and/or the inclusion of stressed returns.

Empirical models are listed as follows:

Market	Margin method used	Look-back period	Holding period
EquityClear/CommodityClear	SPAN derivatives for Options and Futures	10 years	2 days
EquityClear	SPAN cash	1 year	3 days
RepoClear	SPAN like	10 years	3 days

The main margin rate for EquityClear/CommodityClear is the scanning range, which is the highest of three standard deviations of historic volatility based on the higher of one-day or two-day relative price movements in the lookback period.

For RepoClear and €GCPlus, margin parameters are defined considering the maximum of the 99.7% percentile of the 1 day, 2 days holding period days historical P&L over the last 10 years.

(C) For all models:

Margin rates may be adjusted to account for contracts which are affected by external events in the period under review, such as political, seasonal, and economic. All material adjustments to margin rates must be approved by the Executive Risk Committee and will be notified to the Board Risk Committee.

Key model parameters are determined by calibration to backtesting performance, margin stability, reactivity and decay metrics, liquidity thresholds, historical volatility and benchmarking.

The following factors are considered when determining the appropriate close-out period:

- Duration to formally execute the default notice, inform stakeholders, remove market access and initiate the Default Management Group
- Duration to agree exit strategy, hedge trades and auction portfolios
- Duration to execute the exit strategy in a normal market or stressed market; and
- Duration to initiate and complete the client porting process

At least 10 years of data are obtained for the historical sampling period. This ensures at least one economic cycle is captured. Where 10 years of data are not available or are unreliable or create excessive data overhead, a shorter sample is used, either five years or one year. The shorter samples are subject to a 25% buffer which limits how far margins can be reduced and limits procyclicality.

The additional margins such as concentration and liquidity margin are threshold based. The thresholds are calibrated using market data such as observed volumes and open interest on public exchanges or using survey derived data from participants in OTC markets. Thresholds derived from surveys are

benchmarked to internal cleared trading data and subjected to regular review by the respective Default Management Groups (“DMG”).

Two types of wrong-way risk have been identified. Firstly, specific wrong-way risk arises where a member has exposure in collateral provided in the form of its own securities or affiliates’ securities. This type of wrong way or self-referencing risk is not permitted, i.e. members cannot post collateral in their own name, in the case where it does arise in the clearing exposures such as a member trading in its own name then the margin requirement is a flat 100% of the specific wrong way exposure. Secondly, general wrong-way risk arises when a member’s portfolio is highly correlated to the country of domicile or the member’s creditworthiness, or that the assets and liabilities in the member’s portfolio are highly correlated.

The consequence is that in certain scenarios, the member’s exposure can be magnified due to these linked risks. Where wrong-way risk arises, additional margin is called to mitigate the adverse correlation. LCH SA’s Default Management Process does not seek to maintain open positions in a default beyond the holding period. Therefore, adverse price affects are assumed when closing out large or illiquid positions. All fire drill exercises have resulted in significant excess of margin. LCH SA is therefore comfortable that even a significant risk position could be closed out within margin levels inside the assumed close out period.

Key Consideration 4; A CCP should mark participant positions to market and collect variation margin at least daily to limit the build-up of current exposures. A CCP should have the authority and operational capacity to make intraday margin calls and payments, both scheduled and unscheduled, to participants.

LCH SA marks to market clearing members throughout several mechanisms depending on the underlying assets. For CDS or listed futures, pass through variation margins are considered. For Repos, cash equities and options, collateralized mark to market, like contingent variation margins are calculated and included into the Initial Margin amount.

LCH SA has the authority and operational capability to make intraday margin calls for each clearing service. All intra-day margin monitoring account for adverse changes in both variation margin and initial margin. Margin calculations are based on intraday positions and valuations.

Key Consideration 5: In calculating margin requirements, a CCP may allow offsets or reductions in required margin across products that it clears or between products that it and another CCP clear, if the risk of one product is significantly and reliably correlated with the risk of the other product. Where two or more CCPs are authorised to offer cross-margining, they must have appropriate safeguards and harmonised overall risk-management systems.

LCH SA does not permit offsets between itself and other CCPs or between the default funds within LCH. The purpose of this restriction is to avoid any potential contagion risk between different default funds or CCPs. LCH SA does permit offsets within certain classes of products within a common default fund.

In order to permit offsets or reductions in required margins, LCH SA must be satisfied that the following conditions are met:

- The price risk of one financial instrument or a set of financial instruments subject to an explicit discrete offset is significantly and reliably correlated, or based on equivalent statistical parameter(s) of dependence, with the price risk of other financial instruments. When the financial instruments are subject to implicit combined offsets the price risk is sufficiently reliable to the extent that it does not create statistically significant model error.
- The economic offset cannot be based purely on a (potentially spurious) mathematical correlation, but the rationale must be supported on risk and economic grounds such as commonality of underlying risk drivers for the products in question, or the existence of a traded product linking the products for which the offset is sought.

- The economic offset must be demonstrably resilient during stressed market conditions and must be subject to a stress test regime.
- Where multiple instruments are involved, the margin reduction can be no more than 80% of the sum of the margins for each instrument calculated on an individual basis.
- Financial instruments margined jointly with offsets must be default managed jointly.

Offsets parameters for Fixed Income are implemented directly by spread margins or inter-commodity spread credits between two contracts or indirectly by portfolio margin methods. The maximum offset is capped at 80 per cent.

The robustness of LCH SA's portfolio margin methodologies is measured daily through margin erosion and backtesting analysis. Model performance is assessed at member portfolio level, risk factor level and stylised portfolio level. The stylised (hypothetical) portfolios check margin performance for positions that contain a high degree of price dependency such as stylised calendar spreads and relative value positions. Regular sensitivity testing evaluates changes in recent correlations.

Key Consideration 6: A CCP should analyse and monitor its model performance and overall margin coverage by conducting rigorous daily backtesting – and at least monthly, and more-frequent where appropriate, sensitivity analysis. A CCP should regularly conduct an assessment of the theoretical and empirical properties of its margin model for all products it clears. In conducting sensitivity analysis of the model's coverage, a CCP should take into account a wide range of parameters and assumptions that reflect possible market conditions, including the most-volatile periods that have been experienced by the markets it serves and extreme changes in the correlations between prices.

Initial margin coverage is backtested on a daily basis by comparing the portfolio initial margin with ex post clean profit and loss. The backtest results are reviewed daily by the LCH SA risk management function with monthly summaries shared at each LCH SA Risk Committee. If backtesting suggests the margin coverage target cannot be met, LCH SA will conduct further investigation into the performance of the margin model. Additional analysis is performed on a monthly basis to investigate underlying causes of margin coverage breaches and identify any model weaknesses with respect to specific products, risk factors and market conditions.

LCH SA performs a number of different sensitivity tests depending on the model type. The tests for the analytical models examine sensitivities to certain portfolio types, volatility scaling assumptions, risk factor return assumptions, risk factor level dependence, EWMA decay factor sensitivity and correlation changes. The tests for the empirical models examine sensitivities to certain portfolio types, scanning ranges and the sensitivities to changes in contract offsets.

Tests are performed monthly with quarterly reports made to the risk management function.

Potential shortcomings may arise for a number of different reasons such as that the model does not capture all the risk factors, the model is overly procyclical, the model does not respond to new volatility and correlation, the model exhibits excessive ghosting effects, model backtesting breaches are excessive or clustered, or market conditions breach the model assumptions.

LCH SA will call additional margin for portfolios exhibiting excessive margin erosion until the model is updated and performance issues are addressed.

Backtesting results by service are disclosed on the [LCH SA website](#).

The results of the sensitivity tests are for internal purposes only and are not disclosed to members or clients.

Key Consideration 7: A CCP should regularly review and validate its margin system.

LCH SA's margin models are validated on an annual basis considering data over the past year. The independent review of margin models considers all available backtesting and stress testing results. In

addition, it tests the performance of the models across various levels of confidence, and tests and calibrates the underlying parameters of models. In addition, LCH SA's risk policies and outcomes are reviewed on a regular basis by the LCH SA Risk Committee.

The model review evaluates the validity of the margin model in theory and its performance in practice, and also appraises its parameters and assumptions. The review considers any changes in market practice and recent market conditions.

Material changes to margin methodology are subject to LCH SA's internal risk governance process, which includes both internal review and independent validation of the model, and must receive approval from both the Executive Risk Committee and the LCH SA Board.

The model validation report and recommendations, for each LCH SA clearing service, are notified to internal risk governance, the Internal Audit department and to relevant Regulators.

Publicly available resources	Margin Methodologies Risk Management Overview Clearing Rules Public quantitative disclosure standards for central counterparties
-------------------------------------	---

Principle 7: Liquidity risk

An FMI should effectively measure, monitor, and manage its liquidity risk. An FMI should maintain sufficient liquid resources in all relevant currencies to effect same-day and, where appropriate, intraday and multiday settlement of payment obligations with a high degree of confidence under a wide range of potential stress scenarios that should include, but not be limited to, the default of the participant and its affiliates that would generate the largest aggregate liquidity obligation for the FMI in extreme but plausible market conditions.

LCH SA has robust arrangements for the management of liquidity risk during business-as-usual and in default situations. An operational liquidity target is set and closely monitored by LCH SA and stress testing is performed using conservative assumptions, including the default of the two member groups that would generate the largest liquidity need, to determine the adequacy of its liquid resources.

Key Consideration 1: An FMI should have a robust framework to manage its liquidity risks from its participants, settlement banks, nostro agents, custodian banks, liquidity providers, and other entities.

LCH SA's framework for the management of liquidity risk is set out in an internal policy which is validated by the LCH SA Risk Committee and approved by the LCH SA Board. It sets out the parameters within which liquidity risks must be managed, including sources of liquidity and liquidity needs, the nature and frequency of liquidity assessments, limits and stress testing.

The framework is further detailed in a series of underlying detailed procedures, namely:

- A Liquidity Plan which is also approved by the LCH SA Board, and sets out the principles and procedures for liquidity management: this includes details of liquidity tools available to LCH SA and the assumed availability of each tool in both normal and stressed market conditions
- A Liquidity Testing Procedure
- A Liquidity Stress Testing Procedure

LCH SA's liquidity policy considers two key sources of liquidity needs, as well as other potential outflows that might further deplete liquidity resources. The two main sources of liquidity needs are:

- (i) outflows that arise in the normal course of operations (i.e. not due to member default), such as repayment of excess cash upon clearing member request, overall reduction in initial margin resulting from clearing members' reduction or close-out of positions, clearing member request to substitute non-cash collateral for cash collateral or to facilitate settlement (including for settlement fails); and
- (ii) the potential liquidity need in the event of clearing member default(s), thereby requiring LCH SA to
 - (a) fulfil the settlement obligations of the defaulting clearing member(s) and,
 - (b) pay variation margin to non-defaulting clearing members on the positions held by the defaulting clearing member(s). There may also be hedging costs and potential losses due to the liquidation of the defaulting clearing member(s) cleared positions and/or collateral lodged with respect to those cleared positions.

The liquidity policy also considers other potential liquidity needs such as those generated by payment delays or disruptions, as well as the failure of an investment counterparty to return cash at the maturity of an investment. Note that in the absence of a clearing member default, cash flows arising from the clearing activity itself are matched across LCH SA's books.

The size of LCH SA's liquidity requirement is an aggregate of the sources of liquidity needs which are assessed daily. Liquidity risk is managed on a centralised basis taking into consideration the aggregate liquidity needs across all services. In its quarterly CPMI/IOSCO quantitative disclosure, LCH SA publishes

the size and composition of its qualifying liquid resources, and the estimated and actual largest same-day, and where relevant intraday and multiday payment obligation in total.

LCH SA's liquidity risk management framework recognises the multiple roles clearing members or their affiliates may also play as custodians, settlement banks or investment counterparties, and so such exposures are assessed and monitored daily (including intraday) against defined limits in accordance with the Liquidity Risk Policy.

Key Consideration 2: An FMI should have effective operational and analytical tools to identify, measure, and monitor its settlement and funding flows on an ongoing and timely basis, including its use of intraday liquidity.

LCH SA's systems contain records and settlement status of all margin, settlement, funding and investment flows.

The Treasury and Operations department tracks liquidity usage of the Banque de France intraday liquidity line (3G line) and the cash injected in the settlement platforms on a near real-time basis.

An escalation process is in place within LCH SA to alert senior management to unusual movements.

Key Consideration 3 is not applicable to CCPs.

Key Consideration 4: A CCP should maintain sufficient liquid resources in all relevant currencies to settle securities-related payments, make required variation margin payments, and meet other payment obligations on time with a high degree of confidence under a wide range of potential stress scenarios that should include, but not be limited to, the default of the participant and its affiliates that would generate the largest aggregate payment obligation to the CCP in extreme but plausible market conditions. In addition, a CCP that is involved in activities with a more-complex risk profile or that is systemically important in multiple jurisdictions should consider maintaining additional liquidity resources sufficient to cover a wider range of potential stress scenarios that should include, but not be limited to, the default of the two participants and their affiliates that would generate the largest aggregate payment obligation to the CCP in extreme but plausible market conditions.

Liquidity needs in all relevant currencies are monitored daily, as part of LCH SA's liquidity risk management framework.

The results of liquidity stress testing are reported to senior management within LCH SA's risk and Collateral and Liquidity Management ("CaLM") functions on a daily basis.

LCH SA's liquidity risk management framework is designed to ensure sufficient liquid resources are maintained in order to meet its payment obligations on time. LCH SA's monitoring always considers the liquidity need that could be generated in the event of default of the two largest clearing member groups (including affiliates and investment exposures), in extreme but plausible market conditions.

LCH SA carries out daily liquidity stress tests based on both business as usual and stressed market conditions. LCH SA models its liquidity out to 5 days to ensure sufficient liquidity to cover ongoing operations. LCH SA estimates the size of the liquidity requirement in EUR.

In addition to the Cover 2 liquidity stress tests, LCH SA also performs several additional extreme but plausible stress-test scenarios, which target events that are considered to have a probability of up to once in 30 years, such as the impact of a regional economic crisis, large margin outflows and the default of multiple clearing participants. The results of these additional stress tests are used for management information.

Currently LCH SA uses initial margin (IM) to model future variation margin (VM) flows as part of its liquidity risk management framework, but will shortly amend this component by adopting the extreme-but plausible standard and use Stress Test Losses to model future VM flows, subject to final regulatory approval. Specifically, to ensure consistency when modelling future variation margin payments, LCH SA will utilise the stress test suites run within each clearing service to measure credit/market risk. Stress test losses are calculated by clearing service using the full range of stress scenarios available, which include historical, theoretical and antithetical stresses. The stress test

losses of each clearing member group will be aggregated across clearing services to ensure each component of the variation margin payment is modelled under extreme but plausible market conditions.

LCH SA is licensed in multiple jurisdictions to clear several asset classes, consequently the complexity of LCH SA's activities is limited to these parameters, rather than the acceptance for clearing of financial instruments that are characterised as complex. LCH SA adopts the most rigorous of the applicable regulatory regimes as a minimum when setting the standards for its liquidity risk management framework.

Key Consideration 5: For the purpose of meeting its minimum liquid resource requirement, an FMI's qualifying liquid resources in each currency include cash at the central bank of issue and at creditworthy commercial banks, committed lines of credit, committed foreign exchange swaps, and committed repos, as well as highly marketable collateral held in custody and investments that are readily available and convertible into cash with prearranged and highly reliable funding arrangements, even in extreme but plausible market conditions. If an FMI has access to routine credit at the central bank of issue, the FMI may count such access as part of the minimum requirement to the extent it has collateral that is eligible for pledging to (or for conducting other appropriate forms of transactions with) the relevant central bank. All such resources should be available when needed.

LCH SA's primary liquid resources consist of cash and highly marketable securities (including those provided by defaulted and non-defaulted members as collateral and received as settlement of the defaulter's cleared positions) which are eligible to be deposited at the Banque De France in order to get same day cash without pre-notification or approval. The non-defaulted members non cash collateral is transferred in full title and can therefore be used immediately to generate liquidity.

The LCH SA quarterly CPMI/IOSCO quantitative disclosure contains data related to the size and composition of its qualifying liquid resources.

LCH SA's liquid resources are managed in compliance with its internal investment and liquidity policies to ensure capital preservation and availability of liquidity to meet stressed liquidity requirements. LCH SA has processes that can be invoked in stressed environments to raise liquidity. These processes make assumptions around some activities which are not utilised in a business as usual environment, and hence care has to be taken to ensure that these assumptions are realistic. To ensure that this is the case, LCH SA undertakes an exercise of 'War Games' to test the assumptions. These activities test market/counterparty appetite for securities that LCH SA does not actively invest in or sizes/concentrations of exposures that are outside the day to day activity.

LCH SA also has arrangements in the form of completed GMRA agreements with a number of high quality counterparties, including counterparties with particular expertise and capacity in specific collateral markets. LCH SA engages in reverse repurchase transactions for investment purposes, and has a regular programme of test repurchase transactions, which are reported through the risk governance process. LCH SA also has a limited funding arrangements with one major ICSD.

LCH SA's liquidity policy requires that a minimum buffer be maintained above the stress tested liquidity resource requirement on a cover two basis and remedial action be taken if the buffer is eroded.

Key Consideration 6: An FMI may supplement its qualifying liquid resources with other forms of liquid resources. If the FMI does so, then these liquid resources should be in the form of assets that are likely to be saleable or acceptable as collateral for lines of credit, swaps, or repos on an ad hoc basis following a default, even if this cannot be reliably prearranged or guaranteed in extreme market conditions. Even if an FMI does not have access to routine central bank credit, it should still take account of what collateral is typically accepted by the relevant central bank, as such assets may be more likely to be liquid in stressed circumstances. An FMI should not assume the availability of emergency central bank credit as a part of its liquidity plan.

LCH SA does not count non-qualifying liquid resources as being available to meet liquidity outflows in its liquidity stress testing. A large part of the Collateral accepted by LCH SA as collateral for investments or as non-cash collateral for margin (which can only be used in the event of the default of the member who

provided the collateral) is denominated in Euro and therefore acceptable as collateral at the Banque De France.

LCH SA does not rely on supplemental liquid resources, or any assumption of the provision of central bank credit, in meeting its stressed liquidity needs.

Key Consideration 7: An FMI should obtain a high degree of confidence, through rigorous due diligence, that each provider of its minimum required qualifying liquid resources, whether a participant of the FMI or an external party, has sufficient information to understand and to manage its associated liquidity risks, and that it has the capacity to perform as required under its commitment. Where relevant to assessing a liquidity provider's performance reliability with respect to a particular currency, a liquidity provider's potential access to credit from the central bank of issue may be taken into account. An FMI should regularly test its procedures for accessing its liquid resources at a liquidity provider.

LCH SA relies mainly on the cash and the liquidity line provided by the Banque de France to meet its minimum required qualifying liquidity resources. The highly marketable securities received as collateral or purchased through investments can be readily convertible into cash through the intraday liquidity line granted by the Banque de France.

LCH SA carries out appropriate ongoing due diligence on counterparties as required by its Counterparty Credit Risk and the Settlement, Payment and Custodian Policies.

LCH SA maintains a Liquidity Plan that describes the tools that would be used to fund liquidity to meet operational or default liquidity needs. The plan considers possible constraints on access to each source of liquidity, including whether they would be available during periods of market stress or during a "liquidity event" (defined as a situation where there is an actual or perceived risk of any cash shortfall). The choice and prioritization of options to generate liquidity will depend on timing and duration of liquidity requirements and market conditions. For short term liquidity requirements funding is likely to focus on ECB liquidity, repo and other borrowing mechanisms. For longer term or structural changes to the liquidity profile the recourse is likely to be the assets sale. In terms of Euro management, LCH SA has access to the ECB liquidity through the open market operations and standing facilities. Some of the options LCH SA would use to address a liquidity shortfall are applied on an ongoing basis as part of LCH SA's standard investment and liquidity management activities e.g. usage of 3G credit line, sales of securities and maturing investments. To ensure that it could access liquidity through using the tools that are not used on a day-to-day basis (e.g. repo, borrowing, FX lines), LCH SA conducts regular 'War games'. As part of these tests, LCH SA also simulates the liquidation of a defaulting clearing member's collateral.

Key Consideration 8: An FMI with access to central bank accounts, payment services, or securities services should use these services, where practical, to enhance its management of liquidity risk.

LCH SA's internal risk policy sets a preference for the use of central bank services where available. The liquidity requirements are mainly in Euro therefore LCH SA uses its Central Bank access to raise Euro liquidity.

Key Consideration 9: An FMI should determine the amount and regularly test the sufficiency of its liquid resources through rigorous stress testing. An FMI should have clear procedures to report the results of its stress tests to appropriate decision makers at the FMI and to use these results to evaluate the adequacy of and adjust its liquidity risk-management framework. In conducting stress testing, an FMI should consider a wide range of relevant scenarios. Scenarios should include relevant peak historic price volatilities, shifts in other market factors such as price determinants and yield curves, multiple defaults over various time horizons, simultaneous pressures in funding and asset markets, and a spectrum of forward-looking stress scenarios in a variety of extreme but plausible market conditions. Scenarios should also take into account the design and operation of the FMI, include all entities that might pose material liquidity risks to the FMI (such as settlement banks, nostro agents, custodian banks, liquidity providers, and linked FMIs), and where appropriate, cover a multiday period. In all cases, an FMI should

document its supporting rationale for, and should have appropriate governance arrangements relating to, the amount and form of total liquid resources it maintains.

LCH SA carries out daily stress testing which compares stress needs for liquidity against the stressed resources available.

Daily reports of the results of such testing are circulated to senior risk management including the Chief Risk Officer.

The stress tests take a conservative set of assumptions about potential outflows and the ability of LCH SA to liquidate assets, and assume the default of the two largest members, along with their affiliates and clients, that have the largest liquidity requirements. In addition to the Cover 2 liquidity stress tests, LCH SA also performs several additional extreme but plausible stress-test scenarios, which target events that are considered to have a probability of up to once in 30 years, such as the impact of a regional economic crisis, large margin outflows and the default of multiple clearing participants. The results of these additional stress tests are used for management information.

The liquidity stress tests take into account liquidity risks arising from the different relationships LCH SA has with the entities, or members of the same group, and assume that they may simultaneously default in their capacities as clearing member, as investment counterparty. LCH SA's stress testing seeks to ensure that it is able to settle its payment obligations on time under this circumstance. As part of the quarterly liquidity reverse stress testing scenario suite, both the availability of the liquid assets and the size of the liquid liabilities are stressed in different ways to determine whether it would be plausible to be left with a liquidity deficit (i.e. the Liquidity Coverage Ratio would be under 100%).

The liquidity risk management framework is subject to an annual independent validation, and where changes are identified these must be approved by Executive Risk Committee and notified to Risk Committee. The Liquidity Risk Policy which sets the liquidity risk standards, and the Liquidity Plan which describes the liquidity tools available to LCH SA are also subject to annual review by Risk Committee, which in turn makes recommendation to the LCH SA Board for approval.

Key Consideration 10: An FMI should establish explicit rules and procedures that enable the FMI to effect same-day and, where appropriate, intraday and multiday settlement of payment obligations on time following any individual or combined default among its participants. These rules and procedures should address unforeseen and potentially uncovered liquidity shortfalls and should aim to avoid unwinding, revoking, or delaying the same-day settlement of payment obligations. These rules and procedures should also indicate the FMI's process to replenish any liquidity resources it may employ during a stress event, so that it can continue to operate in a safe and sound manner.

LCH SA maintains arrangements for ensuring settlement finality as described in the assessment of compliance with Principle 8. These arrangements along with its liquidity risk framework (see above - Key Consideration 1) provide the structure for ensuring LCH SA is able to settle payment obligations on time even in the event of participant(s) default. The Settlement Finality Regulations within the LCH SA Clearing Rules provisions describe the irrevocability of a Transfer Order and prohibit revocation of a Transfer Order.

The key tests used to determine the liquidity requirement in the event of a member default are the intraday liquidity stress tests and 5-day liquidity stress tests, which forecast liquidity requirements that arise over the next 5 business days under stressed market conditions and assuming the default of the two member groups with the largest liquidity requirements. To ensure it maintains sufficient liquid resources, under the Liquidity Risk Policy requires LCH SA maintain a minimum liquidity buffer above its total liquidity requirement. This ensures that the CCP has sufficient liquidity to meet intraday and daily liquidity needs following the default of the two clearing members (with their affiliates and clients) with the largest liquidity requirements. The actions that LCH SA would take to address uncovered liquidity shortfall or replenish its liquidity resources are described in the Liquidity Plan and Recovery Plan. The Liquidity Plan covers the tools that could be used to fund operational and default liquidity needs. LCH SA typically holds a substantial buffer of liquid resources in excess of its liquidity coverage ratio ("LCR") required to meet the projected operational and default liquidity requirement. The Liquidity Plan and the Recovery Plan consider possible constraints on access to each source of liquidity, including whether they would be available during periods

of market stress or during a "liquidity event" (defined as a situation where is an actual or perceived risk of any cash shortfall).	
Publicly available resources	Clearing Rules Public quantitative disclosure standards for central counterparties

Principle 8: Settlement Finality

An FMI should provide clear and certain final settlement, at a minimum by the end of the value date. Where necessary or preferable, an FMI should provide final settlement intraday or in real time.

LCH SA's arrangements for ensuring settlement finality are founded on the designation of LCH SA as a settlement system notified by the French Minister of Economy to the European Commission; LCH SA Clearing Rules' provisions; and the commissioning of legal opinions in support of the applicable provisions within its Clearing Rules.

Key Consideration 1: An FMI's rules and procedures should clearly define the point at which settlement is final.

As a settlement system, and in accordance with the provisions of the Settlement Finality Directive (as adapted into French law), LCH SA's Clearing Rules define the moment when the **cleared transactions** are **irrevocable** within its system, i.e. when they are registered in the clearing system.

The moment when **the settlement** of these cleared transactions is **final** is defined in the rules of the relevant settlement systems.

LCH SA has established technical links with several CSDs/settlement systems for the purpose of the settlement of cleared transactions on the EquityClear, CommodityClear and RepoClear clearing segments. The list of the relevant CSDs/settlement systems is available in LCH SA's Clearing Rules available on its website.

The rules of these settlement systems are available on their respective websites.

Key Consideration 2: An FMI should complete final settlement no later than the end of the value date, and preferably intraday or in real time, to reduce settlement risk. An LVPS or SSS should consider adopting RTGS or multiple-batch processing during the settlement day.

Please refer to our answer above, i.e. "as a settlement system, and in accordance with the provisions of the Settlement Finality Directive (as adapted into French law), LCH SA's Clearing Rules define the moment when the **cleared transactions** are **irrevocable** within its system, i.e. when they are registered in the clearing system.

With regards to the moment when **the settlement** of these cleared transactions is **final**, it is defined in the rules of the relevant settlement systems, available on their website."

Key Consideration 3: An FMI should clearly define the point after which unsettled payments, transfer instructions, or other obligations may not be revoked by a participant.

The Settlement Finality Directive aims to reduce the risks associated with participation in EU payment and securities settlement systems by minimising the disruption that may be caused by insolvency proceedings brought against a participant in such a system. LCH SA's Clearing Rules specify that the **cleared transactions** are deemed to be irrevocable when they are registered in its clearing system.

The time when **settlement instructions**, sent by LCH SA in the name of its clearing members to the relevant Securities Settlement System, become irrevocable, is defined in the Securities Settlement System's rules.

Publicly available resources

[Clearing Rules](#)

Principle 9: Money Settlements

An FMI should conduct its money settlements in central bank money where practical and available. If central bank money is not used, an FMI should minimise and strictly control the credit and liquidity risk arising from the use of commercial bank money.

LCH SA uses central bank money for settlement purposes where available and practicable. Where commercial banks are utilised, LCH SA has contractual arrangements in place through legal agreements and its Clearing Rules provisions, to minimise incurring credit risk. Supporting operational procedures and processes are also designed to mitigate credit and liquidity risk.

Key Consideration 1: An FMI should conduct its money settlements in central bank money, where practicable and available, to avoid credit and liquidity risks.

Thanks to its banking licence and its full access to ECB liquidity facilities, LCH SA offers central bank money settlement as a Direct Connect Party (DCP) to Target2 Securities ("T2S") for euro denominated products representing over 99% of the business cleared by LCH SA. Remaining non euro settlement activity is settled in ICSD in commercial bank money.

Key Consideration 2: If central bank money is not used, an FMI should conduct its money settlements using a settlement asset with little or no credit or liquidity risk.

LCH SA has a very limited non euro denominated products clearing activity settling in Euroclear Bank. Euroclear Bank is closely monitored in application of the LCH Group Counterparty Credit Risk Policy.

Key Consideration 3: If an FMI settles in commercial bank money, it should monitor, manage, and limit its credit and liquidity risks arising from the commercial settlement banks. In particular, an FMI should establish and monitor adherence to strict criteria for its settlement banks that take account of, among other things, their regulation and supervision, creditworthiness, capitalisation, access to liquidity, and operational reliability. An FMI should also monitor and manage the concentration of credit and liquidity exposures to its commercial settlement banks.

LCH SA may undertake regular due diligence of ICSDs and a quarterly meeting between LCH SA and the ICSDs is organised in order to formally review the service.

Key Consideration 4: If an FMI conducts money settlements on its own books, it should minimise and strictly control its credit and liquidity risks.

LCH SA is settling 100% of its clearing activities within accounts opened under its own name. LCH SA does not outsource settlement functions to any third party. LCH SA does not conduct money settlements on its own books.

Key Consideration 5: An FMI's legal agreements with any settlement banks should state clearly when transfers on the books of individual settlement banks are expected to occur, that transfers are to be final when effected, and that funds received should be transferable as soon as possible, at a minimum by the end of the day and ideally intraday, in order to enable the FMI and its participants to manage credit and liquidity risks.

This consideration is not applicable to LCH SA

Publicly available resources

[Clearing Rules](#)

Principle 10: Physical deliveries

An FMI should clearly state its obligations with respect to the delivery of physical instruments or commodities and should identify, monitor and manage the risks associated with such physical deliveries.

LCH SA Clearing rules govern and set out the overall obligations and responsibilities of all market participants clearing physically delivered instruments (bonds and equities) through LCH SA. LCH SA does not offer to store physically delivered instruments or commodities. LCH SA manages the delivery cycle for all physically delivered instruments and commodities in accordance with its publicly available Clearing Rules.

Key Consideration 1: An FMI's rules should clearly state its obligations with respect to the delivery of physical instruments or commodities.

LCH SA supports physical delivery for the EquityClear, CommodityClear and RepoClear clearing services. The overall obligations and responsibilities that govern physical delivery are publicly defined in the respective Exchange and LCH SA Clearing Rules. In the case of LCH SA, these are set out in its Clearing Rules and include both the rights and obligations for all market participants as well as how the physical delivery process is being administered. LCH SA does not offer to store physically delivered instruments nor commodities.

LCH SA sends settlement instructions to (I)CSDs and T2S for transactions between LCH SA and its clearing members. These are settled under the rules and procedures of the (I)CSD. LCH SA supports its clearing members by ensuring that they have a strong understanding of their obligations and the procedures for physical delivery and that they are adequately supported throughout the delivery process.

The membership requirements for new clearing members set out the technical and operational obligations, including for physical delivery that they must meet as part of their membership of LCH SA and the relevant clearing service. Finally, LCH SA provides training to new clearing members on the physical delivery process, LCH SA's systems and their obligations.

Existing clearing members, as part of the annual member survey, are asked to provide information on their ongoing technical and operational capacity, including for physical delivery. In addition, LCH SA provides a rolling schedule of training courses to all clearing members, which includes physical delivery, enabling them to train their staff. Any clearing member can request additional training at any time. LCH SA further supports its clearing members by making the clearing member test environment available such that they can test their procedures, processes and reconciliations and become familiarised with the systems.

Finally, LCH SA is available to assist clearing members with any practical, operational or procedural questions associated with the delivery process.

Key Consideration 2: An FMI should identify, monitor, and manage the risks and costs associated with the storage and delivery of physical instruments or commodities.

LCH SA does not offer to store physically delivered instruments or commodities. LCH SA manages the delivery cycle for all physically delivered instruments in accordance with its publicly available Clearing Rules. As part of this management cycle, the risk and costs are primarily associated with the position management process and ensuring that a delivery is made in accordance with the contract specifications.

For those physical instruments that settle in an (I)CSD or via T2S, it is the (I)CSD that is responsible for administering the delivery process as well as the application of any associated fees to the (I)CSD participant.

LCH SA has procedures that are designed to actively position manage trades through to delivery.

LCH SA provides automated position reporting to its clearing members to enable them to accurately monitor their obligations, to allow them to ensure they have the necessary inventory to fulfil their obligations.

LCH SA operates an active fails management process, which will ultimately see failed deliveries being added to the following day's delivery obligations for the respective member. LCH SA employs a fails fee regime in accordance with Article 15 of the Short Selling Regulation (Regulation (EU) 236/2012) for cash equities. In addition, and in accordance with the LCH SA Clearing Rules, LCH SA also employs a fails fee covering fixed income. In order to maintain efficient and effective delivery processes, LCH SA regularly reviews delivery amounts against the obligations of its clearing members to ensure that any risks are identified immediately in order to maintain a robust position management process.

Finally, LCH SA ensures its ongoing compliance with international sanctions, including with respect to the potential impacts on the delivery processes. In order to ensure that LCH SA's clearing members have the necessary systems and resources available to them, LCH SA sets transparent membership criteria requiring technology, operations and resources be in place prior to the member joining LCH SA and throughout their membership. In addition, LCH SA requires its clearing members to complete Static Data forms accurately and on a timely basis to ensure their delivery preferences are met.

Publicly available resources

[Clearing Rules](#)

Principle 11 (Central securities depositories) is not applicable to CCPs.

Principle 12 (Exchange-of-value settlement systems) is not applicable to LCH SA.

LCH SA does not operate an exchange-of-value settlement system and therefore does not need to complete a self-assessment for **Principle 12** (Exchange-of-value settlement systems).

Principle 13: Participant-default rules and procedures

An FMI should have effective and clearly defined rules and procedures to manage a participant default. These rules and procedures should be designed to ensure that the FMI can take timely action to contain losses and liquidity pressures and continue to meet its obligations.

The LCH SA Clearing Rules contain default rule provisions that set out LCH SA's rights and obligations in the event of a clearing member default. It also contains provisions in relation to the management of the defaulter's positions and the allocation of losses.

Key Consideration 1: An FMI should have default rules and procedures that enable the FMI to continue to meet its obligations in the event of a participant default and that address the replenishment of resources following a default.

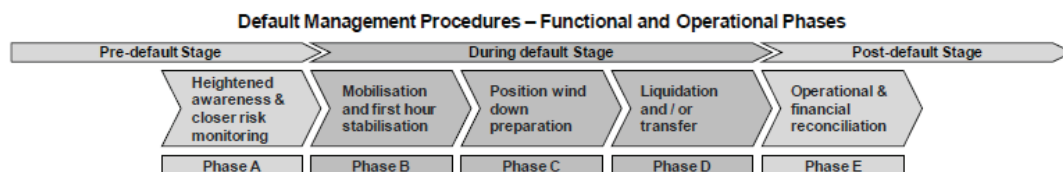
LCH SA's Default Rules, contained in its Clearing Rules, set out that it is entitled to place a clearing member in default if it appears to LCH SA that the clearing member is unable, or is likely to become unable, to meet its obligations in respect of one or more contracts. The Clearing Rules set out a non-exhaustive list of events which may show that a clearing member is or is likely to become unable to meet its obligations and may be declared in default. If a clearing member becomes subject to any insolvency event, it will also be declared in default.

The Clearing Rules set out the steps that LCH SA may take with respect to a defaulter, including entering into contracts to hedge market risk, selling any security, porting client accounts of that clearing member to another clearing member, liquidating the defaulter's proprietary portfolio and/or any client accounts of that clearing member which could not be ported to another clearing member) and generally taking such action as LCH SA may deem necessary for its protection. The sequence of actions will be determined by a number of factors, including size and characteristics of the defaulted member's portfolio and the market environment.

All LCH SA clearing services have a Default Management Process ("DMP") and a specific default management instruction/procedure, which is part of the overall Clearing Rules.

All significant decisions will be taken by the LCH SA CEO supported by the DCMT (Default Crisis Management Team).

The functional and operational phases of default management can be shown as follows:



On calling a default, the LCH SA CEO will convene the DCMT which will be responsible for the overall management of the default.

The DCMT will instruct the head of each impacted clearing service to convene a Default Management Group (DMG), which comprises LCH SA staff and, for some services, clearing members. Where representatives of clearing members are seconded to a DMG of LCH SA for the purpose of default management, they act on behalf of LCH SA and appropriate confidentiality arrangements are in place.

DMGs will request approval for all significant decisions to the DCMT. The Default Rules set out how LCH SA shall meet any losses arising from a default, including the use of collateral provided by the defaulter, LCH SA's own funds and the default fund(s) and the remainder of the waterfall.

The non-defaulting members are incentivised to participate in the DMP and in auctions to safeguard their own default fund contributions and to ensure the continued operation of the markets.

The Clearing Rules also set out the order in which LCH SA shall reduce or bear its losses. In the first instance, losses are met by applying any collateral provided by the defaulter and then by recourse to the defaulter's contribution to the default fund(s). If those are exhausted, then further losses are met by payment from LCH SA's own funds (also referred to as skin in the game). Thereafter losses are met by the non-defaulting clearing member's contribution to the default fund(s) in respect of the relevant default fund.

Subsequently LCH SA will request a refill/assessment of the default fund contribution of non-defaulting clearing member. For €GCPlus, RepoClear and EquityClear / CommodityClear, a Refill is performed if 25 percent of the relevant default fund is used up in managing the default, LCH SA then has the right to call additional funds from non-defaulting service clearing members. For CDSClear, the default fund assessment can be performed as soon as the loss exceeds the resources of the defaulter and the CCP's skin in the game.

The value of Refill/Assessment contributions that LCH SA may call from each relevant default fund is capped at an amount equal to that clearing member's funded contribution to the relevant default fund at the time of the default.

Should all Refill/Assessment contributions available to LCH SA be exhausted, a service continuity (loss distribution phase) phase will be triggered. The tool will charge each non-defaulting member on a daily basis a Loss Distribution Charge if there are any uncovered credit losses.

For RepoClear, EquityClear and CommodityClear this is calculated as the product of the LCH SA uncovered Loss and the proportion of which that Member's Contribution bears to the aggregate of the Contributions of all Non-Defaulting Clearing Members.

For CDSClear, VM haircutting applies by reducing the cumulative net gains due to non-defaulting members during the loss distribution period by the Distribution Haircut fraction (LCH SA Uncovered Loss / Total Cash Gains) in order to allocate uncovered credit losses incurred from the member default. The limit of the loss distribution charges to be called by the CCP is equal to original Default fund contribution for RepoClear, EquityClear and CommodityClear. For CDSClear, the loss distribution charges are based upon a VM haircut process and the limit is the higher of 100 million Euro and the Default contribution.

The voluntary service continuity phase could be triggered when the losses accumulated from the default cannot be covered by neither the default fund, the assessment nor the service continuity phases. Upon this trigger, all non-defaulting members will be informed that all relevant resources have been eroded and will be requested, on a voluntary basis, to provide additional resources in order to avoid a Service Closure phase.

If all resources from service continuity are eroded and the additional resources from a voluntary service continuity are not sufficient to cover the relevant loss, LCH SA will start the Service Closure phase. Within this phase, LCH SA will cease clearing activities and perform cash settlement. LCH SA will perform a final allocation of losses to its clearing members, either pro-rata the relevant default fund (all markets except CDS) or based upon gains haircutting (CDSClear).

On successful completion of the default management process, a cooling-off period or post default period is triggered. The default fund will remain unchanged during this period.

However, for RepoClear, EquityClear and CommodityClear, if the default funds have fallen below the floor level, clearing members must restore them to their respective floor levels, with the complete replenishment taking place at the end of the cooling off period. If another default occurs within the 30-day cooling off period, the DMP will be implemented again and the replenishment will be cancelled. Accordingly, service clearing members would be obliged to pay further unfunded contributions called on the new default and participate in the loss distribution process, if applicable.

Such further unfunded contributions are again capped at an amount equal to each clearing member's funded contribution to the relevant default fund at the time of the (second) default. Unfunded contributions may not be called by LCH SA in regard to more than three defaults in any six-month period.

LCH SA will continue to stress test the service default funds as usual throughout the DMP and during the post default or cooling-off period. If any service clearing member's stress-test losses above margin exceed 45 percent of the remaining default fund, LCH SA will call for additional margin from those clearing members to cover the excess uncovered stress-test losses above that threshold. Clearing members with weaker credit scores are subject to lower thresholds.

For CDS Clear LCH SA can only use one assessment of the default fund throughout the post default period. If the default fund is below the required size, LCH SA will request additional margin so that overall coverage remains at the adequate level.

Key Consideration 2: An FMI should be well prepared to implement its default rules and procedures, including any appropriate discretionary procedures provided for in its rules.

There are a number of levels of documentation and procedures that support the DMP. These detail the standards which must be met in dealing with the default of a clearing member, and provide guidance for each service on how to define and implement the default management process. In addition, the guidance describes the high level strategy, principles, standards, ownership and governance at the CCP and service level. Also included are details of the step-by-step processes and procedures at the service level for managing a default.

The Default Management Procedures, which are specific to each clearing service, detail the processes and procedures at the service level for managing a default, including arrangements for actions such as risk neutralisation, liquidation, client porting, auction organisation and execution, and loss allocation as appropriate. These procedures meet the standards laid out in the Default Management Policy and follow the principles outlined in the Default Management Guidelines. Throughout these documents, roles and responsibilities are clearly detailed. All areas are resourced to ensure that business as usual activity can be managed alongside a default event.

In the event of a potential or actual default, the DCMT will be convened. The key responsibility of this team is to ensure that all key aspects of the default management procedures are followed, including communication plans, the calling of the DMGs and monitoring the DMGs' progress. Each department responsible for communicating to the various stakeholders is represented in the teams and has procedures to support the process.

The documentation supporting the DMP is updated and reviewed on an annual basis (or more frequently if required).

The default management procedures for each service are also reviewed at least annually. LCH SA's preparations for implementation of the DMP are enhanced by regular fire drills as described further under Key Consideration 4.

The Default Notice which LCH SA will issue to a defaulting clearing member is publicly disclosed on the LCH SA website.

Key Consideration 3: An FMI should publicly disclose key aspects of its default rules and procedures.

A section detailing the definition of default and relevant measures are contained in its Clearing Rules and in addition specific DMP instructions have been issued which are part of the CCP rules, which both are publicly available on LCH SA's website. The Clearing Rules set out the circumstances in which a clearing member may be declared to be in default, the actions that LCH SA may take with respect to that default and the waterfall. The instruction contains more detailed rules relating to the DMP, including the constitution of the relevant DMGs and the execution of auction processes.

Key Consideration 4: An FMI should involve its participants and other stakeholders in the testing and review of the FMI's default procedures, including any close-out procedures. Such testing and

review should be conducted at least annually or following material changes to the rules and procedures to ensure that they are practical and effective.

All LCH SA clearing services involve external participants (such as clearing members, execution brokers etc.), as required, in their default management fire drills. For some services (notably those serving the OTC markets), the DMGs have representatives from clearing member firms and they are consulted on changes to the default management procedures.

A Group-wide (i.e. involving all CCPs and clearing services within the LCH Group) default management fire drill takes place at least annually and more frequently if there are substantive changes to process which means that further testing is required. In addition, service-specific tests are held as and when required, for example if there are changes to rules and procedures within that service or if a significant new product is added. Such tests may include external participants who would be involved in the DMP. Each external participant rehearses its role in an actual default event. For example, a broker will be given orders to simulate hedging or liquidation of positions, and clearing members will participate in the DMG to review a synthetic portfolio, recommend hedging and liquidation strategies and submit bids in a dummy auction.

LCH SA also holds a CCP wide fire drill, where the process is tested internally (without participation of external parties) and several recommendations for improvements are tested. Therefore, at least two fire drills are performed per year.

Following a fire drill test, a report is produced that evaluates the exercise and identifies areas for improvement and change. The reports are shared with the Audit Committee and regulators following internal review. Each fire drill has specific objectives to ensure that all aspects of default management are covered by the range of different tests performed. Some tests include external clearing members; others seek to test internal routines or close-out assumptions and procedures.

The Group-wide fire drills generally cover the scenario of a clearing member defaulting across all CCPs and services simultaneously. Scenarios may be introduced where the defaulting entity also acts as a counterparty of a different type (for example payment agent or investment counterparty).

Fire drills may be coordinated with other major CCPs in order to test the ability of clearing members to provide staff to more than one CCP DMG at the same time, which more realistically simulates the default of an institution which has exposures at multiple clearing houses.

Publicly available resources	Clearing Rules Risk Management Overview Public quantitative disclosure standards for central counterparties
-------------------------------------	---

Principle 14: Segregation and portability

A CCP should have rules and procedures that enable the segregation and portability of positions of a participant's customers and the collateral provided to the CCP with respect to those positions.

LCH SA offers two models of client segregation arrangements, to meet the regulatory requirements of each jurisdiction in which it is authorised, and maintains its books and records, and segregated accounts where relevant, in accordance with those requirements. Individually segregated client accounts are available as well as omnibus segregated client accounts. LCH SA provides, in addition, for services where it is regulated by the CFTC, client segregation arrangements in order to satisfy US requirements. LCH SA's Clearing rules set out the rules of segregation and portability for each model.

Key Consideration 1: A CCP should, at a minimum, have segregation and portability arrangements that effectively protect a participant's customers' positions and related collateral from the default or insolvency of that participant. If the CCP additionally offers protection of such customer positions and collateral against the concurrent default of the participant and a fellow customer, the CCP should take steps to ensure that such protection is effective.

LCH SA offers segregation arrangements to meet the regulatory requirements of each jurisdiction in which it is authorised. LCH SA is required to segregate clearing member client positions and collateral (including affiliates' positions and collateral) from clearing member proprietary business in all markets, including cash markets.

Individual segregation means that LCH SA records positions, margin requirements and collateral delivered by a clearing member for a specific client against an account that is exclusive to that client, and which is not exposed to losses on any other client or member accounts.

LCH SA also offers various models of omnibus client segregation, in which clients' positions, margin requirements and collateral are pooled, to different extents, although they are never commingled in LCH SA's books with positions and collateral of the clearing members' proprietary accounts.

Within the European Union, national implementations of the Settlement Finality Directive (SFD) protect certain actions pursuant to the default rules of LCH SA as it has been designated under the SFD. A more detailed description of the legal aspects of LCH SA's activity can be found at the discussion on Principle 1 (*Legal basis*).

LCH SA obtains a legal opinion from a reputable legal firm located in the jurisdiction in which each clearing member is incorporated before accepting a clearing member from that jurisdiction. This legal opinion seeks to establish, with a high degree of confidence, that there is domestic legislation in place that protects and supports provisions within LCH SA Clearing rules with respect to porting of client positions and collateral from challenge under domestic insolvency law. Where it is unclear, or such legislation is not in place, LCH SA requires that the clearing member execute a security deed, provided it has established via the legal opinion that the security deed is effective and enforceable in the jurisdiction of the clearing member.

Key Consideration 2: A CCP should employ an account structure that enables it readily to identify positions of a participant's customers and to segregate related collateral. A CCP should maintain customer positions and collateral in individual customer accounts or in omnibus customer accounts.

As described above, LCH SA segregates clients' positions and collateral in its own books and records, and offers both individual and omnibus levels of segregation.

Collateral supporting clients' positions covers initial and contingent margin, including margin add-ons (for credit risk, concentrated positions and other risks), as well as any excess collateral that clearing members may choose to post to the CCP for their client accounts.

LCH SA relies on clearing members providing correct information about new transactions, positions and collateral relating to each client at the time that the member submits the transaction for registration or lodges

the collateral. LCH SA maintains a separate record of the actual collateral provided in respect of each client individually segregated account; whereas in omnibus accounts LCH SA allocates collateral to each customer on a value basis. Collateral in respect of omnibus client accounts can be called on a net or gross basis depending on the account type.

In an individually segregated account, a client's collateral is fully protected from fellow client risk. In other types of accounts there are varying degrees of protection from fellow client risk. The omnibus structure will generally provide for a mutualisation of losses and a pooling of risk between the clients in the relevant account.

Key Consideration 3: A CCP should structure its portability arrangements in a way that makes it highly likely that the positions and collateral of a defaulting participant's customers will be transferred to one or more other participants.

LCH SA offers all known clients of a defaulting clearing member the opportunity to port to a new clearing member. The chances of porting being successful depend on the segregation model selected by the client and the extent to which the client has pre-arranged a back-up clearing member, or can arrange one quickly after the default. Except in conditions of severe margin erosion on the client account, LCH SA allows a minimum of 24 hours after a default for the defaulting clearing member's clients to identify and authorise a replacement clearing member.

The LCH SA Clearing rules contain provisions in their Default Rules with respect to obtaining consent from clearing members to which positions and collateral are to be ported, where an individual segregated account clearing client or an individual omnibus gross segregated clearing client has appointed a back-up clearing member. The Clearing Rules also set out that in the event of a default LCH SA will publish the deadline by which written consent must be received from a client in order for LCH SA to seek to port.

Once the porting is effected, the new clearing member will be called for any shortfall in margin cover (for example, in relation to positions that lost money between the default and the port).

Key Consideration 4: A CCP should disclose its rules, policies, and procedures relating to the segregation and portability of a participant's customers' positions and related collateral. In particular, the CCP should disclose whether customer collateral is protected on an individual or omnibus basis. In addition, a CCP should disclose any constraints, such as legal or operational constraints, that may impair its ability to segregate or port a participant's customers' positions and related collateral.

LCH SA makes public disclosures in accordance with Article 39(7) of EMIR, including the basis on which collateral is protected in the different segregation models, for both its general and FCM models and more generally, on the segregation and portability arrangements it offers.

In addition to the LCH SA Rules detailing the liquidation and transfer process in case of an event of default of a clearing member (please refer to Key Consideration 1), LCH SA also transparently displays the operating process within each business line service description (Please refer to Principe 23 / Key Consideration 3).

Costs for different types of accounts are disclosed on the LCH SA website.

<p>Publicly available resources</p>	<p>Clearing rules Collateral Management LCH SA Account Structures under EMIR Public quantitative disclosure standards for central counterparties LCH SA Customer Protection</p>
--	---

Principle 15: General business risk

An FMI should identify, monitor, and manage its general business risk and hold sufficient liquid net assets funded by equity to cover potential general business losses so that it can continue operations and services as a going concern if those losses materialise. Further, liquid net assets should at all times be sufficient to ensure a recovery or orderly wind-down of critical operations and services.

General business risk is one of the risks considered within the risk management framework. To assess this risk consideration is given to key drivers, both with and without financial impact-reducing mitigants. These drivers are monitored quarterly and subject to the governance process. Accordingly, LCH SA holds liquid net assets funded by equity and has developed both a Recovery Plan and a Wind-down Plan which are approved by the LCH SA Board and subject to review at least annually or following material changes.

Key Consideration 1: An FMI should have robust management and control systems to identify, monitor, and manage general business risks, including losses from poor execution of business strategy, negative cash flows, or unexpected and excessively large operating expenses.

LCH SA identifies its business risks by considering the general business conditions, which are likely to impair its financial position as a consequence of a decline in its revenues or an increase in its expenses resulting in a loss that must be charged against its capital. Examples of reasonable foreseeable drivers of business risk for LCH include cost overruns (including project overspends), impacts of competition on its revenue, volume and mix of collateral held, regulatory change and foreign exchange exposure.

In order to identify the specific business risks, it faces, LCH SA identifies the business risk drivers, reviews its existing control framework and quantifies the potential financial impact of reasonably foreseeable adverse loss events. Business risk drivers are considered both with and without financial impact-reducing mitigants in place. Business drivers are also considered for potential impact of simultaneous occurrence.

LCH SA faces business risks related to higher than expected costs and lower than expected revenues. This would include impact of increased competition in clearing and timing of clearing mandates for products currently cleared by LCH SA.

The business risk drivers are monitored throughout the year, and a detailed calculation is performed once a year or on a significant change to the business. Business risk is reported to the LCH SA Board through the Internal Capital Adequacy Assessment Process. Annual budgeting, medium term financial plan, and quarterly forecasting processes assist in identifying any change to business risk drivers and in evaluating the impact of these changes.

Key Consideration 2: An FMI should hold liquid net assets funded by equity (such as common stock, disclosed reserves, or other retained earnings) so that it can continue operations and services as a going concern if it incurs general business losses. The amount of liquid net assets funded by equity an FMI should hold should be determined by its general business risk profile and the length of time required to achieve a recovery or orderly wind-down, as appropriate, of its critical operations and services if such action is taken.

LCH SA holds liquid net assets funded by equity so that it can continue operations and services as an ongoing concern if it incurs general business losses. LCH SA's agreed minimum regulatory capital requirement includes a specific provision for business risk, which must be at a minimum equal to three months' operating expenses.

LCH SA maintains a Wind Down Plan setting out, in detail, the steps it would need to take in order to wind down LCH SA in an orderly manner. This assessment includes a conservative estimate – six months – of the time and associated costs to achieve an orderly wind down. LCH SA holds an additional amount equal to six months operating expenses to meet potential wind down costs.

Key Consideration 3: An FMI should maintain a viable recovery or orderly wind-down plan and should hold sufficient liquid net assets funded by equity to implement this plan. At a minimum, an FMI should hold liquid net assets funded by equity equal to at least six months of current operating

expenses. These assets are in addition to resources held to cover participant defaults or other risks covered under the financial resources principles. However, equity held under international risk-based capital standards can be included where relevant and appropriate to avoid duplicate capital requirements.

LCH SA maintains both a Recovery Plan and a Wind Down Plan, both of which are LCH SA Board-approved documents and reviewed at least annually, or following material changes.

The Wind Down Plan sets out the steps it would be necessary to follow should LCH SA need to wind down its clearing services. This plan takes into account the impact on members and the markets of such a wind down. The plan demonstrates how LCH SA can achieve an orderly wind down within six months.

The Recovery Plan sets out the steps that LCH SA should take in order to maintain the continuity of its services, should such continuity be threatened. This plan takes into consideration the triggers for such a plan, the governance steps LCH SA must follow to invoke the plan and a number of recovery tools that are available to LCH SA. Each available tool is assessed for its impacts on LCH SA's clearing members.

LCH SA holds capital equal to the operating expenses for the six-month period required to wind down. LCH SA bases its calculation on the latest audited expenses. LCH SA invests its capital including the capital used to cover general business risks and the wind down plan in very high quality, very liquid instruments with low market risk. LCH SA capital is held on the balance sheet of LCH SA separately from the resources designated to cover clearing member defaults.

Key Consideration 4: Assets held to cover general business risk should be of high quality and sufficiently liquid in order to allow the FMI to meet its current and projected operating expenses under a range of scenarios, including in adverse market conditions.

LCH SA's assets held to cover business risk are invested generally in cash deposited at Banque de France but could also be invested in accordance with the investment policy in short term reverse repos or the purchase of short term highly liquid government securities. All these options are of high quality and liquidity and with low market risk.

LCH SA assesses the quality and liquidity of its liquid net assets through daily monitoring, regular reporting and monthly internal governance reviews of the marked to market value of assets.

Key Consideration 5: An FMI should maintain a viable plan for raising additional equity should its equity fall close to or below the amount needed. This plan should be approved by the board of directors and updated regularly.

LCH SA has in place an LCH SA Board approved strategy setting guidelines for capital management and acting as a recovery planning step following a shock loss or other stress event. The strategy requires that material business decisions be assessed against capital position requirements, cash flow and liquidity, and profitability, so that LCH SA can generate capital via retained earnings. It also lays out other options that would be available to LCH SA and its Board in the event of a short term need for capital.

As a 88.9% owned subsidiary of LCH Group, the LCH SA strategy has been concluded in conjunction with the strategy of its parent.

The LCH SA Board is given regular updates on the capital position of LCH SA through regular reporting from the Chief Financial Officer.

Publicly available resources

[Annual Report and Financial Statements](#)

[Public quantitative disclosure standards for central counterparties](#)

Principle 16: Custody and investment risks

An FMI should safeguard its own and its participants' assets and minimise the risk of loss on and delay in access to these assets. An FMI's investments should be in instruments with minimal credit, market and liquidity risks.

LCH SA's investment strategy is aligned with its overall risk management approach and regulatory obligations in the jurisdictions where it is permitted to operate. LCH SA maintains counterparty, custodian and (I)CSD relationships only after appropriate due diligence at the outset and satisfactory outcomes from ongoing review.

Key Consideration 1: An FMI should hold its own and its participants' assets at supervised and regulated entities that have robust accounting practices, safekeeping procedures, and internal controls that fully protect these assets.

LCH SA's internal risk policy on payment, settlement and custody sets a preference for safeguarding collateral (whether these are securities provided by members, held as investments, or collateral received in reverse repos) in accounts at central securities depositories (including international central securities depositories). In each case the entity holding the collateral must meet standards set in the policy, including criteria in relation to creditworthiness and operational reliability.

All (I)CSDs are subject to the requirements described in the internal risk policy on payment, settlement and custody, as well as the criteria set out in the internal risk policy on counterparty credit risk. These include a minimum internal credit score, legal review, due diligence (which includes accounting practices and operational aspects) and the application of exposure limits.

LCH SA's monitoring of compliance with its criteria, and the overall suitability of (I)CSDs, is via a regular programme of due diligence which reviews every entity at least every two years. This requires that (I)CSDs complete a template covering all matters referenced in the policy and provide evidence where necessary. (I)CSDs are also subject to periodic onsite due diligence reviews.

Key Consideration 2: An FMI should have prompt access to its assets and the assets provided by participants, when required.

LCH SA ensures it has prompt access to its assets by only maintaining custody arrangements with high quality (I)CSDs as determined under its policy and through its due diligence programme. In addition, (I)CSDs are asked to confirm the legal position in each due diligence exercise.

For Euro cash collateral and thanks to its banking licence, LCH SA has a full access to the ECB. LCH SA has a non-significant deposit in non-euro cash collateral.

Non cash collateral is essentially received in Full Title of Transfer by the CCP and thus LCH SA has an immediate access to these assets held in accounts opened under the name of the CCP exclusively.

Key Consideration 3: An FMI should evaluate and understand its exposures to its custodian banks, taking into account the full scope of its relationships with each.

In relation to collateral, LCH SA satisfies itself via the due diligence process and legal review that it would have access to the assets in the event of the (I)CSD's default. Where cash balances are held on account at a (I)CSD temporarily in connection with investment activity, LCH SA manages transactions such that its intraday exposure to the (I)CSD remains below 75 percent of its capital, a limit set in internal risk policy.

LCH SA uses a range of (I)CSDs to diversify where collateral is held. This includes one main ICSD and three domestic Securities Settlement System. LCH SA conducts regular Due Diligence reviews for all the (I)CSDs it has relationships with.

Key Consideration 4: An FMI's investment strategy should be consistent with its overall risk-management strategy and fully disclosed to its participants, and investments should be secured by, or be claims on, high-quality obligors. These investments should allow for quick liquidation with little, if any adverse price effect.

LCH SA's investment risk strategy is set by the LCH SA Board, on the advice of the Risk Committee, and in line with the LCH SA Board's Risk Appetite. The investment strategy is disclosed at an aggregate level and on request, to clearing members of LCH SA. How the total cash received from participants is held/deposited/invested is included in LCH SA's disclosures against the CPMI-IOSCO Quantitative Disclosure Standards. The primary objectives of the investment strategy are capital preservation and liquidity provision, and these objectives are captured in an LCH SA risk policy.

The Policy's key stratagems are to restrict investments to (i) high quality counterparties, (ii) reverse repurchase arrangements against very high quality and liquid collateral using appropriate haircuts, (iii) the purchase of short term high quality, low credit risk and highly liquid securities. The Policy emphasises the preference for secured transactions and highly marketable securities and sets maturity limits based on investment types. Further, it also specifies liquidity risk as an objective and sets investment concentration limits and appropriate haircuts for reverse repurchase collateral. Additionally, the Policy requires that investment limits are reviewed regularly to ensure that they remain in line with risk appetite.

The concentration limits for LCH SA investment activities include restrictions on: exposures to particular counterparties, measured at the counterparty group level; the proportion of investments representing an exposure to a particular issuer; and exposures to reverse repo collateral, by security type and issuer. Additionally, LCH SA sets exposure limits specified at the investment counterparty level by transaction type (e.g. reverse repo,) and by maturity.

Intraday and overnight exposures are monitored against the applicable limits and any breaches are escalated, reported and remediated through internal governance processes.

LCH SA does not invest margin received from a clearing member in securities issued by that clearing member or its affiliates.

LCH SA maintains pre-arranged and highly reliable relationships with a wide range of high quality counterparties enabling execution of transactions with short-dated maturity. LCH SA also tests the ability to liquidate such financial assets with little, if any adverse price effect with these counterparties according to a regular programme.

Publicly available resources

[Risk Management Overview](#)
[Public quantitative disclosure standards for central counterparties](#)

Principle 17: Operational risk

An FMI should identify the plausible sources of operational risk, both internal and external, and mitigate their impact through the use of appropriate systems, policies, procedures, and controls. Systems should be designed to ensure a high degree of security and operational reliability and should have adequate, scalable capacity. Business continuity management should aim for timely recovery of operations and fulfilment of the FMI's obligations, including in the event of a wide-scale or major disruption.

Operational risk management is a key component of the LCH SA risk management framework and encompasses appropriate tools and mechanisms to enable the effective identification, assessment and mitigation of such risk. The operational risk management arrangements incorporate a "three lines of defence" structure that has been endorsed by the LCH SA Board, and places responsibility for managing operational risk on the business as the first line of defence, ensuring that an Accountable Executive from the business is appointed as Risk/Control Owner.

Key Consideration 1: An FMI should establish a robust operational risk-management framework with appropriate systems, policies, procedures, and controls to identify, monitor, and manage operational risks.

LCH SA has in place policies and procedures that form the framework through which operational risk is managed throughout LCH SA.

The Operational Risk policy clearly sets responsibilities across first, second and third lines of defence for the identification, assessment, monitoring and management of operational risks. Regular control testing is undertaken by the first line of defence and is reviewed by the second line of defence.

The policy set a framework through which operational risks can be identified, including through review of audit findings, loss events and near misses, external events which may give rise to increased vulnerabilities and changes to systems or processes. The policy also includes requirements to complete deep dive reviews, which aim to review a specific process and understand how it operates and scenario analysis, stressing these operational risks. Such exercises and oversight ensure operational procedures are implemented appropriately.

LCH SA has a library in place which provides a comprehensive list of all operational risks for LCH SA. It also provides a list of the core controls required to mitigate the risks. The library ensures a consistent and comprehensive definition of risk and control is used for identification, assessment and management of the risks on inherent and residual basis. Operational risks are monitored through regular review and reporting to the Executive Risk Committee, the Local Management Committee and the LCH SA Board Audit Committee.

LCH SA has a Recruitment Policy and framework which sets rigorous pre-employment screening for all prospective LCH SA employees. Once in role, LCH SA employees are subject to, at least annual, performance reviews. The company also has policies in place which encourage employees to attain qualifications and professional standards linked to their role. Aside from these benefits, and appropriate remuneration, the company has identified tools to endeavour to retain key staff should turnover be identified as a risk.

LCH SA has both operational risk and compliance policies in place designed to identify potential sources of fraud, which set the standards within which potential fraud should be managed. These policies and procedures identify potential sources of fraud, key mitigation techniques and the procedures to follow should a fraud or potential fraud be reported. LCH SA has a governance framework for change management. This framework mitigates the risks that changes and major projects inadvertently affect the smooth functioning of LCH SA by setting out a flexible (by size and complexity of change) structure for delivery of change. The framework sets out a methodology of categorising change; the category of change

then determines the appropriate governance, reporting, minimum testing requirements and finally go-live approvals. Each LCH SA business line maintains oversight of its change portfolio.

Key Consideration 2: An FMI's board of directors should clearly define the roles and responsibilities for addressing operational risk and should endorse the FMI's operational risk-management framework. Systems, operational policies, procedures, and controls should be reviewed, audited, and tested periodically and after significant changes.

Operational risk forms part of the Risk Governance Framework of LCH SA, and is one of 22 types of risk which LCH SA faces. The LCH SA Board has set out through this framework its appetite for operational risk.

The Operational Risk policy, which is approved by the LCH SA Board, clearly defines the key roles and responsibilities for operational risk. These responsibilities are separated between the first, second and third lines of defence; the first line of defence is responsible for the day to day management of operational risks, including maintaining an effective system of internal controls. The first line is within the business lines and support functions. The second line oversees, supports and challenges the first line in its day-to-day management of operational risks. The Operational Risk department which is part of the second line of defence and is also responsible for providing aggregated reporting to internal senior executive committees as well as the LCH SA Board and its Committees. LCH SA's independent internal audit function provides the third line of defence.

The Operational Risk Policy is reviewed annually by senior internal executive level committees as well as Board-level committees. The LCH SA Board approves the policy annually. The Audit Committee as well as LCH SA Board receives quarterly reporting on any operational risks outside appetite, including actions planned or taken to mitigate these risks, and major incidents, including remediation planned or taken to prevent reoccurrence.

LCH SA reviews and tests its systems, policies and procedures with its clearing members in a number of ways. LCH SA involves its clearing members in testing before the launch of new products and systems. An annual data centre failover test is carried out, in which all clearing members, external providers and other third parties (as identified in Business Impact Assessments ("BIA")) are invited to participate. Clearing members are also active in annual default management fire drills, in which the management of a default scenario is rehearsed. In each of these cases, LCH SA actively requests feedback in order that any weaknesses may be addressed.

LCH SA's independent audit function conducts regular reviews of the Operational Risk Framework as such and its application as part of all its reviews, through of a sample of key controls.

Key Consideration 3: An FMI should have clearly defined operational reliability objectives and should have policies in place that are designed to achieve those objectives.

LCH has an objective to be the most trusted clearing house and recognises that to achieve this it must have a robust level of resilience and efficiency. The Board sets a risk appetite and endorses a Risk Management Framework to manage reliance, reliability and stability of the CCP, which is cascaded throughout the firm. LCH has further defined service levels based on the following key performance indicators.

Service availability: The LCH Board has set a monthly service availability tolerance level of 99.7%. LCH tracks any periods of normal operation during which critical clearing services suffer interruption and are not available.

Capacity: Each clearing service must demonstrate 2x the peak of the last 24 months capacity; each clearing service will ensure arrangements are in place to warrant the minimum system capacity is at least 2 times the historically observed peak.

Incidents: LCH's management sets a tolerance level of incidents, aiming to minimise disruption to the clearing services

LCH SA further defines the escalation category of any incident. All incidents with a 'High' or" above materiality rating are escalated to the executive management teams. These incidents are investigated fully with a root causes analysis conducted, and steps identified to prevent reoccurrence.

These are recorded as part of Serious Incident Reviews (SIRs) and reported to senior management as well as regulators, as required.

Key Consideration 4: An FMI should ensure that it has scalable capacity adequate to handle increasing stress volumes and to achieve its service-level objectives.

Each LCH SA clearing service is subject to monthly service reviews. The reviews assess capacity statistics as part of its consideration of key performance indicators. Each clearing service is rated, based on average daily volumes and peak volumes versus the capacity to which it has been tested and database utilisation. Furthermore, ahead of the implementation of new products or significant system changes, LCH SA performs testing to provide assurance that system capacity will be, or will remain, adequate for normal and stressed volumes.

LCH SA systems are subject to regular risk based independent review by the internal audit function; critical systems will be reviewed at least annually.

Should real-time system monitoring and monthly service reviews reveal capacity performance and trends which have or may disrupt operational functioning, action will be taken to investigate the cause and identify necessary timelines for increasing headroom for capacity. If capacity were to be exceeded, this would be investigated and remediated as any other incident in the clearing services. Following remediation LCH SA will investigate the root cause and implement steps to prevent reoccurrence.

Key Consideration 5: An FMI should have comprehensive physical and information security policies that address all potential vulnerabilities and threats.

LCH SA has a number of policies, procedures and controls in place for safeguarding its physical and information security. Regular reviews are undertaken to understand potential vulnerability and threats i.e. physical, intrusion and natural disaster, that LCH SA may be subject to.

Information Security is the protection of information and information systems from unauthorised access, use disclosure, disruption, modification or destruction in order to provide confidentiality, integrity and availability (NIST Definition). LCH SA defines Cyber Security as the defence against the threats, both internal and external, that target these systems. In order to protect our data and assurance of financial assets, we implemented controls that protect the confidentiality, integrity and availability of the Group company assets including preventing unauthorised use or modification.

LCH SA has developed an Information Security Risk Management framework defining how cyber risks are managed within the Group's Risk Appetite. Risk Appetite as defined above is categorised into five risk components:

- Denial of Service risks
- Insider Breach/internal Events
- External Breaches
- Supply Chain Security
- Physical Security Breach/Event

Each of these risk components is aligned to a series of policies and standards that set out the minimum requirements for the management of those risks along with a control framework benchmarked against NIST/BIS-IOSCO. The business units and first line Information Security teams are expected to assess these risks in line with the framework and manage these risks within the defined appetite. Business units are required to develop metrics/key risk indicators that allow the effective management of risks within agreed tolerance levels. The second line risk team provides oversight and assurance of the effective execution of the framework by the first line.

LCH SA computing and networking are operated in closed facilities with controlled access only for authorized personnel. They are protected from environmental, physical or logical security threats to ensure their continued availability.

Permanent controls on key points of the security requirements, as physical and logical access reviews, hardening guidelines conformity reviews, firewall policies, anti-virus tests and signatures date reviews, are performed on a periodic basis to check the effectiveness and efficiency of the implemented security controls.

Penetration tests are realized regularly, each to test outbound defences or internal security measures.

Outsourcers:

In addition, LCH SA's IT Services suppliers are contractually bound to enforce LCH SA's information system security requirements. Third parties' Information Security Requirements are defined and contractually formalized.

Key Consideration 6: An FMI should have a business continuity plan that addresses events posing a significant risk of disrupting operations, including events that could cause a wide-scale or major disruption. The plan should incorporate the use of a secondary site and should be designed to ensure that critical information technology (IT) systems can resume operations within two hours following disruptive events. The plan should be designed to enable the FMI to complete settlement by the end of the day of the disruption, even in case of extreme circumstances. The FMI should regularly test these arrangements.

The LCH SA Business Continuity Management ("BCM") programme has been developed to provide continuity and timely recovery of its business operations in the event of a major incident or crisis, which impacts, or has potential to impact, business operations. The Business Continuity policy sets a recovery time objective (RTO) of two hours for all critical services; this RTO is in place regardless of the scale of the incident or disruption. A Disaster Recovery Plan is also in place which describes the technical steps that are required in order to affect a timely recovery. Critical operations have been identified through BIA at a clearing service and function level. BIAs also identify which systems, resources and staff will be required to carry on the orderly functioning of LCH SA in the event of a disaster. Each clearing service and function has also created a Business Continuity Plan which enables it to meet the LCH SA RTO. Each clearing service and function includes in its Business Continuity Plan, where relevant, details of actions which include liaison with trade sources and data reconciliations, designed to ensure all transactions can be identified, and any data loss remediated. A CMT, including representatives of all clearing services and functions, will be convened in the event of a crisis. The CMT will work to a predefined Crisis Management Plan, which ensures that the response to and management of a crisis is co-ordinated and effective, minimising the impact on clearing members, suppliers, employees and the reputation of LCH SA. LCH SA has immediate access to work area recovery facilities with a third party supplier. In the event of the loss of the primary office location in Paris, activities are transferred to a secondary business location, with overflow facilities at a third facility where required. Staff in critical roles also have access to remote working facilities which are tested regularly.

LCH SA has five data centres. These facilities are regularly tested; specifically, the Business Continuity Programme requires at least an annual test of failover.

Key Consideration 7: An FMI should identify, monitor, and manage the risks that key participants, other FMIs, and service and utility providers might pose to its operations. In addition, an FMI should identify, monitor, and manage the risks its operations might pose to other FMIs.

LCH SA has identified operational, financial, credit, market and legal risks that can arise from its clearing members, other FMIs and service and utility providers.

The operational risks of such connections with regards to business continuity are identified and analysed as part of each clearing service and function's BIAs. Identification and management of credit risks in relation to LCH SA's clearing members are included in *Principle 4*. Identification and management of risks related to links to other FMIs are included in *Principle 20*. Risks related to service and utility providers are addressed through an LCH SA Policy. This policy requires that supplier selection is transparent, that due diligence is performed on suppliers, that an appropriate contract is in place for the services and that suppliers agree to a Supplier Code of Conduct. Any extension of current activity with an existing supplier must also comply with this policy. Any supplier which is critical, as identified through the BIA process,

<p>undergoes a higher level of due diligence. This allows LCH SA to identify any potential additional risks arising from the supplier and to mitigate where possible.</p> <p>Outsourced service providers are required to have in place business continuity arrangements equivalent to those in place at LCH SA. Outsourced providers of services required for the successful recovery of LCH SA in the event of a crisis are required to be involved in business continuity testing.</p> <p>Besides considering the risks posed to LCH SA by FMIs, LCH SA considers the risks it may pose to other FMIs. Consequently, in addition to conducting its own ongoing due diligence, LCH SA cooperates and participates in reciprocal due diligence, for example service review meetings and Business Continuity testing which include external parties. Service providers, exchanges and linked FMIs are invited to participate in the annual failover test.</p>	
Publicly available resources	<p>Business Continuity</p> <p>Public quantitative disclosure standards for central counterparties</p>

Principle 18: Access and participation requirements

An FMI should have objective, risk-based, and publicly disclosed criteria for participation, which permit fair and open access.

LCH SA's participation requirements are designed to be the least restrictive while ensuring that risk to LCH SA and the markets it serves is minimised. Participation criteria are publicly available through the LCH SA Clearing Rules and website, and clearing members are monitored for ongoing compliance with the requirements. The LCH SA Clearing Rules contain provisions to manage circumstances where a clearing member no longer meets the criteria.

Key Consideration 1: An FMI should allow for fair and open access to its services, including by direct and, where relevant, indirect participants and other FMIs, based on reasonable risk-related participation requirements.

Requirements for participation in LCH SA are based on risk-based principles, and are designed to ensure that all clearing members are of suitable financial standing with sufficient operational capabilities. Final approval for all participation applications rests with the Executive Risk Committee, subject to the LCH SA Risk Committee being notified of approvals. Where the Executive Risk Committee refuses an application, the applicant may appeal to the Risk Committee. All new members are also subject to an internal LCH SA credit assessment.

Minimum levels of net capital and default fund contributions are required as part of the clearing member admission criteria. These are set out below by service.

Service	Clearing member type	Minimum Net Capital Requirement	Default Fund	Minimum Default Fund Contribution ³
CDSClear	CDSClear clearing member	€37m	CDSClear	€10m
EquityClear/CommodityClear	Individual clearing member	€10m	Cash Equity / Derivatives	€100k
EquityClear/CommodityClear	General clearing member	€25m	Cash Equity / Derivatives	€100k
RepoClear	Individual clearing member	€100 m	€GCPlus or Fixed Income	€2.5 m
RepoClear	General clearing member	€400 m	€GCPlus or Fixed Income	€2.5m

In terms of operational capability, all clearing members must have adequate back office infrastructure to support a high volume of transactions, and must open accounts with eligible PPS banks, to pay and receive cash obligations to and from LCH SA. Typically, this requires appropriate systems to manage the clearing member's clearing activities, and staff with sufficient knowledge and experience with the systems. Prior to going live, all clearing members receive operational capability training if the LCH SA onboarding function deems it necessary.

LCH SA conducts default fire drills twice a year.

For CDSClear and RepoClear, members are asked to bid on auction packs. Participation is mandatory for CDSClear and for RepoClear, members are obliged to make best efforts to bid if asked to do so. The tests

have been designed to demonstrate the clearing member's ability to price and bid on a fixed number of trade sides in auctions held to manage a clearing member default.

The clearing of equities for which a mature electronic price-discovery regulation is in place, LCH SA has arrangements with execution brokers to close positions rather than undertaking auctions. For derivatives both on financial products and commodities, LCH SA has also arrangements with execution brokers to close out positions in the market. However, where possible, an auction may be organised, but current clearing members have no obligation to participate.

LCH SA's Clearing Rules contain specific quality requirements for Clearing Members which comprise organisational, risk management systems and procedure requirements. LCH SA may impose additional risk-based conditions on clearing members which may be required to post additional collateral.

To achieve a balance between open access and risk, LCH SA continuously monitors a wide range of credit indicators for members, including capital-to-risk ratios, and applies real-time risk management controls such as concentration limits and margin multipliers, rather than relying solely on hurdle-based participation criteria. In addition, the default management process seeks to ensure that a member's contingent obligations in the event of default are commensurate with the nature and scale of its cleared activity.

Key Consideration 2: An FMI's participation requirements should be justified in terms of the safety and efficiency of the FMI and the markets it serves, be tailored to and commensurate with the FMI's specific risks, and be publicly disclosed. Subject to maintaining acceptable risk control standards, an FMI should endeavour to set requirements that have the least-restrictive impact on access that circumstances permit.

LCH SA's participation requirements are designed to mitigate the risks that LCH SA faces as a CCP in a way that ensures the least restrictive access that circumstances permit.

Net capital requirements ensure that clearing members have adequate financial resources to withstand unexpected losses.

Default fund contributions for each relevant service are determined with reference to a clearing member's initial margin requirements, which are in turn determined with reference to the nature and scale of a clearing member's cleared activity. The floor for default fund contributions seeks to ensure that all clearing members have enough capital at risk such that they have an appropriate incentive to monitor and control the risks that they bring to the service. See also *Principle 4*.

Membership requirements are risk-based, including the need to have all necessary operational capabilities e.g. access to relevant trading and settlement venues, and to have necessary regulatory permissions.

Different criteria apply depending on the nature of membership being applied for. Broadly, criteria may be differentiated by the service being applied to clear, and whether the applicant would be clearing only for itself or additionally for clients. The differing nature of risk being brought by the applicant is determined by these elements, and criteria are set in a manner proportionate to the risk.

The participation criteria, including restrictions in participation are publicly disclosed on the LCH SA website and are included in the LCH SA Clearing Rules.

Key Consideration 3: An FMI should monitor compliance with its participation requirements on an ongoing basis and have clearly defined and publicly disclosed procedures for facilitating the suspension and orderly exit of a participant that breaches, or no longer meets, the participation requirements.

LCH SA monitors compliance with participation requirements on a continuous basis. The clearing membership Agreement requires clearing members to notify LCH SA if they no longer meet the participation requirements.

The LCH SA Clearing Rules contain notification and disclosure requirements to ensure compliance with the financial requirements for participation in each service. All clearing members must provide LCH SA with their annual accounts, and must promptly notify LCH SA of any development which would materially affect the clearing member's ability to comply with the participation requirements. Fire drills (see under Key

Consideration 1) assess whether clearing members' operational capabilities continue to meet LCH SA's minimum standards.

Clearing Rules outline the actions that LCH SA can take if there is an indication that a member no longer meets the membership requirements or if its risk profile deteriorates, including: more detailed monitoring, increased margin requirements, prior authorisation for trades above a specified size, position reduction, position transfer to other members, trading for liquidation only, and the declaration of default. LCH SA has the authority to declare a member in default as soon as it has grounds to suspect the membership requirements are breached or are likely to be breached. Where a clearing member is in breach of the membership requirements, but has not defaulted on payments to LCH SA, LCH SA may allow a grace period for the clearing member to remedy the breach before issuing a Default Notice. Once a default notice has been issued, withdrawal of the membership occurs in accordance with the Default Procedures.

In the case of a voluntary withdrawal by a clearing member, at least ten Clearing Days prior notice is required for EquityClear, CommodityClear and RepoClear and 25 Business Day notice is required for CDSClear subject to all positions being closed out or transferred.

The clearing member must terminate all open contracts registered with LCH SA within this period. If after the period the portfolio has not been closed out, LCH SA may liquidate the portfolio or require the clearing member to remain in the service until there are no remaining contracts. PPS arrangements must be maintained until all fees have been collected and to enable repayment of the member's default fund contribution(s).

LCH SA has procedures in place to facilitate the suspension and orderly exit of members; these are disclosed in the Clearing Rules publicly available on the LCH SA website.

Publicly available resources	Clearing Rules Membership Training Public quantitative disclosure standards for central counterparties
-------------------------------------	---

Principle 19: Tiered participation arrangements

An FMI should identify, monitor, and manage the material risks to the FMI arising from tiered participation arrangements.

Clearing members act as principals to LCH SA for both proprietary and client business, including under the FCM model. This means that there is no direct exposure to the default of a clearing member's client. LCH SA takes steps to mitigate risk from tiered participation by calculating margins for each client structure separately and offering porting to all clients.

Key Consideration 1: An FMI should ensure that its rules, procedures, and agreements allow it to gather basic information about indirect participation in order to identify, monitor, and manage any material risks to the FMI arising from such tiered participation arrangements.

LCH SA has no direct exposure to the default of a clearing member's client. Obligations to LCH SA arising from the activities of indirect participants are in all cases principal obligations of the relevant clearing member, and the risk management processes referred to under *Principles 3-10* apply to risk arising from positions recorded in clearing members' proprietary and client accounts. LCH SA requires clearing members that clear for clients, affiliates or other third parties to hold segregated house and client accounts for positions and collateral. Therefore, LCH SA offers a choice of Individually Segregated Accounts ("ISA"), Net Omnibus Segregated Accounts ("NOSA") and Gross Omnibus Segregated Accounts ("GOSA") to its members. This model supports clearing of direct clients (client of clearing member) as well as indirect clients (client of client of clearing member).

For the CDSClear Service, LCH SA also offers a FCM model that is compliant with CFTC requirements for clearing members that have US-based clients.

A more detailed discussion on LCH SA's segregation and portability arrangements can be found at *Principle 14*.

LCH SA has information in the case of clients selecting ISAs, or more generally when the Clearing member declares a client as a "known client". In the other cases, LCH SA has very little or no information on clients and Indirect client ("client-of-client") but both are subject to the same level of scrutiny and monitoring. Therefore, indirect client clearing risks are identified in each account similarly to direct client clearing risks. Margin models have been developed and implemented to measure these risks on an overnight and intraday basis.

The material risk arising at LCH SA from tiered participation is the default of a client, which disrupts or materially adversely affects a clearing member. In the event of a clearing member default, LCH SA could face risks, should position and collateral held for clients of a defaulting clearing member not be able to be ported. LCH SA may therefore, under these circumstances, liquidate client positions and apply collateral in the same way as for proprietary accounts. Following the completion of default management processes (the closing or transfer of positions and the realisation of collateral) LCH SA may apply surpluses in a clearing member's house account(s) to offset losses in the clearing member's client account(s), but not vice versa.

LCH SA mitigates these risks through setting appropriate membership criteria for its clearing members, by monitoring client portfolios and accounts, and by setting rules which allow the efficient and timely porting of clients in default scenarios.

Key Consideration 2: An FMI should identify material dependencies between direct and indirect participants that might affect the FMI.

LCH SA monitors the activity of its clearing members and the activity in each of its client accounts, be they in omnibus or individual accounts. LCH SA monitors the proportion of house to client activity for its clearing members, and where clients are known, LCH SA is able to establish an account of the activity with named clients in total, by clearing service.

LCH SA can apply margin multipliers where a clearing member's aggregate client portfolio is overly concentrated. The LCH SA margin methodology (in terms of initial, liquidity and concentration margin) increases margin requirements progressively with large positions in both proprietary and client accounts.

Key Consideration 3: An FMI should identify indirect participants responsible for a significant proportion of transactions processed by the FMI and indirect participants whose transaction volumes or values are large relative to the capacity of the direct participants through which they access the FMI in order to manage the risks arising from these transactions.

As outlined above, LCH SA monitors the activity of its clearing members and the activity in each of its client accounts, be they in omnibus or individual accounts. LCH SA monitors the proportion of house to client activity for its clearing members, and where clients and indirect clients are known by LCH SA is able to build a picture of the exposure to named clients in total, by clearing service and by client.

Activity, whatever its source, in all clearing services is monitored on a daily basis.

LCH SA produces daily reports which are used to monitor client positions and associated cash flows. LCH SA has the ability to apply margin multipliers, where a clearing member's client portfolio is overly concentrated.

Key Consideration 4: An FMI should regularly review risks arising from tiered participation arrangements and should take mitigating action when appropriate.

Risk management policies and procedures covering indirect participation are reviewed at least annually.

LCH SA produces daily reports to monitor client positions and associated cash flows. LCH SA can apply margin multipliers, where a clearing member's client portfolio is overly concentrated.

LCH SA reviews the risks it accepts within the LCH SA Board's appetite for risk.

Publicly available resources

[Clearing Rules](#)

[Public quantitative disclosure standards for central counterparties](#)

Principle 20: FMI links

An FMI that establishes a link with one or more FMIs should identify, monitor and manage link-related risks.

LCH SA has multiple and varied FMI links: specifically, LCH SA maintains links with (I)CSDs, Trade Repositories, Exchanges, Payment Systems and another CCP. All such arrangements are considered within the LCH SA risk management framework and subject to rigorous detailed due diligence and rigorous internal governance processes.

Key Consideration 1: Before entering into a link arrangement and on an ongoing basis once the link is established, an FMI should identify, monitor, and manage all potential sources of risk arising from the link arrangement. Link arrangements should be designed such that each FMI is able to observe the other principles in this report.

LCH SA maintains FMI links with (I)CSDs, CCP, Trade Repositories and Payment Systems. Such link arrangements are governed by contractual agreements.

Connecting to a new FMI is subject to LCH SA internal policies and procedures which set out requirements and the governance approval process to be followed. LCH SA policies identify the criteria to be met, set out certain risks posed, and assign responsibility for monitoring, analysis and escalation of such risks. LCH SA will assess a new FMI through onsite due diligence and review of documentation and information acquired both directly and indirectly. The review will include assessment against criteria such as corporate structure, credit risk, operational and technical resilience, legal structure and associated risk, operational risk and contingency arrangements. Findings with a final recommendation will be presented through the LCH SA internal risk governance process for approval.

Ongoing due diligence of FMI links that are intermediaries such as (I)CSDs, and others that give rise to settlement, payment or custody risks is performed at least every two years, or may be sooner if there have been significant changes. This type of FMI will be assessed against criteria and risks set out in a Group Policy and will consider applicable conditions of *Principles 8, 11 and 17*.

The key risks brought about by links to Trade Repositories are regulatory and reputational, and Trade Repositories will be assessed against such risks in accordance with the Group Procurement Policy, at least every two years or sooner if there have been significant changes.

Interoperating CCPs are considered as part of the Group Counterparty Credit Risk Policy, which sets the standards for the management of the credit risk that could be posed by various parties and intermediaries of LCH SA. The policy describes the Internal Credit Scoring (“ICS”) Framework applied to such parties, including interoperating CCPs. The ICS is set between 1 and 10, whereby 1 represents low default probability in line with the AAA public ratings and 10 is equivalent to a defaulting counterparty. The factors, metrics and adjustments used to determine the scoring for a particular party are subject to review on at least an annual basis and independently validated in accordance with the Group Model Governance Validation and Review policy. In the case of interoperating CCPs, the factors used to determine their ICS are Financial Analysis and Operational Capability. To note, all new or revised interoperating CCP arrangements are subject to internal governance processes and regulatory non objection.

LCH SA’s recovery planning process also reviews the impact to itself and its FMI links in the event either party enters into a recovery scenario. At a minimum, FMI link due diligence considers the impact from operational failures, liquidity issues and overall creditworthiness, and any risk mitigants such as contingency processes. The results of ongoing due diligence are presented for review through the LCH SA internal risk governance process.

Finally, LCH SA’s Clearing Rules and settlement finality rules are intended to mitigate the risks associated with payments and securities settlement (see *Principle 8* for further information). Any new FMI link is established and maintained in accordance with LCH SA internal risk policies which are aligned to the

PFMIs. The policies are subject to annual review, and each FMI link arrangement is subject to ongoing monitoring and periodic review.

Key Consideration 2: A link should have a well-founded legal basis, in all relevant jurisdictions, that supports its design and provides adequate protection to the FMIs involved in the link.

As set out above, LCH SA conducts detailed due diligence prior to establishing a new FMI link. At the time of writing LCH SA maintains links with FMIs in the UK, USA, and other European countries. LCH SA's arrangements with FMI links are governed by contractual agreements, which specify the law governing such an agreement. A component of LCH SA's due diligence is the review and assessment of the applicable legal framework in the jurisdiction where such FMI is located, and the review and assessment of the FMI's terms and conditions where LCH SA's agreement and adherence is required. For interoperating arrangements with an FMI that is a CCP, the legal framework governing such agreements adheres to the ESMA Guidelines on Interoperability, and to establish enforceability, LCH SA obtains appropriate legal opinions such as in respect of insolvency, inter-CCP pledge agreements, treatment of collateral, and LCH SA's netting rules.

Key Considerations 3-6 are not applicable to CCPs.

Key Consideration 7: Before entering into a link with another CCP, a CCP should identify and manage the potential spill-over effects from the default of the linked CCP. If a link has three or more CCPs, each CCP should identify, assess, and manage the risks of the collective link arrangement.

LCH SA's interoperable-CCP link is governed and managed on a bilateral basis.

LCH SA will only consider entering into a CCP interoperable arrangement where the other CCP is recognised by its home regulators as a central counterparty and that CCP adheres to CPMI-IOSCO principles via the local regulatory regime.

The terms of reference of the LCH SA Risk Committee mandates that interoperable CCP links must be reviewed and approved prior to acceptance, and all interoperable arrangements must meet established LCH SA risk standards which are set out in various internal risk policies. In assessing the spill-over risk from the default of a linked CCP, consideration is given to the presence of default waterfall and default management procedures within the interoperating CCP's rules and procedures, and that risk is fully collateralised through exchange of margin. In addition to contagion risk, LCH SA also assesses the market and credit risk posed by the interoperating CCP, and ensures additional margin is called where necessary. For its ongoing review LCH SA conducts quarterly meetings with the interoperating CCP's Risk Manager to obtain information on any material changes such as changes to the interoperating CCP's margin methodologies, operational risk framework or third party relationships.

Key Consideration 8: Each CCP in a CCP link arrangement should be able to cover, at least on a daily basis, its current and potential future exposures to the linked CCP and its participants, if any, fully with a high degree of confidence without reducing the CCP's ability to fulfil its obligations to its own participants at any time.

The LCH SA risk framework takes into account exposures to interoperating CCPs. In accordance with a Group Policy, Interoperable CCP arrangements are subject to threshold and other monitoring on an ongoing basis. Changes to certain data and threshold breaches are escalated for action, such as additional margin being called. The Policy sets out guideline escalation triggers thus ensuring that current and potential future exposures are covered with a high degree of confidence. Moreover, stress testing procedures ensure LCH SA's margin models maintain at least a 99.7 percent confidence level, and margin posted to cover inter-CCP risk is held in a bankruptcy remote structure.

In accordance with the ESMA Guidelines on Interoperability, LCH SA does not require an interoperating CCP to contribute to any LCH SA default fund, and nor does LCH SA contribute to the default fund of any interoperable CCP. LCH SA has, however, a number of processes in place to manage inter-CCP risk, for example Variation Margin calls and End of Day Margin calls. Further, the rights and obligations set out in the legal documents govern the process by which each CCP ensures that risk is managed.

<p>LCH SA consults with its Clearing Members of the respective clearing service, where there is material change to any interoperable CCP arrangement, and publically discloses on its website any interoperable CCP arrangements, and the general risks of participating in such a service in relation to sharing of uncovered losses and uncovered liquidity shortfalls resulting from a CCP link arrangement, and as set out in the LCH SA Default Rules.</p>	
<p><i>Key Consideration 9 is not applicable to CCPs.</i></p>	
<p>Publicly available resources</p>	<p>Public quantitative disclosure standards for central counterparties</p>

Principle 21: Efficiency and effectiveness

An FMI should be efficient and effective in meeting the requirements of its participants and the markets it serves.

LCH SA maintains an operating structure that considers its clearing members, the products cleared and is designed to be efficient and effective. The mechanisms within this operating structure are subject to periodic review to ensure that they remain productive and continue to facilitate the goals and objectives of participants and the markets LCH SA serves.

Key Consideration 1: An FMI should be designed to meet the needs of its participants and the markets it serves, in particular, with regard to choice of a clearing and settlement arrangement; operating structure; scope of products cleared, settled, or recorded; and use of technology and procedures.

LCH SA is a global multi-asset class clearing house, serving a broad number of major exchanges and platforms as well as a range of OTC markets. LCH SA's commitment to the horizontal model ensures a clear growth path for clearing across multiple markets, exchanges, venues and geographies.

LCH SA is partly owned by Euronext and indirectly by its clearing members and, as a consequence, the exchange and the clearing members are part of the governance process and are represented in relevant committees. The LCH SA Board, Risk Committee and Audit Committee include Euronext, users and independent representation. LCH SA also has a number of advisory and risk working groups, which relate to specific products or projects and through these forums and member consultations ensures consideration of clearing member needs in terms of products and technology.

Any change which may fundamentally affect the way LCH SA operates will involve a change to the LCH SA Clearing Rules. Changes to the Clearing Rules are considered by the Rules Change Committee, which includes representatives of the compliance and legal functions and a clearing business representative. This Committee will independently assess changes and set a minimum time for clearing member consultation. Feedback received from clearing members is assessed and any further changes made will be considered by the Rules Change Committee before it can be made live. Further, LCH SA is an active market participant, providing thought leadership into industry-wide initiatives to promote financial stability and to improve the effectiveness and efficiency of the markets. Any significant changes that fundamentally affect the way that LCH SA operates are made only after clearing member consultation. Additionally, clearing members are involved in the development and testing of new releases of technology relating to new products or systems.

The LCH SA client management functions collect and collate enhancement and change requests from clearing members and submit to senior management for consideration.

Key Consideration 2: An FMI should have clearly defined goals and objectives that are measurable and achievable, such as in the areas of minimum service levels, risk- management expectations, and business priorities.

LCH SA's principal objectives are:

- To provide market leading risk management and clearing solutions
- To manage our members' and clients' risk by providing effective and efficient clearing services
- To promote a safe and stable financial market foremost in all that we do

The strategy for achieving these objectives is to continue to offer our proven risk management capabilities across a range of asset classes with a commitment to partner with our members to develop the services that make markets more efficient and safer.

The LCH SA Board supports the highest standards in corporate governance and through its internal governance process creates and maintains well defined strategic and financial plans. Progress against

goals and objectives are included in the publicly available consolidated LCH SA Group report and accounts.

LCH SA maintains dialogue with its clearing members through product specific user working groups and regularly consults its clearing members to obtain feedback.

LCH SA senior management reporting enables the LCH SA Board to assess and have oversight of the progress of LCH SA against its goals and objectives, including the strategy and the priorities for its senior executive. LCH SA management assesses performance against its annual Corporate Strategic Objectives on a quarterly basis. Performance against these objectives is reported to the LCH SA Group Board and the LCH SA Remuneration Committee. In addition, LCH SA management regularly reviews its Risk Governance Framework, and reports to the Board on the extent to which risks are managed within the LCH SA Board's tolerance. LCH SA's financial performance against budgets, targets and multi-year financial plans is also regularly reviewed and reported to the Board.

Key Consideration 3: An FMI should have established mechanisms for the regular review of its efficiency and effectiveness.

LCH SA has carried out a number of reviews of its operating model with a view to improving efficiency and effectiveness. LCH SA has implemented a range of initiatives including outsourcing of shared corporate and technology services under separate legal contracts with LSEG, its majority shareholder. This has resulted in a number of employees transferring from LCH SA Group to LSEG functions with direct cost reduction achieved and reduced headcount. In 2017, LCH SA also transferred some technology support functions to a new LSEG captive provider which delivers an identical service at a reduced cost.

LCH SA also utilises a LSEG Procurement function to achieve a reduction in procuring services through the buying power of the larger group. This has been a continuing effort since 2014 and the initiative continues today.

LCH SA operates a number of project boards that review the efficiency and effectiveness of its strategic and improvements plans during project life-cycle. Significant projects may also have independent reviews undertaken which are reported to the Board.

LCH SA continues to review its operating models to ensure they are fit for purpose to support LCH SA's business whilst being lean and efficient. This includes organisation design reviews of all operating units.

Publicly available resources	LCH SA Committee Terms of Reference CDSClear EquityClear Repoclear €GCPlus
-------------------------------------	--

Principle 22: Communication procedures and standards

An FMI should use, or at a minimum accommodate, relevant internationally accepted communication procedures and standards in order to facilitate efficient payment, clearing, settlement, and recording.

LCH SA uses internationally accepted communication procedures and standards where they are existing and practicable. Where such standards and procedures are not defined, LCH SA may facilitate use of proprietary messaging.

Key Consideration 1: An FMI should use, or at a minimum accommodate, internationally accepted communication procedures and standards.

LCH SA works to internationally-recognised procedures and standards wherever possible.

For payments, LCH SA uses SWIFT ISO15022 and ISO20022 standards for all payment instructions. For securities settlement, LCH SA uses a combination of SWIFT ISO 15022 and ISO20022 standards and the CSD/Custodian's proprietary GUI interfaces.

Clearing members may provide settlement instructions to LCH SA either through LCH SA's proprietary GUI interface (CMS) or via SWIFT ISO 20022 standard Collateral Proposal message. LCH SA sits on the ISO 20022 Securities Evaluation Group and contributes to defining international standards.

As well as providing proprietary reporting to clearing members, LCH SA provides wherever possible standards based reporting. This is the case for cash and securities reconciliation messages and more recently margin calls messaging. These messages can be provided directly to clearing members or to nominated third parties i.e. collateral managers or custodians.

Where industry standard interfaces for custodians and (I)CSDs are not available LCH SA either develops to third party specifications or defines a proprietary interface.

Publicly available resources

[Member Connectivity Guide](#)

Principle 23: Disclosure of rules, key procedures, and market data

An FMI should have clear and comprehensive rules and procedures and should provide sufficient information to enable participants to have an accurate understanding of the risks, fees, and other material costs they incur by participating in the FMI. All relevant rules and key procedures should be publicly disclosed.

The LCH SA website discloses the publicly available LCH SA Clearing Rules, the fees and risks associated with becoming a clearing member of LCH SA, as well as details of the LCH SA default waterfalls. Details of accepted eligible collateral including haircuts, and clearing member participation criteria are also disclosed on the publicly available LCH SA website, as is volume and value transaction data for each service.

Key Consideration 1: An FMI should adopt clear and comprehensive rules and procedures that are fully disclosed to participants. Relevant rules and key procedures should also be publicly disclosed.

LCH SA Clearing Rules govern the rights and responsibilities of LCH SA and its clearing members in respect of the clearing services provided by LCH SA, set out the main principles of business operations and deal with the management of a clearing member's default. LCH SA makes its Clearing Rules, membership criteria and risk disclosures available to the public via its website.

The Rules Change Committee oversees LCH SA's Clearing Rules' implementation process. Following a determination by the Committee, based on materiality, a period of consultation with LCH SA's clearing members or information of the latter will commence in order to provide clearing members with the opportunity to comment on proposed rule amendments or be informed sufficiently in advance. Prior to presentation at the Committee there is an internal peer review with Legal and Compliance Staff. The Rules Change Committee ensures that rules are clear and comprehensive by discussing each rule change in full and by means of challenge.

All proposed rule changes that have been filed with the CFTC and SEC are made publicly available on LCH SA's website.

LCH SA's key policies are reflected in information available on LCH SA's website. This includes the expected coverage of initial and variation margin requirements, acceptable collateral and haircuts, and participation requirements.

Key Consideration 2: An FMI should disclose clear descriptions of the system's design and operations, as well as the FMI's and participants' rights and obligations, so that participants can assess the risks they would incur by participating in the FMI.

The Clearing Rules set out LCH SA's and clearing members' rights and obligations and include, notably, developments regarding the management, by LCH SA, of a Clearing Member's default and default waterfall are published on the website. In addition, LCH SA provides its clearing members access to margin calculation tools to estimate initial margin obligations for certain markets. For each service that LCH SA offers, key service features are published on its website. User guides and technical specifications are available on request.

Key Consideration 3: An FMI should provide all necessary and appropriate documentation and training to facilitate participants' understanding of the FMI's rules and procedures and the risks they face from participating in the FMI.

LCH SA business lines provide all the required documentation to each new clearing member during its onboarding process. Training sessions are set up with the new CCP participants to ensure a full understanding and interaction with the CCP operational teams. The clearing member on-boarding training covers risk management, margining, collateral operations and reporting. Furthermore, refresher

operational training is provided for any existing clearing member on an ad hoc basis, as required. Bespoke training for any element of clearing may be formulated and delivered on request.

Examples of documentations: Service Description document, Connectivity Guide are available on the secured area of the CCP website.

Outside of formal training, LCH SA staff are available to its clearing members and dedicated teams are in place to assist clearing members, where necessary. Contact details are available on the LCH SA website.

Key Consideration 4: An FMI should publicly disclose its fees at the level of individual services it offers as well as its policies on any available discounts. The FMI should provide clear descriptions of priced services for comparability purposes.

Fees and descriptions of services are disclosed on the LCH SA website at the level of its individual services and, where relevant, volume-based discounts or fee holidays are clearly stated on the fee page for that service and are offered to all eligible clearing members on a non-discriminatory basis.

LCH SA issues circulars regarding material changes to fees prior to changes being made. In addition, notifications are also posted publicly on the website. This allows for easy comparison across CCPs offering similar services.

Key Consideration 5: An FMI should complete regularly and disclose publicly responses to the CPSS-IOSCO disclosure framework for financial market infrastructures. An FMI also should, at a minimum, disclose basic data on transaction volumes and values.

In accordance with LCH SA's policy of complete disclosure in accordance with the CPMI-IOSCO Disclosure Framework, LCH SA will publish this self-assessment of compliance with the PFMI and makes quarterly quantitative disclosures under the "Public quantitative disclosure standards for central counterparties".

Quantitative data such as transaction volumes, notional outstanding values and end of day mark-to-market prices is made available to the public on the LCH SA website.

General information on LCH SA's activities and operations is publicly disclosed on LCH SA's website. This information includes a list of clearing members, the set of products cleared, acceptable collateral, and an overview of the overall risk management framework. Also disclosed are clearing fees, minimum default fund and contribution requirements.

This information is disclosed to the public on the LCH SA website in English.

Publicly available resources	Governance Clearing Rules Risk Management Overview Membership Training CPMI-IOSCO Quantitative Disclosure Public quantitative disclosure standards for central counterparties
-------------------------------------	---

Principle 24 (Disclosure of market data by trade repositories) is not applicable to CCPs.

Appendix: Key terms and abbreviations

Abbreviation	Full name
ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
AMF	Autorité des Marchés Financiers
BCM	Business Continuity Management
BIA	Business Impact Assessment
CaLM	Collateral and Liquidity Management
CATS	LCH SA Treasury Banking System
CCP	Central counterparty
CFTC	US Commodity Futures Trading Commission
Clearing Rules	LCH SA Rulebooks, Instructions / Procedures and Notices
CMS	Collateral Management System
CMT	Crisis Management Team
CPMI	Committee on Payments and Market Infrastructures
CPSS	Committee on Payment and Settlement Systems
CSD	Central Securities Depository
DCMT	Default Crisis Management Team
DCO	Derivatives Clearing Organization
DFAM	Default Fund Additional Margin
DMG	Default Management Group
DMP	Default Management Process
DVP	Delivery Versus Payment
EMIR	European Markets Infrastructure Regulation
EWMA	Exponentially Weighted Moving Average
FCM	Futures Commission Merchant
FINMA	Swiss Financial Market Supervisory Authority
FMI	Financial Market Infrastructure
FX	Foreign Exchange
GCM	General Clearing Member
GMRA	Global Master Repurchase Agreement

GOSA	Gross Omnibus Segregated Accounts
ICSD	International Central Securities Depository
IOSCO	International Organization of Securities Commissions
ICS	Internal Credit Score
ISA	Individually Segregated Account
LCH Group	LCH Group Holdings Limited
LCH SA	Banque centrale de compensation
LCR	Liquidity Coverage Ratio
LSEG	London Stock Exchange Group
LVPS	Large Value Payment System
NOSA	Net Omnibus Segregated Accounts
OTC	Over-The-Counter
PPS	Protected Payments System
RTS	Regulatory Technical Standards
SEC	Securities Exchange Commission
Settlement Finality Directive	Directive 98/26/EC of the European Parliament and of the Council of 19 May 1998 on settlement finality in payment and securities settlement systems
T2S	Target2 Securities :The Trans-European Automated Real-time Gross Settlement Express Transfer System 2
TORs	Terms of Reference
VaR	Value-At-Risk

APPENDIX B

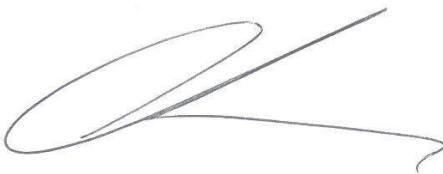
CERTIFICATE OF VERIFICATION

To: L'Autorité des marchés financiers - Québec

The undersigned hereby authorizes the making and filing of the attached application and confirms the truth of the facts contained therein.


Dated at Paris, France this 30th day of July, 2019.

BANQUE CENTRALE DE COMPENSATION



By: _____

Christophe Hémon
Chief Executive Officer



By: _____

Francois Faure
Chief Compliance Officer

7.3.2 Publication

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières Modification concernant l'amélioration du cours au moyen d'un ordre invisible

Vu la demande déposée le 10 décembre 2018 par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») afin d'obtenir l'approbation par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») du projet de modifications des Règles universelles d'intégrité du marché concernant l'amélioration du cours au moyen d'un ordre invisible (les « modifications »);

Vu la démarche consultative suivie par l'OCRCVM pour les modifications;

Vu le principal objectif des modifications de réviser les seuils applicables, sous réserve du respect de l'obligation d'obtenir un meilleur cours, pour qu'un ordre saisi sur un marché puisse rencontrer un ordre qui n'a pas été affiché dans un affichage consolidé du marché;

Vu la déclaration de l'OCRCVM selon laquelle les modifications ont été dûment approuvées par son conseil d'administration le 28 novembre 2018;

Vu l'article 74 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier, RLRQ, c. E-6.1 (la « Loi »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la Loi;

Vu l'analyse effectuée par la Direction de l'encadrement des bourses et des OAR et sa recommandation d'approuver les modifications du fait qu'elles favorisent la protection des investisseurs et qu'elles ne sont pas contraires à l'intérêt public.

En conséquence, l'Autorité approuve les modifications.

Fait le 24 juillet 2019.

Elaine Lanouette
Directrice principale de l'encadrement des structures de marché

Décision n°: 2019-DPESM-0012



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

MODIFICATION DES DÉLAIS RELATIFS AUX EXPIRATIONS MENSUELLES D'OPTIONS À LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS

Le soussigné confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles et au manuel des opérations de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (L.R.Q., chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 1^{er} août 20 19

(s) Martin Jannelle

Martin Jannelle, Conseiller juridique

CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

La *Loi sur les entreprises de services monétaires*, RLRQ, c. E-12.000001 (la « LESM ») prévoit à son article 3 que toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération (une « ESM ») doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité des marchés financiers (le « permis »). L'Autorité peut délivrer un permis pour l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- le change de devises
- le transfert de fonds
- l'émission ou le rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites
- l'encaissement de chèques
- l'exploitation de guichets automatiques

L'Autorité tient et met à jour sur son site Web, un registre public des entreprises de services monétaires (ESM) à qui elle délivre le droit d'exercer des activités au Québec. Si vous souhaitez vérifier si une ESM dispose d'un droit d'exercer des activités au Québec, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.3.1 contient l'information relative à la décision d'octroyer un nouveau permis. La sous-section 8.3.2 vise la cessation volontaire d'une ou plusieurs activités visées par le permis. La sous-section 8.3.3 contient les décisions prononcées par l'Autorité en vertu du premier alinéa de l'article 17 de la LESM, de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif visé aux articles 11 et 13 de la LESM.

Il est à noter que les décisions rendues par le Bureau de décision et de révision à l'égard d'une ESM en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 de la LESM et les avis d'audiences de ce tribunal se retrouvent à la section 2 du bulletin.

8.3.1 Nouveaux permis d'exploitation

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
146559 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-19
7816359 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-18
9174-6248 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-11
9180-1225 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-18
9301-7275 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-18
9349-7220 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-18
9383-3432 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-11
9391-0982 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-16
9394-7380 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-18

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
ALEJANDRA HERNANDEZ	Transfert de fonds	2019-07-19
CANADA INTERNATIONAL TRANSFERS CORP.	Transfert de fonds	2019-07-18
CORPORATION DE RADIO KUSHAPETSHEKEN APETUAMISS UASHAT	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-11
DÉPANNEUR DÉLI INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-11
JIAN & ZHEN INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-16
PR TECHNOLOGIES CANADA INC.	Change de devises Transfert de fonds	2019-07-11

8.3.2 Cessations volontaires d'activités

Nom de l'entreprise	Catégories	Date du retrait
9176-8721 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-18
BAR DRINKERIE SAINT-CUNEGONDE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-11
GORJI S.E.N.C.	Exploitation de guichets automatiques	2019-07-11

8.3.3 Suspensions ou révocations par l'Autorité

Aucune information.

8.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.